

Les résultats complets et les analyses, circonscription par circonscription

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

Avec ce numéro
un deuxième cahier
« ÉCONOMIE »
Pages 49 à 58

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13491 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 14 JUIN 1988

276 sièges pour le PS et ses alliés, 130 pour l'UDF, 128 pour le RPR, 27 pour le PC et 1 pour le FN

L'absence de majorité absolue à l'Assemblée devrait inciter M. Mitterrand

Et l'Europe ?

Pauvres Européens ! Les voilà tout aussi déçus que les Français. Ils pensaient en avoir fini avec les élections de l'hexagone au lendemain du second tour de l'élection présidentielle et s'étaient bien faits à la réélection de François Mitterrand. L'homme, après tout, avait fait ses preuves, avait le sens de l'histoire et entretenait les meilleures relations possibles avec la plupart des responsables du Vieux Continent.

Les résultats du second tour des élections législatives bouleversent, bien évidemment, ces certitudes. « Un Parlement sans majorité », « Un échec pour M. Mitterrand », titre la presse britannique, qui s'inquiète d'autre part de la progression inattendue d'un Parti communiste donné hier comme agonisant. Même surprise, mêmes sons de cloche en Allemagne fédérale, en Italie, en Espagne...

Il ne s'agit là, bien sûr, que de réactions « à chaud », mais elles sont significatives d'une incompréhension au demeurant bien naturelle. Elles illustrent en tout cas une crainte : que la France, dépourvue d'une majorité de gouvernement, ne consacre une fois de plus l'essentiel de son énergie à de vaines querelles internes au détriment de la tâche qui l'attend au cours des prochaines années : l'aventure européenne. Cette inquiétude est d'autant plus vive que le Parti communiste, la seule formation ouvertement anti-européenne, apparaît comme le « miracle » du scrutin.

La plupart des commentateurs étrangers n'ignorent pourtant pas le « troisième tour », encore à venir, c'est-à-dire l'éventuelle ouverture en direction du centre. Mais il est clair pour tous que M. Mitterrand est en plus mauvaise posture pour effectuer une telle opération qu'au lendemain de sa réélection.

D'où cette idée, qui apparaît ici et là, d'une France bateau ivre, voguant au gré des passions ou des indifférences du moment, sans gouvernement stable. Bref, une Italie ou une Belgique de plus, un poids supplémentaire pour la dynamique européenne, qui n'en avait vraiment pas besoin. Et un cadeau royal pour la Grande-Bretagne qui n'en demandait pas tant, et qui risque de se retrouver demain le seul pays d'Europe occidentale doté d'un pouvoir fort et incontesté.

Autant de considérations que nos hommes politiques seraient bien avisés de prendre en compte avant d'entrer dans le grand jeu des tractations et des marchandages en tout genre. A commencer par le président de la République, qui n'a pas d'autre solution, s'il veut conserver son crédit international et un poids à la France, que de procéder, quel qu'il en coûte, à une ouverture dont l'axe ne peut être que la préparation de la France à affronter le grand large européen.

Toute autre démarche, à commencer par la reconnaissance au Parti communiste d'un rôle déterminant, serait à coup sûr considérée par nos partenaires comme un repli fâcheux, un retour aux vieilles querelles idéologiques et aux stériles déchirements d'antan.

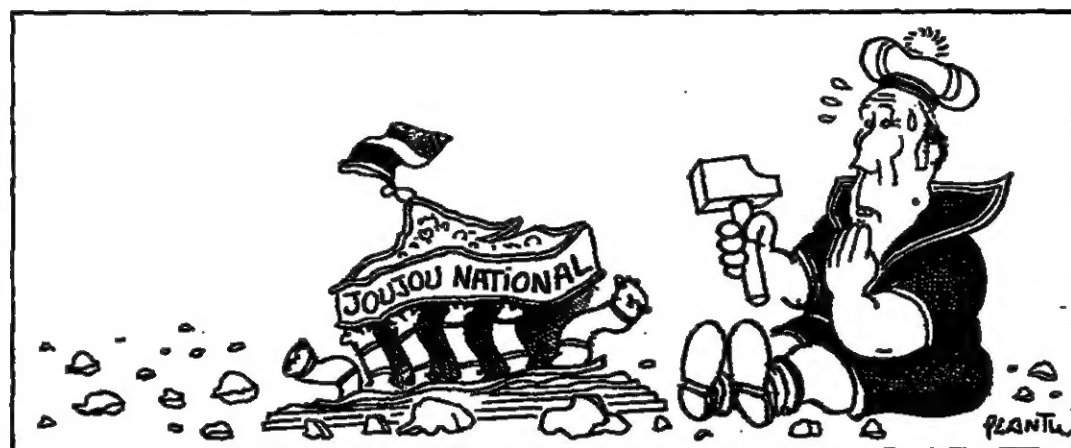
M 0147 - 0614 0 - 4,50 F



3790147004500 06140

à relancer la politique d'ouverture

- M. Giscard d'Estaing propose une négociation « au grand jour »
- M. Barre souhaite la création d'une majorité cohérente
- Les communistes envisagent un soutien cas par cas



Après le second tour des élections législatives, qui a, certes, marqué la défaite de la majorité sortante UDF-RPR, mais qui n'a pas permis au PS d'obtenir la majorité absolue des sièges, M. Michel Rocard devait formellement présenter la démission de son gouvernement, le mercredi 15 juin, à l'occasion de la réunion du conseil des ministres. Dans l'attente de la décision du président de la République, qui envisageait de faire connaître lui-même sa position au pays, le premier ministre continue toutefois d'exercer sa charge dans la plénitude de ses fonctions. Il s'attendait, lundi matin, à être reconduit à partir de l'installation, le

23 juin, de la nouvelle Assemblée, après un réaménagement du gouvernement.

Avec 52,07 % des voix au second tour, la gauche dispose de 303 sièges dans cette nouvelle Assemblée (276 PS, 27 PC). A droite, l'UDF devance le RPR (130 contre 128), tandis que, au sein de l'UDF, le CDS est en mesure, avec 49 députés, de constituer un groupe autonome. L'URC, forte également de 13 élus divers droite, totalise 271 sièges, tandis que la représentation du FN est réduite à une élue, Mme Yann Piat (dans le Var).

A Paris, la Bourse a baissé de 1 % à l'ouverture.

Une volonté de rééquilibrage

par Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhousseu

On ne s'ennuie jamais avec M. Mitterrand, l'homme qui monte et qui descend, le ludion de la vie politique française. Il sait mieux que nul autre, transformer une défaite en victoire : en 1965, il a fait de son glorieux échec contre le général de Gaulle le tremplin de la rénovation du PS, pris de la réunification de la gauche ; en 1986, il a transformé la cohabitation en instrument de la reconquête de son pouvoir. Mais il sait aussi changer ses troupes en échecs : mai 1981 a connu, il est vrai au bout de trois ans, des lendemains qui déchantent ; mai 1988, en trois semaines, s'est mué en une double bizarrerie de l'histoire. M. Mitterrand est le premier en toutes choses. Premier président de gauche, premier président battu aux élections législatives, premier président de cohabitation, premier président réélu, premier président qui, après dissolution de l'Assemblée nationale, n'obtient pas une majorité absolue.

La France se trouve dans une situation inédite sous la Ve République. Arithmétiquement, il existe bien une majorité, d'« union de la gauche » puisque le PC et le PS ont respecté au second tour la « discipline républicaine » en se désistant l'un pour l'autre. Politiquement, il n'y en a pas. L'union est forcée, pour reprendre le terme dont s'était servi, en 1981, M. Mitterrand, et communistes et socialistes ont affirmé, pendant la campagne, qu'il n'était pas question pour eux de gouverner ensemble. La contradiction de leurs attitudes

sur l'Europe suffit d'ailleurs à le leur interdire. La droite non plus n'est pas en état de gouverner. Majoritaire dans la précédente Assemblée, elle y revient minoritaire.

Le message des Français est donc un double refus : celui de la cohabitation, même « renouée », que souhaitait M. Giscard d'Estaing ; celui de l'Etat-PS, auquel M. Mitterrand promettait

pourtant d'échapper. Ludion, M. Mitterrand devrait logiquement rebondir. A charge pour lui d'être l'architecte des nouveaux équilibres de la vie politique française qui, à l'évidence, ont échappé au mécanisme simplificateur du scrutin majoritaire.

En accordant trois sièges de majorité à la droite en 1986, les Français l'avaient contraint à la cohabitation conflictuelle.

(Lire la suite page 2.)

Interdits d'arrogance...

par ANDRÉ FONTAINE

On se console comme on peut. A entendre les chefs des partis politiques, dimanche soir, on aurait pu croire que le scrutin du 12 juin n'a fait que des vainqueurs. Il n'en est pas un, pourtant, dont il ne consacre de quelque manière l'échec.

Echec d'abord pour le Parti communiste, qui ne s'attendait certes pas, un mois et quatre jours après la réélection quasi triomphale de François Mitterrand, à manquer de treize sièges la majorité absolue à l'Assemblée. Echec pour le président de la République lui-même, qui avait appelé les citoyens à confirmer, en votant pour les candidats qui se réclamaient de lui, leur vote du 8 mai. Echec pour le premier ministre, ce qui suppose que prenne fin l'ère querelles d'hommes et la cacophonie des prises de position : à vendredi prochain, dans la nuit de dimanche à lundi, Jacques Barrot, Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre, Simone Veil et Pierre Méhaignerie, on avait l'impression qu'il restait beaucoup à faire.

est bel et bien redevenue minoritaire. Pas seulement en sièges, mais en voix : même en comptant celles de l'extrême droite, elle en obtient moins de 48 %.

L'échec touche en particulier Jacques Chirac, dans la mesure où la comparaison des scores de la présidentielle et des législatives fait clairement apparaître que, le 8 mai, les Français n'ont pas voté pour une idéologie, mais plutôt, parce qu'il leur paraissait avoir plus de poids, un homme à un autre. Dans la mesure aussi où, pour la première fois, la représentation parlementaire de l'UDF sera légèrement plus nombreuse que celle du RPR. Mais ne devrions-nous pas alors parler d'un échec du centre ? Ou, certes, mais à condition qu'il puisse le confirmer, ce qui supposerait que prenne fin l'ère querelles d'hommes et la cacophonie des prises de position : à vendredi prochain, dans la nuit de dimanche à lundi, Jacques Barrot, Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre, Simone Veil et Pierre Méhaignerie, on avait l'impression qu'il restait beaucoup à faire.

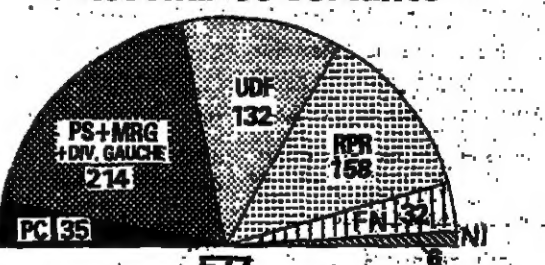
(23e et dernière page 2.)

La nouvelle Assemblée



(Manquent les deux sièges de Polynésie.)

L'Assemblée sortante



La crise du Caucase

Plusieurs morts à Bakou

Manifestations à Erevan

PAGE 33

Le rapprochement gréco-turc

M. Ozal à Athènes : une visite « historique »

PAGE 33

Congrès mondial sur le sida

Sept mille spécialistes réunis à Stockholm

PAGE 43

« Le Lac des cygnes » de Mats Ek

Un mélange de virtuosité et de malice

PAGE 37

Le sommaire complet se trouve sur page 33

La grande histoire du Faubourg Saint-Antoine

par Jean Diwo

denoël

LES DAMES DU FAUBOURG ET LE LIT D'ACAJOU

Jean Diwo
LE GÉNIE DE LA BASTILLE



Un vol. 504 p. 115 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 100 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 235 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 F. ; USA, 1,50 \$; Zaire, 200 Z.

Le second tour des

Le PS et ses alliés gagnent 62 sièges



En 1981, la dynamique présidentielle avait permis à la gauche de passer, d'un tour à l'autre des élections législatives provoquées par la dissolution de l'Assemblée nationale, de 51 à 55 %, et au PS, crédité de 37 % des voix au premier tour, d'obtenir 58 % des sièges. En 1988, cette dynamique était attendue aussi bien par la droite que par la gauche, mais elle ne s'est pas produite. Au premier tour des élections législatives, la gauche n'a, en effet, pas franchi la majorité (49 %) et si les 52 % qu'elle a obtenus au second tour lui ont permis d'avoir la majorité absolue des sièges, le PS et ses alliés ne totalisent que 48 % de la représentation à l'Assemblée nationale.

Les électeurs et notamment les abstentionnistes du premier tour avaient été d'abord prévenus, non seulement par le premier ministre mais aussi et surtout par le chef de l'Etat lui-même. Rien n'y a fait. Même si la participation a augmenté, le taux d'abstention est resté à un niveau élevé (29,74 %), et la répartition des abstentionnistes du premier tour qui se sont mobilisés n'a pas permis au PS de bénéficier du « coup de rein » que M. Rocard avait demandé. Le schéma du premier ministre, calqué sur le modèle classique du fonctionnement de la Cinquième République, selon lequel majorité présidentielle et majorité parlementaire coïncident, s'est heurté aux suffrages des Français.

Le schéma des leaders de l'URC, calqué sur le modèle hétérodoxe de la Cinquième République, c'est-à-dire par le corps électoral. Mais l'URC n'en a pas moins obtenu la poussée socialiste, l'UDF, résistante mieux placée, pour la première fois de son histoire, elle dénonce de 2 sièges le RPR (130 contre 128 au RPR, qui perd 32 sièges). L'URC peut en tout cas se féliciter de sa stratégie des candidatures uniques et de l'accord conclu à Marseille avec le Front national : la conjonction de ces deux faits lui a en effet permis d'éliminer la représentation parlementaire du Front national, qui perd 30 sièges et n'a plus qu'un seul député, et surtout

Une volonté de rééquilibrage

(Suite de la première page.)

En le privant des treize sièges nécessaires pour atteindre la même majorité, en 1988, ils obligent M. Mitterrand à pratiquer cette fameuse ouverture dont il avait fait un thème central de sa campagne, sans jamais parvenir à la mettre en œuvre. Le président de la République est donc placé sous la pression des électeurs. Mais lui qui, par la dissolution, voulait se donner les mains libres, se retrouve avec une marge de manœuvre réduite.

Il a dissout l'Assemblée nationale pour priver les partisans, à droite, d'une fausse ouverture — singulièrement M. Giscard d'Estaing — du droit de vie ou de mort sur le gouvernement Rocard. Il est aujourd'hui, en bonne arithmétique, à la merci de votes de circonstance — réunissant, il est vrai, le PCF à l'URC — qui pourraient paralyser l'action du gouvernement, et le renvoyer dans ses foyers du jour au lendemain. En organisant des législatives, il cherchait une « majorité stable », et même « coynone ». Il ne l'a pas. Il avait besoin d'une dynamique, il risquait le blocage. Il souhaitait une assurance de durée, l'instabilité menace.

M. Mitterrand, siôt sa réflexion, n'a pas apporté la preuve que l'« ouverture » était refusée par ses adversaires. Les Français ont été frustrés d'un examen de passage parlementaire du gouvernement Rocard, sur un programme précis. La démonstration, devra maintenant être faite : les Français l'obligent. Certains sont d'avis, comme M. Maurice Faure, qu'il eût mieux valu la tenter avant de prendre le risque de la dissolution. A charge pour le gouvernement de créer, par ses projets, des occasions de dislocation de la droite. D'autres peuvent penser qu'aujourd'hui, M. Mitterrand est en meilleure posture. Avec deux cent soixante-seize députés, la réunion de « majorités d'idées » est à l'évidence plus commode qu'avant les deux cent quatre-vingt sortants.

A treize sièges de la majorité absolue, marge réduite, la difficulté pourtant est forte. Un gouvernement qui s'efforcerait de vivre en comptant sur les suffrages barrocentristes serait considéré comme « traître » — et pas même « social » — par des communistes requinqués et par une frange de l'électorat socialiste ; ne serait-ce qu'en raison du scrutin lui-même : les centristes sont élus avec les voix de la droite et parfois de l'extrême droite, contre les socialistes ; et réciproquement. Si le même gouvernement tentait de s'appuyer sur les députés communistes exclusivement, il serait considéré comme anachronique. Il aurait de surcroît du mal à suivre les

enchères d'un PCF qui a soudainement réactualisé un hypothétique « programme commun » en fixant à 20 milliards de francs la recette de l'impôt sur la grande fortune (que M. Mitterrand limite à 6 ou 7 milliards), à 3 000 F le minimum social (50 % de plus que le PS) et à 40 milliards la diminution des crédits militaires au profit de l'école, sujet sur lequel les socialistes n'ont pas encore eu l'audace de se prononcer clairement.

Intéressés au premier chef par la constitution des majorités dont aura besoin le gouvernement, MM. Marchais et Barre ont été les seuls, dimanche soir, à délivrer, chacun



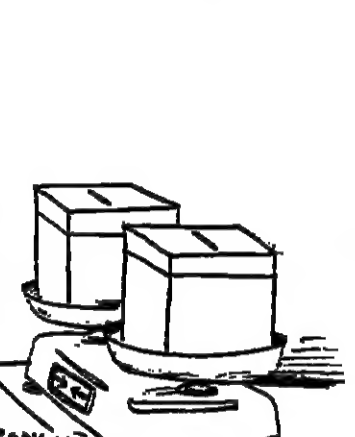
pour son compte, des messages clairs. M. Marchais fait de la surenchère, mais on peut compter sur lui pour voter l'impôt sur la grande fortune. Il soutiendra « au cas par cas ».

M. Barre attend du président de la République qu'il énonce des « orientations qui permettront à la majorité de se constituer ». Il souhaite que cette majorité « puisse sa cohésion dans les valeurs de la République ». L'offre de compromis est limpide. Elle trouve son prolongement dans les propos tenus par M. Simone Veil, qui appelle de ses vœux la constitution, à côté d'une « vraie droite », d'un « vrai centre ».

Ce groupe parlementaire, « social, libéral et européen », comme dirait M. Barre, verra le jour le mardi 14 juin... ou ne sera pas. Comme au lendemain du 8 mai, cette partie-là se joue en quelques jours, voire en quelques heures, à cette différence près que les centristes ont aujourd'hui une chance d'échapper à l'alternative entre le ghetto de droite et le ralliement sans condition à M. Mitterrand. Ils ont « passé l'âge des caramels mou », selon la formule utilisée par M. Henri Emmanuelli, socialiste au

franco-parler, en réponse au président de la République qui promettrait quelque chose... dans le deuxième gouvernement Rocard. On ne les attirera pas avec des portefeuilles, mais avec un programme politique.

Les principaux dirigeants socialistes ont passé une partie de la soirée à l'Elysée avec M. Mitterrand. M. Bérégovoy a dit à la télévision, au terme de cette réunion, ce qu'il convenait d'en tirer en décrivant la marche à suivre pour les prochaines semaines. Le gouvernement présentera des projets qui seront la traduction des engagements du candidat Mitterrand. Les votes qui voudra, et l'on verra bien alors si les centristes sont immédiatement visés



à droite, comme l'a dit le chef de l'Etat lui-même au conseil des ministres du 8 juin.

Les Français connaîtront rapidement les résultats des trois premiers tests : la Nouvelle-Calédonie, pour laquelle M. Rocard compte formuler ses propositions dès cette semaine, après avoir reçu sans doute le même jour MM. Laffont et Tjibaou, sur la base du rapport « social-barrière » (1) que lui aura remis la « mission du dialogue », l'impôt sur les grandes fortunes, dont M. Barre critique en privé la suppression en 1986 ; le revenu minimum d'insertion, idée à laquelle il s'est rallié après mûre réflexion.

L'heure de vérité n'interviendra qu'au moment où se formeront les vraies majorités politiques, lors de la discussion, à l'automne, du budget de 1989. Mais Rocard, comme promis dans la lettre qu'il a adressée à ses ministres le 25 mai, poussera aussi loin que possible la négociation afin que son projet de budget marque la concrétisation de l'ouverture et manifeste qu'un pays peut être rassemblé autour d'objectifs « à moyen terme », selon l'expression de M. Barre.

A plus long terme, le vote des Français est un message d'équilibre adressé au président de la République, et à toute la classe politique. C'est surtout une façon de prendre au mot le chef de l'Etat lui-même. Rééquilibrer, avait-il promis, la société malade du bipartisme, les institutions victimes de l'Etat partitien, et la vie politique fatiguée d'un quart de siècle de bipolarisation. Rééquilibrer, lui ont répondu les Français. Renvoyons-les dos à dos, ou presque, la gauche et la droite. Favorisons, au sein de la droite, sa fraction la plus modérée. Rendons au Parlement un rôle dont il avait été privé, puisque c'est là que tout va se passer. Renvoyons enfin le chef de l'Etat à l'essence de sa fonction, qui est d'arbitrer, d'organiser les consensus, de tracer les grandes directions, et non pas d'augmenter son pouvoir grâce à une majorité à sa dévotion.

La vérité sort de la bouche des enfants, dit-on. Selon un sondage commandé par l'Elysée et réalisé auprès des écoliers des classes élémentaires, 60 % des plus jeunes pensent que le président de la République a pour successeur naturel... son fils. Les Français, sans doute, ne veulent pas cette vérité-là, même s'ils ont admis le 8 mai dernier que l'on pouvait être au suffrage universel un roi de France, à légitimité renouvelable.

JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) Ce rapport est en effet établi par M. Blanc, proche de M. Rocard et M. Seznecqz, proche de M. Barre.

Que faire de la victoire des « hommes du centre » ?

Ces élections législatives ont procuré à l'UDF une double bonne surprise. Maintes fois décrié, ce cartel électoral a fonctionné au-delà des espérances de ses dirigeants. Ce qui, par contre, ne manquera certainement pas de faire réfléchir ses détracteurs. Avec un total de 130 sièges, l'UDF atteint, à un siège près, son meilleur score des élections législatives de 1978, année de sa création.

L'équilibre interne de ses composantes ne s'en trouve que très légèrement modifié au profit des centristes. De 60, le Parti républicain passe à 63 députés (y compris les 3 élus des clubs giscardiens Perspectives et Réalités), 16 nouveaux élus mais 14 sortants battus, dont l'ancien ministre de la « bande à Léo », le maire d'Orléans, M. Jacques Douffignies. Avec la découverte de M. Claude Malhuret à Vichy, voilà deux lourds échecs pour ce parti. Néanmoins, le PR reste la première force de l'UDF, même si l'écart avec le CDS se resserre.

Si les radicaux et le PSD sauvent chacun 3 sièges, le CDS se retrouve désormais avec 52 députés (plus 6 par rapport à mars 1986), chiffre largement suffisant pour constituer à l'Assemblée nationale un groupe autonome. Un député centriste sur cinq est nouveau. En outre, le CDS peut se réjouir de la réélection de son vice-président et homme symbole du combat contre l'extrême-droite, M. Bernard Stasi, dans la Marne.

Second motif de satisfaction tout aussi inattendu : pour la première fois depuis sa création, l'UDF passe plus lourd que le RPR. Elle devient mathématiquement la première force politique de l'opposition, ce que ne laissait aucunement pressager la différence de voix obtenues au premier tour de la dernière élection présidentielle par MM. Jacques Chirac et Raymond Barre.

Cette nouvelle donne au sein de la droite est évidemment la conséquence des accords sur les candidatures uniques de l'URC. Mais cette inversion de tendance aura sans doute, psychologiquement, des effets sur le comportement d'une UDF qui va pouvoir définitivement entretenir son vieux complexe d'infériorité à l'égard du RPR et, au-delà, sur la sensibilité politique de l'ensemble de l'opposition.

La prééminence de l'UDF, la poussée en son sein du CDS, deux données confirmant l'enseignement principal de ces élections législatives : elles ont marqué avant tout la victoire des hommes du centre.

A l'UDF

M. Valéry Giscard d'Estaing mais aussi M. Barre, peuvent légitimement voir la victoire de leurs idées. Tous deux, avec leur style différent, ont entre les deux tours pratiquement tenu un langage identique. Même volonté de sortir la France politique de la guerre « archaïque » gauche-droite. Même discours de tolérance sur « la cohabitation renouée ». Même inventaire des grandes priorités nationales requérant un minimum de consensus. Et tous deux se sont encore retrouvés, dimanche soir, sur la même ligne pour éviter tout de suite que la droite ne s'enferme dans la droite. Pour inviter leurs amis à avoir le triomphe modeste et pour finalement conclure provisoirement, à l'adresse de M. Mitterrand, que tout reste ouvert. Aucun des deux n'a donc voulu formellement claquer la porte de l'ouverture.

Mais la concurrence entre l'ancien président de la République et son ancien premier ministre risque d'être rude et redoutable pour l'avenir de l'UDF. D'accord sur le discours de l'ouverture à tenir, ils n'ont de toute évidence pas la même approche technique du rôle que pourrait tenir l'UDF sur ce terrain mouvant.

M. Giscard d'Estaing : « préserver l'URC ».

M. Giscard d'Estaing veut bien pratiquer l'ouverture à condition de pouvoir tenir la poignée de la porte. Le choix qu'il proposera à ses amis se situera sans doute entre l'option d'une « opposition constructive » et au mieux celle du soutien sans participation à un gouvernement un peu plus recentré.

Lancé d'ores et déjà dans une stratégie de reconquête de l'Elysée, l'ancien président va être, en fait, essentiellement mu par cette double préoccupation. Préserver d'abord, celle qui coûte, l'existence de l'URC. Cette machine électorale qui vient de s'avérer performante doit, selon le schéma giscardien, le moment venu, pouvoir servir de creuset à la future convention qui aurait à désigner, à l'américaine, le candidat de la droite à la prochaine élection présidentielle.

M. Giscard d'Estaing, qui voit toujours plus loin, pourrait donc de la sorte prendre pied pour les futures primaires dans ce camp. Il est peu probable, toutefois, que M. Chirac le laisse, sur ce terrain, agir à sa guise.

Maintenir ensuite l'URC fermement ancrée au centre, là où se

gagnent toutes les batailles. Cela passe par une modernisation de l'UDF, dont il serait prêt, le cas échéant, à prendre la présidence. Pour ce faire, il pourrait bénéficier du soutien de M. François Léotard et de ses amis du PR, dont la marge de manœuvre s'est considérablement réduite, et des encouragements des parlementaires qui, sous la bannière RPR-UDF, hésiteront beaucoup à la brûler à un an des élections municipales.

M. Barre :

mener sa propre barque

M. Barre, lui, n'est plus opposé à une ouverture à double sens, qui pourrait s'opérer par la mise en place, comme l'a laissé clairement entendre dimanche soir le président de l'UDF, M. Jean Lecanuet, d'un grand gouvernement d'union nationale. Cette démarche pourrait être rapidement favorisée par la constitution du parti charnière centriste qu'il appelle de ses vœux depuis le lendemain du premier tour de l'élection présidentielle. M. Barre a reçu dimanche soir, le renfort de M. Simone Veil, qui a confirmé qu'elle jouait « socialement » la distinction entre « une formation de droite populiste » et une formation du centre.

Tout va dépendre désormais du comportement des responsables du CDS. Si, comme ils l'ont laissé prévoir, ils confirment mardi, après la deuxième réunion de leur groupe de réflexion du GIR, leur intention de constituer à l'Assemblée nationale un groupe centriste autonome, M. Barre pourra se dispenser de faire lui-même ce que ses amis acceptent de former. Dans l'autre cas de figure, si, au bout du compte, M. Giscard d'Estaing parvient à convaincre ces centristes de ne pas quitter le navire UDF, l'ancien premier ministre semble suffisamment résolu pour mener lui-même sa propre barque.

L'UDF s'apprête donc à vivre une semaine de tous les dangers. Que répondre à M. Mitterrand ? S'opposer ou composer ? Préserver la dynamique de l'union RPR-UDF ? Ou reprendre aux socialistes les terres fertiles du centre ? Choix que Giscard ou Barre ? Dès lundi après-midi, le PR devait convoquer son bureau politique. Les parlementaires du CDS devaient, le soir, dîner ensemble. Mardi se tiendra un bureau politique de l'UDF qui pourrait être déterminant.

DANIEL CARTON.

Matignon, par

Toute une longue, une interminable soirée, Matignon a été la maison de l'ouverture. Mais d'une ouverture à tous les vents de l'incertitude. Les invités du premier ministre, venus plus nombreux qu'au soir du premier tour, se sont crus un instant vainqueurs, vainqueurs à la « rocardienne », c'est-à-dire d'un court terme majoritaire absolu. Puis à égalité. Enfin, battus.

Ils se sont vus chassés des lauriers de la victoire de Venise, après seulement quelques semaines de présence. Laurs peurs — du vide, du « pays profond », du PS à tendance dure, du PC retrouvé — se sont mêlées, plusieurs heures durant, aux errances des interrogations constitutionnelles. Les conseillers de Michel Rocard ont eu beau rassurer, expliquer que « l'équipe Rocard continuait plus que jamais ». Ils ont eu beau refaire vingt fois leur cours parlementaire dans le grand salon d'honneur avant leur entendement per-dessus bord.

Et c'est toute l'ouverture, en termes de symboles, qui s'était retrouvée là, comme poussée par un inconscient besoin de faire corps dans la tourmente. Tous les ministres, ou presque, de la société « civile ». Jacques Chirac, ministre chargé des reconver-

gation de retrouver le PC, qu'on le veuille ou non.

Bernard Kouchner, lui, resta longtemps pour exprimer sa colère. Il alla de groupe en groupe pour déplorer « cette France où rien n'avance », le poids des « médiocrités locales, imperméables à toute évolution. Bref, pour lui, le coup était déjà plein. Il ne resterait pas « avec le PC ». Les conseillers de Michel Rocard, pour lui aussi, pour lui d'abord, assuraient que le PC n'en serait pas. D'ailleurs, les dirigeants communistes « n'en voulaient pas ». Ils n'arrêtaient pas de le dire à la fois. Mais Bernard Kouchner et beaucoup d'autres n'écoulaient plus. Pour du vide, pour du pays profond, pour des retours en arrière...

Jean-Paul Huchon

joue les « nureqs »

Il manquait à cette assemblée une culture de ce qu'un chargé de mission de Matignon a appelé les « cas d'école de la V^e République ». Les ministres civils, les conseillers trop récemment nommés, encaissent — mal — les chocs, par défaut d'histoire. Paul Quilès, seul socialiste « séculaire », pour reprendre une terminologie entendue, dimanche soir, rue de Varenne, ne s'attendait pas assez longtemps pour leur fournir

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

La rencontre des talents

Un cursus national ou un cursus multinational à Paris, New-York, Berkeley et Tokyo

Concours d'entrée : Juillet et Septembre.

3^{ème} cycle : pour IEP, DEA, DESS, pharmaciens, ingénieurs, maîtrise...

2^{ème} cycle : pour licence, DEUG, DUT, BTS, Math Spé, Khâgne...

Etablissement libre d'enseignement supérieur - 8 rue de Lota 75116 Paris - Tél. 45 53 60 00

La clef de la réussite

ISIG

élections législatives

... Le Monde • Mardi 14 juin 1988 • 3

mais n'atteignent pas la majorité absolue

de transformer l'extrême droite en force d'appoint. Ainsi, dans les Bouches-du-Rhône, l'accord a profité aux candidats de l'URC qui ont obtenu 6 élus tandis que le Front national échoue dans les huit circonscriptions où il représentait à lui seul toute la droite au bénéfice du PS (7 sièges) et du PCF (3 sièges).

En outre, le Front national a perdu dans l'affaire son principal moyen de pression, comme en témoigne le fait que dans certaines circonscriptions, où il avait donné des consignes de vote hostile, celles-ci n'ont pas été entendues. MM. Séguin et Stasi, par exemple, ont été réélus, tandis qu'il est impossible d'attribuer la défaite de M. Hannoun et l'échec de

M. Maubert à une défection de l'électorat lepéniste. Au moins autant que l'accord de Marseille qui a légitimé le Front national aux yeux de l'électorat de droite, c'est le plus faible niveau de ce mouvement qui explique un meilleur report qu'à l'élection présidentielle. C'est à la quasi-perfection de ce report que le PS doit d'avoir perdu une bonne dizaine de circonscriptions parmi la trentaine qui se jouaient dans un mouchoir. Plus l'audience du Front national se rétrécit, plus on a affaire à un électoral de la droite extrême par opposition à un électoral purement protestataire qui a pu se reconnaître en M. Le Pen et dont une partie, par exemple, a pu revenir vers le PC lors du scrutin législatif.

Le Parti communiste, qui est électoralement affaibli (de 1981 à 1988, il passe de 16% à 11% et de 44 à 27 sièges et perd 8 sièges par rapport à 1986, est pourtant politiquement renforcé par le scrutin des 5 et 12 juin. Même s'il n'atteint pas les effectifs nécessaires à la constitution d'un groupe à l'Assemblée nationale, le PC constitue l'appoint indispensable au PS si ce dernier souhaite disposer d'une majorité absolue.

Mais s'il est vrai que l'union de la gauche n'a plus de réalité politique, même si elle s'est concrétisée par des reports sans histoire le 12 juin, il est non moins vrai que la question de l'avenir de la coalition RPR-UDF reste posée. Au sein du groupe que les centristes sont en

mesure de constituer de 49 élus CDS, forts d'une cinquantaine d'élus, il en est qui prônent certes la reconduction de l'URC, mais il en est d'autres pour souhaiter une totale autonomie afin de pouvoir un jour négocier avec le PS.

Il convient toutefois de noter qu'à la base, c'est-à-dire sur le terrain des circonscriptions, tous les candidats de l'ouverture ou presque ont échoué. Encore faut-il ajouter que cet échec concerne des personnalités qui étaient connues comme proches du PS, des compagnons de route en quelque sorte, tandis que M. Lionel Stoléru, qui est, lui, une personnalité clairement identifiée comme différente des socialistes, a réussi malgré des consignes de vote hostiles du PC.

Au PS

L'ouverture considérée comme un repoussoir

Les militants de base et les cadres socialistes que l'on pouvait rencontrer dimanche soir au siège du PS, rue de Solferino, ne cachent pas leur déception et leur amertume. « Bien fait pour nous », « Ils l'ont bien cherché », « Ils », cela représente tout à la fois MM. François Mitterrand, Pierre Mauroy, Michel Rocard, bref, les trois principaux instigateurs de la politique « d'ouverture ». Car, du point de vue d'une bonne partie de la « base » du PS, l'analyse est simple : en jouant « l'ouverture », le président de la République et les dirigeants socialistes ont joué les apprentis-sorcières et laissé se créer une distorsion croissante entre les souhaits de la « base » et ceux du sommet.

Dès la préparation de l'élection présidentielle, on avait senti poindre une certaine méfiance dans une partie de la gauche, vis-à-vis des intentions prêtées à M. Mitterrand. Cette méfiance naissante ne s'est retrouvée qu'à la marge dans les résultats du premier tour. (La présence, de M. Jacques Chirac, qui a fait office de repoussoir, a balayé, au second tour, les réserves de M. Mitterrand, avec 54,10 %, à fait un résultat au premier tour qui ne s'attendait pas les socialistes. Dans les départements métropolitains où le président sortant a fait moins bien, le 24 avril, que lors du PS 1986, il n'y a pas eu de vote socialiste. Dans les départements où M. Mitterrand avait reculé).

C'est surtout pendant la campagne législative que l'avant-garde du PS a pris tout d'abord sur la « base » militante. Avant le premier tour, MM. Rocard et Mauroy ont mené une campagne bâtarde pour une « ouverture » contre laquelle on a vu monter une certaine gauche socialiste.

Entre les deux tours, si M. Mauroy s'est fait plus discret sur ce sujet, M. Rocard, fidèle à ses convictions, n'a pas voulu renoncer à son plaidoyer pour « l'ouverture ». Et une bonne part des « réserves » d'abandonnistes que la gauche voulait mobiliser sont restées dans leurs cantonnements.

On peut comprendre la réaction des militants déçus (qui font pendant aux modérés déçus par la dissolution). En caricaturant à peine, on peut soutenir que les socialistes qui n'auraient pas voulu le croire ont bien dû admettre que les motions votées par les congrès socialistes ne valent pas beaucoup plus que des chiffons de papier : un an et quelques semaines après avoir, au congrès de Lille de 1987, renouvelé,

dans la ferveur de leurs racines historiques retrouvées, la promesse de « l'engagement à gauche » du PS, et du refus de toute « dérive centriste », on de la « réorientation de la « troisième force », les militants socialistes se sont vu proposer une offre d'alliance pour laquelle, à aucun moment, on ne leur a demandé leur avis. Quant aux électeurs de gauche, après de moraliser une partie d'entre eux ont probablement été choqués par les parfums de « combinaisons » penchés qui leur parvenaient.

Le rôle de M. Pierre Mauroy, premier secrétaire, dans cette affaire ne

card d'Esting obtienne le « perchoir » de l'Assemblée nationale (dans l'hypothèse d'une victoire du PS, qui était alors la seule hypothèse envisagée).

La révolution permanente

En somme, comme l'a fait remarquer le bureau exécutif du PS qui avait suivi le premier tour des élections législatives, le 6 juin, une partie des électeurs de gauche avaient toutes les raisons d'avoir perdu leurs « repères » habituels. Ils ne les ont



peut être négligé : lorsque M. Mitterrand a nommé à l'Assemblée nationale M. Rocard - dont se méfiaient une partie des socialistes - pour mener l'ouverture, M. Mauroy a paru avoir vocation à rassurer ses troupes sur les limites de cette ouverture, à laquelle il était associé.

Parmi les raisons qui ont fait pencher la balance, au sein du courant AB (mitterrand-mauroyste), pour M. Mauroy contre M. Fabius, la garantie de « gauche » que semblait présenter le maire de Lille a probablement joué. Or M. Mauroy, dans un premier temps, est allé encore plus loin que M. Rocard sur le chemin de l'ouverture, alors qu'on attendait qu'il en balise la route. C'est le nouveau premier secrétaire du PS qui a explicitement souhaité la création d'un parti du centre qui aurait vocation à s'allier avec le PS.

C'est M. Mauroy qui a jugé, pendant la campagne, que l'union de la gauche était une phase « dépassée », et qui, au titre de l'ouverture, n'exclutait pas que M. Valéry Gis-

vaillement se retrouve entre les deux tours. Certains candidats de l'ouverture, notamment, comme cela s'était déjà passé le 5 juin, en ont fait les frais. Ainsi MM. Roger Bambuck, Thierry de Beauchamp, Brice Lalonde, tous trois secrétaires d'Etat, et qui, il est vrai, cumulaient deux inconvénients, celui d'être parachutés, celui d'être des candidats d'ouverture, ont été battus, dans des circonscriptions où M. Mitterrand était majoritaire le 8 mai.

Après la révolution culturelle permanente, si l'on ose dire, qu'a représentée le passage au pouvoir entre 1981 et 1986, puis l'opposition dans un système de cohabitation, les dirigeants socialistes, sous l'impulsion de M. Mitterrand, ont voulu encore pousser les feux de la rénovation du PS. Nombre d'électeurs de gauche, déjà perturbés par les révisions déclinantes des dernières années, ont, cette fois, mis les poches.

On peut aussi supposer que l'un des phénomènes que craignait M. Rocard s'est produit : face à un débat politique encombré de « voca-

bulaire de serrurerie », certains électeurs populaires se sont sentis oubliés et l'ont fait savoir. Ils se préoccupaient de leurs salaires, de leurs conditions de vie. On leur répondait : « ouverture ». En dépit des exhortations répétées du premier ministre, qui a affirmé à maintes reprises que la priorité du gouvernement était la vie quotidienne des Français, et en particulier du monde du travail, une partie de l'électorat de gauche s'est bien, comme le redoutait M. Rocard, sentie hors jeu.

Un casse-tête pour le premier ministre

Et maintenant, que va faire M. Rocard ? La situation dans laquelle se trouve le premier ministre est complexe. Elle peut se révéler ingérable ou, au contraire, lui donner l'occasion de faire ses preuves, dans un contexte difficile. Le maire de Conflans-Sainte-Honorine a voulu incarner « l'ouverture ». Or, pour une bonne partie du PS, c'est précisément cette « ouverture » qui a produit le relatif échec socialiste. M. Rocard a eu toutes ses chances sur la nécessité d'obtenir, pour le président de la République, une majorité « stable » et « pluraliste », ce qui justifiait la dissolution de l'Assemblée élue le 16 mars 1986. Or la caractéristique essentielle du paysage parlementaire tel qu'il semble se dessiner est, justement, qu'il risque de manquer de stabilité. Certes, toute majorité, quelle qu'elle soit, sera, par la force des choses, « pluraliste ».

Ironie du sort supplémentaire, M. Rocard, qui voulait une « assurance décision » pour les cas où il ne pourrait réunir une large « majorité d'idées » sur les textes présentés au Parlement, n'a pas de majorité absolue socialiste, donc pas d'« assurance décision ». Les majorités d'idées, qui pouvaient passer hier pour un luxe inutile, peuvent devenir demain une obligation en même temps qu'un casse-tête permanent.

L'épée de Damoclès à laquelle voulait échapper M. Rocard grâce à la dissolution est désormais suspendue en permanence au-dessus de la tête du premier ministre de M. Mitterrand, quel qu'il soit.

La consolation est de taille : le PS est devant l'URC. Il n'y a pas de majorité absolue pour la droite (l'extrême droite étant devenue inexistante à l'Assemblée) et donc pas de retour de la « cohabitation » modèle Chirac-Mitterrand. Mais il y a fort à parier que le recul de la majorité sortante ne suffira pas, aujourd'hui, à satisfaire M. Rocard, pris en tension entre une droite ressassée, pour le moment, par le scrutin majoritaire et la bonne tenue de ses candidats au deuxième tour, et un PCF qui frotte la barre des trente députés et s'est fait un plaisir d'aligner, dès dimanche, par la voix de M. Georges Marchais, des exigences redoublées.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Interdits d'arrogance...

(Suite de la première page.)

Le plus atteint, cependant, est sans doute Jean-Marie Le Pen, brutalement rebouté du podium où l'avaient installé ses 4 400 000 voix du 24 avril. Il est battu en combat singulier dans les Bouches-du-Rhône, tournant ainsi aux instituts de sondage leur seule véritable victoire.

Nombre d'électeurs de la droite classique se sont refusés à voter pour le Front national dans les circonscriptions où le candidat URC s'était retiré, alors que son propre électoral suivait les consignes de Jean-Marie Le Pen, en se reportant massivement, au deuxième tour, sur la majorité sortante. Déjà, il avait dû avaler son chapeau et oublier qu'il avait déclaré *urbi et orbi* qu'il considérerait des candidatures uniques UDF-RPR comme un *casus belli*.

Enfin et surtout, il paye cher le retour à un système électoral dont il faut bien convenir, avec Georges Marchais et lui, qu'il est proprement inique, puisqu'il arrive à faire représenter le PC et le Front national, qui ont obtenu au premier tour un nombre de voix composites, l'un par vingt-sept députés, l'autre par un, ou plutôt par une.

Les communistes, enfin, s'ils n'en reviennent pas d'avoir démenti les prophéties qui les délaissaient de l'Assemblée et d'avoir fait, au premier tour, un peu mieux qu'en 1986, ne peuvent pas ne pas mesurer l'écart qui les sépare des scores qu'ils réalisaient autrefois : 16 % encore, en 1981, et jusqu'à 25 et même 27 % antérieurement.

Une ambition commune

De cette somme d'échecs, une conclusion s'impose : toute arrogance est désormais interdite à ceux qui nous gouvernent ou aspirent à le faire. Personne ne peut plus prétendre incarner la volonté du peuple. Car ce qu'a d'abord manifesté le peuple, quand ce ne serait que par un taux d'abstention très élevé, c'est qu'il n'a pas trop envie de laisser qui que ce soit parler en son nom.

L'Economist de Londres relevait, il y a quelques années, le

faible (*fondness*) des Américains pour la division du pouvoir : à regarder de près les résultats de ce dimanche, il semblerait que les Français se fussent donné le mot pour empêcher la gauche, comme la droite de les dominer.

Est-ce bien sage ? De quelle autorité un gouvernement privé de majorité stable disposerait-il pour faire face aux innombrables défis qui, à l'intérieur comme à l'extérieur, se présentent à nous ? Ceux qui ont connu la IV^e République n'ont pas oublié les sourires ironiques qui les accueillait, à l'étranger, au spectacle des continuelles déboires du pouvoir.

Faisant, comme à son habitude, contre mauvaise fortune bon cœur, Michel Rocard n'a rien trouvé d'autre à dire, dimanche soir, que de nous inviter à lutter contre le chômage, la délinquance, etc. Est-ce là, désormais, tout le projet de l'homme qui rayonnait si visiblement lorsqu'il s'est installé, il y a un mois, à Matignon, et qui rêvait alors de tant de grandes choses pour la France ?

On a peine à le croire. Pour réveiller les Français, pour les convaincre de prendre en main leur destin, il faudrait tenir le langage qui leur rendrait une ambition commune. Le déclin, à défaut, est inévitable.

Le pays est épuisé d'avoir trop voté. Il en a assez des jeux politiques, que résument parfaitement à ses yeux les « Nuls » et le « Bébête Show ». C'est au président de la République, tout le monde le dit et tout le monde a raison, qu'il appartient maintenant de jouer.

On l'a vu trop souvent opérer, après les pires revers, un complet rétablissement ; on le sait par trop attaché à mettre le pays à même de tenir son rôle dans le monde et de faire bonne figure dans l'Europe de 1992, pour croire qu'il pourrait se satisfaire longtemps d'un gouvernement minoritaire : rien ne serait d'ailleurs plus éloigné de l'« ouverture » et du rassemblement qu'il a promis à ses électeurs.

Ouverture et rassemblement ne dépendent certes pas que de lui. Mais ils dépendent d'abord de lui.

ANDRÉ FONTAINE.

gros temps...

des précisions. Jean-Pierre Chevènement, lui, arriva bien tard. Et il paraissait pessimiste : « Franchement, je ne vois pas la solution, confie-t-il, coincé comme nous le sommes entre la droite et le PC. »

Dans cette maison livrée à d'impensables inquiétudes, il n'y avait guère que l'équipe restreinte de Michel Rocard pour garder un peu de raison. Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet, se livra même à un véritable tour de force : il passa du style « nurse », le confort aux amis, à l'analyse « à chaud » d'une situation qui s'échappe sans cesse. Il n'eut, à le suivre ainsi de table en table, à le voir monter et descendre du bureau du premier ministre, qu'un seul sujet de préoccupation. Vers 23 heures, la télévision donnait même l'URC en tête devant le PS. « Là, ça se complique », notait-il. Plus tard on apprendrait qu'il n'en était rien.

Pour l'équipe de Matignon, il ne faisait aucun doute que « Michel Rocard restait aux affaires ». Le premier ministre, avec ce gouvernement ou un autre, allait tenir jusqu'à l'automne. En fait, jusqu'au vote du budget, seul véritable obstacle actuel à une négociation avec l'« majorité », par l'art des complications qu'il allait se donner, chapitre par chapitre, au Parle-

ment. Guy Carcassonne, spécialiste des questions parlementaires, savait déjà, dimanche soir, qu'il allait devoir déployer des trésors de persuasion pour faire adopter les projets gouvernementaux à des centristes au comportement incertain.

« On s'y est mal pris »

Les heures passant, les pous stabilisées, ces centristes incertains étaient d'ailleurs devenus le sujet de toutes les conversations. Que seraient-ils ? Pourquoi Raymond Barré n'avait-il pas adressé de message plus clair ? On n'ignorait plus que, ces jours derniers encore, Simone Veil et Bernard Stasi, parmi d'autres, avaient été contactés une nouvelle fois. Ils n'étaient pas hostiles à l'idée de franchir le Rubicon, expliquaient-ils, à condition que le PS n'ait pas la majorité absolue. C'était chose faite, combien ! Alors qu'attendaient-ils ? Les invités y perdirent leur latin rocardien.

Les conseillers de Michel Rocard, eux, savaient que ces rapprochements tenaient encore des travaux d'Hercule. Matignon, tard dans la soirée, reconnaissait qu'« on s'y était mal pris, après le 8 mai, lors du premier tour de piste de l'ouverture ». Qu'il fût,

avec les centristes, plus de forme et de sensibilité. Sans doute n'avait-on pas trouvé les mots. Ni donné assez de gages, notamment municipaux. Tout était à reprendre, mais demain, après une nuit de mauvais sommeil. Ce soir, les esprits, même les plus froids, étaient brouillés.

Il fallait aussi attendre de pouvoir mesurer, à quelques signes, la conviction de Michel Rocard, son analyse de ces résultats à rendre neurasthénique. Toute la soirée, il avait été absent, occupé dans son bureau, à converser avec le chef de l'Etat, et, dit-on, avec deux personnalités « primordiales » de l'ex-majorité. Il n'avait fait, auprès de ses amis, qu'une courte apparition, après son bref message télévisé. On l'avait vu sortir pour une visite, jugée « rapide », à l'Élysée. Sur son passage, entre les tables, on murmurait simplement qu'il venait de recevoir l'assurance de demeurer, « quoi qu'il arrive », à son poste. Il embrassa, il serra des mains, mais se garda de tout commentaire. Il n'avait, par sa manière, que sa fatigue.

Matignon, cette baraque ivre, se préparait à conduire « un gouvernement minoritaire ». Au fond, cela allait assez bien à cette équipe-là. Mais, tout de même, la soirée avait été éprouvante.

PHILIPPE BOGGO.

Les Codes

Dalloz ne

cessent de

grandir : réguliè-

ment mis à jour,

enrichis des anno-

tations de jurispru-

dence et complétés

de bibliographies,

toujours accessi-

bles grâce à de

nombreuses

tables. Code du

travail 1988.



Sa grandeur est à l'intérieur.

20 CODES DALLOZ • LE DROIT DE SAVOIR

Le second tour des élections législatives

Au RPR

M. Chirac affronte un débat sur la stratégie du mouvement

M. Jacques Chirac, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, est satisfait des résultats puisqu'ils montrent que « le Parti socialiste et le président de la République ont échoué dans leur tentative de donner une majorité absolue au Parti socialiste et d'avoir ainsi tous les pouvoirs ».

L'ancien premier ministre — au cours d'une brève intervention dimanche soir — a affirmé en conséquence que l'union du RPR et de l'UDF sera renforcée pour « continuer le même combat » que lorsque ces deux formations gouvernaient ensemble. M. Chirac précise qu'il ne soutiendrait qu'une politique « qui reprendrait les grands objectifs », qu'il a « défendus lors du deuxième tour de l'élection présidentielle ». Cette attitude reflète le refus de tout compromis avec les objectifs de M. Mitterrand, contre lequel précisément M. Chirac avait présenté les siens, en vain, pour le scrutin du 8 mai.

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, dénonce par avance les « alliances politiques » et appelle au maintien de l'union de l'opposition. Quant à M. Alain Juppé, porte-parole du président du RPR, il ne doute pas que M. Chirac pratiquera désormais une « opposition tranquille ». Le scrutin du 12 juin n'aurait-il pas en effet à M. Chirac le rôle que les autres responsables de la droite et du centre ne semblent pas disposés à lui disputer — de leader d'une opposition sans concession.

Depuis son échec à l'élection présidentielle, M. Chirac avait pratiquement disparu de la surface des eaux. Le président du RPR avait décidé de se consacrer d'abord à sa propre réflexion en Corrèze — obtenue avec brio dès le premier tour — et ensuite au soutien de quelques candidats de l'UDF dans la capitale. Tout au plus avait-il intervenu brièvement au soir des deux tours des législatives et le vendredi 10 juin pour répondre à M. Mitterrand.

En refusant toute autre intervention publique et en se gardant de toute déclaration de portée nationale, M. Chirac se comporte donc comme un sous-marin. S'étant placé en immersion, il peut ainsi voir sans être vu, observer sans agir et attendre de pouvoir refaire surface. Il n'en demeure pas moins que le deuxième échec subi par le

maire de Paris à l'élection présidentielle est pour lui un coup dur personnel et un revers politique qui mérite réflexion, voire certaines remises en cause. Le silence soudain observé par M. Chirac a dès lors donné plus d'écho aux déclarations et aux initiatives des autres responsables du RPR.

Le cas Balladur

Ainsi beaucoup de téléspectateurs ont-ils pu être surpris que, au soir du premier tour des législatives, quelques minutes après la clôture du scrutin, ce soit M. Edouard Balladur qui ait tiré les premières leçons du vote. L'ancien ministre d'Etat, s'il est membre du comité central, n'occupe en effet aucune fonction dans la hiérarchie statutaire du mouvement que préside M. Chirac. M. Balladur, qui souhaitait s'exprimer dans le cadre de l'Hôtel de Ville de Paris, en avait été dissuadé in extremis, dissuadé et il avait, en définitive, pris la parole au siège du RPR. Le nouveau député du quinquième arrondissement avait, certes, eu un contact préalable avec M. Chirac, qui se trouvait encore en Corrèze. Toutefois, au RPR, plusieurs responsables trouvaient qu'il allait peut-être un peu vite en besogne.

Tout au long de l'après-midi et de la soirée du dimanche 5 juin, M. Charles Pasqua avait, également au siège du RPR, collationné et analysé les résultats, et il s'était entretenu à plusieurs reprises avec le président du mouvement. La présence de ces deux personnalités en un même lieu au même moment et de façon qui n'est sûrement pas fortuite symbolise les influences centrifuges qui s'exercent au sein du RPR et aussi sur son chef. Tous deux ont été pendant les deux années de la cohabitation les ministres les plus influents non seulement par leurs responsabilités gouvernementales mais aussi par leurs conceptions politiques. Chacun entretient avec M. Chirac des liens personnels d'amitié qui n'ont jamais été gravement distendus, malgré quelques orages passagers.

Au fil des mois, cependant, les choix stratégiques pris à l'un et à l'autre ont de moins en moins coïncidé, au point qu'aujourd'hui

chacun d'eux peut incarner — si le mot n'était abusif au sein du RPR — une tendance ou tout au moins une sensibilité propre.

Le mérite de M. Balladur est triple. Avant l'heure il a érigé en doctrine la cohabitation et conçu le passage à l'hôtel Matignon de M. Chirac comme la condition nécessaire à son entrée à l'Élysée. Avant l'heure également, il a conceptualisé la création d'une formation politique libérale sous la forme d'une confédération entre le RPR et l'UDF.

Si sur ces deux questions les succès n'est pas venu — ou pas encore — couronner ses efforts, en revanche M. Balladur est crédité dans les rangs de la majorité de la réussite des candidatures uniques pour les élections législatives, dont il s'était fait l'ardent défenseur, et des résultats de la politique économique qu'il a conduite pendant deux ans rue de Rivoli. Or, c'est précisément son action à la tête du ministère des finances qui est mise en cause par certains membres du RPR, en raison essentiellement du défaut d'accompagnement social, qui a donné prise au fil des mois aux critiques grandissantes de la gauche.

M. Jacques Chaban-Delmas a bien résumé ces reproches en déclarant au « Grand Jury RTL-Monde » du 23 mai : « Depuis deux ans, toute l'attention s'est focalisée sur l'effort économique. Il y avait en effet un redressement économique à développer, ce qui a été fait de façon assez remarquable. Mais, parce que les résultats étaient bons, on n'a plus parlé que des questions économiques et on a complètement négligé ce qui est l'essentiel même du gaullisme : l'être humain. C'est ce retour au gaullisme, à la politique sociale, à l'appel à la sensibilité populaire qui caractérise aujourd'hui l'inspiration des « non-balladuriers », qui ne sont toutefois pas pour autant, et pas encore, des « anti-Balladur ».

Une telle sensibilité serait — selon eux — mieux représentée par des hommes comme MM. Philippe Séguin, Michel Noir, Michel Barnier, François Fillon, Alain Carignon et surtout Charles Pasqua. Les positions prises par ces responsables — en dépit de leur variété — touchent en effet plus directement la « tripe » militante gaulliste.

Quoi qu'il en soit de la réalité de ces perceptions différentes de la stratégie future du RPR, MM. Balladur et Pasqua protestent de leur solidarité et de leur estime réciproque. L'ancien ministre d'Etat n'est pas candidat à la succession de M. Chirac à la présidence du RPR. Celle-ci n'est d'ailleurs plus ouverte depuis que le maire de Paris a repris l'exercice de la fonction de chef d'Etat mis en congé pour la durée de la campagne électorale.

Guerre des chefs ?

Tout au plus cette éventualité avait-elle été un instant envisagée parmi d'autres hypothèses : il se serait alors agi de confier le RPR à la garde de M. Balladur tandis que M. Chirac se serait consacré à rassembler « toute l'opposition » en vue du prochain scrutin présidentiel. Les résultats du 5 juin, autant que le premier tour du 24 avril ont remis à plus tard ce projet. M. Charles Pasqua n'est, semble-t-il, pas davantage prêtendant à la direction du parti.

Mais, si la guerre des chefs ne peut être déclarée faute d'enjeu, c'est à deux autres niveaux que se dessinent des options distinctes.

En ce qui concerne la stratégie future, M. Balladur demeure convaincu que contre la gauche doit se constituer une grande force libérale et sociale dans laquelle les relations deviendraient de plus en plus étroites entre le RPR et l'UDF afin de se concrétiser par des candidatures uniques à « toutes » les élections, y compris à l'élection présidentielle. Seul peut gagner, estime-t-il, un candidat « d'adhésion », qui ne peut être qu'unique, alors que les candidatures multiples n'aboutissent au deuxième tour qu'à des compromis nuisibles. Reste naturellement à mettre en œuvre au fil des années et sous le feu des ambitions des partis et des personnes une telle solution. Les résultats de dimanche, et notamment le rôle que voudront jouer aussi bien les « centristes » que M. Barre ou M. Giscard d'Estaing, vont conditionner le sort des projets de M. Balladur.

Pour M. Pasqua, mais aussi pour des hommes aussi divers que MM. Chaban-Delmas, Séguin, Pons, etc., il convient de faire du RPR un véritable parti — en y bannissant le dogme de l'infaillibilité

du chef et en y restaurant les débats — avec une doctrine claire et modernisée capable d'entraîner l'adhésion autant intellectuelle que militante. De fédérer, en somme, une droite populaire autant détachée du centrisme que de l'extrémisme. Mais sans pour autant attaquer de front l'extrême droite.

Un nouveau secrétaire général

L'enjeu de l'avenir se situe aussi au niveau de la maîtrise de l'appareil lui-même. De l'avis de tous les responsables et élus du RPR, le temps de M. Toubon — en fonctions au secrétariat général depuis décembre 1984 — approche de son terme sans qu'il soit nécessaire d'instruire davantage le procès de ses responsabilités.

Son remplacement — qui dépend de la seule décision du président du mouvement — pourrait donc intervenir assez rapidement. Est souvent cité pour lui succéder, le nom de M. Alain Juppé, qui a fait ses preuves et ses classes non seulement comme ministre du budget mais aussi comme porte-parole et animateur de la campagne présidentielle. « Sabra » de la génération Chirac, il n'est pas pour autant rejeté par les caciques, qui apprécient son intelligence, sa rigueur, mais aussi sa radicalité.

Un autre nom est également avancé, celui de M. Philippe Séguin. On vante du maire d'Epinal le caractère tempéré mais souvent mauvais, les convictions gaullistes et un certain charisme auprès des militants. Lui-même ne manque pas d'idées pour réorganiser le mouvement, et il ne va pas tarder à les exprimer.

Enfin, quelques personnalités RPR pourraient ne pas se satisfaire de tels choix. M. Michel Noir, avec un humour sans doute involontaire, a affirmé dimanche soir que les Français venaient de « condamner le choix entre le noir et le blanc et de rejeter tous les extrêmes ». Y a-t-il l'esquisse d'une troisième voie ?

ANDRÉ PASSERON.

A l'UDF

« Divine surprise »

« C'est surprenant. Au lendemain du 8 mai, on annonçait quatre cents députés socialistes... » Il n'en revient pas, ce cadre de l'UDF, il en est presque méfiant. Et si les premiers résultats de ce second tour, « si le choc », se trouvaient infirmes à minute ? La prudence est générale au siège de l'Union, boulevard de Latour-Maubourg, où les militants sont rares.

« Pour vous, c'est tout de même une bonne surprise ? » insiste-t-on. La réponse reste ambiguë : « Enfin... il faut attendre les décisions des responsables qui se réunissent en début de semaine. Comment savoir, avec ces reports, ces abstentions du premier tour transformées en suffrages sonnants et trébuchants ? » Certains candidats de l'UDF étaient « en ballottage défavorable à nos yeux. Ils ont tout de même gagné. Grâce au Front national ? » Les commentaires préfèrent « le flou ». Une jeune femme passe en coup de vent, descendant de l'escalier où se terront quelques responsables : « La CDS fait machine arrière », lance-t-elle, maussade. Un de ses collègues traduit en clair : « Une majorité, au CDS, souhaiterait former un groupe centriste ».

L'ouverture éventuelle de la part des socialistes continue, semble-t-il, de provoquer silences et ravages. Des divisions resurgissent. « Il n'y a pas de quoi pavoiser. Il n'y a pas de majorité stable » bougonne l'un. « Allez donc faire un tour au PR, lui rétorque son voisin, on y est plus joyeux. Cet homme est fier de son parti qui a toujours combattu l'ouverture ».

A « La Libération », la boutique du PR ouverte rue de Bourgogne, on respire à l'aise. Entre soi. On salue le champagne. « François, vient-on d'entendre, est en route pour Paris. Alain est au siège. Au sous-sol, sous l'élégante voûte de brique, une centaine de jeunes fidèles commentent les débats télévisés, retransmis sur de grands écrans. Langue acide pour « l'été québécois ».

« C'est surprenant. Au lendemain du 8 mai, on annonçait quatre cents députés socialistes... » Il n'en revient pas, ce cadre de l'UDF, il en est presque méfiant. Et si les premiers résultats de ce second tour, « si le choc », se trouvaient infirmes à minute ? La prudence est générale au siège de l'Union, boulevard de Latour-Maubourg, où les militants sont rares.

« Pour vous, c'est tout de même une bonne surprise ? » insiste-t-on. La réponse reste ambiguë : « Enfin... il faut attendre les décisions des responsables qui se réunissent en début de semaine. Comment savoir, avec ces reports, ces abstentions du premier tour transformées en suffrages sonnants et trébuchants ? » Certains candidats de l'UDF étaient « en ballottage défavorable à nos yeux. Ils ont tout de même gagné. Grâce au Front national ? » Les commentaires préfèrent « le flou ». Une jeune femme passe en coup de vent, descendant de l'escalier où se terront quelques responsables : « La CDS fait machine arrière », lance-t-elle, maussade. Un de ses collègues traduit en clair : « Une majorité, au CDS, souhaiterait former un groupe centriste ».

« Pour vous, c'est tout de même une bonne surprise ? » insiste-t-on. La réponse reste ambiguë : « Enfin... il faut attendre les décisions des responsables qui se réunissent en début de semaine. Comment savoir, avec ces reports, ces abstentions du premier tour transformées en suffrages sonnants et trébuchants ? » Certains candidats de l'UDF étaient « en ballottage défavorable à nos yeux. Ils ont tout de même gagné. Grâce au Front national ? » Les commentaires préfèrent « le flou ». Une jeune femme passe en coup de vent, descendant de l'escalier où se terront quelques responsables : « La CDS fait machine arrière », lance-t-elle, maussade. Un de ses collègues traduit en clair : « Une majorité, au CDS, souhaiterait former un groupe centriste ».

« Pour vous, c'est tout de même une bonne surprise ? » insiste-t-on. La réponse reste ambiguë : « Enfin... il faut attendre les décisions des responsables qui se réunissent en début de semaine. Comment savoir, avec ces reports, ces abstentions du premier tour transformées en suffrages sonnants et trébuchants ? » Certains candidats de l'UDF étaient « en ballottage défavorable à nos yeux. Ils ont tout de même gagné. Grâce au Front national ? » Les commentaires préfèrent « le flou ». Une jeune femme passe en coup de vent, descendant de l'escalier où se terront quelques responsables : « La CDS fait machine arrière », lance-t-elle, maussade. Un de ses collègues traduit en clair : « Une majorité, au CDS, souhaiterait former un groupe centriste ».

« Pour vous, c'est tout de même une bonne surprise ? » insiste-t-on. La réponse reste ambiguë : « Enfin... il faut attendre les décisions des responsables qui se réunissent en début de semaine. Comment savoir, avec ces reports, ces abstentions du premier tour transformées en suffrages sonnants et trébuchants ? » Certains candidats de l'UDF étaient « en ballottage défavorable à nos yeux. Ils ont tout de même gagné. Grâce au Front national ? » Les commentaires préfèrent « le flou ». Une jeune femme passe en coup de vent, descendant de l'escalier où se terront quelques responsables : « La CDS fait machine arrière », lance-t-elle, maussade. Un de ses collègues traduit en clair : « Une majorité, au CDS, souhaiterait former un groupe centriste ».

ANDRÉ PASSERON.

Dans la presse quotidienne

Leçons

Le Parti socialiste, cette majorité lui a été refusée. Seule une majorité relative lui a été accordée. Le message du premier tour a été répété le 12 juin. L'ouverture est devenue une exigence de l'électorat. François Mitterrand doit être à la fois député et satisfait. Il a perdu son pari et simultanément il l'a gagné. Perdu, c'est évident : le chèque en blanc majoritaire a été refusé à ses porteurs. Le président a tenu le double : après les présidentielles, les législatives, après la conquête de l'Élysée, Matignon et le Palais-Bourbon. Cette démarche n'a pas été comprise. La monopolisation des palais nationaux n'a pas enthousiasmé l'électorat qui y a vu un risque de blocage par manque de souplesse.

« L'HUMANITÉ (Claude Cabanès) : « La masse n'est jamais dite. Qui aurait mis, il y a huit jours à peine, 5 F. 6 sous sur les candidats communistes aux élections législatives ? (...) La France a besoin d'une politique entièrement nouvelle. Tous les gouvernements, depuis plus de quinze ans, quelle que soit leur couleur, l'ont conduite dans l'impasse en choisissant « l'austérité ». Il n'y a aucun espoir de ce côté-là. Il faut donc changer complètement de cap. Les communistes seront toujours disponibles pour prendre leurs responsabilités dans cette nouvelle direction. Le vrai combat contre le chômage, contre la pauvreté, contre les injustices, pour le pouvoir d'achat, la croissance de l'économie, la liberté et le désarmement, c'est le leur. Ils seront toujours prêts à mettre en œuvre cette orientation neuve à la tête du pays. Celle-là, mais aucune autre (...) Hier soir, MM. Lecanuet, Mauroy, Giscard d'Estaing, Joux de la flûte de l'ouverture. Il est exclu que nous participions à cet orchestre. Quel qu'il arrive, c'est le rassemblement populaire qui décidera de l'avenir. Il peut compter sur nous. La messe n'est jamais dite. »

« LES ÉCHOS (Pavilla) : « La leçon du scrutin d'hier est que, contrairement à certaines apparences (les Français) se méfient maintenant des marchands d'illusions et savent que les cinq ans à venir seront ceux des figures imposées. Imposées par l'environnement international et par les canons de l'efficacité qu'y imposent les militaires, les plus puissants, les plus habiles de nos concurrents, réfo-

rences vis-à-vis desquelles tout regard, tout droit, la moindre velléité d'y échapper ou d'y trouver des accommodements, générerait automatiquement pour notre pays perte de compétitivité et de parts de marchés, c'est-à-dire un appauvrissement collectif où les démunis seraient fatalement les plus touchés. L'avertissement du pays est clair : mettons les barres devant la charrie, produisons avant que de distribuer. Quelle que soit la composition du futur gouvernement, il sera bien obligé, cette fois, de se soumettre pleinement à ces figures imposées. »

« LE PROVENCAL (Jean-René Lapierre) : « La réponse de Marseille au Front national est sortie des urnes. Elle est nette, catégorique, sans appel. C'est un massif à l'opinion publique de la Pen, tentée sur la ville. Il a perdu son pari. Non seulement le leader de l'extrême droite a été largement battu par Marius Masse mais, pour tous ses amis, c'est une véritable Berezina (...). La défaite de la Pen ne doit pas faire oublier que le Front national n'abandonne pas ses rêves. S'appuyant sur un score électoral qui demeure inquiétant, Jean-Marie Le Pen a d'ailleurs fait savoir, dès hier soir, qu'il serait présent dans les scrutins de demain, les élections cantonales d'abord et municipales ensuite. Marseille, qui a gagné hier une grande bataille, doit maintenant se préparer à gagner la guerre. Elle doit rassembler plus que jamais toutes les forces vives pour faire reculer, sur tous les fronts, l'exclusion et l'intolérance. En un mot, le combat continue pour elle. »

« NORD-ÉCLAIR (J. Clauwaert) : « Alors et sans jeu de mots, barre au centre ? Michel Rocard s'est empressé de dire hier soir, que « les résultats donnent parfaitement les moyens de gouverner. » Parfaitement ! Mieux vaut faire courir mauvais fortune bon cœur. Et l'on passe sur les excès de langage de la campagne électorale : était-il vraiment utile, et adroit, de faire huer les dirigeants centristes, en les accusant en bloc d'avoir pactisé par omission avec le Front national ? On comprendra qu'il y a lieu d'interpréter les résultats du scrutin, et que seul le président de la République est à même de le faire. Car il faut et c'est la seule évidence reconnue, que la France soit gouvernée. »

Le rêve éveillé de M. Jacques Toubon

Jacques Toubon a tombé la veste. Il n'est pas tout à fait minuit lorsqu'il arrive rue de Lille au siège du RPR. Une poignée de jeunes gens sont dehors et l'accueillent par des vivats. La nuit est douce et douce ce score, « si le choc » qu'il semble ouvrir la voie à toutes les combinaisons. Jacques Toubon a donc la mine éjoule. Pour un peu, on croirait qu'il jubile. « Je crois que Mitterrand va jouer le jeu. Il va nommer comme premier ministre le responsable du groupe le plus important. » Exit Michel Rocard ? Le secrétaire général du RPR semble, à cet instant, y croire. Et si l'UDF avait plus de sièges que toutes les gauches réunies... Jacques Toubon a fait et fait honneur au buffet. Ses amis sont contents, qui l'entourent comme un jeune marié. « Je crois qu'on va avoir plus de sièges qu'au... »

Lorsque Pierre Joxe apparaît sur les télévisions, six minutes plus tard, on se tait. « La droite est battue », dit le ministre. Pensez, Jacques Toubon plonge dans une terrine et ironise : « Ah bon ! vraiment ? » Le ministre de l'intérieur se garde bien de détailler

le nombre de sièges conquis par ses amis et ceux ravis par l'UDF. Les seuls chiffres qu'il donne sont ceux du Parti communiste et du Front national. Jacques Toubon exulte : « Je n'ai jamais vu ça : un ministre de l'intérieur qui proclame les résultats sans donner de chiffres... Ce qui me fait rigoler, c'est que Mitterrand a dit pour avoir les moins libres. Et il n'a jamais été aussi libre... Vous allez voir, avec tous les socialistes qu'on va récupérer, ce sera nous, le premier groupe de l'Assemblée... »

Dopé par l'exultance de la situation, Jacques Toubon se prend à rêver. Mais la nuit est longue, encore. Il va falloir éprouver — sérieusement — les résultats. Les supporters, peu à peu, quittent la rue de Lille. On affûte les calculatrices. A cette heure-là, toutes les alliances, tous les ravissements, toutes les possibilités. Dans un téléviseur, le « Bébête-Show » fait ses adieux. Jacques Toubon a remis sa veste. On va pouvoir passer aux choses sérieuses.

Ag. L.

EFFONDREMENT!

Effondrement des tarifs sur l'Inde, Carrefour de l'Inde vous propose un vol PARIS-DELHI A.R. à 4300 F. Vols réguliers vers Bombay, Katmandou, Colombo.

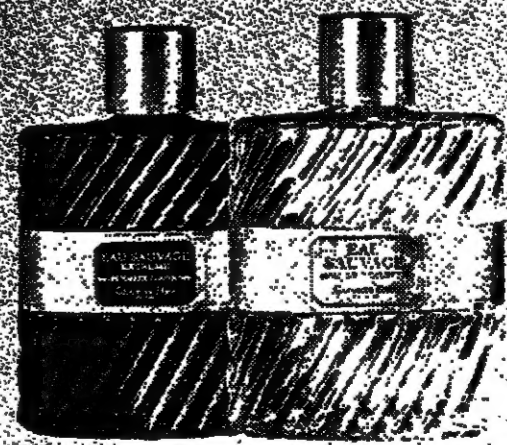


Carrefour de l'Inde

45 bis, rue Sainte-Anne - 75001 Paris - Tél. : 42 61 77 08

Métro Pyramides ou Palais Royal

EAU SAUVAGE



Christian Dior

Au PCF

Le juge de paix de la gauche

Aucun quitus pour le passé, aucun blanc-seing pour l'avenir, le PCF jugera, au coup par coup, sur les actes. M. Georges Marchais et les dirigeants communistes ont tracé, dimanche soir, les grandes lignes de la nouvelle tactique du PCF découlant du résultat des élections législatives. Une expression la résume : juge de paix de la gauche.

Censeur, diront les uns, maître-chanteur, diront les autres, et promoteur d'otages socialistes, n'ont pas hésité, déjà, à dire certains dirigeants de droite qui n'ont pas leur part pour introduire un cordage de marine dans le chas d'une aiguille.

Une seule chose est sûre, les communistes sont arithmétiquement en mesure d'apporter l'appoint nécessaire, aux socialistes pour, ponctuellement, atteindre la majorité.

Après le soutien sans participation gouvernementale de 1986, la participation avec soutien de 1981 à 1984, le PCF va expérimenter le soutien sélectif de « tous les pas en avant, si minimes soient-ils », en écartant la compromission gouvernementale qui, dans un passé récent, s'est révélée, selon la direction, plus maléfique que bénéfique. L'hypothèse d'un remaniement de 1981 — forcé et non plus octroyé — ne semblait pas, du reste, être envisagée du côté socialiste.

A leur manière, les députés communistes vont mettre en œuvre une version giscardienne, revue et corrigée à gauche, de l'« opposition constructive ». Le problème à résoudre pour le PS sera, évidemment, d'apprécier rapidement lequel des deux termes de l'expression en question va l'emporter sur l'autre. La proximité des élections cantonales (septembre prochain), mais surtout des municipales, fixées en 1989, va sans doute inciter les protagonistes à la prudence et à la modération.

Cependant, M. Marchais a déjà glissé, parmi les revendications communistes déjà connues — SMIC à 6 000 F, allocation de 3 000 F pour les chômeurs privés de ressources, allocation de 700 F dès le premier enfant, prélèvement de 40 milliards de francs sur le budget de l'armement à des fins de formation, — une nouvelle exigence qui concerne l'impôt sur les grandes fortunes. La « politique nouvelle » appelée par le secrétaire général implique l'« impôt sur les grandes fortunes, rapportant 20 milliards de francs ». Cette exigence était formulée dans

le projet du XXVI^e Congrès du PCF.

A cette occasion, M. Marchais avait suggéré une « réforme démocratique de la fiscalité », permettant « de dégager plus de 100 milliards de francs annuels ». Tel qu'il le préconise une nouvelle fois aujourd'hui, le PCF veut multiplier le rendement de cet impôt, mis en place par la gauche et supprimé par la droite, par quatre. Ce qui, selon les économistes, reviendrait à le tuer en augmentant considérablement l'assiette et les taux d'imposition. On peut s'interroger, dans ces conditions, sur la volonté réelle de l'équipe de M. Marchais de mettre sur les rails cette « union nouvelle des forces populaires », le secrétaire général appelait de ses vœux au soir du second tour. D'autant plus que, si « les communistes sont disponibles » et « prêts à prendre toutes leurs responsabilités », il est clair que telle n'est pas, comme le souligne le dirigeant communiste la volonté de M. Mitterrand qui préfère « la voie de l'austérité au nom de l'Europe de 1992 » et « l'ouverture » à droite, selon le PCF.

La position clé acquise par les députés communistes recèle également quelques inconvénients qui ne sont certainement pas ignorés par leurs dirigeants. Une opposition systématique — position qui a déjà été rejetée, avant le second tour, par M. Roland Leroy — risquerait d'entraîner un engagement de la confiance par le premier ministre, que le PCF pourrait difficilement refuser sous peine d'apparaître, aux yeux de l'opinion, comme un fauteur de troubles et, surtout, de s'allier lui-même avec la droite.

Un soldat négatif de huit sièges

L'inconvénient majeur que va rencontrer, dans l'immédiat, la représentation communiste est l'absence de députés. La PCF disposait d'un groupe de trente-cinq députés dont trois apparentés, il n'y en a plus désormais que vingt-sept dont trois apparentés outre-mer. Parmi les vingt-cinq élus de la Métropole, il y a douze sortants et douze nouveaux. Les députés réélus sont M^{me} Huguette Jacquaint, seule femme députée du PCF, MM. Jean-Claude Gaysot et François Assens (Seine-Saint-Denis), Gustave

Ansat, Georges Hage et Alain Boquet (Nord), Georges Marchais (Val-de-Marne), Robert Montargent, maire d'Argenteuil (Val-d'Oise), Daniel Le Mour (Aisne), Guy Hermier (Bouches-du-Rhône), Jacques Rimbault, maire de Bourges (Cher) et André Lajoie (Allier).

Les douze nouveaux sont MM. Marcelin Berthelot, maire de Saint-Denis, Louis Pierra, maire de Stains, et Jean-Pierre Brard, maire de Montreuil (Seine-Saint-Denis), Fabien Thiémié (Nord), Jean-Claude Lefort, premier secrétaire fédéral (Val-de-Marne), Jacques Bruhnes, maire de Gennevilliers (Val-d'Oise), Jean Tardito, maire d'Aubagne, et Paul Lombard, maire de Martigues (Bouches-du-Rhône), Pierre Goldberg, maire de Montluçon (Allier), Gilbert Millet, maire d'Alès (Gard), André Duroméa, sénateur, maire du Havre (Seine-Maritime), et Théo Vial-Massat, maire de Firminy (Loire).

A la Réunion, M. Laurent Vergès avait été réélu dès le premier tour et M. Elie Hoarau, maire de Saint-Pierre, est passé au second. A la Guadeloupe, M. Ernest Moutousamy a été réélu. Sur les treize nouveaux (dont un outre-mer), onze sont également maires, ce qui confirme bien l'observation faite à l'occasion du premier tour sur le sauvetage du communisme parlementaire par le communisme municipal. Il faut noter, à cet égard, que parmi les quatorze réélus (dont deux outre-mer), il n'y a que deux maires. Le total de premiers magistrats municipaux qui pratiquent quotidiennement l'union de la gauche dans leur commune atteint donc treize députés sur vingt-sept.

Le PCF, qui n'avait déjà plus une couverture nationale depuis une décennie, voit sa représentation géographique encore diminuée malgré son redressement du premier tour, dont l'ampleur est liée également à l'implantation locale. Les députés communistes viennent de onze départements seulement, parmi lesquels ceux de la région parisienne se taillent la part du lion : Seine-Saint-Denis (six députés), Val-de-Marne (deux), Hauts-de-Seine et Val-d'Oise (un). Le Nord en fournit quatre, les Bouches-du-Rhône trois et l'Allier deux.

Enfin, onze députés ont vaincu sans péril, étant donné qu'ils étaient candidats solitaires au second tour, et deux candidats ont été battus : M. Paul Chouat, qui avait imposé une triangulaire dans la Loire, et M. Jean Reyssier, maire de Châlons-sur-Marne, qui était en ballottage défavorable, une situation que M. Jean Tardito (Bouches-du-Rhône) a su retourner à son avantage pour battre son adversaire du Front national.

OLIVIER BIFFAUD.

Au FN

Le préjudice de l'« ouverture » à droite

M. Jean-Marie Le Pen aurait-il perdu les talents de « visionnaire » que lui prêtent ses amis ? « A un an de l'anniversaire de la Révolution, Marseille se prépare à envoyer un nouveau bataillon de Marseillais pour secouer la capitale. Je suis fier d'en être le chef », déclarait hardiment le président du Front national avant le second tour des élections législatives.

Le réveil est brutal : le groupe FN de l'Assemblée nationale passe de trente-deux élus à un. M. Le Pen mord la poussière à Marseille. Lui et ses lieutenants, MM. Jean-Pierre Stirbois et Bruno Mégret, venus chercher sur la Canebière une brise électorale plus clémente, se retrouvent Croix-Rouge comme devant. Dans aucune des huit circonscriptions des Bouches-du-Rhône, où le FN bénéficiait du retrait du candidat de l'URC, le FN n'est parvenu à décrocher un siège.

Le « menhir tricolore » s'est effondré : le « déséquilibre » entre les voix glanées au premier tour et le nombre de sièges recueillis au second, M. Le Pen et ses amis s'en sont pris au mode de scrutin majoritaire, « injuste, maléfique et antidémocratique ». Les proches du président du FN bombent le torse en laissant entendre que la seule élue du FN, M^{me} Yam Piat (élue dans le Var) fera au Palais-Bourbon « autant de bruit législatif » qu'un groupe parlementaire. C'est oublier la situation incontestable et marginale des députés qui s'appartiennent pas à un groupe parlementaire, ou qui ne sont pas apparentés.

Durement ballotté dans les deux scrutins de juin, M. Le Pen tente également de faire bonne figure en se félicitant de l'« ordre de vote » qu'il a donné et qui, selon lui, a permis « de briser la vague rose qui s'annonçait déferlante ». L'ancien candidat à l'élection présidentielle veut se donner le beau rôle. C'est de bonne tactique, mais la ficelle est un peu grosse.

Le scrutin du 12 juin marque, en effet, l'échec sévère de sa stratégie d'« ouverture » à droite. Les chiffres sont là : un seul député sur les trois ou quatre escomptés après les accords de retrait et de désistement passés avec l'URC dans les Bouches-du-Rhône et une partie du Var. A

Marseille, où M. Le Pen comptait bien empêcher les bénéfices de ces accords, les deux candidats FN arithmétiquement élus, MM. Jean Roussel et Gabriel Domenech, ont été nettement battus. Les reports de voix de l'UDF et du RPR sur le Front national ont été défectueux, tandis que les candidats de gauche sont parvenus à mieux mobiliser les abstentionnistes.

En revanche, les électeurs du FN se sont dans l'ensemble bien reportés sur les candidats de l'URC restés seuls en lice à droite. M. Jean-Claude Gaudin en a d'ailleurs largement profité. Comme on dit sur le Vieux-Port, M. Le Pen s'est fait « couilloné ». Il n'a rien gagné dans l'affaire, alors que la conclusion d'accords locaux avec l'UDF et le RPR semble avoir favorisé nationalement de bons reports du FN vers l'URC. Dans les 209 circonscriptions où l'extrême droite se trouvait en position d'arbitre, les déperditions de voix d'électeurs du Front national ont été faibles.

Le parti de M. Le Pen enregistre également un second échec dans sa volonté de sanctionner des personnalités UDF et RPR accusées d'avoir « insulté » le Front national et ses électeurs. Dans le Var, où M. Jean-Marie Le Pen avait fait « couilloné » l'ancien ministre de la culture l'emporte malgré tout en améliorant son score de 1981, tandis que le directeur de cabinet de M. Le Pen perd 6 points par rapport au premier tour.

La vie plus difficile

M. Philippe Séguin, réélu dans les Vosges, accusé par le FN d'être le candidat « le plus nocif », a amélioré très sensiblement le score cumulé droite-extrême droite du premier tour. La même constatation s'impose dans la Marne avec M. Bernard Stasi et dans l'Hérault avec M. Willy Dierckx ; tous deux sont réélus malgré la vindicte du Front national. A chaque fois la gauche mobilise mieux les abstentionnistes, mais les candidats de la droite classique ne semblent pas éprouver de pertes substantielles sur leur flanc d'extrême droite.

M. Le Pen ne peut pas non plus revendiquer l'échec de MM. Claude

Malhuret dans l'Allier, Michel Hanou dans l'Isère et Jean-Pierre Roux dans le Vaucluse. Dans ces trois cas, malgré les appels à la sanction du FN local ou national, les électeurs du FN n'ont pas suivi massivement ces consignes de vote. L'échec de ces trois candidats s'explique en effet beaucoup plus par une bonne mobilisation des abstentionnistes de gauche que par une fuite massive des électeurs lépénistes.

Le seul résultat tangible dont M. Le Pen puisse se vanter est d'avoir facilité ou permis la victoire d'un candidat de gauche dans trois circonscriptions dans lesquelles les candidats FN s'étaient maintenus en triangulaire : dans les Pyrénées-Orientales, où M. Pierre Sergent a facilité l'élection de M. Pierre Esbave (PS), dans le Haut-Rhin où M. Gérard Frenzel a assuré la victoire de M. Jean-Marie Bockel, ancien secrétaire d'Etat du gouvernement Fabius, et dans le Rhône, où M. Bruno Gollinsh a facilité la réélection de M. Jean Poperey, ministre du gouvernement Rocard.

Le président du FN est en droit de se demander s'il a choisi la bonne stratégie. Certes il espère pouvoir se prévaloir demain pour la constitution des listes aux élections municipales de 1989 des accords de retrait-désistement avec la droite locale marseillaise et voisine. Mais le résultat de ces législatives a apporté des enseignements qui pourraient rendre la vie plus difficile au Front national, même dans ses terres du Sud-Est si accueillantes pour ses thèses : l'intransigence vis-à-vis du Front national est payante, comme le montre l'exemple de M. Létord et de quelques autres, le FN ne maîtrise pas complètement son électoral, une fraction importante de l'électorat de la droite classique est insensible aux sirènes lépénistes.

Après ce premier revers électoral qui marque une rupture psychologique dans la progression du Front national que d'aucuns, à droite, jugeaient irrésistible, il n'est pas impossible que M. Le Pen ait fini de manger son pain blanc électoral.

PIERRE SERVENT.

L'échec de M. Bernard Tapie à Marseille

La nuit de tous les soupçons

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Bernard Tapie vient d'entrer, d'un pas à faire trembler un escalier de bois, sur le plateau de TF 1. « On n'a pas triché, on n'est pas des mèmes », lance précipitamment Jean-Claude Gaudin, à qui personne n'a rien demandé. « Ça, on verra », rétorque Bernard Tapie, en installant dans le fauteuil sa carcasse de champion sonné. Et Jean-Pierre Stirbois, tout miel, démontrant une connaissance inattendue des finesses politiques marseillaises : « Ce n'est pas vous qui avez gagné, M. Gaudin ». A l'autre extrémité de la table, Michel Pezet resta de marbre.

Cher Michel, cher Bernard ! Comme elle est douce la nuit marseillaise ! Le débat terminé, chacun entouré de son aréopage, Michel et Bernard, à bonne distance, regardent leurs voitures. Mais alors que le chef du PS marseillais s'installe à l'avant de sa CX, Bernard Tapie l'interrompt : « Michel, une seconde s'il te plaît ! ». Michel Pezet redescend de voiture. « Michel, qu'est-ce que tu me conseilles de faire ? »

Qui n'a pas vu à cet instant Michel Pezet ne saura jamais ce que signifie le mot « impénétrable ». Droit comme une statue de la justice immanente, il soutient sans ciller le regard du président de l'OM, battu par 84 voix et un joli paquet de mystères marseillais. Ce qu'il conseille ? Attendre, voyons. Attendre demain, où on va s'occuper de cette question. Attendre les vérifications, les recomptages, les reportages. Bref, attendre qu'il fasse jour sur le Canebière et que la vérité émerge toute nue du Vieux Port. De toute façon, rassure Michel Pezet, « les copains » n'ont pas surveillé chaque étape des opérations de dépouillement ? Ayant ainsi prodigué quelques paroles apaisantes, Michel Pezet remonte dans sa voiture.

Bernard Tapie n'est pas d'humeur à attendre. C'est là, maintenant, tout de suite, qu'il veut comprendre comment

l'avantage définitif de 274 voix empoché vers 20 h 30, au moment où il quitte sa permanence, s'est transformé quinze minutes plus tard, à l'arrivée dans les studios de télévision, en écart défavorable et non moins définitif de 84 bulletins.

Pour le président de l'OM les choses sont claires : « Tout s'est passé dans les voitures, entre les bureaux de vote et le bureau centralisateur. Il me faut les noms de tous les mecs qui étaient dans les voitures. » « Mais, lui objecte un ami, les documents officiels ne sont-ils pas à ce moment-là aux mains des présidents de bureaux de vote dont la moitié sont des socialistes ? » Bernard Tapie le rassure d'un regard d'intimité communi-cative : « Tu n'as pas compris qu'ils sont d'accord... » Un instant plus tard inopinément, à un autre fidèle : « Tu crois vraiment que c'est les mecs à Gaudin qui m'ont fait ça. »

Magonille ou paranoïa ?

Ce fut le plus échevtré, le plus imaginaire de toutes les prolongations de parties marseillaises. A 19 h 30, Bernard Tapie, assis sur un coin de table, mitraillé par les photographes, a gagné. Devant son livre de comptes, Charles-Emile Loo a fait et refait ses additions. Les résultats qui arrivent, bureau après bureau, ne laissent aucun doute : 1 100 voix d'écart avec son concurrent Guy Teissier. Mais Bernard Tapie se retient encore d'exulter. Les retournements de dernière minute, la butte que personne n'attendait plus, il ne connaît que trop. « J'en veux deux mille », lâche-t-il simplement.

Les mines s'allongent. Les bureaux « pouris » succèdent aux « bons » bureaux. A 20 h 15, alors que les pointages des « copains » lui assurent encore 300 voix d'avance, Antoine 2 donne soudain battue la tête de l'ouverture. « Aucune importance, ce ne sont que des projections », rassure le fidèle Michel Hidalgo. « Ils ont organisé des chartes

depuis les hôpitaux. Ils ont fait venir les vieux en ambulance pour voter », fulmine Tapie, qui, à mesure que l'écart se rétrécit, serre plus encore sa ferme biotie contre lui dans la tempête.

Enfin, vers 20 h 30 un rugissement de panthère résonne, un hurlement de forêt en folie, secoue les murs de la permanence du boulevard Gillebert. — tout au moins ce qu'en a laissé la charge de plastic qui, la nuit précédente, a causé de légers dégâts matériels : 274 voix d'avance sur la totalité des bureaux. Seul un, mais il est ultra mitterrandiste, aucun risque. Sanguinante de joie, Edith Baumes, la suppléante pédestre, arrache le candidat aux caméras et aux micros et le pousse dans l'escalier vers le grand préau où s'embrassent les militants. « Le vote avait été qu'on le leur prendrait, on le leur a pris », hurle le candidat grimpé sur une table.

On connaît la suite. Le temps d'un petit tour dans les studios — « Ça vous emmerde que je vous traite de fasciste, hein ? », lance Tapie à un Stirbois interloqué — la victoire était transmutée en défaite. Et s'introduisait le poison du soupçon. Le territoire soupçonné du coup de poignard fratricide, installé dans la petite équipe du président de l'OM depuis le début de la campagne par trop d'annonces inexplicables, de bizarreries télécommandées, de trappes béantes sous les pas du candidat. « Depuis le début, on essaie de ne pas être trop paranoïa, soupire un proche. Mais c'est dur. A chaque instant des militants d'une tendance viennent nous avouer d'une possible trahison de la tendance adverse. »

Il va désormais appartenir au tribunal administratif de recompter les listes, de comparer les signatures, de se noyer dans cet océan de documents aux traîtres remous. Le recours en annulation devrait être très probablement déposé par Bernard Tapie permettant peut-être de dire s'il y a eu, ce soir-là à Marseille, magouille ou paranoïa. Il n'effacera pas le souvenir mortel d'une nuit de tous les soupçons.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(Publicité)
Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en boutiques, bureaux, locaux commerciaux, alimentation, cafés, librairies, commerces divers, gérances
Tous les lundis, dans le journal
spécialisé depuis 43 ans
« LES ANNONCES »
En vente partout 5,80 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. (1) 45-35-30-30

(Publicité)
California, Florida, Nord-Est
ETUDES EN UNIVERSITE USA
● L'année américaine après le bac (17 à 24 ans)
● Diplôme de Business en 12 mois (18 à 35 ans)
● Stages linguistiques : année, semestres, été (18 à 35 ans)
● Préparation tous diplômes (B.A. ; M.B.A. ; MASTER ; Ph. D.)
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.
French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. 47.22.94.94. Doc. contre 3 timbres.

OUVERTURE!
Pour fêter son ouverture, Carrefour du Canada vous propose un vol PARIS-MONTREAL A.R. à 1750F
Départ les 29 juin et 5 juillet 88 - Retour open.
Carrefour du Canada
5, place André Malraux - 75001 Paris - Tél. : 40 15 06 60
Metro Palais Royal

10 HEURES : LE MINI-JOURNAL
L'ACTUALITÉ DU MONDE
Toute l'actualité en direct sur minitel
ACTUALITÉ
36.15 LEMONDE

L'industrie dans les régions

Édition 1988 révisée et augmentée

Cette édition offre un bilan clair et complet de l'industrie régionale à partir des statistiques les plus récentes.

Tableaux synoptiques par thèmes
Graphiques et cartes
Dossiers régionaux

Format 16 x 24, 300 pages, 150 F
Sortie en juin 1988

Les publications du SESSI

L'annuaire de statistique industrielle
La situation de l'industrie (4 tomes)
L'implantation étrangère en France
Ingénierie, études et conseils
Les consommations d'énergie dans l'industrie
Des études sectorielles, thématiques

Et aussi :
Des listes d'entreprises et d'établissements, des chiffres de production...

Vente au numéro et par abonnement
Catalogue sur demande

sessi

Service des statistiques industrielles
Groupements et études
Ministère de l'Industrie, du Commerce extérieur et de l'Aménagement du territoire
15, bd du Montparnasse, 75270 Paris Cedex 06
« Documentation Industrielle » - Paris 20-21, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07

élections législatives

... La Monde • Mardi 14 juin 1988 7

Les principales réactions

M. Jacques Chirac : « Union renforcée entre le RPR et l'UDF »

« Le Parti socialiste et le président de la République ont échoué dans leur tentative de donner une majorité absolue au Parti socialiste et d'avoir ainsi tous les pouvoirs. Je m'en réjouis pour la France. Après les élections présidentielles, M. Mitterrand a cru devoir dissoudre de façon imprévue l'Assemblée nationale afin de donner une majorité absolue au Parti socialiste et d'avoir ainsi tous les pouvoirs dans notre pays. Cet objectif n'a pas été atteint. Quant à nous, demain, lorsque le président de la République aura désigné son nouveau gouvernement, nous appuierons toute politique qui représen-

dra les grands objectifs que j'avais défendus, au nom de la majorité sortante, lors du deuxième tour de l'élection présidentielle. Objectifs de redressement de notre pays dans une solidarité renforcée entre les Français et dans un climat de liberté élargie. Je souhaite ardemment, et je suis sûr d'ailleurs que cette action qui sera demain la nôtre sera dans une union renforcée entre le RPR et l'UDF qui ont mené le même combat, soutenu la même action et qui demain devront poursuivre ce combat commun pour la liberté, la solidarité, pour la grandeur et la force de notre pays. »

M. Valéry Giscard d'Estaing : « Une victoire sur la division »

« Je crois que ces résultats veulent dire que les Français n'ont pas voulu confier tous les pouvoirs à un seul parti. Ils ont eu raison. Et, comme vous le savez, je le souhaite. Mais je crois aussi que ce message il ne faut pas l'interpréter comme un message négatif mais comme un message positif. Ils ont cherché à dire à leurs élus et aux hommes politiques français : Nous voulons que les deux motifs de la France travaillent ensemble. Et, d'ailleurs, regardez les scrutins successifs : au mois de mai, lorsqu'ils ont pensé que François Mitterrand représentait la France unie, ils ont voté pour lui et, dans le scrutin du 12 juin, quand ils ont craint de donner tous les pouvoirs à un seul parti, ils ne l'ont pas fait. Il faut maintenant qu'au grand jour les responsables de notre pays étudient comment la France peut être gouvernée. Car naturellement le

problème est difficile, nous le voyons bien, mais il existe des solutions. Et il faut aussi que les dirigeants politiques disent comment ils vont s'attaquer enfin aux problèmes essentiels de notre pays. Peut-être avons-nous remporté ce soir ensemble une victoire sur notre ennemi héréditaire : la division. Et je ne permets d'ajouter, à ceux qui ont voté pour la majorité présidentielle : ne soyez pas déçus. Et à ceux qui ont voté pour le centre et la droite : bravo, mais ne triomphons pas. Car, ce soir, s'il y a un seul gagnant dans ce scrutin, c'est l'unité de la France. C'est ce que je voulais vous dire en regardant ces résultats qui ont surpris les Français et l'opinion internationale, mais qui expriment sans doute l'appel profond de notre pays pour son unité et le désir des deux motifs de la France de travailler enfin ensemble. »

M. Raymond Barre : « Faire prévaloir l'intérêt national »

« C'est une grande incertitude à un moment où plus que jamais la France a besoin d'être gouvernée. Il peut en découler une situation de blocage où s'affronteraient la droite et la gauche selon un schéma bien connu, mais archaïque. Il peut en découler une situation d'instabilité due à des majorités incertaines et successives. Ces deux situations sont incompatibles avec les exigences de l'avenir de la France. Pour être gouvernée, la France a besoin d'une majorité parlementaire qui puisse sa cohésion dans sa fidélité aux valeurs

de la République, de la liberté et de la justice et qui soit décidée à soutenir la mise en œuvre d'une politique à moyen terme permettant de mettre notre pays à l'heure du grand marché européen et du vingtième siècle. Il appartient au président de la République, conformément aux principes mêmes de la V^e République, de choisir les orientations qui permettraient à cette majorité de se constituer. Demain ne saurait être le temps des combinaisons mais celui où doit seulement prévaloir l'intérêt national. »

M^{me} Simone Veil : « Tout est entre les mains du président de la République »

« La dynamique présidentielle n'a pas entraîné de dynamique législative. Je ne suis pas, pour ma part, tellement étonnée (...). Le résultat de l'élection présidentielle était avant tout un très grand succès. Il fut la reconnaissance, du président. Il y avait sans doute un grand décalage entre le score potentiel socialiste et la capacité du président à rassembler. On se retrouve aujourd'hui dans une situation où il n'y a pas de majorité qui se définit instantanément. Que se serait-il passé si M. Barre ou M. Chirac avait été élu ? L'un et l'autre croyaient en la dynamique présidentielle en cas de dissolution. Mais je crois qu'en fait la cohabitation elle-même a cassé ce mécanisme, et qu'on ne se trouve plus exactement dans la V^e République telle qu'elle a été mise en œuvre avant la cohabitation. Aujourd'hui, tout est dans les mains du président de la République (...). Il doit choisir un premier

ministre selon ce qui sort des urnes. Ce qui peut l'amener d'ailleurs à conserver M. Rocard. Considérera-t-il qu'il a une majorité toute faite, la majorité présidentielle, socialiste et communiste ? Ou bien cherchera-t-il une autre majorité en dehors du Parti socialiste ? Ce qui ouvre quantité de possibilités (...). Ce peut-être une majorité d'union, mais elle est instable. On peut vivre quelques semaines ou quelques mois avec des majorités d'idées, mais on ne va pas très loin. Le gouvernement ne donne pas l'impression de pouvoir gouverner avec efficacité si l'on sait que pour chaque projet de loi, et même pour la conduite des affaires étrangères, il lui faut rechercher une nouvelle majorité. Certes, le président va devoir se dire : « Il faut trouver une majorité stable. » Est-ce que sera très rapide, très possible, et comment ? Ce n'est pas une chose facile. Cela ne peut être que sur un projet. »

M. Jean Lecanuet : « L'union nationale »

« On a la victoire quand on a la majorité absolue. Mais c'est tout de même un succès considérable. Qui aurait pensé au soir de l'élection présidentielle, ou après une dissolution au cours de laquelle le président de la République est intervenu deux fois pour demander aux Français de voter pour ses amis politiques, que le Parti socialiste, même avec quelques alliés individuels, n'obtiendrait pas la majorité absolue ? Donc, c'est pour nous une performance. Je ne dis pas une victoire. Mais, c'est une performance, et je pense que le président de la République est devant une grande difficulté. Personnellement, je souhaite que les Français aient un gouvernement composé des meilleurs. Je me demande si l'heure n'est pas à l'union nationale. Mais, c'est trop tôt pour parler sans doute. C'est au président de faire son choix. Or le président de la République choisit l'alliance, qui est traditionnelle, avec les communistes, ou bien il refuse de gouverner avec les communistes. Je crois que nous touchons maintenant le fond de la réalité politique française. »

M. Michel Rocard : « La France doit être équilibrée mais sûre d'elle »

« Français, Françaises, vous avez choisi, vous avez choisi prudemment. (...) Quelques éléments semblent émerger de votre choix. Le premier, c'est que vous avez enlevé à la coalition sortante la majorité parlementaire dont elle disposait. C'est clair, c'est important si c'est confirmé, la droite n'a plus la majorité. Le deuxième élément de votre choix, semble-t-il, c'est qu'après avoir brillamment réélu François Mitterrand le 8 mai 1988, vous avez donné une majorité parlementaire à l'ensemble des forces qui l'ont soutenu pour cette élection du 8 mai 1988, et c'est une réalité. Le troisième élément, c'est que vous n'avez pas voulu donner la majorité à un seul parti (...). Il faudra quelques jours pour tirer les conclusions et les conséquences de tous ces choix, mais je vous remercie les Français et Français, et les électrices et les élec-

teurs qui nous ont fait confiance et assuré toute la France que ce résultat donne parfaitement les moyens que soient mises en œuvre aussitôt que possible les orientations que vous avez confirmées à travers l'élection du président de la République et qui consistent à engager le plus fortement possible, dès que possible, la lutte contre le chômage, la lutte contre la délinquance, la lutte pour une amélioration de nos logements, pour l'amélioration des qualifications de nos jeunes, bref l'amélioration de la situation d'ensemble du pays et de la situation de ses travailleurs, et de tout son peuple. »

« Ce sont ces possibilités dont nous allons explorer les conditions de constitution dans les jours qui viennent. Mais dès aujourd'hui, merci aux électrices et aux électeurs qui ont donné le message qu'ils ont donné : la France doit être équilibrée mais sûre d'elle. »

M. Georges Marchais : « Une union nouvelle des forces populaires »

« Il semble assurément maintenant que la coalition RPR-UDF et FN d'une part, et le PS et ses alliés de l'autre, ne disposent pas d'une majorité à l'Assemblée nationale. Nous n'oublions pas que si ce scrutin était équilibré il y aurait 65 députés communistes (...). Il est normal que l'on demande aux communistes ce qu'ils vont faire. (...) Nous allons respecter les engagements que nous avons pris. (...) Nous proposons une solution neuve, une union nouvelle des forces populaires, un rassemblement des forces de gauche pour mettre en œuvre une politique nouvelle. Il s'agit d'une politique de justice et de lutte effective contre le chômage

et les inégalités sociales (...), une politique de croissance nouvelle de l'économie (...), une politique de paix et de désarmement (...).

« Les communistes sont prêts mais malheureusement ce n'est pas dans cette direction que François Mitterrand veut se diriger et le gouvernement qu'il a déjà formé le montre. Il ne recherche d'ouverture que d'un seul côté, celui de la droite. Il est donc hors de question que les communistes puissent participer à un tel gouvernement et suivre de tels objectifs. Les communistes soutiendront les mesures populaires et combattront tout ce qui va à l'encontre de ces intérêts. »

Fausse sortie

« Le bonheur existe, et j'y crois. » Ce n'est pas M. Georges Marchais qui le dit, mais Louis Aragon, dont l'ombre chinoise se découpe sur un mur de cette grande salle de réunions de l'Humanité, transformée en salle de presse.

Pris de court par un résultat qu'il n'osait espérer, le Parti communiste avait d'abord fait savoir qu'il n'organiserait pas de soirée électorale. Les premiers résultats tombés, on changeait le fusil d'épaule. Convoqués à la hâte, les journalistes apprennent que M. Marchais devait faire une importante déclaration. On barrait alors le rappel d'une poignée de militants, transformés au doigt et au poeur en appariteurs muets : « On espère juste que vous parlez bien de nous. C'est tout. »

« Eh bien, messieurs à la semaine prochaine »

Pour le reste, il fallait attendre que les hiérarches du PC réunis en conseil, comme le veut la tradition, dans le bureau de M. Roland Leroy, mettent la dernière main à la déclaration du secrétaire général. Micros et caméras bien ajustés, la presse attendait de pied ferme. On allait voir ce qu'on allait voir. La Une, le Deux, le Trois, le Cinq, dont deux équipes étaient mobilisées, réglèrent les derniers détails, pendant que, sur des tréteaux vite dressés, quelques bouteilles de bière et d'eau minérale improvisaient un buffet de victoire.

Enfin, à 21 h 20, M. Marchais parut. Calme, trois feuillets à la main. Très professionnel, il demanda - personne ne sent venir l'orage : « Qui fait du direct ? » Ni la Une, ni la Deux.

AGATHE LOGEART.

M. Pierre Mauroy : « Le rassemblement s'est opéré »

« L'ensemble des forces qui ont apporté leurs suffrages au président de la République se retrouve ce soir majoritaire à l'Assemblée nationale. Le rassemblement souhaité s'est donc opéré ce 12 juin pour confirmer le vote du 8 mai. Le PS peut ainsi espérer ce soir avoir le groupe le plus important de l'Assemblée nationale. Je remercie au nom de ses candidats tous ceux qui leur ont apporté leurs suffrages et leur confiance et ont ainsi témoigné de leur soutien au gouvernement de Michel Rocard. Les droites sont battues en dépit de l'accord conclu entre le Front national, l'UDF et le RPR. Elles n'atteignent pas la majorité absolue en sièges, et le FN subit un échec cuisant à Marseille. »

« Ce soir, je ne sais pas encore si la poussée significative qui s'est manifestée en faveur des candidats du PS et soutenus par lui leur permet d'obtenir plus de la moitié des sièges. Et, pourtant, seul le PS se trouve désormais en mesure de rassembler autour de lui les concours nécessaires à la constitution d'une majorité parlementaire. Cette ma-

rité est indispensable pour engager l'application des vingt-cinq orientations présidentielles sur lesquelles François Mitterrand a réuni 54 % des suffrages le 8 mai dernier. Cette perspective, si elle se confirme dans les heures qui viennent, sera conforme à nos attentes et à nos espoirs, même si nous avions souhaité une majorité plus forte et plus affirmée encore. »

« Les sentiments qui nous animent en ce moment sont la lucidité et la conscience de nos responsabilités pour mener à bien la politique de développement économique, de justice sociale et de lutte contre les exclusions qu'attend le pays. Je veux dire ma conviction et mon espoir de voir se réaliser autour de ces thèmes le rassemblement indispensable au soutien du gouvernement du progrès. Et je veux exprimer, au nom des socialistes, ma confiance au président de la République pour que, fort de l'appui massif que les Français lui ont apporté, il puisse poursuivre dans la voie du rassemblement et du redressement qu'il a tracée. »

M. Lionel Stoléru : « majorité vers le centre »

« Je dédie ma victoire à l'ouverture. (...) Je fais partie de ceux qui ont fait le pari de croire à l'ouverture et aujourd'hui ou bien on laisse le score arithmétique obliger le PS à gouverner avec le Parti communiste ou bien on essaie de recréer vers une majorité élargie avec ceux qui, comme moi, ont combattu le Front national. »

« Ce sont des hommes qui, comme au RPR Michel Noir, comme à l'UDF Bernard Stasi ou Simone Veil, représentent le compromis normal d'une politique d'ouverture pour préparer l'entrée de la France dans l'Europe. (...) Je suis persuadé que le président peut préparer cette majorité vers le centre. S'il y a un refus de l'autre côté, ce sera une mauvaise action contre la France. »

M. Jean-Marie Le Pen : « Un scrutin injuste et antidémocratique »

« De toute évidence, les Français se sont désintéressés d'une consultation traduite dans un scrutin injuste et antidémocratique (...). Il n'y a pas de majorité pour le courant présidentiel sans la participation des communistes. Le Front national s'inquiète de la situation ainsi créée dans la nation et laisse à ceux qui en ont été les promoteurs les responsabilités de ce déséquilibre. »

« Le Front national, bien sûr, a montré qu'à Marseille il reste le premier parti national et que ses candidats, bien que sans doute battus, ont largement amélioré leur position. Personnellement j'ai gagné cinq points au premier tour et huit points au second. Cela montre que l'opinion publique a été désinformée très largement, en particulier dans cette ville (...). L'appel lancé par le Front national et par moi-même pour briser la vague socialiste a été largement entendu, et le Front national a fait là un acte de haute portée. »

L'ESPAGNE EN TRAIN

Voyagez sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE

A PARTIR DE 490 F

Renseignements : RENFE 1, av. Marceau, 75116 PARIS TEL. 47-23-52-01

LES ANNEES 50

Rédactrice en chef : Françoise SAGAN

Les récits de Bernard Frank, Jacques Laurent, Gabriel Matzneff et Annie Cohen-Solal

C'est dans GLOBE de juin.

Les instants les plus chauds ne sont pas les plus chers

LE VOL PARIS OUAGADOUGOU ALLER RETOUR A PARTIR DE 2130 F

66, BD SAINT-NICHEL 4273 1064 MINITEL 36 16 + NF

NOUVELLES FRONTIÈRES

élections législatives

La liste des députés élus et réélus

Nous publions ci-dessous et en pages 11 et 12 la liste des cinq cent soixante-quinze députés élus et réélus à l'issue des premier et second tours des élections législatives.

Deux députés restent à élire en Polynésie française, où le premier tour avait lieu le 13 juin.

Majorité présidentielle

Au premier tour

● **ELUS (5)**: MM. Roland Beix (Charente-Maritime, 3^e); Bernard Madrelle (Gironde, 11^e); Jacques Floch (Loire-Atlantique, 4^e); Albert Denvers (Nord, 12^e); Jean-Claude Bois (Pas-de-Calais, 13^e).

● **RÉELUS (34)**: MM. Jacques Cambolive (Aude, 3^e); Jean-Marc Ayrault (Loire-Atlantique, 3^e); Pierre Bernard (Tarn, 1^e); André Billardon (Saône-et-Loire, 3^e); Augustin Bonrepaux (Ariège, 1^e); Jean-Michel Boucheron (Charente, 4^e); Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine, 1^e); Pierre Bérégovoy (Nièvre, 1^e); Bernard Bérin (Nièvre, 3^e); Roland Carraz (Côte-d'Or, 3^e); Didier Chouat (Côte-d'Or, 1^e); André Clert (Deux-Sèvres, 3^e); Jean-Pierre Chevènement (Territoire de Belfort, 2^e); Elie Castor (Guyane, 1^e); Aimé Césaire (Martinique, 3^e); Henri Emmanuel (Landes, 3^e); Laurent Fabius (Seine-Maritime, 4^e); Pierre Garmentia (Gironde, 4^e); Roland Huguet (Pas-de-Calais, 8^e); Charles Josselin (Côte-d'Or, 2^e); Lionel Joseph (Haute-Garonne, 7^e); Jean-Pierre Kuchelida (Pas-de-Calais, 12^e); Louis Le Pen (Finistère, 2^e); Jean Laborde (Gers, 1^e); Louis Meixandean (Calvados, 2^e); Martin Malvy (Lot, 2^e); Jacques Mellick (Pas-de-Calais, 9^e); Jean-Pierre Michel (Haute-Saône, 2^e); Pierre Ortel (Haute-Garonne, 8^e); Christian Pécrot (Vosges, 2^e); Jacques Roger

Machart (Haute-Garonne, 5^e); Michel Sainte-Marie (Gironde, 6^e); Michel Charzat (Paris, 21^e); Jacques Santrot (Vienne, 1^e).

Au second tour

● **ELUS (102)**: MM. René Dosière (Aisne, 1^e); François Colcombet (Allier, 1^e); François Massot (Alpes-de-Haute-Provence, 1^e); Jean-Marie Alaize (Ardèche, 3^e); Jean-Paul Bachy (Ardennes, 3^e); René Massat (Ariège, 2^e); Joseph Vidal (Aude, 1^e); M^{me} Jeanine Ecochard (Bouches-du-Rhône, 5^e); M^{me} Marius Masse (Bouches-du-Rhône, 8^e); Yves Vidal (Bouches-du-Rhône, 10^e); Henri d'Arthio (Bouches-du-Rhône, 12^e); Yves Hermouet (Charente-Maritime, 2^e); François Hollande (Corrèze, 1^e); Yves Dollo (Côte-d'Or, 4^e); Pierre-Yvon Trémel (Côte-d'Or, 5^e); Gaston Rimareix (Creuse, 2^e); Bernard Bioulac (Dordogne, 1^e); Michel Suchot (Dordogne, 2^e); Robert Schwint (Doubs, 1^e); Roger Leron (Drôme, 1^e); Alain Fort (Drôme, 2^e); Alfred Recours (Eure, 2^e); Bertrand Gallet (Eure-et-Loir, 3^e); Bernard Poinant (Finistère, 1^e); Jean-Marie Cambacérès (Gard, 2^e); Georges Benedetti (Gard, 3^e); Claude Ducet (Haute-Garonne, 3^e); Robert Loidi (Haute-Garonne, 4^e); M^{me} Hélène Mignon (Haute-Garonne, 6^e); M^{me} Jean-Pierre Joseph (Gers, 2^e); Pierre Brana (Gironde, 5^e); Pierre Ducout (Gironde, 7^e); Pierre Lagorce (Gironde, 9^e); Gérard Saumade (Hérault, 2^e); Bernard Nayral (Hérault, 5^e); Jean-Yves Gateaud (Indre, 1^e); Jean-Paul Chanteguet (Indre, 3^e); Jean-Michel Testu (Indre-et-Loire, 5^e); Jean-Pierre Luppi (Isère, 2^e); Michel Destot (Isère, 3^e); Didier Migaud (Isère, 4^e); Yves Pillet (Isère, 9^e); Jean-Pierre Santa-Cruz (Jura, 3^e); Alain Vidalès (Landes, 1^e); Jean-Louis Lorgoux (Loir-et-Cher, 2^e); Jean-Pierre Lepaire (Loiret, 3^e); Gérard Gouzes (Lot-et-

Garonne, 2^e); Marcel Garroute (Lot-et-Garonne, 3^e); Jean-Pierre Bouquet (Marne, 5^e); Daniel Reinert (Meurthe-et-Moselle, 4^e); Michel Dinet (Meurthe-et-Moselle, 5^e); Jacques Huygues des Etages (Nièvre, 2^e); Robert Anselin (Nord, 6^e); Bernard Carton (Nord, 7^e); Jean-Pierre Balduyck (Nord, 10^e); Yves Durand (Nord, 11^e); Marc Dolez (Nord, 17^e); Christian Bataille (Nord, 22^e); Jean-Pierre Braine (Oise, 7^e); Dominique Dupilet (Pas-de-Calais, 6^e); André Capet (Pas-de-Calais, 7^e); Noël Joseph (Pas-de-Calais, 11^e); Alain Néri (Puy-de-Dôme, 2^e); Edmond Vacant (Puy-de-Dôme, 6^e); René Cazenave (Pyrénées-Atlantiques, 1^e); Pierre Estève (Pyrénées-Orientales, 2^e); Henri Sicre (Pyrénées-Orientales, 4^e); Jean-Pierre Beaumier (Haut-Rhin, 7^e); Gabriel Montchamont (Rhône, 11^e); Jean-Claude Boulard (Sarthe, 5^e); Roger Rinchet (Savoie, 3^e); Michel Bérégovoy (Seine-Maritime, 1^e); Dominique Gambier (Seine-Maritime, 2^e); Jean-Charles Bateau (Seine-Maritime, 5^e); Jean-Marie Leduc (Seine-Maritime, 10^e); Alain Le Vern (Seine-Maritime, 12^e); M^{me} Ségolène Royal (Deux-Sèvres, 2^e); M^{me} Pierre Hiard (Somme, 3^e); Jacques Becq (Somme, 4^e); M^{me} Jacqueline Alquier (Tarn, 4^e); Guy Ravier (Vaucluse, 1^e); Jean Gatel (Vaucluse, 4^e); Robert Savy (Haute-Vienne, 1^e); Jean-Claude Peyronnet (Haute-Vienne, 2^e); Marcel Moeur (Haute-Vienne, 3^e); Serge Beltrane (Vosges, 4^e); Raymond Forni (Territoire de Belfort, 1^e); Daniel Vaillant (Paris, 19^e); Jean-Christophe Cambadélis (Paris, 20^e); Jean-Paul Planchou (Seine-et-Marne, 7^e); M^{me} Marie-Noëlle Lénormand (Essonne, 2^e); Julien Dray (Essonne, 10^e); Jacques Delby (Seine-Saint-Denis, 10^e); Pierre Tabanon (Val-de-Marne, 12^e); Jean-Pierre Bégout (Val-d'Oise, 3^e); Dominique Lariflat (Guadeloupe, 3^e); Claude Lise (Martinique, 2^e).

● **RÉELUS (123)**: MM. Jean-Pierre Balligand (Aisne, 3^e); Bernard Lefranc (Aisne, 4^e); Jean-Michel Belorgey (Allier, 4^e); André Bellon (Alpes-de-Haute-Provence, 2^e); Daniel Chevalier (Hautes-Alpes, 1^e); Robert Chapuis (Ardèche, 1^e); Roger Mas (Ardennes, 1^e); Michel Carlelet (Aube, 3^e); Régis Baralla (Aude, 2^e); Philippe Sanmarco (Bouches-du-Rhône, 3^e); Michel Pezet (Bouches-du-Rhône, 7^e); Michel Vauzelle (Bouches-du-Rhône, 16^e); M^{me} Yvette Roudy (Calvados, 3^e); M^{me} Jérôme Lambert (Charente, 3^e); Philippe Marchand (Charente-Maritime, 4^e); François Patriat (Côte-d'Or, 5^e); André Lejeune (Creuse, 1^e); Roland Dumas (Dordogne, 4^e); Guy Bèche (Doubs, 3^e); M^{me} Huguette Bouchardeau (Doubs, 4^e); M^{me} Henri Michel (Drôme, 3^e); François Loncle (Eure, 4^e); Freddy Deschaux-Beaume (Eure, 5^e); Georges

Le sort des membres du gouvernement Rocard

Elus

MM. Robert Chapuis, maj.p.-PS (Ardèche, 1^e); Roland Dumas, maj.p.-PS (Dordogne, 4^e); André Laignel, maj.p.-PS (Indre, 2^e); M^{me} Edwige Avies, maj.p.-PS (Isère, 5^e); M^{me} Louis Marnaz, maj.p.-PS (Isère, 8^e); Jack Lang, maj.p.-PS (Loir-et-Cher, 1^e); Claude Evin, maj.p.-PS (Loire-Atlantique, 4^e); Olivier Stirn, maj.p.-PS (Manche, 5^e); Michel Delabarre, maj.p.-PS (Nord, 13^e); Lionel Stoleru, maj.p.-UDF-diss. (Oise, 5^e); Jean Poperan, maj.p.-PS (Rhône, 13^e); Pierre Joxe, maj.p.-PS (Saône-et-Loire, 4^e); M^{me} Edith Crasson, maj.p.-PS (Vienne, 4^e); M^{me} Henri Nallet, maj.p.-PS (Yonne, 2^e); Georges Sarre, maj.p.-PS (Paris, 6^e); Paul Quilès, maj.p.-PS (Paris, 9^e); Michel Rocard, maj.p.-PS (Yvelines, 7^e).

Non élus

M^{me} Georgina Duflo, maj.p.-PS (Gard, 1^e); M^{me} Catherine Trautmann, maj.p.-PS (Bas-Rhin, 2^e); M^{me} Brice Lalonde, maj.p.-div.g. (Seine-et-Marne, 1^e); Thierry de Beaucé, maj.p.-div.g. (Seine-et-Marne, 3^e); Roger Bambuck, maj.p.-PS (Essonne, 5^e).

Lemoine (Eure-et-Loir, 1^e); Joseph Gourmelon (Finistère, 2^e); M^{me} Marie Jacq (Finistère, 4^e); M^{me} Alain Journe (Gard, 5^e); Gérard Bapi (Haute-Garonne, 2^e); M^{me} Catherine Lalumière (Gironde, 3^e); M^{me} Gilbert Mitterrand (Gironde, 10^e); Georges Frêche (Hérault, 4^e); Alain Barrau (Hérault, 6^e); Jean Lacombe (Hérault, 7^e); Edmond Ervé (Ille-et-Vilaine, 2^e); André Laignel (Indre, 2^e); M^{me} Christiane Mora (Indre-et-Loire, 3^e); M. Jean Grovoux (Indre-et-Loire, 4^e); M^{me} Edwige Avies (Isère, 5^e); M^{me} Louis Mermaz (Isère, 8^e); Alain Brune (Jura, 1^e); Jean-Pierre Pénicaut (Landes, 2^e); Jack Lang (Loir-et-Cher, 1^e); Jean Auroux (Loire, 5^e); Claude Evin (Loire-Atlantique, 4^e); Jean-Pierre Sueur (Loiret, 1^e); Olivier Stirn (Manche, 5^e); Georges Collin (Marne, 2^e); Guy Chanfrault (Haute-Marne, 2^e); Job Durupt (Meurthe-et-Moselle, 2^e); Jean-Yves Le Déaut (Meurthe-et-Moselle, 6^e); Jean-Paul Durieux (Meurthe-et-Moselle, 7^e); Jean-Louis Dumont (Meuse, 2^e); Jean-Yves Le Drian (Morbihan, 5^e); Jean-Laurin (Morbihan, 6^e); Jean Giovannelli (Moselle, 1^e); Charles Metzinger (Moselle, 6^e); René Dronin (Moselle, 10^e); Pierre Mauroy (Nord, 1^e); Bernard Derossier (Nord, 2^e); M^{me} Denise Cacheux (Nord, 5^e); M^{me} Michel Delabarre (Nord, 13^e); Jean Le Garrec (Nord, 18^e); Marcel Dehoux (Nord, 24^e); Jean Anciant (Oise, 3^e); Michel Lambert (Orne, 3^e); André Delahedde (Pas-de-Calais, 2^e); Guy Lengagne (Pas-de-Calais, 5^e); Marcel Wacheux (Pas-de-Calais, 10^e); Maurice Pourchon (Puy-de-Dôme, 1^e); Jacques Lavédrine (Puy-de-Dôme, 4^e); Maurice Adevah-Pocuf (Puy-de-Dôme, 5^e); André Labarère (Pyrénées-Atlantiques,

François Mitterrand, chronique d'une victoire annoncée.



Un récit remarquablement informé mais surtout indiscret, vif, drôle, incisif. Et souvent impertinent. Un régal.

Claude Weill - Le Nouvel Observateur

Kathleen Evin, qui connaît son Mitterrand depuis longtemps et qui a fait partie de son état-major de campagne, ne pratique pas l'adulation... Le portrait intimiste qu'elle en dessine est rare. Le portrait politique, bien que par nature plus fréquemment tracé, est souvent original.

Jean-Yves Lhomet - Le Monde

FAYARD

TIMBRES ET COLLECTIONS

Pour découvrir et tout savoir sur la philatélie

- Connaître toutes les formes de timbres et d'oblitérations : série courante, commémoratifs, roulettes, carnets, blocs-feuillets perforés...
- Que collectionner : les timbres classiques, modernes, thématiques, neufs, oblitérés, dentelés ou non, les marques postales.
- Comment commencer une collection ? Avec quel matériel, selon quelle méthode ?
- Acheter, vendre, échanger : les clubs, les négociants, les ventes.
- Le coin de l'expert : les variétés, les faux.
- L'histoire de la Poste jusqu'aux P et T modernes.
- Un glossaire des termes philatéliques.



Préface de SAS le Prince Rainier III de Monaco. Une collection Le Monde des philatélistes - Hachette Jeunesse.

UN OUVRAGE CONÇU ET RÉALISÉ PAR L'ÉQUIPE DU MONDE DES PHILATÉLISTES. UN VOLUME INDISPENSABLE AUX COLLECTIONNEURS CHEVRONNÉS, COMME AUX DÉBUTANTS.

VOLUME CARTONNÉ. 22,5 x 29 CM. 86 PAGES ENTIÈREMENT EN COULEURS. 110 F.

TIMBRES ET COLLECTIONS

NOM PRÉNOM

ADRESSE VILLE

CODE POSTAL TOTAL

Nombre d'exemplaires X 120 F (Frais d'expédition inclus)

Indiquez à retourner au Journal Le Monde, service de la vente au numéro, 5, rue des Éditions, 75437 PARIS Cedex 06.

(Lire la suite page 11.)

Le Monde

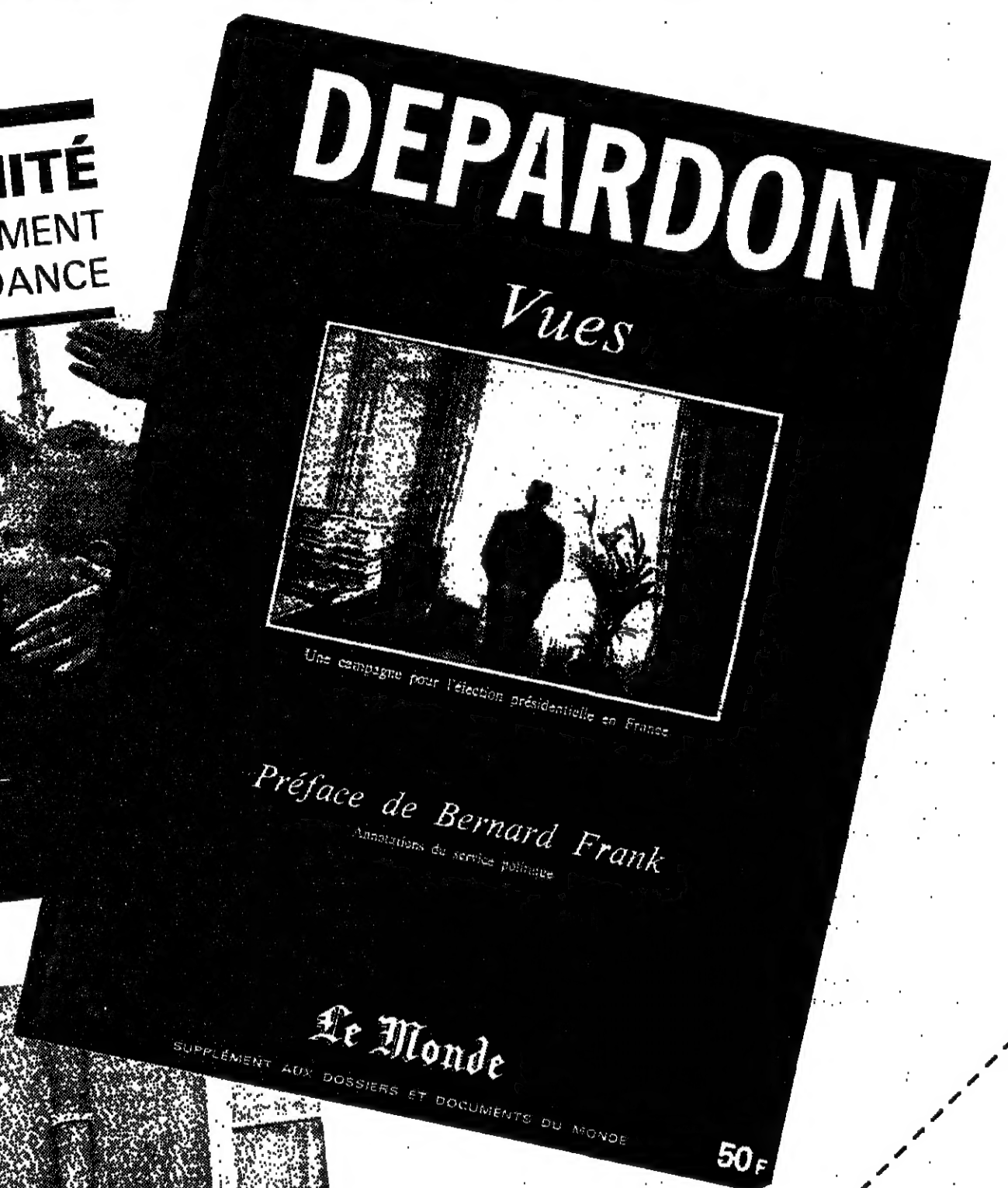
L'ALBUM PHOTO

DE LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE

TIRAGE LIMITÉ
EN VENTE UNIQUEMENT
PAR CORRESPONDANCE



Le reportage complet de la campagne.
De nombreuses photos inédites.
Préface de Bernard Frank.



LES VUES DE RAYMOND DEPARDON
PRIX (frais d'expédition inclus): FRANCE, 55F ; ETRANGER, 60F
NOM _____ PRENOM _____
ADRESSE _____
LOCALITÉ _____
CODE POSTAL _____ PAYS _____
NOMBRE D'EXEMPLAIRES _____
COMMANDE ET RÈGLEMENT
à envoyer à: **LE MONDE**
Service vente au numéro
7, Rue des Italiens
75009 PARIS
FRANCE

Le second tour des élections législatives

La liste des députés élus et réélus

(Suite de la page 9.)

Majorité présidentielle (suite)

3°) Pierre Forgues (Hautes-Pyrénées, 1°); Jean Oehler (Bas-Rhin, 3°); Jean-Marie Bockel (Haut-Rhin, 5°); Charles Hernu (Rhône, 6°); Jean-Jack Queyranne (Rhône, 7°); Jean Popereau (Rhône, 13°); M^{me} Marie-Jo Sublet (Rhône, 14°); MM. Jean-Pierre Worms (Seine-et-Marne, 1°); Pierre Joux (Seine-et-Marne, 4°); Raymond Douyère (Sarthe, 2°); Guy-Michel Chauveau (Sarthe, 3°); Louis Besson (Savoie, 1°); Pierre Bourguignon (Seine-Maritime, 3°); Paul Dhaillie (Seine-Maritime, 6°); Jean Beaulieu (Seine-Maritime, 11°); Jean-Claude Dessenin (Somme, 1°); Jacques Fleury (Somme, 6°); Charles Pistre (Tarn, 2°); Hubert Gouze (Tarn-et-Garonne, 1°); André Borel (Vaucluse, 2°); Pierre Métais (Vendée, 5°); M^{me} Edith Cresson (Vienne, 4°); M^{me} Alain Rodet (Haute-Vienne, 4°); Henri Nallet (Yonne, 2°); Georges Sarre (Paris, 6°); Paul Quilès (Paris, 9°); Michel Charzat (Paris, 21°); Robert Le Foll (Seine-et-Marne, 6°); Jean-Pierre Fourré (Seine-et-Marne, 8°); Alain Vivien (Seine-et-Marne, 9°); Michel Rocard (Yvelines, 7°); Bernard Schreiner (Yvelines, 8°); Guy Malandain (Yvelines, 11°); Jacques Guyard (Essonne, 1°); Yves Tavernier (Essonne, 3°); Claude Geron (Essonne, 6°); Michel Besson (Rhône, 10°); Michel Sapin (Hauts-de-Seine, 4°); Philipp Bassigne (Hauts-de-Seine, 11°); Gilbert Bonnemaison (Hauts-de-Seine, 12°); Claude Bartolone (Seine-Saint-Denis, 6°); M^{me} Véronique Neiertz (Seine-Saint-Denis, 9°); M^{me} Jacques Mahéas (Seine-Saint-Denis, 13°); Laurent Cathala (Val-de-Marne, 2°); René Rouquet (Val-de-Marne, 9°); Alain Richard (Val-de-Marne, 2°); M^{me} Marie-Françoise Lecu (Val-de-Marne, 7°); M^{me} Dominique Straus-Kahn (Val-de-Marne, 8°); Michel Coffineau (Val-de-Marne, 9°); Frédéric Jaffon (Guadeloupe, 1°); Michel Maurice Louis-Joseph-Dogné (Martinique, 2°).

MRG

Au premier tour :

● ELU (1) : M. Jean-Michel Baylet (Tarn-et-Garonne, 2°).

● RÉELU (1) : M. Jean Rigal (Aveyron, 2°).

Au second tour :

● ELUS (3) : MM. Bernard Charles (Lot, 1°); Jean-Pierre

Defontaine (Pas-de-Calais, 1°); Claude Gais (Hautes-Pyrénées, 2°).

● RÉELUS (4) : MM. Michel Crépeau (Charente-Maritime, 1°); Emile Zaccarelli (Haute-Corse, 1°); Alain Bonnet (Dordogne, 3°); Roger-Gérard Schwartzberg (Val-de-Marne, 3°).

Divers gauche.

Au second tour :

● ELUS (3) : M. Lionel Stiéru (Oise, 5°); M^{me} Frédérique Bredin (Seine-Maritime, 9°); M. Guy Lordinot (Martinique, 1°).

● RÉELU (1) : M. Alain Calmat (Cher, 3°).

Centre gauche.

Au second tour :

● ELUS (2) : MM. Aloyse Warbouver (Moselle, 4°); Claude Miquet (Hautes-Pyrénées, 3°).

URC-RPR et apparentés

Au premier tour :

● ELUS (9) : MM. Jacques Chirac (Corrèze, 3°); Alain Carignon (Loire, 1°); Michel Luchausse (Pyrénées-Atlantiques, 4°); Nicolas Sarkozy (Hauts-de-Seine, 6°); Christian Bergelin (Hauts-de-Seine, 8°); Jean-Luc Reijzer (Haut-Rhin, 3°); Edouard Balladur (Paris, 12°); Michèle Barzach (Paris, 13°); Bernard Pons (Paris, 16°).

● RÉELUS (30) : MM. René André (Manche, 2°); Jacques Barne (Hauts-de-Seine, 7°); Jean Besson (Rhône, 10°); Michel Barnier (Savoie, 2°); Jacques Chabaud-Delmas (Gironde, 2°); Michel Cointat (Ille-et-Vilaine, 5°); Jean-Charles Cavallé (Morbihan, 3°); Serge Charles (Nord, 9°); François Filon (Sarthe, 4°); Georges Gorse (Hauts-de-Seine, 9°); Jean de Gaulle (Deux-Sèvres, 3°); Jac-

ques Godfrain (Aveyron, 3°); Henri de Gastines (Mayenne, 2°); Jean-François Manol (Oise, 2°); Daniel Goulet (Orne, 1°); François Grussenmeyer (Bas-Rhin, 8°); Didier Julia (Seine-et-Marne, 2°); Gabriel Kasperit (Paris, 4°); Jacques Laffleur (Nouvelle-Calédonie, 1°); Charles Miossec (Finistère, 5°); Pierre Mauger (Vendée, 3°); Maurice Nenou (Nouvelle-Calédonie, 2°); Robert Poujade (Côte-d'Or, 1°); Etienne Pinte (Yvelines, 1°); Michel Péricard (Yvelines, 6°); Pierre Raynal (Cantal, 2°); Jean-Paul de Rocca-Serra (Corse-du-Sud, 2°); Lucien Richard (Loire-Atlantique, 9°); Jean Tiberi (Paris, 2°); Jean Ueberschlag (Hauts-Rhin, 4°).

Au second tour :

● NOUVEAUX ELUS (26) : Jacques Boyon (Ain, 1°); Patrick Olier (Hautes-Alpes, 2°); M^{me} Martine Daugreilh (Alpes-Maritimes, 2°); Christian Estrosi (Alpes-Maritimes, 5°); M^{me} Suzanne Sanvaigo (Alpes-Maritimes, 6°); Léon Vachet (Bouches-du-Rhône, 15°); Louis de Broissia (Côte-d'Or, 2°); Eric Dolige (Loiret, 2°); M^{me} Roselyne Bachelot-Narquin (Maine-et-Loire, 1°); Alain Cousin (Manche, 3°); Jean-Claude Thomas (Marne, 3°); André Berthol (Moselle, 7°); M^{me} Michèle Alliot-Marie (Pyrénées-Atlantiques, 6°); Bernard Schreiner (Bas-Rhin, 9°); Michel Noir (Rhône, 2°); Jean-Yves Charnard (Vienne, 2°); Philippe Séguin (Vosges, 1°); Alain Devaguet (Paris, 7°); M^{me} Nicole Cathala (Paris, 11°); Alain Juppé (Paris, 18°); Jean-Claude Mignon (Seine-et-Marne, 1°); Alain Jonemann (Yvelines, 5°); Patrick Balkany (Hauts-de-Seine, 5°); Robert Pandraud (Seine-Saint-Denis, 3°); Michel Giraud (Val-de-Marne, 5°); Lucette Michaux-Chevry (RPR, Guadeloupe, 4°); Auguste Legros (la Réunion, 1°).

● RÉELUS (62)

Les membres de l'ancien gouvernement Chirac

Elus

MM. Jacques Boyon, URC-RPR (Ain, 1°); Georges Chavannes, URC-UDF-CDS (Charente, 1°); Ambroise Guellec, URC-UDF-CDS (Finistère, 7°); Gérard Longuet, URC-UDF-PR (Morbihan, 1°); M^{me} Michèle Alliot-Marie, URC-RPR (Pyrénées-Atlantiques, 6°); M^{me} Michel Noir, URC-RPR (Rhône, 2°); François Léotard, URC-UDF-PR (Var, 6°); Philippe Séguin, URC-RPR (Vosges, 1°); M^{me} Nicole Cathala, URC-RPR (Paris, 11°); M^{me} Alain Juppé, URC-RPR (Paris, 18°); André Santini, URC-UDF-PSD (Hauts-de-Seine, 10°);

Non élus

Robert Pandraud, URC-RPR (Seine-Saint-Denis, 3°); M^{me} Lucette Michaux-Chevry, URC-app. RPR (Guadeloupe, 4°).

MM. Lucien Guichon (Ain, 2°); Emmanuel Aubert (Alpes-Maritimes, 4°); Pierre Bachelet (Alpes-Maritimes, 9°); Régis Perbet (Ardèche, 2°); Robert Galley (Aube, 2°); M^{me} Pierre-Rémy Housin (Charente, 2°); Jean-Noël de Lipkowski (Charente-Maritime, 5°); Jean Charbonnel (Corrèze, 2°); Pierre Pasquini (Haute-Corse, 2°); M^{me} Roland Guillaume (Doubs, 5°); Jean-Louis Debré (Eure, 1°); Martial Tanguard (Eure-et-Loire, 2°); Louis Gossuiff (Finistère, 5°); M^{me} Jean Vallois (Gironde, 1°); René Couveilhé (Hérault, 3°); Bernard Debré (Indre-et-Loire, 2°); Jean Charroppin (Jura, 2°); Christian Cabal (Loire, 2°); M^{me} Elisabeth Hubert (Loire-Atlantique, 2°); M^{me} Olivier Guichard (Loire-Atlantique, 7°); Xavier Deniau, app. RPR (Loiret, 4°); Jean-Paul Charrie (Loiret, 5°); Jean Falala (Marne, 1°); Bruno Bourg-Broc (Marne, 4°); Jean-Louis Masson (Moselle, 3°); Jean-Marie Demange (Moselle, 9°); Claude Dhinnin (Nord, 3°); Charles Pacou (Nord, 14°); Arthur Dehaene (Oise, 4°); Claude Barate (Pyrénées-Orientales, 1°); André Durr (Bas-Rhin, 4°); Jean-Michel Dubernard (Rhône, 3°); Michel Terrot (Rhône, 12°); Philippe Legras (Hauts-de-Seine, 3°); Dominique Perben (Seine-et-Loire, 5°); Gérard Chasseguet (Sarthe, 1°); Pierre Mazaud (Haute-Savoie, 5°); Antoine Rufenacht (Seine-Maritime, 7°); Jacques Limouzy (Tarn, 3°); Jean-Michel Couve (Var, 4°); Jean-Michel Ferrand (Vaucluse, 3°); Arnaud Lepercq (Vienne, 3°); Philippe Auberger (Yonne, 3°); Claude-Gérard Marcus (Paris, 5°); Pierre de Bénouville (Paris, 8°); Jacques Toubon (Paris, 10°); M^{me} Françoise de Panafieu (Paris, 17°); M^{me} Alain Peyrefitte (Seine-et-Marne, 4°); Guy Druet (Seine-et-Marne, 5°); Franck Borotra (Yvelines, 2°); Henri Cuq (Yvelines, 9°); Jacques Masdeu-Arus (Yvelines, 12°); Xavier Dugouin (Essonne, 2°); Georges Tranchant (Hauts-de-Seine, 2°); Claude Labbé (Hauts-de-Seine, 8°); Patrick Devedjian (Hauts-de-Seine, 13°); Eric Raoult (Seine-Saint-Denis, 12°); M^{me} Christiane Papon (Val-de-Marne, 1°); M^{me} Robert-André Vivien (Val-de-Marne, 6°); Roland Nungesser (Val-de-Marne, 7°); Jean-Pierre Delalande (Val-d'Oise, 6°); Benjamin Brial (Wallis et Futuna).

URC-UDF

UDF

Au premier tour :

● ELUS (4) : MM. Dominique Baudis (Haute-Garonne, 1°); Pierre Méhaignerie (Ille-et-Vilaine, 5°); Adrien Zeller (Bas-Rhin, 7°); Bernard Bosson (Haute-Savoie, 2°).

● RÉELUS (14) : MM. Edmond Alphandéry (Maine-et-Loire, 3°); Albert Brochard (Deux-Sèvres, 4°); Jean Briane (Aveyron, 1°); Jacques Barrot (Haute-Loire, 2°); Jean Bégault (Maine-et-Loire, 4°); Loïc Bouvard (Morbihan, 4°); Jean-Paul Fuchs (Haut-Rhin, 2°); Gérard Grignon (Saint-Pierre-et-Miquelon); Francis Geng (Orne, 2°); Germain Genevwin (Bas-Rhin, 5°); Henry Jean-Baptiste (Mayotte); Maurice Ligt (Maine-et-Loire, 5°); Georges Mesmin (Paris, 14°); Paul-Louis Tenaillon (Yvelines, 3°).

Au second tour :

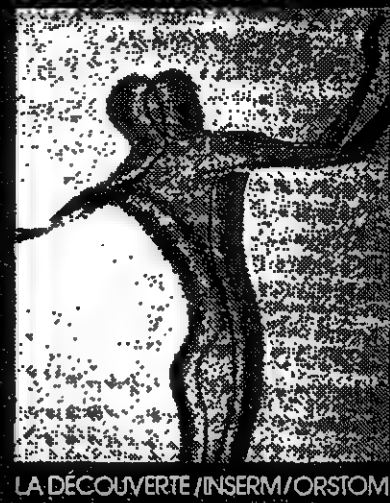
● ELUS (10) : MM. Michel Voisin (Ain, 4°); Christian Kert (Bouches-du-Rhône, 11°); Amboise Guellec (Finistère, 7°); François Rochebloine (Loire, 3°); Hubert Grimaud (Maine-et-Loire, 2°); Edmond Gerrer (Haut-Rhin, 1°); Jean-Jacques Weberer (Haut-Rhin, 6°); M^{me} Bernadette Isaac-Sibille (Rhône, 1°); M. Jean-Pierre Foscher (Hauts-de-Seine, 12°).

● RÉELUS (21) : M^{me} Louise Moreau (Alpes-Maritimes, 8°); M^{me} Michel Jacquemin (Doubs, 2°); Jean-Yves Cozan (Finistère, 6°); Yves Fréville (Ille-et-Vilaine, 3°); René Couanau (Ille-et-Vilaine, 7°); Jean Desanlis (Loiret, 4°); M^{me} Monique Papon (Loire-Atlantique, 1°); M^{me} Paul Chollet (Lot-et-Garonne, 1°); Adrien Durand (Lozère, 1°); Jean-Marie Daillet (Manche, 1°); Bernard Stasi (Marne, 6°); Jean Seilinger (Moselle, 5°); Bruno Durieux (Nord, 4°); François Bayrou (Pyrénées-Atlantiques, 2°); Emile Koechli, URC-UDF-CDS (Bas-Rhin, 1°); Marc Reymann (Bas-Rhin, 2°); Jean-Marie Caro

150 spécialistes
répondent à vos
questions

SANTÉ ET MÉDECINE

L'ÉTAT DES CONNAISSANCES
ET DES RECHERCHES



SANTÉ
ET MÉDECINE
L'état des connaissances
et des recherches

■ Complet, précis et accessible, cet ouvrage met à la disposition des lecteurs une information scientifique claire et rigoureuse sur l'état actuel de la médecine et sur les perspectives ouvertes par la recherche médicale.

■ En 250 articles, 150 spécialistes (médecins, chercheurs, cliniciens, journalistes) ont dressé un véritable inventaire des connaissances médicales.

■ Classée selon les âges de la vie, l'information sur les maladies présente à la fois les symptômes et les risques des différents types d'affections, et l'éventail des moyens disponibles pour les soigner.

■ Les chantiers actuels de la recherche - biologique, médicale et clinique - sont passés en revue. On peut mesurer ainsi, maladie par maladie, les chances d'améliorer les diagnostics, les préventions, les traitements et l'évolution des possibilités de guérison.

■ La place de la médecine dans la société est présentée en détail; comparaison des politiques de santé menées de par la monde, fonctionnement du système de santé et de recherche français, enjeux éthiques des progrès de la médecine.

■ Un index de 1500 mots-clés, 150 bibliographies, des schémas, des diagrammes et des tableaux font de cet ouvrage un outil de travail et de consultation pratique qui sera précieux tout à la fois au grand public et aux professionnels de la santé.

COLLECTION "L'ÉTAT DU MONDE"

640 pages, 198 F

LA DÉCOUVERTE
INSERM/ORSTOM

IFAM. The management school in Paris for students ready to choose the shortest way to achieve an american MBA.

Depuis 1982, l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) permet en quatre années (dont une aux États-Unis) de déboucher sur le diplôme MBA (Master of Business Administration) de plusieurs universités américaines, et sur le diplôme IFAM. Outre ses partenariats associés, Harvard University, Northeastern University à Boston, Pace University à New York, Temple University à Philadelphie, chez qui les élèves effectuent leur troisième ou quatrième année, IFAM entretient des relations privilégiées avec les autres grandes universités américaines. C'est ainsi que des élèves de IFAM ont terminé ou termineront actuellement leur MBA à University of Chicago, Indiana U., New York U., Purdue U., University of Wisconsin, Duke U., Mac Gill U. Les employeurs accordent

de plus en plus ces jeunes managers formés à l'américaine: les premiers IFAM ont été embauchés avant même qu'ils ne reçoivent leur diplôme des États-Unis. Enfin, la réussite story de IFAM continue avec le développement du programme "MBA University". Ce dernier offre aux diplômés de l'enseignement supérieur la possibilité d'obtenir le MBA de Pace University en 11 mois, dont 4 à New York. Avec 300 élèves à Paris et 200 aux États-Unis dans les meilleures universités américaines, l'IFAM, première école française à dispenser ses cours en américain, est bien l'établissement pionnier de la formation franco-américaine en management.

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT - 73 rue Opéra, 75002 Paris - France - Tél. 47 34 38 23

(*) IFAM : L'école de management de Paris, la voie directe pour obtenir le MBA américain. Établissement d'enseignement supérieur privé.

Le Monde

dossiers et documents

MAI



68

Ils voulaient changer la vie

- Les signes avant-coureurs
- Le MAI des étudiants et des ouvriers
- Le pouvoir et la rue
- Le creuset du changement social

UN DOSSIER SPÉCIAL 12 PAGES
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ÉGALEMENT DANS CE NUMÉRO
LE DERNIER ÉTAT DU MONDE

Quatre pages indispensables
pour réviser le bac

Les chiffres les plus frais, les données les plus neuves
sur l'économie mondiale, les échanges internationaux
et les quatre grandes puissances au programme :
États-Unis, URSS, Chine, Japon.

Le « plus » qui fera la différence

DOSSIERS ET DOCUMENTS - MAI 88

France internationale uniquement

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Nbre d'exemplaires : X 18 F (frais de port inclus)

TOTAL :

F

A renvoyer avec votre règlement :

Le Monde

Service de la vente au numéro

7, rue des Italiens, 75009 PARIS

Le second tour

La liste des députés élus et réélus

(Suite de la page 11.)

URC-UDF (suite)

(Bas-Rhin, 6°) : Claude Birraux (Haute-Savoie, 4°) ; Jean-Jacques Hyst (Seine-et-Marne, 3°) ; Jean-Jacques Jégou (Val-de-Marne, 4°) ; Jean-Paul Virapoulle (La Réunion, 5°) ;

— PR Au premier tour :

● ÉLUS (3) : Alain Madelin (Ile-et-Vilaine, 4°) ; Hervé de Charette (Maine-et-Loire, 6°) ; Claude Gatignol (Manche, 4°).

● RÉELUS (13) : MM. Jacques Blanc (Lozère, 2°) ; Jean Brocart (Haute-Savoie, 1°) ; Pascal Clément (Loire, 6°) ; Valéry Giscard d'Estaing (Puy-de-Dôme, 3°) ; Gilbert Gantier (Paris, 15°) ; Aimé Kerkéris (Morbihan, 2°) ; Charles Millon (Ain, 3°) ; Joseph-Henri Maujolan du Gasset (Loire-Atlantique, 10°) ; Raymond Marcellin (Morbihan, 1°) ; Alain Mayoud (Rhône, 6°) ; Michel d'Ornano (Calvados, 4°) ; Jean Prieur (Haute-Loire, 1°) ; Philippe de Villiers (Vendée, 4°).

● ÉLUS (14) : MM. Rudy Sallès (Alpes-Maritimes, 3°) ; Guy Tessier (Bouches-du-Rhône, 6°) ; René Garrec (Calvados, 4°) ; Jean-Pierre Philibert (Loire, 1°) ; Claude Gaillard (Morbihan, 1°) ; Gérard Longuet (Meuse, 1°) ; François-Michel Gonnat (Oise, 6°) ; Francisque Perrut (Rhône, 9°) ; Jean-Marc Nesme (Saône-et-Loire, 2°) ; Michel Moylan (Haute-Savoie, 3°) ; Louis Colombani (Var, 2°) ; François Léotard (Var, 5°) ; Pierre Léguiller (Yvelines, 4°) ; Jean-Yves Haby (Hauts-de-Seine, 3°).

● RÉELUS (27) : Charles Ehrmann (Alpes-Maritimes, 1°) ; Pierre Micaut (Aube, 4°) ; Roland Blum (Bouches-du-Rhône, 1°) ; Jean-Claude Gaudin (Bouches-du-Rhône, 2°) ; Francis Saint-Ellier (Calvados, 1°) ; Jean-François Deniau (Cher, 1°) ; Gilbert Mathieu (Côte-d'Or, 4°) ; Ladislav Poniatowski (Eure, 3°) ; Maurice Dousset (Eure-et-Loir, 4°) ; Robert Cazalet (Gironde, 8°) ; Willy Dimaggio (Hérault, 1°) ; Georges Colombet (Isère, 7°) ; Henri Bayard (Loire, 7°) ; Charles Fèvre (Haute-Marne, 1°) ; François d'Aubert

(Mayenne, 1°) ; Denis Jacquat (Moselle, 2°) ; Philippe Vasseur (Pas-de-Calais, 3°) ; Alain Lamassoure (Pyrénées-Atlantiques, 5°) ; Farran (Pyrénées-Orientales, 3°) ; René Beaumont (Saône-et-Loire, 6°) ; Gilles de Robien (Somme, 2°) ; Daniel Colon (Var, 1°) ; Arthur Paecht (Var, 7°) ; Jean-Pierre Soisson (Yonne, 1°) ; Jacques Dominati (Paris, 1°) ; Michel Pelchat (Essonne, 5°) ; Alain Griotteray (Val-de-Marne, 8°) ; Francis Delattre (Val-d'Oise, 4°).

Adhérents directs

Au premier tour :

● ÉLU (1) : Jean-Luc Prél (Vendée, 1°).

● RÉELUS (3) : Raymond Barre (Rhône, 4°) ; Philippe Mestre (Vendée, 2°) ; Jean Rigaud (Rhône, 5°).

Au second tour :

● ÉLUS (5) : Yves Coussin (app.) (Cantal, 1°) ; José Rossi (Corse du Sud, 1°) ; Edouard Landrain (Loire-Atlantique, 5°) ; Roger Lestas (Mayenne, 3°) ; Hubert Falco (Var, 6°).

● RÉELUS (7) : Jean-Pierre Peretti Della Rocca (Bouches-du-Rhône, 14°) ; Jean Bousquet (app.) (Gard, 1°) ; Alain Moyné-Bressand (Isère, 6°) ; Xavier Hunault (Loire-Atlantique, 6°) ; M^{me} Christine Boutin (app.) (Yvelines, 10°) ; Pierre-André Wiltzer (Essonne, 4°) ; Jean-Philippe Lachenaud (Val-d'Oise, 1°).

Parti radical

Au premier tour :

● ÉLU (1) : M. André Rossinot (Meurthe-et-Moselle, 1°).

Au second tour :

● ÉLU (1) : M. Pierre Marli (Alpes-Maritimes, 7°).

● RÉELUS (1) : M. André Rossi (Aisne, 5°).

PSD

Au premier tour :

● RÉELUS (1) : M. Gauthier Audinot (Somme, 5°).

Au second tour :

● ÉLU (1) : M. André Santini (Hauts-de-Seine, 10°).

● RÉELUS (1) : M. Léonce Deprez (Pas-de-Calais, 4°).

URC-divers droite

Au premier tour :

● ÉLU (1) : M. Guy Desseasart (Oise, 1°).

● RÉELUS (1) : M. Jean Royer (Indre-et-Loire, 1°).

Au second tour :
● ÉLUS (3) : MM. Georges Durand (Drôme, 4°) ; François d'Harcourt, CNI (Calvados, 5°) ; Gérard Vignoble, PS-div. (Nord, 8°).

● RÉELUS (3) : MM. Jean Kiffer (Moselle, 8°) ; Edouard Frédéric-Dupont, CNI (Paris, 3°) ; André Thien Ah Koon (La Réunion, 3°).

Centre droite

Au second tour :

● ÉLUS (4) : MM. Marc Lafinear, UDF-diss. (Maine-et-Loire, 7°) ; Maurice Serghier (Nord, 15°) ; Gérard Spiller (Vosges, 3°) ; Léon Bertrand, RPR-diss. (Guyane, 2°).

Parti communiste et apparentés

Au premier tour :

● RÉELUS (1) : M. Laurent Vergès (La Réunion, 2°).

Au second tour :

● Nouveaux élus (13) : MM. Pierre Goldberg, PC (Allier, 2°) ; Jean Tardito, PC (Bouches-du-Rhône, 9°) ; Paul Lombard, PC (Bouches-du-Rhône, 13°) ; Gilbert Millet, PC (Gard, 4°) ; Théo Val-Massat, PC (Loire, 4°) ; Fabien Thimé, PC (Nord, 21°) ; André Duron, PC (Seine-Maritime, 7°) ; Jacques Brunhes, PC (Hauts-de-Seine, 1°) ; Marcelin Berthelot, PC (Seine-Saint-Denis, 2°) ; Louis Picra, PC (Seine-Saint-Denis, 4°) ; Jean-Pierre Brard, PC (Seine-Saint-Denis, 7°) ; Jean-Claude Lefort, PC (Val-de-Marne, 10°) ; Elie Hoarau, app. PC (La Réunion, 4°).

● RÉELUS (13) : Daniel Lemaire, PC (Aisne, 2°) ; André Lajoie, PC (Allier, 3°) ; Guy Herminier, PC (Bouches-du-Rhône, 4°) ; Jacques Rimbaut, PC (Cher, 2°) ; Georges Hage, PC (Nord, 16°) ; Gustave Amari, PC (Nord, 19°) ; Alain Boquet, PC (Nord, 20°) ; Mugette Jacquemin, PC (Seine-Saint-Denis, 3°) ; Jean-Claude Gayssot, PC (Seine-Saint-Denis, 5°) ; François Assail, PC (Seine-Saint-Denis, 11°) ; Georges Marchais, PC (Val-de-Marne, 11°) ; Robert Mondargent, PC (Val-d'Oise, 5°) ; Ernest Moutoussamy, app. PC (La Guadeloupe, 2°).

Front national

Au second tour :

● RÉELUS (1) : M^{me} Yvonne Fiat (Var, 3°).

Les députés sortants battus

MM. Dominique Saint-Pierre, maj. p. MRG (Ain, 1°) ; Noël Ravassard, maj. p. PS (Ain, 4°) ; Jean-Claude Lamant, URC-RPR (Aisne, 1°) ; Pierre Delmar, URC-RPR (Alpes-de-Haute-Provence, 2°) ; Pierre Bernard-Reymond, URC-UDF-CDS (Hautes-Alpes, 1°) ; Jean-François Colonna, maj. p. PS (Alpes-Maritimes, 5°) ; Jean-François Michel, URC-UDF-CDS (Ardèche, 3°) ; Michel Vialbert, URC-UDF-CDS (Ardennes, 1°) ; Jacques Sourdilhe, URC-RPR (Ardennes, 3°) ; Gérard Larrat, URC-UDF-PR (Aude, 1°) ; Jean Roussel, FN (Bouches-du-Rhône, 3°) ; Gabriel Domenech, FN (Bouches-du-Rhône, 5°) ; Pascal Arrighi, FN (Bouches-du-Rhône, 10°) ; Jean-Marie Le Pen, FN (Bouches-du-Rhône, 8°) ; Ronald Perdomo, FN (Bouches-du-Rhône, 9°) ; Bruno Megret, FN (Bouches-du-Rhône, 12°) ; André Ledran, maj. p. PS (Calvados, 1°) ; André Fanton, URC-RPR (Calvados, 3°) ; René Souchon, maj. p. PS (Cantal, 1°) ; Jean-Guy Branger, URC-UDF (Charente-Maritime, 2°) ; Dominique Basse-reau, URC-UDF-PR (Charente-Maritime, 4°) ; Jean-Claude Cassaing, maj. p. PS (Corrèze, 2°) ; Nicolas Alfonsi, maj. p. MRG (Corse-du-Sud, 1°) ; Lucien Jacob, URC-RPR (Côte-d'Or, 5°) ; Jacques Charton, URC-RPR (Creuse, 2°) ; Yves Guéna, URC-RPR (Dordogne, 1°) ; Elie Marty, URC-UDF-PR (Dordogne, 2°) ; Gérard Kuster, URC-RPR (Doubs, 3°) ; Régis Parent, URC-RPR (Drôme, 1°) ; Jean Mouton, URC-UDF-CDS (Drôme, 2°) ; Christian Goux, maj. p. PS (Eure, 3°) ; M^{me} Françoise Gaspard, maj. p. PS (Eure-et-Loir, 2°) ; MM. Marc Bécam, URC-RPR (Finistère, 1°) ; Bertrand Cousin, URC-RPR (Finistère, 2°) ; Jean Feuziat, maj. p. PS (Finistère, 7°) ; M^{me} Georgina Dufoux, maj. p. PS (Gard, 1°) ; MM. Jean-Paul Séguéla, URC-RPR (Haute-Garonne, 2°) ; Jean Diébold, URC-RPR (Haute-Garonne, 4°) ; Ayméri de Montesquiou, URC-UDF-rad. (Gers, 2°) ; Jean-Claude Dalbosc, URC-RPR (Gironde, 7°) ; Gérard

César, URC-RPR (Gironde, 10°) ; Henri Louet, URC-RPR (Indre, 3°) ; Raymond Lory, URC-UDF-CDS (Indre-et-Loire, 4°) ; Christian Nucchi, maj. p. PS (Isère, 7°) ; Michel Hannonou, URC-RPR (Isère, 9°) ; Gilbert Barbier, URC-UDF (Jura, 3°) ; Louis Lauga, URC-RPR (Landes, 1°) ; Jean Chomat, PC (Loire, 1°) ; Jacques Badet, maj. p. PS (Loire, 3°) ; Alain Chénard, maj. p. PS (Loire-Atlantique, 1°) ; Antoine Carré, URC-UDF-PR (Loiret, 1°) ; Jean-Claude Porthault, maj. p. PS (Lot, 2°) ; Christian Laurierguez, maj. p. PS (Lot-et-Garonne, 1°) ; Michel Gonnelle, URC-RPR (Lot-et-Garonne, 3°) ; Jean-Claude Chupin, maj. p. PS (Maine-et-Loire, 1°) ; Jean Reysier, PC (Marne, 4°) ; André Pingon, maj. p. PS (Mayenne, 1°) ; Gérard Léonard, URC-RPR (Meurthe-et-Moselle, 2°) ; Marcel Bigard, URC-UDF (Meurthe-et-Moselle, 5°) ; Guy Vastier, URC-UDF-PR (Meurthe-et-Moselle, 6°) ; Pierre Messmer, URC-RPR (Moselle, 4°) ; Henri Fiszbin, maj. p. div. g. (Moselle, 8°) ; Bernard-Claude Savy, URC-RPR (Nièvre, 2°) ; M^{me} Jacqueline Osselin, maj. p. PS (Nord, 2°) ; MM. Michel Ghysel, URC-RPR (Nord, 7°) ; Alain Fagaret, maj. p. PS (Nord, 8°) ; Stéphane Dermaux, URC-UDF-PR (Nord, 10°) ; Jacques Lagardie, URC-RPR (Nord, 18°) ; Olivier Marbère, URC-RPR (Nord, 21°) ; Jean-Claude Decagny, URC-UDF-PR (Nord, 23°) ; Roland Florian, maj. p. PS (Oise, 6°) ; Jean-Paul Delevoe, URC-RPR (Pas-de-Calais, 1°) ; Yvan Blot, URC-RPR (Pas-de-Calais, 2°) ; Pierre Pascal-lon, URC-UDF (Puy-de-Dôme, 4°) ; Georges Chometon, URC-UDF-CDS (Puy-de-Dôme, 5°) ; Jean Gougy, URC-RPR (Pyrénées-Atlantiques, 1°) ; Henri Prat, maj. p. PS (Pyrénées-Atlantiques, 2°) ; Jean-Pierre Destraide, maj. p. PS (Pyrénées-Atlantiques, 5°) ; Pierre Bleuler, URC-UDF-CDS (Hautes-Pyrénées, 1°) ; Gérard Trémège, URC-UDF-PR (Hautes-Pyrénées, 2°) ; Pierre Sergent, FN

(Pyrénées-Orientales, 2°) ; M^{me} René Soum, maj. p. PS (Pyrénées-Orientales, 3°) ; Catherine Trautmann, maj. p. PS (Bas-Rhin, 2°) ; MM. Joseph Klifa, URC-UDF-PR (Haut-Rhin, 5°) ; Gérard Freulet, FN (Haut-Rhin, 3°) ; Jean Grinmont, maj. p. PS (Haut-Rhin, 6°) ; Gérard Colomb, maj. p. PS (Rhône, 1°) ; Bruno Gollmisch, FN (Rhône, 13°) ; Roger Couturier, URC-RPR (Saône-et-Loire, 1°) ; Georges Bollengier-Stragier, URC-UDF-PR (Sarthe, 5°) ; Gratien Ferrari, URC-UDF-PR (Savoie, 1°) ; Yvon Briant, CNI (Haute-Savoie, 3°) ; Robert Borol, maj. p. div. g. (Haute-Savoie, 4°) ; Jean Allard, URC-UDF-CDS (Seine-Maritime, 1°) ; Charles Revet, URC-UDF-PR (Seine-Maritime, 9°) ; Roger Fosé, URC-RPR (Seine-Maritime, 10°) ; Georges Delattre, URC-RPR (Seine-Maritime, 12°) ; Joël Hart, URC-RPR (Somme, 4°) ; Guy Chaise, URC-UDF-CDS (Somme, 6°) ; Albert Mamy, URC-UDF-PR (Tarn, 4°) ; Jean Bonhomme, URC-RPR (Tarn-et-Garonne, 1°) ; Maurice Jassetti, maj. p. PS (Var, 6°) ; Jean-Pierre Roux, URC-RPR (Vaucluse, 1°) ; Michel Bernard, URC-RPR (Haute-Vienne, 1°) ; Henri Bouvet, URC-UDF-rad. (Haute-Vienne, 3°) ; Alain Jacquot, URC-RPR (Vosges, 4°) ; Jacques Bichet, URC-UDF-PR (Territoire de Belfort, 1°) ; M^{me} Gisèle Stievenard, maj. p. PS (Paris, 10°) ; M. Jacques Féron, URC-CNI (Paris, 20°) ; M^{me} Martine Frachon, maj. p. PS (Yvelines, 12°) ; MM. Michel Margues, maj. p. PS (Hauts-de-Seine, 10°) ; Georges Le Bail, maj. p. PS (Hauts-de-Seine, 12°) ; Jean-Jack Salles, URC-UDF-CDS (Seine-Saint-Denis, 6°) ; Christian Demuyneck, URC-RPR (Seine-Saint-Denis, 13°) ; M^{me} Paulette Newson, maj. p. PS (Val-de-Marne, 3°) ; MM. Jean Bardet, URC-RPR (Val-d'Oise, 3°) ; Edouard Chamougo, app. RPR (Guadeloupe, 3°) ; Michel Renard, RPR-diss. (Martinique, 1°) ; Jean Maran, URC-UDF-PR (Martinique, 4°) ; Claude Hoarau, app. PC (La Réunion, 3°).

Grands Prix 1988

Seize Alfa 164 et 112 pilotes chauffent les circuits.

En 1988, ALFA ROMEO crée l'événement sur tous les circuits des Grands Prix Européens. Pour célébrer la naissance de sa dernière et plus prestigieuse création, la 164, Alfa Romeo inaugure dans le monde de l'automobile et lance: "La Course des Célébrités".

Une première originale qui honore, cet été, chaque Grand Prix Européen de F1.

CALENDRIER GRANDS PRIX/COURSES DES CÉLÉBRITÉS	
3 JUILLET	LE CASTELL (FRANCE)
10 JUILLET	SILVERSTONE (GRANDE-BRETAGNE)
24 JUILLET	HOCKENHEIM (R.F.A.)
28 AOÛT	SPA (BELGIQUE)
11 SEPTEMBRE	MONZA (ITALIE)
26 SEPTEMBRE	ESTORIL (PORTUGAL)
3 OCTOBRE	JEREZ (ESPAGNE)

La Course des Célébrités Alfa 164.

Sur la ligne de départ, 16 nouvelles Alfa 164 3.0 V6 de série, légèrement modifiées pour être conformes à la stricte sécurité en vigueur sur les circuits.

Au volant, 16 personnalités originaires de chaque pays où se déroulera le Grand Prix.

7 courses, 7 pays, 112 pilotes V.I.P. issus d'univers aussi différents que la finance, l'industrie, la mode, le cinéma ou le monde du sport pour célébrer la naissance de la 164.

230 km/h* sur circuit pour glorifier sa puissance.

La Course des Célébrités Alfa 164: jamais courses n'a été aussi spectaculaire, prestigieuse et passionnante.

Alfa 164: du circuit à la route.

Quand une Alfa Romeo brille de toutes ses performances sur circuit, elle brille tout aussi spectaculairement sur route: c'est ça le légendaire esprit pur-sang Alfa Romeo.

Si vous ne pouvez être présent à l'un des Grands Prix de la saison, mais voulez être au vif de l'actualité de "La Course des Célébrités" ou mieux être informé en avant première sur cette prestigieuse Alfa Romeo, contactez dès maintenant par téléphone votre concessionnaire Alfa Romeo ou allez le voir directement.

*Consommation: 12.5 l/100 km (90 km/h), 17.5 l/100 km (120 km/h), 22.5 l/100 km (180 km/h), 28.5 l/100 km (en cycle urbain).

Informez-vous chez votre concessionnaire



Paris : retour au chiraquisme

Paris se rechriraquise : le retour au scrutin d'arrondissement permet aux amis RPR du maire de détenir treize des vingt et une circonscriptions législatives de la capitale. Ils en accordent trois à leurs alliés de l'UDF, mais l'un d'entre eux, M. Jacques Dominati, s'était bien gardé d'appuyer M. Raymond Barre au premier tour de l'élection présidentielle, et les deux autres, MM. Georges Mesmin et Gilles Gantier, ne pourront pas oublier que M. Jacques Chirac avait écarté le candidat de l'UDF, qu'ils soutenaient, le 24 avril. Les socialistes sont, ainsi, les perdants des scrutins des 5 et 12 juin : ils n'ont que cinq élus alors qu'ils avaient huit députés parisiens dans l'Assemblée dissoute, alors, surtout, que M. François Mitterrand avait devancé M. Chirac, le 8 mai, dans onze des vingt et une circonscriptions de la capitale.

Paris a écouté son maire. Ici, non seulement les électeurs ont refusé les ambitions socialistes, mais ils ont même réduit la représentation parlementaire du PS. Et de cette réduction, comme de la disparition des élus du Front national, le RPR est seul à profiter. M. Chirac en a tiré la conclusion que « les Parisiens ont compris que la direc-

tion d'une ville aussi considérable implique la présence à sa tête d'une équipe unie et cohérente, qui ne devrait pas être divisée par des querelles politiques ». A un an des élections municipales ce constat est certainement plus agréable à faire, pour le premier magistrat de la capitale, au lendemain des législatives, que celui qui s'imposait après la présidentielle.

Un examen plus détaillé montre, toutefois, que quelques sujets de préoccupation subsistent pour M. Chirac. D'abord parce que dans les quatorze circonscriptions qui étaient en ballottage, si les candidats de la majorité municipale ont tous réussi à mobiliser toutes les voix de droite et d'extrême droite, le réveil des abstentionnistes a surtout profité aux socialistes. C'est ce qui explique que M. Alain Devaquet ne l'ait emporté que de 607 voix, ou M. Jacques Toubon de 649 voix. Ensuite parce que, malgré les thèmes très municipaux de la campagne menée par les hommes du maire, deux de ses adjoints ont été battus dans leur fief : M. Jacques Féron dans la dix-neuvième circonscription et M. Didier Bariani dans la vingtième.

En revanche, M. Chirac peut se féliciter de la défaite d'un troisième maire d'arrondissement : M. Pierre Bas. La dissidence de ce gaulliste devenu barriste et antichiraquien n'a pas été couronnée de succès. Si son score, au premier tour, était honorable (25,17 % des suffrages exprimés), il a perdu près de 1 000 voix d'un dimanche à l'autre, alors que le nombre d'électeurs reste pratiquement stable dans sa circonscription. Aussi est-il, cette fois, dépassé par le candidat socialiste, qu'il avait devancé, le 5 juin, tandis que M. Edouard Frédéric-Dupont franchit haut la main la barre des 50 % dans cette triangulaire, la seule de la capitale. Au tour décisif, les électeurs de cette circonscription ont préféré le député sortant du Front national que leur proposait leur maire au barriste qui le constatait.

La bonne implantation des maires d'arrondissement permet à MM. Jacques Dominati, Claude-Gérard Marcus, Alain Devaquet et Jacques Toubon de l'emporter dans des circonscriptions qui, au deuxième tour de l'élection présidentielle, avaient donné la préférence au candidat de gauche, comme ont été élus, dans des situations identiques, les autres membres de la majorité

municipale que sont M. Pierre de Bénouville, Alain Juppé, et, même, M^{me} Nicole Catala, qui avait contre elle de se présenter pour la première fois dans le quatorzième arrondissement, où elle était inconnue.

La leçon est sévère pour les socialistes, même si elle était inscrite dans les résultats du premier tour. Ils ne se maintiennent que dans des quartiers qui ont été, de tout temps, des places fortes de la gauche : les dix-neuvième et vingtième arrondissements, une partie du onzième, du treizième et du dix-huitième ; géographiquement, le nord et l'est de Paris, c'est-à-dire les secteurs où M. Chirac a décidé de faire porter, dorénavant, l'essentiel de l'effort de son équipe municipale. Le succès, dans ces quartiers, de trois hommes proches de lui à des titres divers - MM. Devaquet, Juppé, et Toubon - montre que cette entreprise connaît, déjà, un certain succès, mais pourra-t-elle aboutir avant mars 1989 ? Le délai est court. C'est un des derniers espoirs des socialistes, s'ils veulent empêcher les amis de M. Chirac de conserver, l'an prochain, leur totale maîtrise sur la gestion de Paris.

THIERRY DRÉNEUR

PARIS (21)

1^{er} tour. - Abst., 40,33 % (suffr. expr., 38 997). Jacques Dominati, 17 292 (44,34) ; Rose-Marie Bon-Bazin, FN, 3 327 (8,53) ; Monique Gers, éc., 2 099 (5,38) ; Simone Gervais, PC, 2 024 (5,19) ; Argente Mazarobba, div. d., 128 (0,32) ; Christine Di Iorio, div. d., 99 (0,25) ; Agnès Sèze, éc., 2 (0,00).
8^{me} tour. - Mitterrand, 25 522 (50,80).

2^e PARTIE DU 6^e ARR.
Ins., 55 332 ; vot., 34 336
Abst., 37,94 % ; suffr. expr., 33 980

Edouard Frédéric-Dupont, URC-CNI, d.s., m. du 7^e arrondissement, c.m. de Paris, 18 440 (54,26), REELU.
Gilles Lucan, maj. p.-PS, 7 975 (23,46) ; Pierre Bas, RPR diss., m. du 6^e arrondissement, c.m. de Paris, a.d., 7 565 (22,26).

1^{er} tour. - Abst., 37,91 % (suffr. expr., 34 005). Edouard Frédéric-Dupont, 14 155 (41,56) ; Pierre Bas, RPR diss., 12 155 (35,75) ; Marie-Caroline Le Pen, FN, c.r., 2 793 (8,21) ; Nicole Bore, PC, 810 (2,38) ; Franca Lemaire, div., 75 (0,22) ; Simone Norvion, POE, 72 (0,21) ; Pascal Pissone, div. d., 62 (0,18).
8^{me} tour. - Chirac, 29 389 (58,44).

5^e (10^e ARRONDISSEMENT)
Ins., 48 183 ; vot., 29 872
Abst., 38,00 % ; suffr. expr., 29 319
Claude-Gérard Marcus, URC-RPR, d.s., m. du 10^e arrondissement, c.m. de Paris, 15 945 (54,38), REELU.
Gilles Martinet, maj. p.-PS, 13 374 (45,61).

1^{er} tour. - Abst., 42,62 % (suffr. expr., 27 569). Claude-Gérard Marcus, 12 448 (45,15) ; Gilles Martinet, 9 618 (34,88) ; Jean-Claude Varanne, FN, c.r., 3 276 (11,88) ; Alain Lloret, PC, 1 922 (6,97) ; Valéry Le Douget, div. d., 198 (0,71) ; Christiane Bellami, div. d., 91 (0,33) ; Christine Pascaud, div. d., 16 (0,05).
8^{me} tour. - Mitterrand, 18 363 (51,59).

6^e (PARTIES DES 11^e ET 20^e ARRONDISSEMENTS)
Ins., 59 978 ; vot., 37 852
Abst., 36,89 % ; suffr. expr., 37 053
Georges Sarre, maj. p.-PS, d.s., sec. E. aux voies d'eau et transports routiers, 20 719 (55,91), REELU.
Paul Violet, URC-RPR, c.r., adj. m. de Paris, 16 334 (44,08).
1^{er} tour. - Abst., 41,75 % (suffr. expr., 34 400). Georges Sarre, 15 106 (43,91) ; Paul Violet, 11 632 (33,81) ; Jean-Marie Briand, FN, 4 194 (12,19) ; Christiane Schwarzhart, PC, c.m. de Paris, 2 518 (7,31) ; Jean-Pierre Jeannin, FNPG, 798 (2,31) ; Jean-Claude Brochart, div. d., 149 (0,43) ; Jeanine Garcia, POE, 3 (0,00).
8^{me} tour. - Mitterrand, 26 010 (57,82).

7^e (PARTIES DES 11^e ET 12^e ARRONDISSEMENTS)
Ins., 60 535 ; vot., 39 461
Abst., 34,81 % ; suffr. expr., 38 745
Alain Devaquet, URC-RPR, c.r., m. du 11^e arrondissement, a. min. d.s., 19 676 (50,78), ELU.
Patrick Bloche, maj. p.-PS, 19 069 (49,21).

1^{er} tour. - Abst., 39,38 % (suffr. expr., 36 371). Alain Devaquet, 15 124 (41,58) ; Patrick Bloche, 11 625 (32,51) ; Jean-François Touzé, FN, 3 559 (9,78) ; Albert Dupuis, PC, 2 217 (6,09) ; David Assouline, FNPG, 1 672 (4,59) ; Anita Soldi, éc., 1 190 (3,27) ; Richard Abbeduto, UDF, 198 (0,54) ; Marie-Josée Hous-

ard, PH, 182 (0,50) ; Albanie Leblanc-Mahis, div., 52 (0,14).
8^{me} tour. - Mitterrand, 24 792 (53,40).

8^e (PARTIE DU 12^e ARR.)
Ins., 64 806 ; vot., 43 368
Abst., 33,08 % ; suffr. expr., 42 560
Pierre de Bénouville, URC-RPR, d.s., 23 732 (55,76), REELU.
Stello Farandjia, maj. p.-PS, 18 828 (44,23).

1^{er} tour. - Abst., 36,70 % (suffr. expr., 40 464). Pierre de Bénouville, 19 411 (47,97) ; Stello Farandjia, 14 623 (36,13) ; Jean-François Deland, FN, 3 894 (9,62) ; Roland Wiet, PC, 2 346 (5,79) ; Denise Darvey, div., 190 (0,46).
8^{me} tour. - Chirac, 27 344 (52,23).

9^e (PARTIE DU 13^e ARR.)
Ins., 54 155 ; vot., 35 857
Abst., 33,78 % ; suffr. expr., 35 242
Paul Quilès, maj. p.-PS, d.s., min. des PTT et de l'espace, 19 550 (55,47), REELU.
Anne-Marie Couderc, URC-RPR, c.m. de Paris, 15 692 (44,52).

1^{er} tour. - Abst., 38,06 % (suffr. expr., 33 100). Paul Quilès, 14 666 (44,30) ; Anne-Marie Couderc, 12 231 (36,95) ; Gisèle Moreau, PC, c.m. de Paris, d.s., 3 487 (10,53) ; Soreya Djebbour, FN, c.r., 2 622 (7,92) ; Ginette Beau, div., 94 (0,28).
8^{me} tour. - Mitterrand, 24 068 (56,80).

10^e (PARTIES DES 13^e ET 14^e ARRONDISSEMENTS)
Ins., 62 548 ; vot., 43 301
Abst., 30,77 % ; suffr. expr., 42 631
Jacques Toubon, URC-RPR, d.s., m. du 13^e arrondissement, c.m. de Paris, 21 640 (50,76), REELU.
Gisèle Stievenard, maj. p.-PS, d.s., c.m. de Paris, 20 991 (49,23).

1^{er} tour. - Abst., 35,52 % (suffr. expr., 39 938). Jacques Toubon, 17 831 (44,64) ; Gisèle Stievenard, 14 829 (37,13) ; Charles Bourgeois, FN, 2 791 (6,98) ; Serge Bouchery, PC, 2 620 (6,56) ; Jean-Claude Delarue, éc., 1 394 (3,49) ; Marcel Deslandes, PH, 314 (0,78) ; Marguerite Diger, POE, 94 (0,22) ; Françoise Niguet, div., 65 (0,16).
8^{me} tour. - Mitterrand, 23 698 (51,79).

11^e (PARTIE DU 14^e ARR.)
Ins., 59 546 ; vot., 39 685
Abst., 33,35 % ; suffr. expr., 39 098
Nicole Catala, URC-RPR, c.r., a. sec. E., 20 188 (51,63), ELU.
Nicola Bricq, maj. p.-PS, c.r., 18 910 (48,36).

1^{er} tour. - Abst., 38,46 % (suffr. expr., 36 326). Nicole Catala, 13 189 (36,30) ; Nicola Bricq, 12 705 (34,97) ; Bruno de Neyries, FN, 3 211 (8,83) ; Yves Lancelin, RPR diss., c.m. de Paris, a.d., 2 962 (8,15) ; Rolande Perlican, PC, 2 128 (5,85) ; Hélène Apollé, éc., 1 119 (3,08) ; Jacqueline Penit, FNPG, 634 (1,74) ;

Pierre-Emmanuel Oussout, div. d., 182 (0,50) ; Paquita Ortiz, PH, 147 (0,40) ; Gabrielle Lang, div., 49 (0,13).

8^{me} tour. - Mitterrand, 23 587 (50,83).

17^e (PARTIES DES 17^e ET 18^e ARRONDISSEMENTS)
Ins., 59 412 ; vot., 36 284
Abst., 38,92 % ; suffr. expr., 35 575
Françoise de Panafieu, URC-RPR, d.s., adj. m. de Paris, 19 253 (54,11), REELUE.

Yvette Davant, maj. p.-PS, 16 322 (45,88).
1^{er} tour. - Abst., 42,61 % (suffr. expr., 33 717). Françoise de Panafieu, 14 208 (42,13) ; Yvette Davant, 11 996 (35,57) ; Jean-François Ravon, FN, 4 424 (13,12) ; Jean-Louis Faure, PC, 2 298 (6,81) ; Anne-Marie Dumon, div. d., 419 (1,24) ; Jean-François Bonnet, PH, 300 (0,88) ; Jean-Louis Soprani, div., 72 (0,21).
8^{me} tour. - Chirac, 22 215 (50,10).

18^e (PARTIE DU 18^e ARR.)
Ins., 62 424 ; vot., 39 555
Abst., 36,63 % ; suffr. expr., 38 890
Alain Juppé, URC-RPR, adj. m. de Paris, a. min. dél., 20 884 (53,70), ELU.

Bertrand Delanoë, maj. p.-PS, c.m. de Paris, a.d., 18 006 (46,29).

1^{er} tour. - Abst., 41,28 % (suffr. expr., 36 238). Alain Juppé, 15 860 (43,76) ; Bertrand Delanoë, 12 818 (35,37) ; Serge Martin, FN, 4 346 (11,71) ; Jean Wiet, PC, 1 963 (5,41) ; Marie-Claude Drevet, FNPG, 661 (1,82) ; Olivier Rigot, div. d., 264 (0,72) ; Odile Thévenot, PH, 235 (0,64) ; Sylvie Ennasson, POE, 107 (0,29) ; Maurice Tabatain, div., 84 (0,23).
8^{me} tour. - Mitterrand, 23 275 (50,10).

19^e (PARTIES DES 18^e ET 19^e ARRONDISSEMENTS)
Ins., 45 595 ; vot., 27 489
Abst., 39,71 % ; suffr. expr., 26 742
Daniel Vaillant, maj. p.-PS, c.r., 14 634 (54,72), ELU.

Jean-Pierre Pierre-Bloch, URC-UDF-PSD, adj. m. de Paris, a.d., 12 108 (45,27).
1^{er} tour. - Abst., 44,36 % (suffr. expr., 25 022). Daniel Vaillant, 8 076 (32,25) ; Jean-Pierre Pierre-Bloch, 8 061 (32,21) ; Patrick de Bignarès, FN, 3 371 (13,47) ; Louis Baillet, PC, d. cur. c.m. de Paris, a.d., 2 251 (8,99) ; Mamei Escoda, PS diss., a.d., 1 889 (7,54) ; Louis Girard, ext. d., 1 028 (4,10) ; Sauveur Bodica, div. d., 228 (0,91) ; Anne-Marie Deschry, POE, 87 (0,34) ; Pascal Jorin, div. d., 37 (0,14).
8^{me} tour. - Mitterrand, 19 739 (58,85).

20^e (PARTIE DU 19^e ARR.)
Ins., 58 904 ; vot., 37 933
Abst., 35,59 % ; suffr. expr., 37 112
Jean-Christophe Cambadélle, maj. p.-PS, 19 159 (51,57), ELU.

Jacques Féron, URC-CNI, d.s., m. du 19^e arrondissement, c.m. de Paris, 17 973 (48,42).

1^{er} tour. - Abst., 40,60 % (suffr. expr., 34 609). Jacques Féron, 12 512 (36,15) ; Jean-Christophe Cambadélle, 12 102 (34,96) ; Roland Gancher, FN, d. cur., 4 154 (11,80) ; Paul Laureat, PC, c.m. de Paris, a.d., 772 (10,89) ; Jean-Pierre Guélin, éc., 2 023 (5,84) ; Dominique Bouin, div., 46 (0,13).
8^{me} tour. - Mitterrand, 25 131 (55,76).

21^e (PARTIE DU 20^e ARR.)
Ins., 68 738 ; vot., 44 236
Abst., 35,64 % ; suffr. expr., 43 426
Michel Charzat, maj. p.-PS, d.s., 22 325 (51,40), REELU.

Didier Bariani, URC-UDF-rad., m. du 20^e arrondissement, c.m. de Paris, a. sec. E., a.d., 21 101 (48,59).

1^{er} tour. - Abst., 40,67 % (suffr. expr., 40 310). Michel Charzat, 15 902 (39,44) ; Didier Bariani, 15 686 (38,91) ; Raymond Froyne, FN, 4 929 (12,22) ; Henry Malberg, PC, c.m. de Paris, 3 465 (8,59) ; Monique Coma, div., 171 (0,42) ; Robert Lacout, POE, 137 (0,33).
8^{me} tour. - Mitterrand, 28 629 (54,76).

Sortants : M^{me} Edwige Avice, PS, min. dél. aux affaires étrangères depuis le 12 mai 1988, se rep. dans l'Isère ; M^{me} René Béguet, app. RPR, remplaçant M. Bernard Pons, RPR, nommé min. des DOM-TOM le 20 mars 1988, a.r.p. ; Pierre de Bénouville, RPR ; André Billon, PS, remplaçant M. Lionel Jospin, PS, qui a donné sa démission après son élection en Haute-Garonne en septembre 1986, a.r.p. ; Michel Charzat, PS ; Jacques Dominati, UDF (PR) ; Jacques Féron, app. RPR (CNI), remplaçant M. Edouard Balladur, nommé min. E. min. de l'économie, des finances et de la privatisation le 20 mars 1988 ; Edouard Frédéric-Dupont, FN (CNI) ; Gérard Fuchs, PS, se rep. dans la Seine-Saint-Denis ; Gilbert Gauthier, UDF (PR) ; Gabriel Kasprchik, RPR ; Jean-Marie Le Pen, FN, se rep. dans les Bouches-du-Rhône ; Claude-Gérard Marcus, RPR ; Georges Mesmin, UDF (CDS) ; Louis Moulinet, PS ; M^{me} Françoise de Panafieu, RPR, remplaçant M. Alain Juppé, RPR, nommé min. dél. chargé du budget le 20 mars 1988 ; M^{me} Paul Quilès, PS, min. des PTT et de l'espace depuis le 12 mai 1988 ; Georges Sarre, sec. E. chargé des voies navigables et des transports routiers depuis le 13 mai 1988 ; M^{me} Gisèle Stievenard, PS ; M^{me} Jean Théri, RPR ; Jacques Toubon, RPR.

PARTEZ EN VACANCES AVEC Le Monde



ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par carte bleue.
VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous, sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)
2 semaines	76 F	145 F
3 semaines	115 F	205 F
1 mois	150 F	261 F
2 mois	260 F	482 F
3 mois	354 F	687 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-98-72

LE MONDE ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09
Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____
du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM : _____ PRÉNOM : _____
RUE : _____
LOCALITÉ : _____
CODE POSTAL : _____ VILLE : _____
PAYS : _____

● VOTRE RÈGLEMENT :
☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE
N° de CB : _____
Date d'expiration : _____
Signature : _____

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

SUR MINITEL
3615 LEMONDE code abo

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Date de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Salas.

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDOPAR 850672 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-61

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	MONDE	SURSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	594 F	687 F
6 mois	672 F	761 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 080 F	1 404 F	1 953 F
1 an	1 280 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOYER CE BULLETIN
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse : mentionner en toutes lettres l'adresse nouvelle et joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDOPUB 206 136 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les bulletins propres en capitales d'imprimerie.

Ile-de-France : le RPR revigoré

La région capitale est comme le reste du pays : entre la droite et la gauche son cœur balance. Mais ici il a, lors de ces législatives, légèrement penché à droite. Un léger basculement en voix que la brutalité des mécanismes du scrutin majoritaire a transformé en une confortable avance en sièges, tout particulièrement pour le RPR dont l'Ile-de-France constitue une confortable place forte. Le résultat est qu'ici les amis de Jacques Chirac rentrent plus nombreux à l'Assemblée nationale qu'ils n'en sont sortis.

Quelques chiffres : le 8 mai, M. François Mitterrand avait obtenu 51,58 % des suffrages exprimés en Ile-de-France; le 5 juin, le PS en a recueilli 32,39 %, le PC 13,44 % et la gauche, dans son ensemble, 46,60 %, plus 1,13 % pour les écologistes; l'URC, elle, a obtenu 40,98 % et les divers droite, 1,61 %, alors que le Front national recueillait 11,79 %, soit un total pour la droite, au sens large, de 54,38 %. En sièges, cela donne dix députés au PC, trente-cinq au PS, trente-huit au RPR, seize à l'UDF et aucun au FN, quarante-cinq à gauche contre quarante-cinq à droite.

Assez curieusement, le rapport des forces, en sièges, entre les deux grandes forces ne change pratiquement pas par rapport au lendemain des législatives de 1986. La gauche avait eu alors quarante-cinq élus — dont dix déjà pour le PC — la droite cinquante-cinq. C'est au sein de celle-ci que se produisent les bouleversements : le Front national perd ses dix élus, essentiellement au profit du RPR qui en gagne huit, l'UDF n'améliorant son résultat que d'un seul siège.

La déconvenue est forte pour les socialistes. M. Mitterrand avait, le 8 mai, devancé M. Chirac dans soixante-dix des quatre-vingt-neuf circonscriptions de l'Ile-de-France. Ses amis ont dû rendre vingt-cinq de celles-ci à la droite. Ici comme ailleurs, nombre de ceux qui ont fait confiance au président sortant n'ont pas accepté de lui donner la majorité parlementaire qu'il réclamait. C'est que, ici comme ailleurs, dans un scrutin d'arrondissement les positions locales des candidats jouent un rôle non négligeable. Tous ceux que le PS avait cru pouvoir « parachuter » dans la banlieue parisienne, de François Douhin à

Thierry de Beaucé, Isabelle Thomas ou Brice Lalonde — en pensant que dans les cités-dortoirs la méconnaissance du candidat avait moins d'importance qu'en province — l'ont mesuré à leurs dépens.

Les socialistes ont même dû, à leur corps défendant, se montrer généreux avec leurs alliés communistes : sur les quarante-cinq circonscriptions de M. Mitterrand que la gauche a conservées, dix sont allées au PC. Le PS avait, là, pêché par orgueil, car il n'aurait pas dû oublier que le 16 mars 1986 il avait été devancé dans sept de celles-ci, et dans ces sept-là seulement par les listes communistes. Il n'y a que trois circonscriptions où le PC a véritablement renversé la tendance, toutes trois dans le département où il est le plus fort, la Seine-Saint-Denis : la 2^e pour le maire de Saint-Denis, M. Berthelot ; la 7^e pour le maire de Montreuil, M. Brard ; la 11^e pour un député sortant, qui a fait un profond travail d'enracinement, M. Assens. Cette préservation du nombre de ses élus par le PC ne doit pas camoufler la réalité de la diminution de son influence. Là où il n'avait pas de candidat en

position d'être élu, son score est loin de retrouver ses hauteurs antérieures. Pour lui les places fortes subsistantes sont entourées de désert.

En Ile-de-France il n'y a que deux grandes forces qui s'affrontent, en étant, contrairement à leurs alliés réciprocques, présentes partout : les socialistes et les chiraquiens. Et ceux-ci ont toutes raisons d'être satisfaits de leur lent travail d'implantation. A Paris certes, mais aussi en banlieue, dans des terroirs qui, comme les Yvelines et la Seine-et-Marne, ne leur ont pas toujours été favorables, au point que c'est encore l'UDF qui détiendait la présidence du conseil général. Le travail de M. J. Chirac à la mairie de Paris, de M. Giraud à la présidence du conseil régional, et de tous leurs émules qui ont été le fer de lance de la reconquête par la droite de villes communistes, a été payant. Cela permet au RPR, ici, d'accroître sensiblement le nombre de ses élus. Il ne l'oubliera pas. Et la tendance de ses dirigeants, tendance critiquée par les vassaux de province, de faire de l'Ile-de-France une place forte chiraquienne en sera probablement renforcée.

THIERRY BRÉHER.

SEINE-ET-MARNE (9)

1^{re} (MELUN SUD, SAVIGNY-LE-TEMPLE)
Ins. 68 824 ; vot. 47 491
Abst. 30,99 % ; suff. expr. 46 642
Jean-Claude Migon, URC-RPR, c.r., c.g., m. de Dammarie-les-Lys, 24 394 (52,30), REELU.
Brice Lalonde, maj. p.-div. g., sec. E. à l'environnement, 22 248 (47,69).
1^{er} tour. — Abst. 36,76 % (suff. expr. 42 896). Jean-Claude Migon, 18 803 (43,82) ; Brice Lalonde, 16 251 (37,88) ; René Farinacci, FN, 4 393 (10,24) ; Edmond Douchey, PC, c.r., c.g., 3 443 (8,02) ; Pierre Roussel, écologiste, 1 001 (2,31).
8 mai. — Mitterrand, 29 118 (52,72).

3^e (MELUN NORD)
Ins. 65 393 ; vot. 44 245
Abst. 32,33 % ; suff. expr. 42 843
Jean-Jacques Hyst, URC-UDF-CDS, d.s., c.g., m. de La Madeleine-sur-Loing, 21 813 (50,91), REELU.
Thierry Martin de Beaucé, maj. p.-div. g., sec. E. chargé des relations culturelles internationales et de la francophonie, 21 030 (49,09).
1^{er} tour. — Abst. 36,99 % (suff. expr. 40 370). Jean-Jacques Hyst, 14 601 (36,16) ; Thierry Martin de Beaucé, 14 039 (34,77) ; Jean-François Jalil, FN, d.s., 5 593 (13,85) ; José Ruiz, PC, c.m. de Montesson, 4 835 (12,02) ; Thierry Blanchard, div. d., 1 282 (3,17).
8 mai. — Mitterrand, 28 339 (53,86).

4^e (PROVINS)
Ins. 67 043 ; vot. 48 070
Abst. 28,29 % ; suff. expr. 46 661
Alain Peyrefitte, URC-RPR, d.s., c.g., m. de Provins, a. min., 26 840 (57,52), REELU.
Marc Fromion, maj. p.-div. g., m. de Gury-le-Châtel, a.p.s., 19 821 (42,47).
1^{er} tour. — Abst. 31,33 % (suff. expr. 44 956). Alain Peyrefitte, 21 839 (48,62) ; Marc Fromion, 12 417 (27,62) ; Claude Pasquier, PC, m. de Nangis, 5 711 (12,70) ; Laurence Rodella, FN, 4 969 (11,05).
8 mai. — Mitterrand, 27 665 (50,57).

5^e (MEAUX SUD)
Ins. 66 551 ; vot. 46 899
Abst. 29,63 % ; suff. expr. 45 921
Guy Druet, URC-RPR, d.s., 23 937 (52,12), REELU.
Michel Valier, maj. p.-PS, c.g., m. de Tripiot, 21 984 (47,87).
1^{er} tour. — Abst. 34,91 % (suff. expr. 42 690). Guy Druet, 17 910 (41,95) ; Michel Valier, 15 437 (36,20) ; Martial Pautrel, FN, 5 812 (12,44) ; Jean-Pierre Patron, PC, adj. m. de Meaux, 4 011 (9,39).
8 mai. — Mitterrand, 27 185 (50,88).

6^e (MEAUX NORD)
Ins. 61 982
Abst. 33,95 % ; suff. expr. 40 801
Robert Le Fol, maj. p.-PS, d.s., c.g., m. de Crégy-la-Meaux, 23 093 (56,59), REELU.
Pierre Meutey, URC-UDF-CDS, c.r., c.g., m. de Vendreuil, 17 708 (43,40).
1^{er} tour. — Abst. 37,59 % (suff. expr. 39 025). Robert Le Fol, 16 514 (42,31) ; Pierre Meutey, 11 889 (30,46) ; Michel Teller, FN, 5 959 (15,26) ; Jean-Pierre Boutoux, PC, 4 663 (11,94).
8 mai. — Mitterrand, 28 653 (56,90).

gagnez en vie

Anglais, Anglo-américain, Allemand, Espagnol, Italien, Stages intensifs pour Adultes, à l'Etranger, Sur Mesure, Primes Forfaitaires Permanentes

INFORMATION DOCUMENTATION
Voyage Formation
25, Boulevard des Capucines
75002 PARIS (1^{er}) (1) 42.61.53.35

8^e (PARTIE DE LAGNY, TORCY)
Ins. 66 297 ; vot. 44 032
Abst. 33,58 % ; suff. expr. 43 026
Jean-Pierre Fourré, maj. p.-PS, d.s., c.r., c.g., 24 756 (57,53), REELU.
Gérard Burlet, URC-RPR, c.g., 18 270 (42,46).
1^{er} tour. — Abst. 38,19 % (suff. expr. 40 560). Jean-Pierre Fourré, 17 250 (42,52) ; Gérard Burlet, 15 253 (37,74) ; Jean-Pierre Savigny, FN, 5 541 (13,56) ; Daniel Brunel, PC, c.g., 4 616 (10,62) ; Alain Rist, écologiste, 1 100 (2,54).
8 mai. — Mitterrand, 31 005 (57,78).

9^e (BRIE-COMTE-ROBERT)
Ins. 71 198 ; vot. 48 708
Abst. 31,38 % ; suff. expr. 47 681
Alain Vivien, maj. p.-PS, d.s., c.g., 26 814 (56,23), REELU.
Jean Kirchheim, URC-RPR, c.g., 20 867 (43,76).
1^{er} tour. — Abst. 35,38 % (suff. expr. 45 441). Alain Vivien, 21 461 (47,22) ; Jean Kirchheim, 14 545 (32,00) ; Gilbert Becquerelle, FN, 4 969 (10,62) ; Pierre Teyssandier, PC, 3 526 (7,75).
8 mai. — Mitterrand, 31 539 (54,30).

10^e (BRIE-COMTE-ROBERT)
Ins. 71 198 ; vot. 48 708
Abst. 31,38 % ; suff. expr. 47 681
Alain Vivien, PS ; Jean-Claude Migon, URC-RPR (1^{er}) ; Jean-Jacques Hyst, URC-UDF-CDS, d.s. (2^e) ; Alain Peyrefitte, URC-RPR, d.s. (3^e) ; Guy Druet, URC-RPR, d.s. (4^e) ; Robert Le Fol, maj. p.-PS, d.s. (5^e) ; Jean-Paul Planche, maj. p.-PS, d.s. (6^e) ; Jean-Pierre Fourré, maj. p.-PS, d.s. (7^e) ; Alain Vivien, maj. p.-PS, d.s. (8^e) ; Alain Vivien, maj. p.-PS, d.s. (9^e).
Au premier tour : Didier Julia, URC-RPR, d.s. (2^e).

Les électeurs seine-et-marnais ont dû non à l'inverse. La défaite des deux secrétaires d'Etat qui se présentaient sous l'étiquette de la majorité présidentielle est significative. Malgré le soutien officiel du PC, Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, n'a pu battre Jean-Claude Migon, RPR, un candidat particulièrement bien implanté dans le 1^{er} arrondissement. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat à la francophonie, n'a pas bénéficié du fait qu'il réside partiellement dans le département. Ouvertement rejoint par le Parti communiste qui lui reprochait son passé d'homme de droite, il s'est incliné devant le député sortant Jean-Jacques Hyst (UDF-CDS). Il n'y aura pas eu de miracle pour Marc Fromion (PS). Contrairement à ce qui s'était passé lors des législatives de 1981, le candidat socialiste a été largement distancé par le député sortant, Alain Peyrefitte (RPR). Le Parti socialiste envoie quatre représentants à l'Assemblée nationale. Les trois députés sortants (Alain Vivien, Jean-Pierre Fourré et Robert Le Fol), ainsi qu'un nouveau venu, Jean-Paul Planche, celui-ci devance le candidat RPR, maire de Chelles, y compris dans sa propre commune. Cinq élus de droite — Didier Julia, RPR, avait retrouvé son siège dans la 2^e circonscription des le premier tour — contre quatre de gauche, ce qui équilibre en respectant l'équilibre, en 1986, la Seine-et-Marne avait élu trois RPR, un UDF, un Front national, trois socialistes et un communiste.

11^e (VERSAILLES SUD)
Ins. 67 818 ; vot. 46 103
Abst. 32,01 % ; suff. expr. 45 309
François Borotra, URC-RPR, d.s., c.g., adj. m. de Versailles, 27 223 (60,08), REELU.
André Pigné, maj. p.-PS, c.m. de Versailles, 18 086 (39,91).
1^{er} tour. — Abst. 35,03 % (suff. expr. 43 445). François Borotra, 21 449 (49,27) ; André Pigné, 13 167 (30,30) ; Roger Gibelin, FN, 4 049 (9,31) ; Sylvie Huet, PC, 3 035 (6,98) ; Mario-Dominique Delarue, div. d., adj. m. de Meudon-la-Porte, 1 317 (3,05) ; Marceline de Baudouin de Rapierra, POE, 428 (0,98).
8 mai. — Chirac, 31 778 (56,49).

12^e (VERSAILLES NORD)
Ins. 67 818 ; vot. 46 103
Abst. 32,01 % ; suff. expr. 45 309
François Borotra, URC-RPR, d.s., c.g., adj. m. de Versailles, 27 223 (60,08), REELU.
André Pigné, maj. p.-PS, c.m. de Versailles, 18 086 (39,91).
1^{er} tour. — Abst. 35,03 % (suff. expr. 43 445). François Borotra, 21 449 (49,27) ; André Pigné, 13 167 (30,30) ; Roger Gibelin, FN, 4 049 (9,31) ; Sylvie Huet, PC, 3 035 (6,98) ; Mario-Dominique Delarue, div. d., adj. m. de Meudon-la-Porte, 1 317 (3,05) ; Marceline de Baudouin de Rapierra, POE, 428 (0,98).
8 mai. — Chirac, 31 778 (56,49).

YVELINES (12)

1^{re} (RAMBOUILLET)
Ins. 80 502 ; vot. 58 472
Abst. 27,45 % ; suff. expr. 57 389
Christiane Boutin, URC-app. UDF, d.s., c.g., adj. m. de Rambouillet, 32 260 (56,21), REELU.
Georges Mougeot, maj. p.-PS, c.g., c.m. de Maurepas, 25 129 (43,78).
1^{er} tour. — Abst. 33,02 % (suff. expr. 53 205). Christiane Boutin, 24 965 (46,92) ; Georges Mougeot, 17 894 (33,63) ; Jean-Claude Antoine, FN, 5 123 (9,62) ; Jean-Claude Gaudin, PC, c.m. de Maurepas, 4 056 (7,42) ; Hilarie Despres, écologiste, 1 167 (2,19).
8 mai. — Chirac, 35 345 (52,33).

11^e (SAINT-CYR-L'ECOLE, TRAPPES)
Ins. 53 093 ; vot. 34 401
Abst. 35,20 % ; suff. expr. 33 537
Guy Malandain, maj. p.-PS, d.s., adj. m. d'Auffargis, 18 403 (54,87), REELU.
Jeanine Cayet, URC-UDF-PR, c.m. de Trappes, 15 134 (45,12).
1^{er} tour. — Abst. 40,22 % (suff. expr. 31 199). Guy Malandain, 17 375 (55,75) ; Jeanine Cayet, 10 604 (33,99) ; Jacqueline Hoffmann, PC, d.s., 5 384 (17,89) ; Olivier Camil, FN, 3 636 (11,65).
8 mai. — Mitterrand, 23 676 (57,44).

12^e (POISSY)
Ins. 57 849 ; vot. 39 735
Abst. 31,31 % ; suff. expr. 38 939
Jacques Masden-Arus, URC-RPR, d.s., m. de Poissy, 19 644 (50,44), REELU.
Martine Frachon, maj. p.-PS, d.s., c.m. de Poissy, 19 295 (49,55).
1^{er} tour. — Abst. 37,02 % (suff. expr. 35 919). Jacques Masden-Arus, 15 023 (41,82) ; Martine Frachon, 12 976 (36,12) ; Michel Curru, FN, c.m. de Claye-sous-Bois, 4 038 (11,24) ; Jeanne Thomas-Fiora, PC, m. de Claye-sous-Bois, 3 532 (9,83) ; Philippe Cadoux, POE, 350 (0,97).
8 mai. — Mitterrand, 24 200 (51,75).

13^e (SAINT-GERMAIN-LE-VALENTIN)
Ins. 57 849 ; vot. 39 735
Abst. 31,31 % ; suff. expr. 38 939
Jacques Masden-Arus, URC-RPR, d.s., m. de Poissy, 19 644 (50,44), REELU.
Martine Frachon, maj. p.-PS, d.s., c.m. de Poissy, 19 295 (49,55).
1^{er} tour. — Abst. 37,02 % (suff. expr. 35 919). Jacques Masden-Arus, 15 023 (41,82) ; Martine Frachon, 12 976 (36,12) ; Michel Curru, FN, c.m. de Claye-sous-Bois, 4 038 (11,24) ; Jeanne Thomas-Fiora, PC, m. de Claye-sous-Bois, 3 532 (9,83) ; Philippe Cadoux, POE, 350 (0,97).
8 mai. — Mitterrand, 24 200 (51,75).

14^e (SAINT-GERMAIN-LE-VALENTIN)
Ins. 57 849 ; vot. 39 735
Abst. 31,31 % ; suff. expr. 38 939
Jacques Masden-Arus, URC-RPR, d.s., m. de Poissy, 19 644 (50,44), REELU.
Martine Frachon, maj. p.-PS, d.s., c.m. de Poissy, 19 295 (49,55).
1^{er} tour. — Abst. 37,02 % (suff. expr. 35 919). Jacques Masden-Arus, 15 023 (41,82) ; Martine Frachon, 12 976 (36,12) ; Michel Curru, FN, c.m. de Claye-sous-Bois, 4 038 (11,24) ; Jeanne Thomas-Fiora, PC, m. de Claye-sous-Bois, 3 532 (9,83) ; Philippe Cadoux, POE, 350 (0,97).
8 mai. — Mitterrand, 24 200 (51,75).

15^e (SAINT-GERMAIN-LE-VALENTIN)
Ins. 57 849 ; vot. 39 735
Abst. 31,31 % ; suff. expr. 38 939
Jacques Masden-Arus, URC-RPR, d.s., m. de Poissy, 19 644 (50,44), REELU.
Martine Frachon, maj. p.-PS, d.s., c.m. de Poissy, 19 295 (49,55).
1^{er} tour. — Abst. 37,02 % (suff. expr. 35 919). Jacques Masden-Arus, 15 023 (41,82) ; Martine Frachon, 12 976 (36,12) ; Michel Curru, FN, c.m. de Claye-sous-Bois, 4 038 (11,24) ; Jeanne Thomas-Fiora, PC, m. de Claye-sous-Bois, 3 532 (9,83) ; Philippe Cadoux, POE, 350 (0,97).
8 mai. — Mitterrand, 24 200 (51,75).

16^e (SAINT-GERMAIN-LE-VALENTIN)
Ins. 57 849 ; vot. 39 735
Abst. 31,31 % ; suff. expr. 38 939
Jacques Masden-Arus, URC-RPR, d.s., m. de Poissy, 19 644 (50,44), REELU.
Martine Frachon, maj. p.-PS, d.s., c.m. de Poissy, 19 295 (49,55).
1^{er} tour. — Abst. 37,02 % (suff. expr. 35 919). Jacques Masden-Arus, 15 023 (41,82) ; Martine Frachon, 12 976 (36,12) ; Michel Curru, FN, c.m. de Claye-sous-Bois, 4 038 (11,24) ; Jeanne Thomas-Fiora, PC, m. de Claye-sous-Bois, 3 532 (9,83) ; Philippe Cadoux, POE, 350 (0,97).
8 mai. — Mitterrand, 24 200 (51,75).

ESSONNE (10)

1^{re} (CORBEIL-ESSONNES)
Ins. 52 338 ; vot. 34 106
Abst. 34,83 % ; suff. expr. 32 989
Jacques Guyard, maj. p.-PS, d.s., m. d'Evry, 19 642 (59,54), REELU.
Jacques Gering, URC-RPR, c.m. d'Evry, 13 347 (40,45).
1^{er} tour. — Abst. 37,61 % (suff. expr. 32 048). Jacques Guyard, 11 112 (34,67) ; Jacques Gering, 8 594 (26,81) ; Roger Combrinon, PC, d.s., c.g., m. de Corbeil-Essonnes, 7 037 (21,95) ; Gérard Duquenois, FN, 3 601 (11,23) ; André Deschamps, écologiste, 1 604 (5,00) ; Suzanne Briton, POE, 100 (0,31).
8 mai. — Mitterrand, 25 234 (60,59).

2^e (ETAMPES)
Ins. 64 634 ; vot. 46 650
Abst. 27,82 % ; suff. expr. 45 511
Xavier Dupuis, URC-RPR, d.s., 24 278 (53,34), REELU.
Amaury Couderc, maj. p.-PS, c.g., m. de Boissy-sous-Saint-Yon, 21 233 (46,65).
1^{er} tour. — Abst. 32,92 % (suff. expr. 42 307). Xavier Dupuis, 18 284 (43,21) ; Amaury Couderc, 9 617 (22,73) ; Gérard Lafrance, PC, m. d'Etampes, 8 656 (20,45) ; Jean-Louis Fuchs, FN, 4 472 (10,57) ; José Garcia, maj. p.-PS, c.m. de Olif-sur-Yvette, 907 (2,14) ; Pierre Marnoux-Nery, POE, 971 (0,87).
8 mai. — Mitterrand, 27 365 (51,12).

3^e (ARPAJON)
Ins. 72 463 ; vot. 52 899
Abst. 26,99 % ; suff. expr. 51 691
Yves Tavernier, maj. p.-PS, d.s., c.g., m. de Dourdan, 27 337 (52,88), REELU.
Jean de Boishue, URC-RPR, c.r., m. de Brétigny-sur-Orge, 24 354 (47,11).
1^{er} tour. — Abst. 33,11 % (suff. expr. 47 690). Yves Tavernier, 19 376 (40,62) ; Jean de Boishue, 17 613 (36,93) ; Alain Blin, PC, c.g., m. de Brétigny-sur-Orge, 5 705 (11,95) ; Patrick Léprieux, FN, 4 998 (10,48).
8 mai. — Mitterrand, 32 831 (54,36).

4^e (LONGJUMEAU)
Ins. 62 671 ; vot. 45 563
Abst. 27,29 % ; suff. expr. 44 621
Pierre-André Wilczek, URC-UDF, d.s., 22 335 (50,05), REELU.
Nicole Morichaud, maj. p.-PS, c.r., c.m. de Villebon-sur-Yvette, 22 286 (49,94).
1^{er} tour. — Abst. 33,90 % (suff. expr. 40 797). Pierre-André Wilczek, 16 621 (40,74) ; Nicole Morichaud, 15 913 (39,00) ; Jean-Claude Frolich, FN, 4 269 (10,46) ; Alain Desour, PC, 3 994 (9,78).
8 mai. — Mitterrand, 27 992 (53,82).

5^e (LONGJUMEAU)
Ins. 62 671 ; vot. 45 563
Abst. 27,29 % ; suff. expr. 44 621
Pierre-André Wilczek, URC-UDF, d.s., 22 335 (50,05), REELU.
Nicole Morichaud, maj. p.-PS, c.r., c.m. de Villebon-sur-Yvette, 22 286 (49,94).
1^{er} tour. — Abst. 33,90 % (suff. expr. 40 797). Pierre-André Wilczek, 16 621 (40,74) ; Nicole Morichaud, 15 913 (39,00) ; Jean-Claude Frolich, FN, 4 269 (10,46) ; Alain Desour, PC, 3 994 (9,78).
8 mai. — Mitterrand, 27 992 (53,82).

6^e (LONGJUMEAU)
Ins. 62 671 ; vot. 45 563
Abst. 27,29 % ; suff. expr. 44 621
Pierre-André Wilczek, URC-UDF, d.s., 22 335 (50,05), REELU.
Nicole Morichaud, maj. p.-PS, c.r., c.m. de Villebon-sur-Yvette, 22 286 (49,94).
1^{er} tour. — Abst. 33,90 % (suff. expr. 40 797). Pierre-André Wilczek, 16 621 (40,74) ; Nicole Morichaud, 15 913 (39,00) ; Jean-Claude Frolich, FN, 4 269 (10,46) ; Alain Desour, PC, 3 994 (9,78).
8 mai. — Mitterrand, 27 992 (53,82).

7^e (LONGJUMEAU)
Ins. 62 671 ; vot. 45 563
Abst. 27,29 % ; suff. expr. 44 621
Pierre-André Wilczek, URC-UDF, d.s., 22 335 (50,05), REELU.
Nicole Morichaud, maj. p.-PS, c.r., c.m. de Villebon-sur-Yvette, 22 286 (49,94).
1^{er} tour. — Abst. 33,90 % (suff. expr. 40 797). Pierre-André Wilczek, 16 621 (40,74) ; Nicole Morichaud, 15 913 (39,00) ; Jean-Claude Frolich, FN, 4 269 (10,46) ; Alain Desour, PC, 3 994 (9,78).
8 mai. — Mitterrand, 27 992 (53,82).

Liste des abréviations

Nous publions ci-dessous les résultats du scrutin du 12 juin dans les quatre-vingt-trois circonscriptions de métropole et d'outre-mer restées en ballottage après le premier tour, et ceux des deux circonscriptions de Polynésie française, où le premier tour a été fixé au 12 juin.

Le nom de chaque département est suivi du nombre total de sièges qui étaient à pourvoir. Les résultats par circonscriptions sont suivis du rappel des résultats du premier tour, qui a eu lieu le 5 juin, et du second tour de l'élection présidentielle pour lequel ne figure que le score du candidat alors arrivé en tête.

Le nom des députés sortants est suivi de leur appartenance à l'un des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale au moment de la dissolution décidée le 14 mai. Leur « étiquette » politique est précisée entre parenthèses.

Le nom des députés élus, au premier ou au second tour, est suivi de l'étiquette « politique » sous laquelle ils étaient candidats.

TITRES ET MANDATS

a.d. : ancien député.
a.c.m. : ancien conseiller municipal.
adj. m. : adjoint au maire.
a. min. : ancien ministre.
a. prem. min. : ancien premier ministre.
a. sec. E. : ancien secrétaire d'Etat.
a. sén. : ancien sénateur.
c.g. : conseiller général.
c.m. : conseiller municipal.
c.r. : conseiller régional.
d.s. : député sortant.
d. eur. : député européen.

m. : maire.
min. : ministre.
min. délé. : ministre délégué.
min. E. : ministre d'Etat.
n.s.r.p. : ne se représente pas.
prem. min. : premier ministre.
prés. : président.
prés. c.g. : président du conseil général.
prés. c.r. : président du conseil régional.
sec. E. : secrétaire d'Etat.
sén. : sénateur.
se rep. : se représente.
suppl. : suppléant.

ÉTIQUETTES DE 1988

Alt. : alternative (regroupait auto-gestionnaires, extrême gauche et écologistes).
app. : apparentés.
CDS : Centre des démocrates sociaux (UDF).
CNI : Centre national des indépendants.
diss. : dissident (se présente sans l'investiture de son parti).
div. : divers.
div. d. : divers droite.
div. g. : divers gauche.
div. g. : écologistes.
ext. d. : extrême droite.
ext. g. : extrême gauche.
FN : Front national.
maj. p. : majorité présidentielle.
MRG : Mouvement des radicaux de gauche.
PC : Parti communiste.

PFN : Parti des forces nouvelles.
PH : Parti humaniste.
PNPG : Pour une nouvelle politique de gauche (comités de M. Pierre Juquin).
POE : Parti ouvrier européen.
PR : Parti républicain (UDF).
P. et R. : Clubs perspectives et réalités (UDF).
PS : Parti socialistes.
PSD : Parti social-démocrate (UDF).
PSU : Parti socialiste unifié.
rad. : Parti radical (UDF).
rég. : régionalistes.
RPR : Rassemblement pour la République.
sout. : soutien.
UDF : Union pour la démocratie française.
URC : Union du rassemblement et du centre.

Le second tour des

(Suite de la page 15.)

5^e (ORSAY)

Ins. 57 065 ; vot., 42 010
Abst., 26,38 % ; suffr. expr., 41 179
Michel Pelchat, URC-UDF-PR, d.s., c.g., m. de Gif-sur-Yvette, 21 003 (51,00), REELU.
Roger Bambuck, maj. p.-PS, sec. E. aux sports, 20 176 (48,99).
1^{er} tour. - Abst., 32,41 % (suffr. expr., 38 031). Michel Pelchat, 16 451 (43,25) ; Roger Bambuck, 14 082 (37,02) ; Jean-Baptiste, FN, 2 865 (7,53) ; Jean-Pierre Kaba, PC, 2 741 (7,20) ; Jean-Claude La Sornette, PSU, c.m. des Ulls, 1 699 (4,46) ; Neil Edmondson, POE, 193 (0,50).
8^{me} - Mitterrand, 24 931 (52,78).

6^e (MASSY)

Ins. 69 740 ; vot., 46 310
Abst., 33,59 % ; suffr. expr., 45 086
Claude Germon, maj. p.-PS, d.s., m. de Massy, 25 095 (55,66), REELU.
Jacques Allain, URC-RPR, c.m. de Palaiseau, 19 991 (44,33).
1^{er} tour. - Abst., 37,72 % (suffr. expr., 42 745). Claude Germon, 17 275 (40,41) ; Jacques Allain, 14 051 (32,87) ; Robert Vizio, PC, 2 824 (6,54) ; Jean-Claude Vizio, PC, 2 824 (6,54) ; René Blanchard, FN, 4 528 (10,59) ; André Bougon, POE, 341 (0,79).
8^{me} - Mitterrand, 31 670 (57,41).

7^e (VIRY-CHATILLON)

Ins. 68 895 ; vot., 47 283
Abst., 31,36 % ; suffr. expr., 46 225
Marie-Noëlle Liemann, maj. p.-PS, d. eur., c.g., m. de Massy, 23 915 (51,73), ELUE.
René L'Helguen, URC-RPR, c.g., m. d'Althuis-Mons, 22 310 (48,26).
1^{er} tour. - Abst., 37,72 % (suffr. expr., 42 240). Marie-Noëlle Liemann, 16 065 (38,02) ; René L'Helguen, 15 830 (37,47) ; Patrick Dordain, FN, 5 146 (12,18) ; Michel Bochelet, PC, c.m. de Viry-Chatillon, 4 874 (11,33) ; Jean-Michel Dudoit, POE, 328 (0,77).
8^{me} - Mitterrand, 29 540 (54,09).

8^e (BRUNOY)

Ins. 68 346 ; vot., 46 145
Abst., 32,48 % ; suffr. expr., 45 132
Michel Berson, maj. p.-PS, d.s., m. de Brunoy, 23 739 (52,59), REELU.
Laurent Bételle, URC-RPR, c.g., m. de Brunoy, 21 393 (47,40).
1^{er} tour. - Abst., 37,87 % (suffr. expr., 41 831). Michel Berson, 16 871 (40,33) ; Laurent Bételle, 15 160 (36,24) ; Alain Bazin, FN, 4 789 (11,44) ; Lucien Lagrange, PC, m. de Vigneux-sur-Seine, 4 693 (11,21) ; Jacqueline Dagallier, POE, 318 (0,76).
8^{me} - Mitterrand, 29 400 (54,41).

9^e (DRAVEIL)

Ins. 63 612 ; vot., 42 598
Abst., 33,03 % ; suffr. expr., 41 702
Thierry Maillon, maj. p.-PS, 21 741 (52,13), ELU.
Bernard Huvelin, URC-UDF-PR, c.m. de Soisy-sur-Seine, 19 961 (47,86).
1^{er} tour. - Abst., 38,46 % (suffr. expr., 38 607). Thierry Maillon, 14 560 (37,19) ; Bernard Huvelin, 8 844 (23,01) ; Daniel Besse, RPR, d.s., m. de Quincy-sous-Sénart, 5 543 (14,33) ; Daniel Perin, PC, c.g., m. de Rueil-Malmaison, 4 989 (11,98) ; Louis Rostaing, FN, 4 473 (11,38) ; Odette Lyon, POE, 258 (0,66).
8^{me} - Mitterrand, 27 335 (53,82).

10^e (MORSANG-SUR-ORGE)

Ins. 57 030 ; vot., 35 892
Abst., 37,06 % ; suffr. expr., 34 651
Julien Dray, maj. p.-PS, 19 381 (55,93), ELU.
Pierre Avenard, URC-CNI, c.m. de Morsang-sur-Orge, 15 270 (44,06).
1^{er} tour. - Abst., 41,43 % (suffr. expr., 32 803). Julien Dray, 10 400 (31,70) ; Pierre Avenard, 8 314 (25,34) ; Geneviève Rodriguez, PC, c.g., m. de Morsang-sur-Orge, 7 187 (21,90) ; Michel de Rostolan, FN, d.s., 4 325 (13,18) ; Robert Gaudier, CNI, c.m. de Sainte-Geneviève-des-Bois, 1 436 (4,37) ; Dominique Vincent, PNPC, c.m. de Fleury-Mérogis, 992 (3,02) ; Jean-Marie Wolff, POE, 149 (0,45).
8^{me} - Mitterrand, 26 021 (58,63).

11^e (LEVALLOIS-PERRET)

Ins. 52 180 ; vot., 36 498
Abst., 30,05 % ; suffr. expr., 35 598
Patrick Balkany, URC-RPR, c.g., m. de Levallois, 17 968 (50,47), ELU.
Gilles Catoire, maj. p.-PS, c.g., m. de Clichy, 17 630 (49,52).
1^{er} tour. - Abst., 35,74 % (suffr. expr., 33 204). Patrick Balkany, 18 270 (55,03) ; Gilles Catoire, 11 143 (33,55) ; Guy Schmauss, PC, c.g., m. de St. Omer, 12,17) ; Roger Vivant, FN, 3 703 (10,82).
8^{me} - Mitterrand, 28 701 (59,46).

12^e (ANTONY, Sceaux)

Ins. 78 704 ; vot., 57 467
Abst., 29,84 % ; suffr. expr., 56 426
Patrick Devedjian, URC-RPR, d.s., m. d'Antony, 30 038 (53,26), REELU.
Jean-François Merle, maj. p.-PS, 26 368 (46,73).
1^{er} tour. - Abst., 32,24 % (suffr. expr., 52 541). Patrick Devedjian, 24 511 (46,56) ; Jean-François Merle, 21 727 (41,33) ; André Aubry, PC, c.g., d.s., 6 453 (11,25) ; Anne-Laure Le Gallou, FN, 4 255 (7,53).
8^{me} - Mitterrand, 32 559 (57,46).

13^e (BOULOGNE)

Ins. 52 641 ; vot., 41 115
Abst., 54,18 % ; suffr. expr., 17 696
Muguette Jacquinet, PC, d.s., c.m. de La Courneuve, 17 696 (100,00), REELU.

14^e (BOULOGNE)

Ins. 52 641 ; vot., 41 115
Abst., 54,18 % ; suffr. expr., 17 696
Muguette Jacquinet, PC, d.s., c.m. de La Courneuve, 17 696 (100,00), REELU.

15^e (BOULOGNE)

Ins. 52 641 ; vot., 41 115
Abst., 54,18 % ; suffr. expr., 17 696
Muguette Jacquinet, PC, d.s., c.m. de La Courneuve, 17 696 (100,00), REELU.

Sortants : MM. Michel Berson, PS ; Roger Combrisson, PC ; Xavier Dugoin, RPR ; Claude Germon, PS ; Jacques Guyard, PS ; Michel Pelchat, UDF-PR ; Jean de Préamont, RPR, n.s.r.p. ; Michel de Rostolan, FN (CNI) ; Yves Tavernier, PS ; Pierre-André Wiltzer, app. UDF.

ELUS : Jacques Guyard, maj. p.-PS, d.s. (1^{er}) ; Xavier Dugoin, URC-RPR, d.s. (2^e) ; Yves Tavernier, maj. p.-PS, d.s. (3^e) ; Pierre-André Wiltzer, URC-UDF, d.s. (4^e) ; Michel Pelchat, URC-UDF-PR, d.s. (5^e) ; Claude Germon, maj. p.-PS, d.s. (6^e) ; Marie-Noëlle Liemann, maj. p.-PS (7^e) ; Michel Berson, maj. p.-PS, d.s. (8^e) ; Thierry Maillon, maj. p.-PS (9^e) ; Julien Dray, maj. p.-PS (10^e).
Alors que les reports des voix semblent s'être bien effectués dans les deux camps, la mobilisation des abstentionnistes paraît avoir profité davantage au Parti socialiste. Elle lui permet de faire

HAUTS-DE-SEINE (13)

1^{er} (COLOMBES N.-E., N.-O.)
Ins. 57 824 ; vot., 26 993
Abst., 53,32 % ; suffr. expr., 19 358
Jacques Brunhes, PC, c.g., m. de Gennevilliers, a.d., 19 358 (100,00), ELU.

2^e (ASNIERES-SUR-SEINE, COLOMBES SUD)

Ins. 58 508 ; vot., 38 606
Abst., 34,01 % ; suffr. expr., 37 749
Georges Tranchant, URC-RPR, d.s., 21 662 (57,38), REELU.
Michel Laneret, maj. p.-PS, 16 087 (42,61).
1^{er} tour. - Abst., 37,11 % (suffr. expr., 36 307). Georges Tranchant, 16 336 (44,99) ; Michel Laneret, 11 969 (32,51) ; Robert Massel, FN, 5 296 (14,48) ; Serge La Guemard, PC, c.g., 3 306 (9,01).
8^{me} - Chirac, 25 400 (54,45).

3^e (COURBOVOIE)

Ins. 63 866 ; vot., 43 007
Abst., 32,66 % ; suffr. expr., 42 057
Jean-Yves Haby, URC-UDF-PR, 25 371 (60,32), ELU.
Gilles Pronier, maj. p.-PS, 16 686 (39,67).
1^{er} tour. - Abst., 35,38 % (suffr. expr., 40 677). Jean-Yves Haby, 18 774 (46,15) ; Gilles Pronier, 12 619 (31,02) ; Christian Furet, FN, 5 319 (12,57) ; Gabriel Masera, PC, 4 457 (10,64) ; Pierre Sureau, div. d., 1 508 (3,70).
8^{me} - Chirac, 29 976 (57,29).

4^e (NANTERRE)

Ins. 61 141 ; vot., 39 714
Abst., 35,04 % ; suffr. expr., 38 488
Michel Sapin, maj. p.-PS, d.s., 21 160 (54,97), REELU.
Christian Dupuy, URC-RPR, c.g., m. de Suresnes, 17 328 (45,02).
1^{er} tour. - Abst., 37,41 % (suffr. expr., 37 787). Christian Dupuy, 12 411 (32,84) ; Michel Sapin, 10 433 (27,60) ; Jacqueline Frayss-Cazalis, PC, c.g., c.g., a.d., 10 074 (26,65) ; Jean-Claude Rollinat, FN, 4 450 (11,24) ; Sylvie Balemme, PNPC, 620 (1,64).
8^{me} - Mitterrand, 28 701 (59,46).

5^e (LEVALLOIS-PERRET)

Ins. 52 180 ; vot., 36 498
Abst., 30,05 % ; suffr. expr., 35 598
Patrick Balkany, URC-RPR, c.g., m. de Levallois, 17 968 (50,47), ELU.
Gilles Catoire, maj. p.-PS, c.g., m. de Clichy, 17 630 (49,52).
1^{er} tour. - Abst., 35,74 % (suffr. expr., 33 204). Patrick Balkany, 18 270 (55,03) ; Gilles Catoire, 11 143 (33,55) ; Guy Schmauss, PC, c.g., m. de St. Omer, 12,17) ; Roger Vivant, FN, 3 703 (10,82).
8^{me} - Mitterrand, 28 701 (59,46).

6^e (ANTONY, Sceaux)

Ins. 78 704 ; vot., 57 467
Abst., 29,84 % ; suffr. expr., 56 426
Patrick Devedjian, URC-RPR, d.s., m. d'Antony, 30 038 (53,26), REELU.
Jean-François Merle, maj. p.-PS, 26 368 (46,73).
1^{er} tour. - Abst., 32,24 % (suffr. expr., 52 541). Patrick Devedjian, 24 511 (46,56) ; Jean-François Merle, 21 727 (41,33) ; André Aubry, PC, c.g., d.s., 6 453 (11,25) ; Anne-Laure Le Gallou, FN, 4 255 (7,53).
8^{me} - Mitterrand, 32 559 (57,46).

7^e (BOULOGNE)

Ins. 52 641 ; vot., 41 115
Abst., 54,18 % ; suffr. expr., 17 696
Muguette Jacquinet, PC, d.s., c.m. de La Courneuve, 17 696 (100,00), REELU.

8^e (BOULOGNE)

Ins. 52 641 ; vot., 41 115
Abst., 54,18 % ; suffr. expr., 17 696
Muguette Jacquinet, PC, d.s., c.m. de La Courneuve, 17 696 (100,00), REELU.

9^e (BOULOGNE)

Ins. 52 641 ; vot., 41 115
Abst., 54,18 % ; suffr. expr., 17 696
Muguette Jacquinet, PC, d.s., c.m. de La Courneuve, 17 696 (100,00), REELU.

10^e (BOULOGNE)

Ins. 52 641 ; vot., 41 115
Abst., 54,18 % ; suffr. expr., 17 696
Muguette Jacquinet, PC, d.s., c.m. de La Courneuve, 17 696 (100,00), REELU.

réelle, très facilement dans certains cas (Jacques Guyard, le maire d'Evry, avec 59,54 %, ou Claude Germon, maire de Massy, avec 55,66 %), ses quatre sortants et de gagner trois sièges, dont un à l'Assemblée pour Julien Dray, « parachuté » dans la dixième circonscription et qui y obtient néanmoins 55,93 % des voix. La droite sauve trois sortants (un RPR et deux UDF). Dans la septième circonscription, les nouveaux votants ont permis à la radicale Marie-Noëlle Liemann de remporter le duel très serré qui l'opposait à René L'Helguen (URC). Dans l'arrondissement de la droite locale, Pierre-André Wiltzer, député sortant UDF et directeur du cabinet de M. Barre, après une campagne très active, conserve de justesse son siège. Il ne l'emporte que de quarante-neuf voix devant Nicole Marchand (PS), qui profite largement de la mobilisation au second tour. Enfin, dans la cinquième circonscription, les abstentionnistes du premier tour, en se mobilisant à part égale entre la gauche et la droite ont empêché le secrétaire d'Etat chargé des sports, Roger Bambuck, de refaire son retard face au sortant UDF.

HAUTS-DE-SEINE (13)

1^{er} (COLOMBES N.-E., N.-O.)
Ins. 57 824 ; vot., 26 993
Abst., 53,32 % ; suffr. expr., 19 358
Jacques Brunhes, PC, c.g., m. de Gennevilliers, a.d., 19 358 (100,00), ELU.

2^e (ASNIERES-SUR-SEINE, COLOMBES SUD)

Ins. 58 508 ; vot., 38 606
Abst., 34,01 % ; suffr. expr., 37 749
Georges Tranchant, URC-RPR, d.s., 21 662 (57,38), REELU.
Michel Laneret, maj. p.-PS, 16 087 (42,61).
1^{er} tour. - Abst., 37,11 % (suffr. expr., 36 307). Georges Tranchant, 16 336 (44,99) ; Michel Laneret, 11 969 (32,51) ; Robert Massel, FN, 5 296 (14,48) ; Serge La Guemard, PC, c.g., 3 306 (9,01).
8^{me} - Chirac, 25 400 (54,45).

3^e (COURBOVOIE)

Ins. 63 866 ; vot., 43 007
Abst., 32,66 % ; suffr. expr., 42 057
Jean-Yves Haby, URC-UDF-PR, 25 371 (60,32), ELU.
Gilles Pronier, maj. p.-PS, 16 686 (39,67).
1^{er} tour. - Abst., 35,38 % (suffr. expr., 40 677). Jean-Yves Haby, 18 774 (46,15) ; Gilles Pronier, 12 619 (31,02) ; Christian Furet, FN, 5 319 (12,57) ; Gabriel Masera, PC, 4 457 (10,64) ; Pierre Sureau, div. d., 1 508 (3,70).
8^{me} - Chirac, 29 976 (57,29).

4^e (NANTERRE)

Ins. 61 141 ; vot., 39 714
Abst., 35,04 % ; suffr. expr., 38 488
Michel Sapin, maj. p.-PS, d.s., 21 160 (54,97), REELU.
Christian Dupuy, URC-RPR, c.g., m. de Suresnes, 17 328 (45,02).
1^{er} tour. - Abst., 37,41 % (suffr. expr., 37 787). Christian Dupuy, 12 411 (32,84) ; Michel Sapin, 10 433 (27,60) ; Jacqueline Frayss-Cazalis, PC, c.g., c.g., a.d., 10 074 (26,65) ; Jean-Claude Rollinat, FN, 4 450 (11,24) ; Sylvie Balemme, PNPC, 620 (1,64).
8^{me} - Mitterrand, 28 701 (59,46).

5^e (LEVALLOIS-PERRET)

Ins. 52 180 ; vot., 36 498
Abst., 30,05 % ; suffr. expr., 35 598
Patrick Balkany, URC-RPR, c.g., m. de Levallois, 17 968 (50,47), ELU.
Gilles Catoire, maj. p.-PS, c.g., m. de Clichy, 17 630 (49,52).
1^{er} tour. - Abst., 35,74 % (suffr. expr., 33 204). Patrick Balkany, 18 270 (55,03) ; Gilles Catoire, 11 143 (33,55) ; Guy Schmauss, PC, c.g., m. de St. Omer, 12,17) ; Roger Vivant, FN, 3 703 (10,82).
8^{me} - Mitterrand, 28 701 (59,46).

6^e (ANTONY, Sceaux)

Ins. 78 704 ; vot., 57 467
Abst., 29,84 % ; suffr. expr., 56 426
Patrick Devedjian, URC-RPR, d.s., m. d'Antony, 30 038 (53,26), REELU.
Jean-François Merle, maj. p.-PS, 26 368 (46,73).
1^{er} tour. - Abst., 32,24 % (suffr. expr., 52 541). Patrick Devedjian, 24 511 (46,56) ; Jean-François Merle, 21 727 (41,33) ; André Aubry, PC, c.g., d.s., 6 453 (11,25) ; Anne-Laure Le Gallou, FN, 4 255 (7,53).
8^{me} - Mitterrand, 32 559 (57,46).

7^e (BOULOGNE)

Ins. 52 641 ; vot., 41 115
Abst., 54,18 % ; suffr. expr., 17 696
Muguette Jacquinet, PC, d.s., c.m. de La Courneuve, 17 696 (100,00), REELU.

8^e (BOULOGNE)

Ins. 52 641 ; vot., 41 115
Abst., 54,18 % ; suffr. expr., 17 696
Muguette Jacquinet, PC, d.s., c.m. de La Courneuve, 17 696 (100,00), REELU.

9^e (BOULOGNE)

Ins. 52 641 ; vot., 41 115
Abst., 54,18 % ; suffr. expr., 17 696
Muguette Jacquinet, PC, d.s., c.m. de La Courneuve, 17 696 (100,00), REELU.

10^e (BOULOGNE)

Ins. 52 641 ; vot., 41 115
Abst., 54,18 % ; suffr. expr., 17 696
Muguette Jacquinet, PC, d.s., c.m. de La Courneuve, 17 696 (100,00), REELU.

le cas dans les 10^e et 13^e circonscriptions où MM. Santini (ancien ministre délégué, maire d'Ivry-les-Mathieux UDF-PSD) et Devedjian (RPR, député sortant, maire d'Anthony) sont élus avec une avance confortable mais aussi dans les 9^e et 12^e circonscriptions où M.M. Balkany (maire RPR de Levallois) et Foucher (maire UDF-CDS de Clamart) l'emportent avec quelques centaines de voix d'avance. Le PS qui avait quatre sortants ne retrouve que deux députés : Michel Sapin à Nanterre et Philippe Bassinet à Bagneux.

SEINE-SAINT-DENIS (13)

1^{er} (ÉPINAY-SUR-SEINE, SAINT-DENIS-SUD)
Ins. 52 121 ; vot., 23 702
Abst., 54,52 % ; suffr. expr., 16 970
Gilbert Bonnemaison, maj. p.-PS, d.s., c.g., m. d'Épinay-sur-Seine, 16 970 (100,00), REELU.

2^e (SAINT-DENIS N.-E., N.-O.)

Ins. 52 161 ; vot., 23 732
Abst., 54,30 % ; suffr. expr., 18 132
Marcelin Berthelot, PC, m. de Saint-Denis, a.d., 18 132 (100,00), ELU.
1^{er} tour. - Abst., 40,98 % (suffr. expr., 30 291). Gilbert Bonnemaison, 11 443 (37,78) ; Paulette Fort, PC, s.m. de Saint-Denis, 6 914 (22,86) ; Jean-Baptiste Angeli, FN, 5 346 (17,65) ; Philippe Berder, UDF-rad, d.s., c.m. de Saint-Denis, 3 680 (12,15) ; Christine Chauvet, URC-UDF-PR, 2 688 (8,87) ; Cécile Demas, POE, 218 (0,72).
8^{me} - Mitterrand, 24 946 (63,34).

3^e (SAINT-DENIS N.-E., N.-O.)

Ins. 52 161 ; vot., 23 732
Abst., 54,30 % ; suffr. expr., 18 132
Marcelin Berthelot, PC, m. de Saint-Denis, a.d., 18 132 (100,00), ELU.
1^{er} tour. - Abst., 41,88 % (suffr. expr., 29 782). Marcelin Berthelot, 13 050 (43,81) ; Henri Weber, maj. p.-PS, 12 297 (41,29) ; Franck Timmermans, FN, 5 108 (17,15) ; Pierre Pougnaud, CNI, c.m. de Saint-Denis, 4 783 (16,06).
8^{me} - Mitterrand, 26 471 (68,74).

4^e (AUBERVILLIERS)

Ins. 52 641 ; vot., 24 115
Abst., 54,18 % ; suffr. expr., 17 696
Muguette Jacquinet, PC, d.s., c.m. de La Courneuve, 17 696 (100,00), REELU.
1^{er} tour. - Abst., 41,66 % (suffr. expr., 30 321). Muguette Jacquinet, 11 522 (38,09) ; François Doublin, maj. p.-MRG, m.m. del. au commerce, à l'artisanat et au tourisme, 7 928 (26,30) ; Claude Petit, URC-UDF, 5 428 (17,90) ; François Aron, PC, 4 822 (15,90) ; Henri Foudillat, FN, 1 056 (3,48) ; René Bonilaur, div. g., 440 (1,45).
8^{me} - Mitterrand, 25 657 (65,97).

5^e (LE BLANC-MESNIL)

Ins. 46 871 ; vot., 21 804
Abst., 53,48 % ; suffr. expr., 15 635
Louis Perna, PC, m. de Stains, 15 635 (100,00), ELU.
1^{er} tour. - Abst., 41,77 % (suffr. expr., 26 381). Louis Perna, 9 942 (37,72) ; Gérard Perna, maj. p.-PS, d.s., 8 589 (32,55) ; Jean-Claude Bouteiller, URC-RPR, 4 792 (17,77) ; Yves Bandois, FN, 4 580 (16,98) ; Maurice Martin, FN, 1 073 (3,98) ; René Legrand, div. g., 291 (1,07).
8^{me} - Mitterrand, 22 997 (65,52).

6^e (BOIGNY)

Ins. 57 480 ; vot., 27 299
Abst., 52,50 % ; suffr. expr., 20 491
Jean-Claude Gaysot, PC, d.s., c.m. de Bezons, 20 491 (100,00), REELU.
1^{er} tour. - Abst., 41,76 % (suffr. expr., 33 050). Jean-Claude Gaysot, 11 742 (47,78) ; Jean-Louis Arzen, maj. p.-PS, c.m. de Bobigny, 6 674 (26,19) ; Gérard Gmê, URC-UDF, 5 365 (16,23) ; Claude Briard, FN, 4 232 (16,43) ; Gérard Spacagna, FN, 1 214 (3,67) ; Didier Monfrout, div. d., 296 (0,89) ; Guy Pirod, POE, 96 (0,29) ; Régis Chailand, FN, 31 (0,09).
8^{me} - Mitterrand, 27 847 (66,69).

7^e (PANTIN)

Ins. 59 315 ; vot., 36 690
Abst., 38,14 % ; suffr. expr., 35 487
Claude Barstons, maj. p.-PS, d.s., c.m. des Lilas, 21 225 (59,81), REELU.
Jean-Jack Salles, URC-UDF-CDS, d.s., c.m. des Lilas, 14 262 (40,18).
1^{er} tour. - Abst., 39,51 % (suffr. expr., 35 470). Claude Barstons, 12 157 (34,27) ; Jean-Jack Salles, 8 923 (25,15) ; Daniel Monjeu, PC, c.g., c.m. de Bagneux, 5 342 (15,06) ; Alain Lipietz, FN, 1 480 (4,17) ; Jean-Michel Morat, div. g., 128 (0,36).
8^{me} - Mitterrand, 27 735 (61,27).

élections législatives

Pontivy, PC, c.r., 3 838 (11,09) ; Charles Goussier, FN, c.r., 2 451 (7,54) ; Michel Ferrigues, éc., c.m. de Pontivy, 1 618 (4,67) ; Simon J. POB, 77 (2,22).
8 mai. - Chirac, 23 999 (55,27).

9 (MAISON-ALFORT)
Ins. 51 588 ; **vo.** 35 469
Abst. 51,24 % ; **suffr. expr.** 34 755
Abst. 51,24 % ; **suffr. expr.** 34 755
Abst. 51,24 % ; **suffr. expr.** 34 755
Abst. 51,24 % ; **suffr. expr.** 34 755

10 (VITRY-SUR-SEINE E.O.)
Ins. 52 433 ; **vo.** 24 624
Abst. 53,03 % ; **suffr. expr.** 18 643
Abst. 53,03 % ; **suffr. expr.** 18 643
Abst. 53,03 % ; **suffr. expr.** 18 643
Abst. 53,03 % ; **suffr. expr.** 18 643

11 (VILLEJUIF)
Ins. 56 899 ; **vo.** 36 774
Abst. 35,36 % ; **suffr. expr.** 34 821
Abst. 35,36 % ; **suffr. expr.** 34 821
Abst. 35,36 % ; **suffr. expr.** 34 821
Abst. 35,36 % ; **suffr. expr.** 34 821

12 (L'HAY-LES-ROSES)
Ins. 57 049 ; **vo.** 38 741
Abst. 32,09 % ; **suffr. expr.** 37 820
Abst. 32,09 % ; **suffr. expr.** 37 820
Abst. 32,09 % ; **suffr. expr.** 37 820
Abst. 32,09 % ; **suffr. expr.** 37 820

13 (PONTAISE)
Ins. 63 700 ; **vo.** 43 035
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857

14 (PONTAISE)
Ins. 63 700 ; **vo.** 43 035
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857

15 (PONTAISE)
Ins. 63 700 ; **vo.** 43 035
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857

16 (PONTAISE)
Ins. 63 700 ; **vo.** 43 035
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857

17 (PONTAISE)
Ins. 63 700 ; **vo.** 43 035
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857

18 (PONTAISE)
Ins. 63 700 ; **vo.** 43 035
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857

19 (PONTAISE)
Ins. 63 700 ; **vo.** 43 035
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857

20 (PONTAISE)
Ins. 63 700 ; **vo.** 43 035
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857

21 (PONTAISE)
Ins. 63 700 ; **vo.** 43 035
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857

22 (PONTAISE)
Ins. 63 700 ; **vo.** 43 035
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857

23 (PONTAISE)
Ins. 63 700 ; **vo.** 43 035
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857

24 (PONTAISE)
Ins. 63 700 ; **vo.** 43 035
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857

25 (PONTAISE)
Ins. 63 700 ; **vo.** 43 035
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857

26 (PONTAISE)
Ins. 63 700 ; **vo.** 43 035
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857

27 (PONTAISE)
Ins. 63 700 ; **vo.** 43 035
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857

28 (PONTAISE)
Ins. 63 700 ; **vo.** 43 035
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857

29 (PONTAISE)
Ins. 63 700 ; **vo.** 43 035
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857

30 (PONTAISE)
Ins. 63 700 ; **vo.** 43 035
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857
Abst. 29,30 % ; **suffr. expr.** 43 857

Pierre Tabouret, maj. p.-PS, c.r., c.g., m. de L'Hay-les-Roses, a.d., 20 988 (55,49), ELU.
Richard Delf Agnola, URC-RPR, m. de Thiais, 16 832 (44,50).
1^{er} tour. - Abst. 34,98 % (suffr. expr. 36 762). Pierre Tabouret, 13 260 (36,06) ; Richard Delf Agnola, 11 881 (32,31) ; Guy Pottier, PC, c.g., m. de Chilly-Mazarin, 5 931 (16,13) ; Jean-Louis Walter, FN, 3 581 (9,74) ; Jacques Maman, éc., c.m. de Chilly-Mazarin, 2 109 (5,73).

8 mai. - Mitterrand, 26 663 (57,63).
Sortants : MM. Laurent Cathala, PS ; Alain Griotteray, UDF (PR) ; Jean-Jacques Jégou, UDF (CDS) ; Georges Marchais, PC ; Paul Mercier, PC ; M^{me} Paulette Nevoux, PS ; M. Roland Nungesser, RPR ; M^{me} Christiane Papon, RPR ; M^{me} René Rouquet, PS, remplaçant Joseph Franceschi, PS, décédé le 10 mars 1988 ; Jean-Pierre Schenard, FN, remplaçant M. Olivier d'Ormesson, FN, qui a donné sa démission le 3 avril 1986 ; Roger Gérard Schwartzberg, app. PS (MRG) ; Robert André Vivien, RPR.

ELUS : Christiane Papon, URC-RPR, d.s. (1^{re}) ; Laurent Cathala, maj. p.-PS, d.s. (2^e) ; Roger Gérard Schwartzberg, maj. p.-MRG, d.s. (3^e) ; Jean-Jacques Jégou, URC-UDF-CDS, d.s. (4^e) ; Michel Girard, URC-RPR, d.s. (5^e) ; Robert André Vivien, URC-RPR, d.s. (6^e) ; Roland Nungesser, URC-RPR, d.s. (7^e) ; Alain Griotteray, URC-UDF, d.s. (8^e) ; René Rouquet, maj. p.-PS, d.s. (9^e) ; Jean-Claude Lefort, PC (10^e) ; Georges Marchais, PC, d.s. (11^e) ; Pierre Tabouret, maj. p.-PS (12^e).

Les électeurs du Val-de-Marne ont confirmé les tendances enregistrées au premier tour, lors duquel aucun député n'avait été élu. Le département reste parfaitement équilibré puisque la droite et la gauche conservent chacune 6 représentants à l'Assemblée nationale ; ce n'est qu'à l'intérieur de ces deux grandes masses que les rapports se modifient légèrement : le RPR prend un siège au Front national. La droite, toutefois, réussit mieux qu'elle ne pouvait l'espérer puisqu'elle gagne dans deux circonscriptions où François Mitterrand avait été majoritaire le 8 mai. Le résultat est tout particulièrement remarquable pour Michel Girard qui l'emporte dans une circonscription où le président de la République avait obtenu 52,29 % des suffrages exprimés. Le sénateur RPR voit là récompense son travail d'implantation qui lui permet de priver de son siège à l'Assemblée le député socialiste sortant, Paulette Nevoux. Il laisse sa place au Sénat à Lucien Leterrier, ancien préfet de la région Ile-de-France, qui après avoir été proche de M. Giscard d'Estaing, s'était rapproché du RPR sous l'influence, justement, de M. Girard. Atteint par la loi limitant le cumul des mandats, M. Girard va devoir abandonner soit sa maîtrise du Ferroux, soit la présidence du Conseil régional d'Ile-de-France qu'il détient depuis la création de celui-ci en 1976. Pour ce poste-ci, les ambitions sont nombreuses.

1^{er} tour. - Abst. 35,44 % (suffr. expr. 43 168). Jean Bardet, 16 456 (38,12) ; Jean-Pierre Bégout, 14 431 (33,42) ; Robert Hain, PC, c.r., m. de Montigny-Lez-Tournaï, 6 834 (15,83) ; Jean-Thierry Gampert, FN, 5 447 (12,61).

8 mai. - Mitterrand, 28 955 (52,69).

4 (FRANCONVILLE)
Ins. 65 006 ; **vo.** 45 561
Abst. 29,91 % ; **suffr. expr.** 44 754
Abst. 29,91 % ; **suffr. expr.** 44 754
Abst. 29,91 % ; **suffr. expr.** 44 754
Abst. 29,91 % ; **suffr. expr.** 44 754

5 (ARGENTEUIL)
Ins. 63 886 ; **vo.** 30 142
Abst. 52,81 % ; **suffr. expr.** 22 143
Abst. 52,81 % ; **suffr. expr.** 22 143
Abst. 52,81 % ; **suffr. expr.** 22 143
Abst. 52,81 % ; **suffr. expr.** 22 143

6 (ENGHEN-LES-BAINS)
Ins. 63 654 ; **vo.** 42 706
Abst. 32,90 % ; **suffr. expr.** 41 809
Abst. 32,90 % ; **suffr. expr.** 41 809
Abst. 32,90 % ; **suffr. expr.** 41 809
Abst. 32,90 % ; **suffr. expr.** 41 809

7 (MONTMORENCY, SARCELLES S.O.)
Ins. 69 672 ; **vo.** 48 151
Abst. 30,88 % ; **suffr. expr.** 47 058
Abst. 30,88 % ; **suffr. expr.** 47 058
Abst. 30,88 % ; **suffr. expr.** 47 058
Abst. 30,88 % ; **suffr. expr.** 47 058

8 (GARGES-LES-CONNESSE, SARCELLES N.E.)
Ins. 50 594 ; **vo.** 29 447
Abst. 41,79 % ; **suffr. expr.** 28 542
Abst. 41,79 % ; **suffr. expr.** 28 542
Abst. 41,79 % ; **suffr. expr.** 28 542
Abst. 41,79 % ; **suffr. expr.** 28 542

9 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889

10 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889

11 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889

12 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889

13 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889

14 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889

15 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889

16 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889

17 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889

18 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889

19 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889

20 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889

André Biazoli, FN, 5 499 (14,07) ; Christiane Lasser, PC, 3 209 (8,21) ; Michel Guay, div. d., c.m. d'Enghien-les-Bains, 747 (1,91).
8 mai. - Chirac, 25 822 (51,02).

7 (MONTMORENCY, SARCELLES S.O.)
Ins. 69 672 ; **vo.** 48 151
Abst. 30,88 % ; **suffr. expr.** 47 058
Abst. 30,88 % ; **suffr. expr.** 47 058
Abst. 30,88 % ; **suffr. expr.** 47 058
Abst. 30,88 % ; **suffr. expr.** 47 058

8 (GARGES-LES-CONNESSE, SARCELLES N.E.)
Ins. 50 594 ; **vo.** 29 447
Abst. 41,79 % ; **suffr. expr.** 28 542
Abst. 41,79 % ; **suffr. expr.** 28 542
Abst. 41,79 % ; **suffr. expr.** 28 542
Abst. 41,79 % ; **suffr. expr.** 28 542

9 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889

10 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889

11 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889

12 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889

13 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889

14 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889

15 (GOUSAINVILLE)
Ins. 54 587 ; **vo.** 35 958
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.** 34 889
Abst. 34,13 % ; **suffr. expr.**

1 out of 2000000 pages

Le second tour des

(Suite de la page 19.)

4° (ROYAN EST)
Ins. 79 520; vot. 57 145
Abst. 28,13 %; suffr. expr. 36 067
Philippe Marchand, maj. p.-PS, d.s., a. prés. c.g., 28 887 (51,52), REELU.

Dominique Bussereau, URC-UDF-PR, d.s., c.g., adj. m. de Royan, 27 180 (48,47).
1^{er} tour. — Abst. 34,11 % (suffr. expr. 51 422); Dominique Bussereau, 21 647 (42,09); Philippe Aubin, FN, 3 107 (6,04); Michelle Camouss, PC, 2 789 (5,42).

2^e tour. — Abst. 34,26 % (suffr. expr. 51 422); Dominique Bussereau, 21 647 (42,09); Philippe Aubin, FN, 3 107 (6,04); Michelle Camouss, PC, 2 789 (5,42).

5° (ROYAN OUEST)
Ins. 78 162; vot. 54 381
Abst. 30,42 %; suffr. expr. 33 203
Jean-Noël de Lipkowski, URC-RPR, d.s., c.g., m. de Royan, a.m., 29 271 (55,01), REELU.

1^{er} tour. — Abst. 36,23 % (suffr. expr. 48 752); Jean-Noël de Lipkowski, 22 844 (46,44); Henri-Georges Dubois, 17 297 (35,47); Lucien Naudin, FN, c.r., 3 893 (9,98); Jean Puyau, PC, 3 831 (7,83); Marcel Boyer, c.d., 1 097 (2,25).

2^e tour. — Abst. 33,12 % (suffr. expr. 48 752); Jean-Noël de Lipkowski, 22 844 (46,44); Henri-Georges Dubois, 17 297 (35,47); Lucien Naudin, FN, c.r., 3 893 (9,98); Jean Puyau, PC, 3 831 (7,83); Marcel Boyer, c.d., 1 097 (2,25).

Sortants : MM. Jean-Guy Branger, app. UDF; Dominique Bussereau, UDF (PR); Michel Crépeau, app. PS (MRG); Jean-Noël de Lipkowski, RPR; Philippe Marchand, PS.

ELUS : Michel Crépeau, maj.-p.-PS, d.s. (2°); Philippe Marchand, maj. p.-PS, d.s. (4°); Jean-Noël de Lipkowski, URC-RPR, d.s. (5°).

Au premier tour : Roland Beix, maj.-p.-PS (3°).

La Charente-Maritime avait envoyé en 1981 trois députés de gauche à l'Assemblée et deux pour la droite. Cette image politique se trouve rassemblée après le dimanche 12 juin : la gauche dispose désormais de 4 sièges, d'un gain de 2 sièges par rapport à la droite n'en a plus qu'un.

Le duel le plus attendu avait lieu dans la 4^e circonscription (Royan Est) entre deux députés sortants : Philippe Marchand (PS) et Dominique Bussereau (UDF-PR). Le premier, ancien président du conseil général, semble avoir tiré profit de son implantation locale : le report des voix d'extrême droite, comme le regain de participation, n'a pas suffisamment profité à son adversaire.

Dans la 2^e circonscription (Rochefort), le député sortant Jean-Guy Branger (app. UDF) est devancé par le socialiste Yves Harmand, comme il était prévisible. Il semble avoir bénéficié d'un bon report du Front national, mais n'a pas réussi à surmonter le handicap du découpage de 1986 qui ajoutait à sa circonscription deux cantons auparavant favorables à Michel Crépeau.

Le président d'honneur du MRG, et maire de La Rochelle, comme le député sortant et maire de Royan, Jean-Noël de Lipkowski, ont obtenu de très nettes victoires.

CHER (3)

1° (BOURGES II, IV, V)
Ins. 73 353; vot. 53 910
Abst. 26,30 %; suffr. expr. 32 800
Jean-François Deniau, URC-UDF-PR, d.s., a. prés. c.g., a. min., 27 407 (51,50), REELU.

1^{er} tour. — Abst. 37,21 % (suffr. expr. 45 926); Jean-François Deniau, 21 032 (45,79); Jean-Pierre Saubier, 12 466 (27,14); Maxime Camuzet, PC, adj. m. de Bourges, 8 331 (18,14); Jean d'Ogny, FN, 4 097 (8,92).

2^e tour. — Abst. 31,87 % (suffr. expr. 45 926); Jean-François Deniau, 21 032 (45,79); Jean-Pierre Saubier, 12 466 (27,14); Maxime Camuzet, PC, adj. m. de Bourges, 8 331 (18,14); Jean d'Ogny, FN, 4 097 (8,92).

Sortants : MM. Jean-Pierre Saubier, RPR, remplaçant M. Jacques Chirac, RPR, nommé préfet, min. le 20 mars 1986, se rep. comme suppl. de M. de Bénouville à Paris; Jean-Claude Cassaigne, PS; Jean Charbonnel, RPR.

ELUS : François Hollande, maj.-p.-PS (1°); Jean Charbonnel, URC-RPR, d.s. (2°).

Au premier tour : Jacques Chirac, URC-RPR (3°).

Dans ce département où M. Chirac l'a emporté dès le premier tour, il n'y avait pas vraiment de suspense dans la première circonscription où le total des forces de gauche domine à M. François Hollande une large majorité (57 %).

Le candidat socialiste a effectivement été élu, mais avec un score légèrement moins ample que prévu (53,91 %). L'exemple de l'Union de la gauche, est à ce titre, significatif. Au premier tour, M. Jean Charbonnel, le maire communiste, et M. François Hollande avaient recueilli 5 150 voix. Dimanche, avec une participation supérieure, M. Hollande a obtenu 4 743 suffrages, contre 4 097 pour M. Charbonnel, ce qui lui a permis de faire la différence dans sa ville et de la participation accrue au second tour.

Sortants : MM. Jean-Pierre Saubier, RPR, remplaçant M. Jacques Chirac, RPR, nommé préfet, min. le 20 mars 1986, se rep. comme suppl. de M. de Bénouville à Paris; Jean-Claude Cassaigne, PS; Jean Charbonnel, RPR.

ELUS : François Hollande, maj.-p.-PS (1°); Jean Charbonnel, URC-RPR, d.s. (2°).

Au premier tour : Jacques Chirac, URC-RPR (3°).

Dans ce département où M. Chirac l'a emporté dès le premier tour, il n'y avait pas vraiment de suspense dans la première circonscription où le total des forces de gauche domine à M. François Hollande une large majorité (57 %).

Le candidat socialiste a effectivement été élu, mais avec un score légèrement moins ample que prévu (53,91 %). L'exemple de l'Union de la gauche, est à ce titre, significatif. Au premier tour, M. Jean Charbonnel, le maire communiste, et M. François Hollande avaient recueilli 5 150 voix. Dimanche, avec une participation supérieure, M. Hollande a obtenu 4 743 suffrages, contre 4 097 pour M. Charbonnel, ce qui lui a permis de faire la différence dans sa ville et de la participation accrue au second tour.

Sortants : MM. Jean-Pierre Saubier, RPR, remplaçant M. Jacques Chirac, RPR, nommé préfet, min. le 20 mars 1986, se rep. comme suppl. de M. de Bénouville à Paris; Jean-Claude Cassaigne, PS; Jean Charbonnel, RPR.

ELUS : François Hollande, maj.-p.-PS (1°); Jean Charbonnel, URC-RPR, d.s. (2°).

Au premier tour : Jacques Chirac, URC-RPR (3°).

Dans ce département où M. Chirac l'a emporté dès le premier tour, il n'y avait pas vraiment de suspense dans la première circonscription où le total des forces de gauche domine à M. François Hollande une large majorité (57 %).

Le candidat socialiste a effectivement été élu, mais avec un score légèrement moins ample que prévu (53,91 %). L'exemple de l'Union de la gauche, est à ce titre, significatif. Au premier tour, M. Jean Charbonnel, le maire communiste, et M. François Hollande avaient recueilli 5 150 voix. Dimanche, avec une participation supérieure, M. Hollande a obtenu 4 743 suffrages, contre 4 097 pour M. Charbonnel, ce qui lui a permis de faire la différence dans sa ville et de la participation accrue au second tour.

Sortants : MM. Jean-Pierre Saubier, RPR, remplaçant M. Jacques Chirac, RPR, nommé préfet, min. le 20 mars 1986, se rep. comme suppl. de M. de Bénouville à Paris; Jean-Claude Cassaigne, PS; Jean Charbonnel, RPR.

ELUS : François Hollande, maj.-p.-PS (1°); Jean Charbonnel, URC-RPR, d.s. (2°).

Au premier tour : Jacques Chirac, URC-RPR (3°).

dans la seconde et Alain Calmat (maj. prés. PS) dans la troisième.

Le président du conseil général, M. Dentas, bien que battu par certains, avait le premier tour, a été réélu. Son adversaire socialiste, dont c'était la première candidature, M. Saulnier, lui a toutefois donné une bonne réplique. La personnalité du réélu et son envergure nationale et internationale en faisaient un adversaire difficile à battre. Il s'en est fallu de 2000 voix.

Dans la deuxième circonscription, le maire communiste de Bourges, M. Rimbaud, réalise une performance même s'il perd quatre points sur ce qu'il pouvait escompter de la discipline républicaine.

Dans la troisième circonscription, le duel prometteur d'être un peu plus serré. M. Calmat était opposé au maire RPR de Saint-Amand dans la sud du département. Le candidat de la majorité présidentielle a bénéficié d'un report de voix communistes particulièrement élevé.

Le découpage en nouvelles circonscriptions n'a donc eu aucune incidence sur la représentation du département. Le Cher pourrait même passer pour un exemple dans la nouvelle image politique française, avec un démocrate en progrès, un UDF très modéré et un communiste qui, sur le plan local, s'ingénie à faire oublier son étiquette. Un trio d'ouverture.

CORREZE (3)

1° (TULLE)
Ins. 66 717; vot. 53 173
Abst. 17,30 %; suffr. expr. 33 411
François Hollande, maj. p.-PS, c.m. d'Ussel, 28 793 (53,90), ELU.

1^{er} tour. — Abst. 21,81 % (suffr. expr. 31 160); Raymond-Max Aubert, 20 401 (46,44); Jean Combastell, PC, c.r., m. de Tulle, a.d., 14 596 (28,33); Marie-Madeleine Bonneau, FN, 1 377 (2,69).

2^e tour. — Abst. 21,81 % (suffr. expr. 31 160); Raymond-Max Aubert, 20 401 (46,44); Jean Combastell, PC, c.r., m. de Tulle, a.d., 14 596 (28,33); Marie-Madeleine Bonneau, FN, 1 377 (2,69).

Sortants : MM. Pierre Pasquini, RPR; Emile Zuccarelli, app. PS (MRG).

ELUS : Emile Zuccarelli, maj. p.-MRG, d.s. (1°); Pierre Pasquini, URC-RPR, d.s. (2°).

A Bastia, la plus forte mobilisation de l'élection au deuxième tour — 70,98 % contre 58,48 % au premier tour — assure la réélection du député sortant Emile Zuccarelli, avec 1 212 voix d'avance. Son concurrent de l'URC, l'UDF Jean Bagnioni, malgré une nette avance en secteur rural, s'incline face à la forte progression du sortant à Bastia-Ville.

A Corte-Cabli, le député sortant de l'URC, le RPR Pierre Pasquini, bénéficie d'un bon report des voix du Front national et mobilise davantage l'électorat abstentionniste que son concurrent de la majorité présidentielle, le MRG Paul Giacobi, qui est pénalisé par un mauvais report des voix du Parti socialiste. La différence gauche-droite au premier tour était de 380 voix, au deuxième tour elle est de 1 139 voix.

COTE-D'OR (5)
2° (DIJON I, III, VIII)
Ins. 56 013; vot. 38 413
Abst. 31,42 %; suffr. expr. 37 671

1^{er} tour. — Abst. 33,16 % (suffr. expr. 50 841); Yves Dollo, 21 093 (41,48); Bruno Joncour, 13 669 (26,88); Edouard Quenecq, PC, 8 581 (16,87); Jean-Pierre Morin, div. c.m. de Saint-Brisot, 5 099 (9,93); André Bourges, FN, 2 439 (4,79).

2^e tour. — Abst. 33,16 % (suffr. expr. 50 841); Yves Dollo, 21 093 (41,48); Bruno Joncour, 13 669 (26,88); Edouard Quenecq, PC, 8 581 (16,87); Jean-Pierre Morin, div. c.m. de Saint-Brisot, 5 099 (9,93); André Bourges, FN, 2 439 (4,79).

Sortants : MM. Jean-Pierre Morin, RPR, remplaçant M. Jacques Chirac, RPR, nommé préfet, min. le 20 mars 1986, se rep. comme suppl. de M. de Bénouville à Paris; Jean-Claude Cassaigne, PS; Jean Charbonnel, RPR.

ELUS : François Hollande, maj.-p.-PS (1°); Jean Charbonnel, URC-RPR, d.s. (2°).

Au premier tour : Jacques Chirac, URC-RPR (3°).

Dans ce département où M. Chirac l'a emporté dès le premier tour, il n'y avait pas vraiment de suspense dans la première circonscription où le total des forces de gauche domine à M. François Hollande une large majorité (57 %).

Le candidat socialiste a effectivement été élu, mais avec un score légèrement moins ample que prévu (53,91 %). L'exemple de l'Union de la gauche, est à ce titre, significatif. Au premier tour, M. Jean Charbonnel, le maire communiste, et M. François Hollande avaient recueilli 5 150 voix. Dimanche, avec une participation supérieure, M. Hollande a obtenu 4 743 suffrages, contre 4 097 pour M. Charbonnel, ce qui lui a permis de faire la différence dans sa ville et de la participation accrue au second tour.

Sortants : MM. Jean-Pierre Morin, RPR, remplaçant M. Jacques Chirac, RPR, nommé préfet, min. le 20 mars 1986, se rep. comme suppl. de M. de Bénouville à Paris; Jean-Claude Cassaigne, PS; Jean Charbonnel, RPR.

ELUS : François Hollande, maj.-p.-PS (1°); Jean Charbonnel, URC-RPR, d.s. (2°).

Au premier tour : Jacques Chirac, URC-RPR (3°).

Dans ce département où M. Chirac l'a emporté dès le premier tour, il n'y avait pas vraiment de suspense dans la première circonscription où le total des forces de gauche domine à M. François Hollande une large majorité (57 %).

Le candidat socialiste a effectivement été élu, mais avec un score légèrement moins ample que prévu (53,91 %). L'exemple de l'Union de la gauche, est à ce titre, significatif. Au premier tour, M. Jean Charbonnel, le maire communiste, et M. François Hollande avaient recueilli 5 150 voix. Dimanche, avec une participation supérieure, M. Hollande a obtenu 4 743 suffrages, contre 4 097 pour M. Charbonnel, ce qui lui a permis de faire la différence dans sa ville et de la participation accrue au second tour.

Sortants : MM. Jean-Pierre Morin, RPR, remplaçant M. Jacques Chirac, RPR, nommé préfet, min. le 20 mars 1986, se rep. comme suppl. de M. de Bénouville à Paris; Jean-Claude Cassaigne, PS; Jean Charbonnel, RPR.

ELUS : François Hollande, maj.-p.-PS (1°); Jean Charbonnel, URC-RPR, d.s. (2°).

Au premier tour : Jacques Chirac, URC-RPR (3°).

Dans ce département où M. Chirac l'a emporté dès le premier tour, il n'y avait pas vraiment de suspense dans la première circonscription où le total des forces de gauche domine à M. François Hollande une large majorité (57 %).

Le candidat socialiste a effectivement été élu, mais avec un score légèrement moins ample que prévu (53,91 %). L'exemple de l'Union de la gauche, est à ce titre, significatif. Au premier tour, M. Jean Charbonnel, le maire communiste, et M. François Hollande avaient recueilli 5 150 voix. Dimanche, avec une participation supérieure, M. Hollande a obtenu 4 743 suffrages, contre 4 097 pour M. Charbonnel, ce qui lui a permis de faire la différence dans sa ville et de la participation accrue au second tour.

Sortants : MM. Jean-Pierre Morin, RPR, remplaçant M. Jacques Chirac, RPR, nommé préfet, min. le 20 mars 1986, se rep. comme suppl. de M. de Bénouville à Paris; Jean-Claude Cassaigne, PS; Jean Charbonnel, RPR.

ELUS : François Hollande, maj.-p.-PS (1°); Jean Charbonnel, URC-RPR, d.s. (2°).

Au premier tour : Jacques Chirac, URC-RPR (3°).

Dans ce département où M. Chirac l'a emporté dès le premier tour, il n'y avait pas vraiment de suspense dans la première circonscription où le total des forces de gauche domine à M. François Hollande une large majorité (57 %).

Le candidat socialiste a effectivement été élu, mais avec un score légèrement moins ample que prévu (53,91 %). L'exemple de l'Union de la gauche, est à ce titre, significatif. Au premier tour, M. Jean Charbonnel, le maire communiste, et M. François Hollande avaient recueilli 5 150 voix. Dimanche, avec une participation supérieure, M. Hollande a obtenu 4 743 suffrages, contre 4 097 pour M. Charbonnel, ce qui lui a permis de faire la différence dans sa ville et de la participation accrue au second tour.

Sortants : MM. Jean-Pierre Morin, RPR, remplaçant M. Jacques Chirac, RPR, nommé préfet, min. le 20 mars 1986, se rep. comme suppl. de M. de Bénouville à Paris; Jean-Claude Cassaigne, PS; Jean Charbonnel, RPR.

ELUS : François Hollande, maj.-p.-PS (1°); Jean Charbonnel, URC-RPR, d.s. (2°).

Au premier tour : Jacques Chirac, URC-RPR (3°).

Dans ce département où M. Chirac l'a emporté dès le premier tour, il n'y avait pas vraiment de suspense dans la première circonscription où le total des forces de gauche domine à M. François Hollande une large majorité (57 %).

Le candidat socialiste a effectivement été élu, mais avec un score légèrement moins ample que prévu (53,91 %). L'exemple de l'Union de la gauche, est à ce titre, significatif. Au premier tour, M. Jean Charbonnel, le maire communiste, et M. François Hollande avaient recueilli 5 150 voix. Dimanche, avec une participation supérieure, M. Hollande a obtenu 4 743 suffrages, contre 4 097 pour M. Charbonnel, ce qui lui a permis de faire la différence dans sa ville et de la participation accrue au second tour.

Sortants : MM. Jean-Pierre Morin, RPR, remplaçant M. Jacques Chirac, RPR, nommé préfet, min. le 20 mars 1986, se rep. comme suppl. de M. de Bénouville à Paris; Jean-Claude Cassaigne, PS; Jean Charbonnel, RPR.

ELUS : François Hollande, maj.-p.-PS (1°); Jean Charbonnel, URC-RPR, d.s. (2°).

Au premier tour : Jacques Chirac, URC-RPR (3°).

Dans ce département où M. Chirac l'a emporté dès le premier tour, il n'y avait pas vraiment de suspense dans la première circonscription où le total des forces de gauche domine à M. François Hollande une large majorité (57 %).

Le candidat socialiste a effectivement été élu, mais avec un score légèrement moins ample que prévu (53,91 %). L'exemple de l'Union de la gauche, est à ce titre, significatif. Au premier tour, M. Jean Charbonnel, le maire communiste, et M. François Hollande avaient recueilli 5 150 voix. Dimanche, avec une participation supérieure, M. Hollande a obtenu 4 743 suffrages, contre 4 097 pour M. Charbonnel, ce qui lui a permis de faire la différence dans sa ville et de la participation accrue au second tour.

Sortants : MM. Jean-Pierre Morin, RPR, remplaçant M. Jacques Chirac, RPR, nommé préfet, min. le 20 mars 1986, se rep. comme suppl. de M. de Bénouville à Paris; Jean-Claude Cassaigne, PS; Jean Charbonnel, RPR.

tant, le président du conseil général de la Corse-du-Sud a réalisé sur son nom l'union complète de la droite, y compris le Front national qui lui a apporté son soutien. Les reports de voix se sont bien faits, tout autant d'ailleurs qu'à gauche, où Nicolas Alfonsi bénéficiait de l'appui du PCF. C'est essentiellement à Ajaccio-Ville que José Rossi a construit sa victoire, y déviant son adversaire de plus de 4000 voix, sans toutefois atteindre le score de Jacques Chirac (= 900 suffrages). De son côté, Nicolas Alfonsi a également fait moins bien que François Mitterrand (= 1860 voix).

HAUTE-CORSE (2)

1° (BASTIA)
Ins. 45 489; vot. 32 237
Abst. 29,15 %; suffr. expr. 31 194
Emile Zuccarelli, maj. p.-MRG, d.s., 16 703 (51,94), REELU.

1^{er} tour. — Abst. 41,51 % (suffr. expr. 25 772); Jean Bagnioni, 9 899 (38,40); Emile Zuccarelli, 9 133 (35,43); Michel Stefan, PC, c.r., 2 077 (11,55); Léo Baulu, rég. c.r., 925 (7,46); René Corbelli, FN, 1 838 (7,13).

2^e tour. — Abst. 41,51 % (suffr. expr. 25 772); Jean Bagnioni, 9 899 (38,40); Emile Zuccarelli, 9 133 (35,43); Michel Stefan, PC, c.r., 2 077 (11,55); Léo Baulu, rég. c.r., 925 (7,46); René Corbelli, FN, 1 838 (7,13).

Sortants : MM. Pierre Pasquini, RPR; Emile Zuccarelli, app. PS (MRG).

ELUS : Emile Zuccarelli, maj. p.-MRG, d.s. (1°); Pierre Pasquini, URC-RPR, d.s. (2°).

A Bastia, la plus forte mobilisation de l'élection au deuxième tour — 70,98 % contre 58,48 % au premier tour — assure la réélection du député sortant Emile Zuccarelli, avec 1 212 voix d'avance. Son concurrent de l'URC, l'UDF Jean Bagnioni, malgré une nette avance en secteur rural, s'incline face à la forte progression du sortant à Bastia-Ville.

A Corte-Cabli, le député sortant de l'URC, le RPR Pierre Pasquini, bénéficie d'un bon report des voix du Front national et mobilise davantage l'électorat abstentionniste que son concurrent de la majorité présidentielle, le MRG Paul Giacobi, qui est pénalisé par un mauvais report des voix du Parti socialiste. La différence gauche-droite au premier tour était de 380 voix, au deuxième tour elle est de 1 139 voix.

COTE-D'OR (5)
2° (DIJON I, III, VIII)
Ins. 56 013; vot. 38 413
Abst. 31,42 %; suffr. expr. 37 671

1^{er} tour. — Abst. 33,16 % (suffr. expr. 50 841); Yves Dollo, 21 093 (41,48); Bruno Joncour, 13 669 (26,88); Edouard Quenecq, PC, 8 581 (16,87); Jean-Pierre Morin, div. c.m. de Saint-Brisot, 5 099 (9,93); André Bourges, FN, 2 439 (4,79).

2^e tour. — Abst. 33,16 % (suffr. expr. 50 841); Yves Dollo, 21 093 (41,48); Bruno Joncour, 13 669 (26,88); Edouard Quenecq, PC, 8 581 (16,87); Jean-Pierre Morin, div. c.m. de Saint-Brisot, 5 099 (9,93); André Bourges, FN, 2 439 (4,79).

Sortants : MM. Jean-Pierre Morin, RPR, remplaçant M. Jacques Chirac, RPR, nommé préfet, min. le 20 mars 1986, se rep. comme suppl. de M. de Bénouville à Paris; Jean-Claude Cassaigne, PS; Jean Charbonnel, RPR.

ELUS : François Hollande, maj.-p.-PS (1°); Jean Charbonnel, URC-RPR, d.s. (2°).

Au premier tour : Jacques Chirac, URC-RPR (3°).

Dans ce département où M. Chirac l'a emporté dès le premier tour, il n'y avait pas vraiment de suspense dans la première circonscription où le total des forces de gauche domine à M. François Hollande une large majorité (57 %).

Le candidat socialiste a effectivement été élu, mais avec un score légèrement moins ample que prévu (53,91 %). L'exemple de l'Union de la gauche, est à ce titre, significatif. Au premier tour, M. Jean Charbonnel, le maire communiste, et M. François Hollande avaient recueilli 5 150 voix. Dimanche, avec une participation supérieure, M. Hollande a obtenu 4 743 suffrages, contre 4 097 pour M. Charbonnel, ce qui lui a permis de faire la différence dans sa ville et de la participation accrue au second tour.

Sortants : MM. Jean-Pierre Morin, RPR, remplaçant M. Jacques Chirac, RPR, nommé préfet, min. le 20 mars 1986, se rep. comme suppl. de M. de Bénouville à Paris; Jean-Claude Cassaigne, PS; Jean Charbonnel, RPR.

ELUS : François Hollande, maj.-p.-PS (1°); Jean Charbonnel, URC-RPR, d.s. (2°).

Au premier tour : Jacques Chirac, URC-RPR (3°).

Dans ce département où M. Chirac l'a emporté dès le premier tour, il n'y avait pas vraiment de suspense dans la première circonscription où le total des forces de gauche domine à M. François Hollande une large majorité (57 %).

Le candidat socialiste a effectivement été élu, mais avec un score légèrement moins ample que prévu (53,91 %). L'exemple de l'Union de la gauche, est à ce titre, significatif. Au premier tour, M. Jean Charbonnel, le maire communiste, et M. François Hollande avaient recueilli 5 150 voix. Dimanche, avec une participation supérieure, M. Hollande a obtenu 4 743 suffrages, contre 4 097 pour M. Charbonnel, ce qui lui a permis de faire la différence dans sa ville et de la participation accrue au second tour.

Sortants : MM. Jean-Pierre Morin, RPR, remplaçant M. Jacques Chirac, RPR, nommé préfet, min. le 20 mars 1986, se rep. comme suppl. de M. de Bénouville à Paris; Jean-Claude Cassaigne, PS; Jean Charbonnel, RPR.

ELUS : François Hollande, maj.-p.-PS (1°); Jean Charbonnel, URC-RPR, d.s. (2°).

Au premier tour : Jacques Chirac, URC-RPR (3°).

Dans ce département où M. Chirac l'a emporté dès le premier tour, il n'y avait pas vraiment de suspense dans la première circonscription où le total des forces de gauche domine à M. François Hollande une large majorité (57 %).

Le candidat socialiste a effectivement été élu, mais avec un score légèrement moins ample que prévu (53,91 %). L'exemple de l'Union de la gauche, est à ce titre, significatif. Au premier tour, M. Jean Charbonnel, le maire communiste, et M. François Hollande avaient recueilli 5 150 voix. Dimanche, avec une participation supérieure, M. Hollande a obtenu 4 743 suffrages, contre 4 097 pour M. Charbonnel, ce qui lui a permis de faire la différence dans sa ville et de la participation accrue au second tour.

Sortants : MM. Jean-Pierre Morin, RPR, remplaçant M. Jacques Chirac, RPR, nommé préfet, min. le 20 mars 1986, se rep. comme suppl. de M. de Bénouville à Paris; Jean-Claude Cassaigne, PS; Jean Charbonnel

élections législatives

Le Monde • Mardi 14 juin 1988 23 : 5

8 mai. - Mitterrand, 30 490 (57,54).
Sortants : MM. Gilbert Barbier, UDF; Alain Brune, PS; Jean Charroin, RPR.

ELUS : Alain Brune, maj. p.-PS, d.s. (1^{er}); Jean Charroin, URC-RPR, d.s. (2^e); Jean-Pierre Santa Cruz, maj. p.-PS, d.s. (3^e).
M. Santa Cruz retrouve, au détriment de M. Barbier (URC-UDF), député sortant, le siège qu'il avait perdu en mars 1986, alors que M. Brune et Charroin se partageaient le siège de la première et de la deuxième circonscription. Les deux élus socialistes ont bénéficié d'un bon report des voix communistes du premier tour, tandis que celui du RPR a fait le plein des voix du Front national.

Les résultats de cette consultation ont apporté quelques lumières sur les futures batailles municipales de mars 1989. Si M. Brune l'emporte, dans la circonscription de Lons-le-Saunier, avec 52,19 % des voix, son adversaire M. Charroin, le talonneur de 10 voix dans cette dernière commune gérée par M. Auger (PC). En revanche, dans la deuxième circonscription, M. Fleury de Saint-Clément, d.s. de la ville de Saint-Clément et de Mores, toutes deux administrées par la droite, et M. Santa Cruz prend largement l'avantage sur M. Barbier dans la municipalité de Dole, ce qui rendait lui avait ravi aux municipales de 1983.

LANDES (3)

1^{er} (MONT-DE-MARSAN)
Ins. 76 582; vot., 58 220
Abst., 23,97 %; suffr. expr., 57 079
Elus : Alain Vidalies, maj. p.-PS, c.r., c.g., 31 527 (55,23), ELU.
Louis Lauga, URC-RPR, d.s., 25 552 (44,76).

1^{er} tour. - Abst., 28,17 % (suffr. expr., 54,06); Alain Vidalies, 26 151 (48,40); Louis Lauga, 21 328 (39,47); André Coudane, PC, c.g., adj. m. de Mont-de-Marsan, 3 451 (6,35); Henri Saliefran, FN, 3 116 (5,76).

8 mai. - Mitterrand, 35 993 (55,67).
2^e (DAX)
Ins. 79 581; vot., 59 107
Abst., 25,72 %; suffr. expr., 57 538
Elus : Jean-Pierre Pénicaud, maj. p.-PS, d.s., m. de Saint-Paul-lès-Dax, 34 061 (59,19), REELU.

Pierre-Henri Bonnet, URC-RPR, c.r., c.m. de Dax, 23 477 (40,80).
1^{er} tour. - Abst., 28,17 % (suffr. expr., 54,06); Jean-Pierre Pénicaud, 27 885 (49,87); Pierre-Henri Bonnet, 18 834 (33,72); Pierre-François, PC, adj. m. de Dax, 3 404 (5,95); René Barrois, FN, 3 833 (6,85).

8 mai. - Mitterrand, 30 326 (57,11).
Sortants : MM. Henri Emmanuel, UDF (CDS); Louis Lauga, RPR; Jean-Pierre Pénicaud, PS.

ELUS : Alain Vidalies, maj. p.-PS (1^{er}); Jean-Pierre Pénicaud, maj. p.-PS, d.s. (2^e).

Après premier tour : Henri Emmanuel, maj. p.-PS, d.s. (3^e).
La deuxième tour a confirmé le premier. Le PS sort grand vainqueur de ce scrutin : M. Henri Emmanuel (PS) avait été élu député au premier tour avec 56,56 % des voix. M. Jean-Pierre Pénicaud (PS) avait manqué son éléction au premier tour que de 75 suffrages. Il frôle une consécration plus tard, les 60 % que M. Alain Vidalies (PS) ne tient pas avoir trop souffert du redoublement de sa circonscription par M. Pasque. Du côté de la droite, les reports de voix du FN sur l'URC semblent s'être bien faits. Le FN avait appelé sans succès à voter pour les candidats de l'URC restés en lice.

LOIR-ET-CHER (3)

1^{er} (BLOIS)
Ins. 78 353; vot., 57 064
Abst., 27,17 %; suffr. expr., 53 663
Elus : Jack Lang, maj. p.-PS, d.s., m. de la culture et de la communication, 31 011 (57,71), REELU.

François Burdeyron, URC-UDF-PR, 24 652 (44,28).
1^{er} tour. - Abst., 31,64 % (suffr. expr., 52,31); Jack Lang, 24 371 (46,39); François Burdeyron, 21 115 (37,66); Pierre Fouquet-Hatvian, UDF-PR, d.s., c.r., c.g., m. de Montargis, 7 686 (14,63); Anne-Marie Chazot, FN, 4 286 (8,15); Roger Leclerc, PC, c.r., c.m. de Blois, 4 073 (7,75).

8 mai. - Mitterrand, 36 425 (55,87).
2^e (ROMORANTIN-LANTHENAY)
Ins. 71 497; vot., 56 138
Abst., 21,48 %; suffr. expr., 55 012
Elus : Jeanmy Lorgeoux, maj. p.-PS, m. de Romorantin-Lanthenay, 27 864 (50,65), ELU.

Patrice Martin-Lalande, URC-RPR, c.r., c.g., m. de Lamotte-Beuvron, 27 148 (49,34).
1^{er} tour. - Abst., 28,58 % (suffr. expr., 50 167); Jeanmy Lorgeoux, 21 614 (43,08); Patrice Martin-Lalande, 21 668 (42,19); Pierre Berton, PC, 3 894 (7,76); Miguel de Peyre, FN, 3 491 (6,95).

8 mai. - Mitterrand, 32 999 (54,66).
3^e (VENDÔME)
Ins. 76 038; vot., 50 851
Abst., 34,14 %; suffr. expr., 49 639
Elus : Jean Desautels, URC-UDF-CDS, d.s., c.g., adj. m. de Saint-Amand-Longpre, 25 847 (52,06), REELU.

Robert Girond, maj. p.-PS, c.r., c.g., m. de Saint-Ouen, 23 792 (47,93).
1^{er} tour. - Abst., 28,88 % (suffr. expr., 46 602); Jean Desautels, 21 079 (45,23); Robert Girond, 19 112 (38,86); Gérard Chiquet, FN, 3 722 (7,98); Jean-Jacques Mazart, PC, c.m. de Vendôme, 3 689 (7,91).

8 mai. - Mitterrand, 30 248 (54,20).
Sortants : MM. Roger Corréze, identique à celui de François Mitterrand le 8 mai, c'est-à-dire près de 56 % des suffrages. Dans la circonscription de Vendôme c'est, comme prévu, le candidat du CDS, M. Jean Desautels, député sortant, qui l'emporte aisément avec plus de 52 %.

RPR, n.s.r.p.; Jean Desautels, UDF; Jack Lang, PS, m. de la culture et de la communication depuis le 12 mai 1988.

ELUS : Jack Lang, maj. p.-PS, d.s. (1^{er}); Jeanmy Lorgeoux, maj. p.-PS (2^e); Jean Desautels, URC-UDF-CDS, d.s. (3^e).
Le Loire-Cher aura deux députés socialistes sur trois. Il faut remonter vingt ans en arrière pour retrouver une telle situation dans un département modérément acquis à la droite entre 1968 et 1981. Comme on s'y attendait, Jack Lang a retrouvé son siège avec une avance confortable et un score

LOIRE (7)

1^{er} (SAINT-ETIENNE N.-E. I, II, N.-O. I, II)
Ins. 68 993; vot., 43 541
Abst., 36,89 %; suffr. expr., 42 845
Elus : Jean-Pierre Philibert, URC-UDF-PR, adj. m. de Saint-Etienne, 20 203 (47,15), ELU.

Pierre-Roger Gausin, maj. p.-PS, d.s., 12 061 (28,15); Paul Chomat, PC, d.s., c.g., m. de Saint-Etienne, 10 581 (24,69).

1^{er} tour. - Abst., 44,25 % (suffr. expr., 37 818); Jean-Pierre Philibert, 10 694 (28,27); Pierre-Roger Gausin, 9 484 (25,07); Paul Chomat, 8 802 (23,27); Guy Desport, FN, 4 485 (14,30); Jean-Paul Petit, CNI, adj. m. de Saint-Etienne, 2 570 (6,79); Michel Grossmann, div. d., a. c.m. de Saint-Etienne, 573 (1,34); Jean-Denis Siffert, div. p., 210 (0,55).

8 mai. - Mitterrand, 32 328 (53,54).
2^e (SAINT-ETIENNE S.-E. I, II, S.-O. I)
Ins. 69 737; vot., 38 547
Abst., 44,73 %; suffr. expr., 37 648
Elus : Christian Cabal, URC-RPR, d.s., adj. m. de Saint-Etienne, 19 656 (52,20), REELU.

Bruno Vennin, maj. p.-PS, c.r., c.g., m. de Saint-Etienne, a.d., 17 992 (47,79).
1^{er} tour. - Abst., 44,12 % (suffr. expr., 32 945); Christian Cabal, 13 439 (40,79); Bruno Vennin, 11 532 (35,00); Jean Carré, FN, 4 429 (13,44); François Gampier, PC, 3 333 (10,11); Henri Fausset, div. d., 212 (0,64).

8 mai. - Mitterrand, 22 596 (50,55).
3^e (SAINT-CHAMOND)
Ins. 69 576; vot., 49 590
Abst., 28,72 %; suffr. expr., 48 263
Elus : François Rocheblain, URC-UDF-CDS, c.m. de Saint-Chamond, 25 628 (53,10), ELU.

Jacques Badet, maj. p.-PS, d.s., c.g., m. de Saint-Chamond, 22 635 (46,89).
1^{er} tour. - Abst., 36,47 % (suffr. expr., 43 592); François Rocheblain, 15 431 (35,39); Jacques Badet, 14 008 (32,13); Christian Grangis, FN, 5 377 (12,79); André Gey, PC, m. de Saint-Chamond, 11 833; Paul Fréte, c.m. de Saint-Etienne, 3 418 (7,84).

8 mai. - Mitterrand, 29 449 (51,61).
4^e (FIRMINY, SAINT-ETIENNE S.-O. II)
Ins. 70 607; vot., 46 117
Abst., 34,68 %; suffr. expr., 44 673
Elus : Théo Vial-Massat, PC, c.r., c.g., m. de Firminy, a.d., 24 091 (53,92), ELU.

Daniel Mandon, URC-UDF-CDS, c.g., m. de Saint-Genest-Malifaux, 20 582 (46,07).
1^{er} tour. - Abst., 39,97 % (suffr. expr., 41 604); Théo Vial-Massat, 13 124 (31,54); Daniel Mandon, 11 115 (26,71); Michel Debout, 9 439 (22,68); Anne Marie Barrois, FN, 5 738 (13,79); Bernard Maréchal, CNI, c.m. de Saint-Etienne, 2 006 (4,82); Joseph Béal, div. d., 182 (0,49).

8 mai. - Mitterrand, 30 328 (55,71).
5^e (ROANNE)
Ins. 68 969; vot., 47 517
Abst., 31,10 %; suffr. expr., 46 107
Elus : Jean Auroux, maj. p.-PS, d.s., c.g., m. de Roanne, a. sec. E., 24 516 (53,17), REELU.

Pierre Guénin, URC-RPR, 21 591 (46,82).
1^{er} tour. - Abst., 38,57 % (suffr. expr., 41 422); Jean Auroux, 17 588 (42,46); Pierre Guénin, 13 957 (33,69); Serge Fougère, PC, c.r., adj. m. de Roanne, 4 822 (11,64); Raymond Béal, FN, 3 266 (7,88); François Pridet, div. d., 1 549 (3,73); Didier Pery, div. d., 240 (0,57).

8 mai. - Mitterrand, 30 593 (55,07).
6^e (SAINT-ETIENNE S.-O. I)
Ins. 70 607; vot., 46 117
Abst., 34,68 %; suffr. expr., 44 673
Elus : Théo Vial-Massat, PC, c.r., c.g., m. de Firminy, a.d., 24 091 (53,92), ELU.

Daniel Mandon, URC-UDF-CDS, c.g., m. de Saint-Genest-Malifaux, 20 582 (46,07).
1^{er} tour. - Abst., 39,97 % (suffr. expr., 41 604); Théo Vial-Massat, 13 124 (31,54); Daniel Mandon, 11 115 (26,71); Michel Debout, 9 439 (22,68); Anne Marie Barrois, FN, 5 738 (13,79); Bernard Maréchal, CNI, c.m. de Saint-Etienne, 2 006 (4,82); Joseph Béal, div. d., 182 (0,49).

8 mai. - Mitterrand, 30 328 (55,71).
7^e (SAINT-ETIENNE S.-O. II)
Ins. 70 607; vot., 46 117
Abst., 34,68 %; suffr. expr., 44 673
Elus : Théo Vial-Massat, PC, c.r., c.g., m. de Firminy, a.d., 24 091 (53,92), ELU.

Daniel Mandon, URC-UDF-CDS, c.g., m. de Saint-Genest-Malifaux, 20 582 (46,07).
1^{er} tour. - Abst., 39,97 % (suffr. expr., 41 604); Théo Vial-Massat, 13 124 (31,54); Daniel Mandon, 11 115 (26,71); Michel Debout, 9 439 (22,68); Anne Marie Barrois, FN, 5 738 (13,79); Bernard Maréchal, CNI, c.m. de Saint-Etienne, 2 006 (4,82); Joseph Béal, div. d., 182 (0,49).

8 mai. - Mitterrand, 30 328 (55,71).
8^e (SAINT-ETIENNE S.-O. II)
Ins. 70 607; vot., 46 117
Abst., 34,68 %; suffr. expr., 44 673
Elus : Théo Vial-Massat, PC, c.r., c.g., m. de Firminy, a.d., 24 091 (53,92), ELU.

Daniel Mandon, URC-UDF-CDS, c.g., m. de Saint-Genest-Malifaux, 20 582 (46,07).
1^{er} tour. - Abst., 39,97 % (suffr. expr., 41 604); Théo Vial-Massat, 13 124 (31,54); Daniel Mandon, 11 115 (26,71); Michel Debout, 9 439 (22,68); Anne Marie Barrois, FN, 5 738 (13,79); Bernard Maréchal, CNI, c.m. de Saint-Etienne, 2 006 (4,82); Joseph Béal, div. d., 182 (0,49).

8 mai. - Mitterrand, 30 328 (55,71).
9^e (SAINT-ETIENNE S.-O. II)
Ins. 70 607; vot., 46 117
Abst., 34,68 %; suffr. expr., 44 673
Elus : Théo Vial-Massat, PC, c.r., c.g., m. de Firminy, a.d., 24 091 (53,92), ELU.

Daniel Mandon, URC-UDF-CDS, c.g., m. de Saint-Genest-Malifaux, 20 582 (46,07).
1^{er} tour. - Abst., 39,97 % (suffr. expr., 41 604); Théo Vial-Massat, 13 124 (31,54); Daniel Mandon, 11 115 (26,71); Michel Debout, 9 439 (22,68); Anne Marie Barrois, FN, 5 738 (13,79); Bernard Maréchal, CNI, c.m. de Saint-Etienne, 2 006 (4,82); Joseph Béal, div. d., 182 (0,49).

8 mai. - Mitterrand, 30 328 (55,71).
10^e (SAINT-ETIENNE S.-O. II)
Ins. 70 607; vot., 46 117
Abst., 34,68 %; suffr. expr., 44 673
Elus : Théo Vial-Massat, PC, c.r., c.g., m. de Firminy, a.d., 24 091 (53,92), ELU.

Daniel Mandon, URC-UDF-CDS, c.g., m. de Saint-Genest-Malifaux, 20 582 (46,07).
1^{er} tour. - Abst., 39,97 % (suffr. expr., 41 604); Théo Vial-Massat, 13 124 (31,54); Daniel Mandon, 11 115 (26,71); Michel Debout, 9 439 (22,68); Anne Marie Barrois, FN, 5 738 (13,79); Bernard Maréchal, CNI, c.m. de Saint-Etienne, 2 006 (4,82); Joseph Béal, div. d., 182 (0,49).

identique à celui de François Mitterrand le 8 mai, c'est-à-dire près de 56 % des suffrages. Dans la circonscription de Vendôme c'est, comme prévu, le candidat du CDS, M. Jean Desautels, député sortant, qui l'emporte aisément avec plus de 52 %.

Dans celle de Romorantin, le duel s'annonçait très serré. Il a tourné à l'avantage du maire socialiste du chef-lieu d'arrondissement, Jeanmy Lorgeoux, qui ne distance que de 716 voix son concurrent, Patrice Martin-Lalande, « héritier » du RPR sortant. Roger Corréze, qui ne se représentait pas.

LOIRE (7)

1^{er} (SAINT-ETIENNE N.-E. I, II, N.-O. I, II)
Ins. 68 993; vot., 43 541
Abst., 36,89 %; suffr. expr., 42 845
Elus : Jean-Pierre Philibert, URC-UDF-PR, adj. m. de Saint-Etienne, 20 203 (47,15), ELU.

Pierre-Roger Gausin, maj. p.-PS, d.s., 12 061 (28,15); Paul Chomat, PC, d.s., c.g., m. de Saint-Etienne, 10 581 (24,69).

1^{er} tour. - Abst., 44,25 % (suffr. expr., 37 818); Jean-Pierre Philibert, 10 694 (28,27); Pierre-Roger Gausin, 9 484 (25,07); Paul Chomat, 8 802 (23,27); Guy Desport, FN, 4 485 (14,30); Jean-Paul Petit, CNI, adj. m. de Saint-Etienne, 2 570 (6,79); Michel Grossmann, div. d., a. c.m. de Saint-Etienne, 573 (1,34); Jean-Denis Siffert, div. p., 210 (0,55).

8 mai. - Mitterrand, 32 328 (53,54).
2^e (SAINT-ETIENNE S.-E. I, II, S.-O. I)
Ins. 69 737; vot., 38 547
Abst., 44,73 %; suffr. expr., 37 648
Elus : Christian Cabal, URC-RPR, d.s., adj. m. de Saint-Etienne, 19 656 (52,20), REELU.

Bruno Vennin, maj. p.-PS, c.r., c.g., m. de Saint-Etienne, a.d., 17 992 (47,79).
1^{er} tour. - Abst., 44,12 % (suffr. expr., 32 945); Christian Cabal, 13 439 (40,79); Bruno Vennin, 11 532 (35,00); Jean Carré, FN, 4 429 (13,44); François Gampier, PC, 3 333 (10,11); Henri Fausset, div. d., 212 (0,64).

8 mai. - Mitterrand, 22 596 (50,55).
3^e (SAINT-CHAMOND)
Ins. 69 576; vot., 49 590
Abst., 28,72 %; suffr. expr., 48 263
Elus : François Rocheblain, URC-UDF-CDS, c.m. de Saint-Chamond, 25 628 (53,10), ELU.

Jacques Badet, maj. p.-PS, d.s., c.g., m. de Saint-Chamond, 22 635 (46,89).
1^{er} tour. - Abst., 36,47 % (suffr. expr., 43 592); François Rocheblain, 15 431 (35,39); Jacques Badet, 14 008 (32,13); Christian Grangis, FN, 5 377 (12,79); André Gey, PC, m. de Saint-Chamond, 11 833; Paul Fréte, c.m. de Saint-Etienne, 3 418 (7,84).

8 mai. - Mitterrand, 29 449 (51,61).
4^e (FIRMINY, SAINT-ETIENNE S.-O. II)
Ins. 70 607; vot., 46 117
Abst., 34,68 %; suffr. expr., 44 673
Elus : Théo Vial-Massat, PC, c.r., c.g., m. de Firminy, a.d., 24 091 (53,92), ELU.

Daniel Mandon, URC-UDF-CDS, c.g., m. de Saint-Genest-Malifaux, 20 582 (46,07).
1^{er} tour. - Abst., 39,97 % (suffr. expr., 41 604); Théo Vial-Massat, 13 124 (31,54); Daniel Mandon, 11 115 (26,71); Michel Debout, 9 439 (22,68); Anne Marie Barrois, FN, 5 738 (13,79); Bernard Maréchal, CNI, c.m. de Saint-Etienne, 2 006 (4,82); Joseph Béal, div. d., 182 (0,49).

8 mai. - Mitterrand, 30 328 (55,71).
5^e (ROANNE)
Ins. 68 969; vot., 47 517
Abst., 31,10 %; suffr. expr., 46 107
Elus : Jean Auroux, maj. p.-PS, d.s., c.g., m. de Roanne, a. sec. E., 24 516 (53,17), REELU.

Pierre Guénin, URC-RPR, 21 591 (46,82).
1^{er} tour. - Abst., 38,57 % (suffr. expr., 41 422); Jean Auroux, 17 588 (42,46); Pierre Guénin, 13 957 (33,69); Serge Fougère, PC, c.r., adj. m. de Roanne, 4 822 (11,64); Raymond Béal, FN, 3 266 (7,88); François Pridet, div. d., 1 549 (3,73); Didier Pery, div. d., 240 (0,57).

8 mai. - Mitterrand, 30 593 (55,07).
6^e (SAINT-ETIENNE S.-O. I)
Ins. 70 607; vot., 46 117
Abst., 34,68 %; suffr. expr., 44 673
Elus : Théo Vial-Massat, PC, c.r., c.g., m. de Firminy, a.d., 24 091 (53,92), ELU.

Daniel Mandon, URC-UDF-CDS, c.g., m. de Saint-Genest-Malifaux, 20 582 (46,07).
1^{er} tour. - Abst., 39,97 % (suffr. expr., 41 604); Théo Vial-Massat, 13 124 (31,54); Daniel Mandon, 11 115 (26,71); Michel Debout, 9 439 (22,68); Anne Marie Barrois, FN, 5 738 (13,79); Bernard Maréchal, CNI, c.m. de Saint-Etienne, 2 006 (4,82); Joseph Béal, div. d., 182 (0,49).

8 mai. - Mitterrand, 30 328 (55,71).
7^e (SAINT-ETIENNE S.-O. II)
Ins. 70 607; vot., 46 117
Abst., 34,68 %; suffr. expr., 44 673
Elus : Théo Vial-Massat, PC, c.r., c.g., m. de Firminy, a.d., 24 091 (53,92), ELU.

Daniel Mandon, URC-UDF-CDS, c.g., m. de Saint-Genest-Malifaux, 20 582 (46,07).
1^{er} tour. - Abst., 39,97 % (suffr. expr., 41 604); Théo Vial-Massat, 13 124 (31,54); Daniel Mandon, 11 115 (26,71); Michel Debout, 9 439 (22,68); Anne Marie Barrois, FN, 5 738 (13,79); Bernard Maréchal, CNI, c.m. de Saint-Etienne, 2 006 (4,82); Joseph Béal, div. d., 182 (0,49).

8 mai. - Mitterrand, 30 328 (55,71).
8^e (SAINT-ETIENNE S.-O. II)
Ins. 70 607; vot., 46 117
Abst., 34,68 %; suffr. expr., 44 673
Elus : Théo Vial-Massat, PC, c.r., c.g., m. de Firminy, a.d., 24 091 (53,92), ELU.

Daniel Mandon, URC-UDF-CDS, c.g., m. de Saint-Genest-Malifaux, 20 582 (46,07).
1^{er} tour. - Abst., 39,97 % (suffr. expr., 41 604); Théo Vial-Massat, 13 124 (31,54); Daniel Mandon, 11 115 (26,71); Michel Debout, 9 439 (22,68); Anne Marie Barrois, FN, 5 738 (13,79); Bernard Maréchal, CNI, c.m. de Saint-Etienne, 2 006 (4,82); Joseph Béal, div. d., 182 (0,49).

8 mai. - Mitterrand, 30 328 (55,71).
9^e (SAINT-ETIENNE S.-O. II)
Ins. 70 607; vot., 46 117
Abst., 34,68 %; suffr. expr., 44 673
Elus : Théo Vial-Massat, PC, c.r., c.g., m. de Firminy, a.d., 24 091 (53,92), ELU.

Daniel Mandon, URC-UDF-CDS, c.g., m. de Saint-Genest-Malifaux, 20 582 (46,07).
1^{er} tour. - Abst., 39,97 % (suffr. expr., 41 604); Théo Vial-Massat, 13 124 (31,54); Daniel Mandon, 11 115 (26,71); Michel Debout, 9 439 (22,68); Anne Marie Barrois, FN, 5 738 (13,79); Bernard Maréchal, CNI, c.m. de Saint-Etienne, 2 006 (4,82); Joseph Béal, div. d., 182 (0,49).

8 mai. - Mitterrand, 30 328 (55,71).
10^e (SAINT-ETIENNE S.-O. II)
Ins. 70 607; vot., 46 117
Abst., 34,68 %; suffr. expr., 44 673
Elus : Théo Vial-Massat, PC, c.r., c.g., m. de Firminy, a.d., 24 091 (53,92), ELU.

Daniel Mandon, URC-UDF-CDS, c.g., m. de Saint-Genest-Malifaux, 20 582 (46,07).
1^{er} tour. - Abst., 39,97 % (suffr. expr., 41 604); Théo Vial-Massat, 13 124 (31,54); Daniel Mandon, 11 115 (26,71); Michel Debout, 9 439 (22,68); Anne Marie Barrois, FN, 5 738 (13,79); Bernard Maréchal, CNI, c.m. de Saint-Etienne, 2 006 (4,82); Joseph Béal, div. d., 182 (0,49).

7^e (GUERANDE)
Ins. 79 388; vot., 56 622
Abst., 28,67 %; suffr. expr., 55 663
Elus : Olivier Guichard, URC-RPR, d.s., prés. c.r., m. de La Baule, a. min., 29 878 (53,67), REELU.

André Tinière, maj. p.-PS, c.m. de La Baule, 25 785 (46,32).
1^{er} tour. - Abst., 31,22 % (suffr. expr., 53 765); Olivier Guichard, 26 581 (49,43); André Tinière, 20 230 (37,63); Pierre Le Berche, PC, m. de Batz-sur-Mer, 3 649 (6,78); Jean-Yves Jarno, FN, 3 305 (6,14).

8 mai. - Mitterrand, 34 103 (51,92).
8^e (SAINT-NAZAIRE)
Ins. 72 065; vot., 45 719
Abst., 36,55 %; suffr. expr., 44 430
Elus : Claude Evia, maj. p.-PS, d.s., min. dél. à la santé et à la protection sociale, c.m. de Saint-Nazaire, 29 895 (67,28), REELU.

Etienne Garnier, URC-RPR, c.g., c.m. de Saint-Nazaire, 14 535 (32,71).
1^{er} tour. - Abst., 37,78 % (suffr. expr., 44 077); Claude Evia, 21 880 (49,61); Etienne Garnier, 11 737 (26,61); Jean-Louis Le Corre, PC, c.g., m. de Trignac, 5 855 (13,27); Bernard Garnier, FN, 3 359 (5,34); André Tinière, FN, 2 266 (5,13).

8 mai. - Mitterrand, 37 470 (56,29).
Sortants : MM. Jean-Marc Ayraut, PS; Alain Chénard, PS; Claude Evia, PS, min. dél.

MORBIHAN (6)

5* (LORIENT)

Ins. 76 986 : vot. 51 294
Abst., 33,37 % : suffr. expr. 49 590
Jean-Yves Le Drian, maj. p-PS
d.s., m. de Lorient, 29 316 (59,11)
REULU.
Michel Godard, URC-div. d.
c.g.-m. de Ploumeur, 20 274
(40,88).
1^{er} tour. — Abst., 36,38 % (suffr. expr.
44 088). Jean-Yves Le Drian, 21 444
(48,58) : Michel Godard, 12 156 (25,27)
Jean Maurice, PC, c.g., m. de Lanester
7 153 (14,87) : Roger Loeachmeur, FN

3 777 (7.85) ; Jacques Bellanger, UD
diss. c.m. de Lorient, 3 561 (7.40).
3 anal. — Misterrand, 34 556 (56.91).
6* (HENNEBONT)
Ins. 77 899 : suffr., 61 322
Abst., 21,28 % ; suffr. expr., 60 227
Jean Giovannelli, maj. p-PS, d.s.
m. d'Iazizac-Lochrist, 31 306
(51.98). REELU.
Pierre-Henri Pailler. URC-an

UDF, 28 921 (48,01).
1^{er} tour. — Abs., 27,63 % (suif. exp.).
55 286). Jean Giovannelli, 24 544
(44,40) ; Pierre-Henri Pailles, 23 063
(39,90) ; Jean Le Borgne, PC, m. d'Honn
boul., z. c.g. 5 355 (9,68) ; Jacques Branc
lec, FN, c.r., c.m. de Saint-Sorff, 3 311
(6,00).
2^e tour. — Mitterrand, 38 658 (58,36).

Sortants : MM. Loïc Bouvard
UDF (CDS) ; Jean-Charles
Cavaillé, RPR ; Jean Giovannelli
PS ; Aimé Kergueris, app. UDI
(PR) ; Jean-Yves Le Drian, PS
Raymond Marcellin, UDF (PR).

ELUS : Jean-Yves Le Drian
ma. a.-PS (S) ; Jean Giovannelli

ma. p-P.S., d.s. (6').

An premier tour : Raymond Marcellin, URC-UDF-PR, d.s. (1^{re})
Aimé Kergueris, URC-UDF-PR, d.s. (2^e) ; Jean-Charles Cavalletti, URC-RPR, d.s. (3^e) ; Loïc Bouvard, URC-UDF-CDS, d.s. (4^e).

En réalisant ses six députés sortants — quatre URC dès le premier tour — Marcelle RIDE-PR : M. Ker

guérir, UDF-PR; M. Cavallé, RPR; M. Bourvard, CDS) et deux socialistes au second tour — la représentation parlementaire du Morbihan reste la même que dans la précédente législature.

Dans la deuxième circonscription celle de Lorient, essentiellement composée de communes urbaines, où la participation a été un peu plus forte qu'au premier tour — de trois points — le député sortant est maire de Lorient.

Dans la sixième circonscription, le député sortant Jean Giovannelli (PS) élu pour la première fois en 1981 puis réélu en 1985, a obtenu 59,12 % des voix. Il a fait le plein des voix obtenues par la gauche au premier tour et obtenu 2,28 % des points de plus que M. François Mitterrand le 8 mai.

réels à la proportionnelle en 1986, a rencontré plus de difficultés pour conserver son mandat. La participation plus forte qu'au premier tour - de 5,5% - a davantage profité au candidat URC, Pierre-Henri Paillet (UDF). Celui-ci a également tiré profit du découpage de 1986, avec l'adjonction du canton de Pont-Scorff, plutôt à droite. M. Giovannelli est finalement élu avec 51,98%, un point de moins qu'en

1981 et 6,3 points de moins que François Mitterrand le 8 mai dans cette circonscription à dominante rurale.

dis. c.r., c.g., m. de Xouaxange.
24 059 (50,68), ELUE.
Pierre Messmer, URC-RPR, d.s.,
c.r., m. de Sarrebourg, a. prem.min.,
23 405 (49,31).
1^{er} tour. - Abst., 29,19 % (suffr. exp.,
45 595). Pierre Messmer, 19 840 (43,51).
Aloyse Warbouver, 14 039 (30,78). - 2^e tour.

2 mai. — Chirac, 28 690 (53,41).

5^e (SARREGUEMINES)
Insc., 70 379 ; vot., 50 136
Abst., 28,76 % ; suffr. expr., 48 509
Jean Seittinger, URC-UDF-CDS,
d.s., c.g., m. de Rohrbach-lès-Bitche,
19 043 (39,25), REELU.
Joseph Schaefer, div. d., c.g., m.

de Bitch, 14 779 (30,46) ; Robert
Rossler, maj. p.-PS, c.m. de Sar-
razade, 14 687 (30,27).
- 1^{re} tour. - Abst., 34,39 % (suffr. expr.,
44 535). Jean Seifinger, 15 034 (33,75) ;
Joseph Schaefer, 12 458 (27,97) ; Robert
Rossler, 10 824 (24,32).

8 mai. — Mittelrand, 29 702 (52,46).
 6° (FORBACH)
 Inv. 60 285

Absl., 38,91 %; suffr. expr., 41 143
Charles Metzinger, maj. p.-PS,
d.s., m. de Freyming-Merlebach,
22 472 (54,61), REELU.
Charles Stürnweiss, URC-UDF,

g., c.m. de Forbach, 18 671
(45,38).
Y^e touz. - Abst., 44,87 % (sniff. exp.,
37 142). Charles Metzinger, 16 848
(45,36) : Charles Strawciss, 12 272
(33,04) : Guy Herlory, FN, ds., 6046
16 271; David...

535 (4.13) ; Eric Sauz, POE, 441
(1.18).
*mail. - Mitterrand, 30 558 (57.53).
7 (SAINT-AVOLD)
Ins. 71 055 : voir 45 660

Abst., 35,72 %; suffr. expr., 44 026
André Berthol, URC-RPR, c.g.

dur des
MORHAU

élections législatives

c.m. de Saint-Avoid, 22 080 (50,15), ELU.

Paul Blad, maj. p.-PS, m. de Cocheren, a.d., 21 946 (49,84).
1^{er} tour. — Abst. 40,41 % (suff. expr. 41 059). Paul Blad, 12 788 (31,14); André Bérthelot, 11 646 (28,36); Armand 8 314 (20,25); Maryvonne Crespil, FN, c.m. de Saint-Avoid, 1 302 (3,17); Yves Meyer, PC, 1 111 (2,70); Pauline Weber, POE, 941 (2,04).

2nd tour. — Mitterrand, 30 608 (54,42).

8^e (ROMBAS)

Abst. 67 240; vot. 44 465

Abst. 33,87 %; suff. expr. 43 094

Jean Kiffer, URC-PR, d.s., 23 367 (54,22), REELU.

Henri Fléchin, maj. p.-div. g. d.s., 19 727 (45,77).

1^{er} tour. — Abst. 39,03 % (suff. expr. 39 674). Jean Kiffer, 18 236 (46,05); Henri Fléchin, 13 128 (33,08); Raymond Robert, FN, 4 067 (10,20); Gérard Aubertin, PC, m. de Cocheren, 3 014 (7,39); Guy Walterhulst, div. d., 1 249 (3,14).

2nd tour. — Mitterrand, 32 822 (60,61).

9^e (THIONVILLE)

Abst. 64 032; vot. 43 606

Abst. 31,89 %; suff. expr. 42 588

Jean-Marie Demange, URC-RPR, d.s., c.g., 21 643 (50,81), REELU.

Robert Malgras, maj. p.-PS, c.r., m. de Thionville, 20 945 (49,18).

1^{er} tour. — Abst. 39,29 % (suff. expr. 39 029). Jean-Marie Demange, 16 170 (42,50); Robert Malgras, 15 005 (38,48); Joysane Laprevotte, FN, 3 396 (8,32); Roger Morel, PC, m. de Thionville, 2 951 (7,75); Mario Lippin, div. d., 238 (0,62); Jacques Chénouard, POE, 189 (0,49).

2nd tour. — Mitterrand, 27 988 (64,18).

10^e (MOYEUVE-GRANDE)

Abst. 68 356; vot. 42 631

Abst. 37,60 %; suff. expr. 40 980

Robert Drouin, maj. p.-PS, d.s., c.g., m. de Moyeuve-Grande, 26 698 (65,14), REELU.

Albert Vivarelli, URC-RPR, adj. m. de Hayange, 14 282 (34,85).

1^{er} tour. — Abst. 40,72 % (suff. expr. 39 518). René Drouin, 17 123 (43,32); Albert Vivarelli, 9 078 (22,97); Angél Füll, PC, m. de Hayange, 7 990 (20,21); Claude Stegier, FN, 4 791 (12,13); François Calender, POE, 530 (1,34).

2nd tour. — Mitterrand, 36 881 (67,62).

Sortants : MM. Jean-Marie Demange, RPR; René Drouin, PS; Guy Harloy, FN; Denis Jacquet, UDF (PR); Jean Kiffer, app. RPR (ex-CNI); Jean Laurain, PS; Jean-Louis Masson, RPR; Pierre Messmer, RPR; Charles Metzinger, PS; Jean Seillinger, UDF (CDS).

ELUS : Jean Laurain, maj. p.-PS, d.s. (1^{er}); Denis Jacquet, URC-UDF-PR, d.s. (2^e); Jean-Louis Masson, URC-RPR, d.s. (3^e); Aloyse Warhouer, UDF-CDS diss. (4^e); Jean Seillinger, URC-UDF-CDS, d.s. (5^e); Charles Metzinger, maj. p.-PS, d.s. (6^e); André Bérthelot, URC-RPR, d.s. (7^e); Jean-Marie Demange, URC-RPR, d.s. (8^e); René Drouin, maj. p.-PS, d.s. (9^e).

La démission de M. Messmer résout comme un coup de tonnerre dans le ciel

politique mosellan. Après avoir été contraint, pour la première fois depuis vingt ans, à un second tour, l'ancien premier ministre de Georges Pompidou est mis en échec par M. Warhouer, centriste en complicité du CDS, soutenu par le PS au second tour. Pour expliquer ce résultat local, on peut retenir, pour M. Messmer, l'absence du pouvoir et le choix de son suppléant, critiqué même dans les rangs du RPR. En revanche, M. Warhouer, en jouant la carte de l'ouverture, a bénéficié de son implantation locale et de son image d'homme modéré.

Si l'on excepte ce résultat, le second tour se bouclera par l'équilibre des forces politiques en Moselle. L'URC, qui enlève six des dix sièges, conserve le même nombre de députés (trois RPR, un PR, un CDS, un apparenté RPR).

De même, les trois parlementaires socialistes sortants retrouvent une place à l'Assemblée nationale.

Formis la circonscription de Forbach où la gauche, minoritaire au soir du premier tour, s'est imposée au second, les rapports de forces entre gauche et droite n'ont pas varié entre les deux tours.

NIEVRE (3)

2^e (COSNE-COURS-SUR-LOIRE)

Abst. 39 896; vot. 42 466

Abst. 29,10 %; suff. expr. 41 070

Jacques Huyghe Des Etages, maj. p.-PS, m. de Cosne-Cours-sur-Loire, a.d., c.g., 25 695 (62,56), ELU.

Bernard-Claude Savy, URC-RPR, d.s., 15 375 (37,43).

1^{er} tour. — Abst. 32,10 % (suff. expr. 39 708). Jacques Huyghe Des Etages, 17 917 (45,12); Bernard-Claude Savy, 10 939 (27,54); André Pétin, FN, 4 067 (10,20); Jean-Marie Demange, URC-RPR, 3 014 (7,39); Guy Walterhulst, div. d., 1 249 (3,14).

2nd tour. — Mitterrand, 31 322 (62,84).

Sortants : MM. Bernard Bardin, PS; Pierre Bérégovoy, PS, min. é. min. de l'économie, des finances et du budget depuis le 12 mai 1988; Bernard-Claude Savy, app. RPR, nommé min. de l'Énergie, de l'UDF-PR, nommé min. délé. à la fonction publique et en plan le 20 mars 1988.

ELUS : Jacques Huyghe Des Etages, maj. p.-PS (2^e).

Au premier tour : Pierre Bérégovoy, maj. p.-PS, d.s. (1^{er}); Bernard Bardin, maj. p.-PS, d.s. (3^e).

La démission de M. Bérégovoy, ministre de l'Assemblée nationale, comme prévu, trois députés socialistes sur trois (Pierre Bérégovoy, Bernard Bardin, René Desjardins) ont été reconduits au premier tour, Jacques Huyghe Des Etages retrouve le siège qu'il avait perdu en 1986. Il dépasse légèrement le score global de la gauche au premier tour et approche le pourcentage obtenu par M. Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle. Son concurrent de l'URC, Bernard-Claude Savy (RPR), qui avait remplacé au Palais-Bourbon Hervé de Charette, devenu ministre dans le gouvernement de J. Chirac et élu cette fois-ci dans le Maine-et-Loire, fait le plein des voix de droite après s'être prononcé en faveur des deux tours pour un accord avec le Front national. Mais cela n'a pas suffi à lui donner la victoire.

NORD (24)

1^{er} (LILLE SUD, PARTIE S.-E., S.-O.)

Abst. 36 311; vot. 34 079

Abst. 39,48 %; suff. expr. 33 190

Pierre Mauroy, maj. p.-PS, d.s., c.r., m. de Lille, a. prem. min., 18 498 (55,73), REELU.

Colette Codaccioni, URC-RPR, c.m. de Lille, 14 692 (44,26).

1^{er} tour. — Abst. 42,48 % (suff. expr. 31 909). Pierre Mauroy, 14 080 (44,12); Colette Codaccioni, 13 645 (42,15); Jean Desnoyers, FN, a. adj. m. de Fiches-Thumelart, 3 606 (11,30); Louis Vautier, div. d., 2 464 (7,23); Amelk Menghella, PC, 1 949 (6,10); René Legrand, POE, 1 465 (4,59).

2nd tour. — Mitterrand, 24 521 (58,76).

2^e (LILLE EST, PARTIE S.-E., VILLENEUVE-D'ASCQ)

Abst. 69 274; vot. 43 328

Abst. 37,45 %; suff. expr. 41 938

Bernard Derosier, maj. p.-PS, d.s., p.r.s. c.g., m. d'Hellennes, 26 301 (62,71), REELU.

Désiré Vanbrabant, URC-UDF-PR, 15 637 (37,28).

1^{er} tour. — Abst. 38,88 % (suff. expr. 40 509). Bernard Derosier, 20 064 (49,52); Désiré Vanbrabant, 11 158 (27,54); Georges Debove, FN, 4 846 (11,96); Jean-Raymond de Grève, PC, adj. m. de Lille, 4 441 (10,96).

2nd tour. — Mitterrand, 29 990 (62,88).

3^e (LILLE CENTRE, N., N.-E.)

Abst. 65 651; vot. 35 424

Abst. 37,46 %; suff. expr. 34 568

Claude Dhimin, URC-RPR, d.s., c.g., m. de La Madeleine, 18 260 (52,82), REELU.

Jacqueline Oselin, maj. p.-PS, adj. m. de Mons-en-Baroeul, 16 308 (47,17).

1^{er} tour. — Abst. 41,46 % (suff. expr. 32 529). Claude Dhimin, 13 830 (42,51); Jacqueline Oselin, 11 947 (36,72); Marc Wargnier, FN, c.r., 4 042 (12,42); Michel Doulez, PC, m. de Mons-en-Baroeul, 2 387 (7,33); Laurent Rousselle, POE, 323 (0,99).

2nd tour. — Mitterrand, 22 300 (52,18).

4^e (LILLE OUEST)

Abst. 63 324; vot. 43 188

Abst. 31,79 %; suff. expr. 41 952

Bruno Durieux, URC-UDF-CDS, d.s., 23 974 (57,14), REELU.

Marie-Océane Laidebeur, maj. p.-

PS, c.m. de Lambersart, 17 978 (42,85).

1^{er} tour. — Abst. 34,57 % (suff. expr. 40 543). Bruno Durieux, 19 401 (47,85); Marie-Océane Laidebeur, 12 628 (31,14); Marcel Chateau, PC, m. de Comines, 4 311 (10,63); Marie-Danièle Rémy, FN, 4 203 (10,36).

2nd tour. — Mitterrand, 26 500 (51,71).

5^e (HAUBOURDIN, SECLIN)

Abst. 75 785; vot. 52 826

Abst. 30,29 %; suff. expr. 50 703

Denise Cachena, maj. p.-PS, d.s., c.m. de Cambrai, 30 515 (60,18), REELU.

Marcel Deraedt, URC-RPR, c.r., 20 188 (39,81).

1^{er} tour. — Abst. 33,44 % (suff. expr. 48 841). Denise Cachena, 24 344 (46,65); Marcel Deraedt, 14 030 (28,72); Jean Demilly, PC, m. de Seclin, 5 580 (10,56); Jacques Bourras, FN, a. c.m. de Loos, 5 887 (12,05).

2nd tour. — Mitterrand, 39 618 (63,42).

6^e (PONT-A-MARQUE, PARTIE DE L'ANNY)

Abst. 63 771; vot. 50 659

Abst. 20,36 %; suff. expr. 49 278

Robert Anselin, maj. p.-PS, c.g., d'Ostricourt, 25 041 (50,81), REELU.

Géry Defontaine, div. d., c.g., m. de Landas, 24 237 (49,18).

1^{er} tour. — Abst. 25,66 % (suff. expr. 46 488). Robert Anselin, 17 009 (36,58); Géry Defontaine, 10 316 (22,19); Jean-Jacques Descaumont, URC-UDF-PR, c.m. de Lille, a. sec. E., 9 596 (20,64); Maxime Carlier, PC, adj. m. de Fretin, 4 519 (9,84); Christian Gréner, FN, 4 492 (7,51); François Vidal, Alt., c.m. de Lille, 1 496 (3,21).

2nd tour. — Mitterrand, 30 735 (55,40).

7^e (ROUBAIX EST, PARTIE DU CENTRE, PARTIE DE L'ANNY)

Abst. 65 625; vot. 45 588

Abst. 30,53 %; suff. expr. 44 209

Bernard Cartos, maj. p.-PS, c.g., c.m. de Roubaix, 23 760 (53,74), ELU.

Michel Ghysel, URC-RPR, d.s., c.g., adj. m. de Roubaix, 20 449 (46,25).

1^{er} tour. — Abst. 33,93 % (suff. expr. 42 305). Bernard Cartos, 17 104 (40,43); Michel Ghysel, 13 457 (31,80); Pierre Cuvax, FN, d.s., 4 424 (10,91); Emile

Dubamel, PC, c.r., c.m. de Roubaix, 3 320 (7,84).

2nd tour. — Mitterrand, 30 915 (59,21).

8^e (ROUBAIX, PARTIE DU CENTRE, NORD, OUEST)

Abst. 64 524; vot. 43 057

Abst. 33,26 %; suff. expr. 41 592

Gérard Vignoble, URC-PS diss., c.g., m. de Wasquehal, 23 929 (57,53), ELU.

Alain Faugaret, maj. p.-PS, d.s., c.g., m. de Wattrelos, 17 663 (42,46).

1^{er} tour. — Abst. 36,27 % (suff. expr. 40 163). Gérard Vignoble, 15 637 (38,93); Alain Faugaret, 12 790 (31,84); Jean-Pierre Gendron, FN, 7 508 (18,69); Jean-Pierre Maréchal, c.m. de Roubaix, 2 308 (5,74); Jean-Marie Glanville, c.m. de Roubaix, 2 020 (2,53); Jacques Benarose, c.m. de Roubaix, 1 898 (2,23); Jean-Louis Dismes, CNI, 2 020.

2nd tour. — Mitterrand, 29 218 (57,56).

10^e (TOURCOING NORD, N.-E.)

Abst. 66 310; vot. 47 630

Abst. 28,17 %; suff. expr. 46 076

Jean-Pierre Baldryck, maj. p.-PS, c.r., c.m. de Tourcoing, 24 669 (53,53), ELU.

Syphane Dernaux, URC-UDF-PR, d.s., c.g., m. de Tourcoing, 21 407 (46,46).

1^{er} tour. — Abst. 31,99 % (suff. expr. 44 034). Jean-Pierre Baldryck, 17 636 (40,05); Syphane Dernaux, 15 000 (34,06); Christian Baecroot, FN, d.s., 8 112 (18,42); Francine Vauvourbergh, PC, c.m. d'Halluin, 3 286 (7,46).

2nd tour. — Mitterrand, 30 527 (55,96).

11^e (ARMENETTES)

Abst. 76 787; vot. 56 061

Abst. 26,99 %; suff. expr. 53 960

Yves Durand, maj. p.-PS, c.g., adj. m. de Lomme, 31 675 (58,70), ELU.

Georges Brice, URC-RPR, c.g., 22 285 (41,29).

1^{er} tour. — Abst. 30,11 % (suff. expr. 52 019). Yves Durand, 22 958 (44,07); Georges Brice, 15 632 (30,02); Pierre Desnoes, PC, c.m. d'Armentières, 8 206 (11,18); Jean-Jacques Joutin, FN, c.r., 5 320 (10,11); Jean-Claude Decagny, FN, 4 756 (9,60); Pascal Delant, div. d., 905 (1,82).

2nd tour. — Mitterrand, 37 537 (60,97).

12^e (LE QUESNOY)

Abst. 74 021; vot. 57 776

Abst. 21,94 %; suff. expr. 55 174

Christian Battaille, maj. p.-PS, c.r., m. de Rieux-en-Cambrésis, 35 473 (64,29), ELU.

Jean-Pierre Delmotte, URC-RPR, c.m. d'Aulnoye-Aymeries, 19 701 (35,70).

1^{er} tour. — Abst. 26,32 % (suff. expr. 53 074). Christian Battaille, 28 418 (53,47); Claude Wargnier, PC, c.r., c.m. de Cambrai, 14 461 (27,24); Jean-Pierre Delmotte, 13 034 (24,55); Michel Looche, FN, 5 161 (9,75).

2nd tour. — Mitterrand, 40 706 (64,47).

13^e (DUNKERQUE PARTIE EST, PARTIE OUEST)

Abst. 61 209; vot. 42 529

Abst. 30,51 %; suff. expr. 41 199

Michel Delebarre, maj. p.-PS, d.s., min. des affaires sociales et de l'emploi, c.r., 22 668 (55,02), REELU.

Emmanuel Dewost, URC-RPR, c.g., adj. m. de Dunkerque, 18 531 (44,97).

1^{er} tour. — Abst. 33,71 % (suff. expr. 39 605). Michel Delebarre, 18 193 (47,94); Emmanuel Dewost, 12 156 (30,64); Philippe Bymery, FN, c.r., 4 055 (10,23); Robert Loeur, UDF-CDS diss., c.r., adj. m. de Dunkerque, 2 676 (6,75); Philippe Cuvax, PC, c.m. de Dunkerque, 2 028 (5,12); Roger Laloeste, FNPS, 515 (1,30).

2nd tour. — Mitterrand, 27 502 (56,58).

14^e (BOURBOURG, DUNKERQUE PARTIE EST)

Abst. 62 638; vot. 50 764

Abst. 18,95 %; suff. expr. 49 199

Charles Paccou, URC-RPR, d.s., c.g., a. m. d'Arneke, 25 228 (51,27), REELU.

Pierre-Jean Lepêtre, maj. p.-PS, m. de Bierné, a. c.g., 23 971 (48,72).

1^{er} tour. — Abst. 22,71 % (suff. expr. 46 938). Charles Paccou, 21 435 (45,90); Pierre-Jean Lepêtre, 18 193 (47,94); Jean Delobel, 19 191 (40,64); André Fin, FN, 3 301 (7,02); Alain Lagier, PC, 2 291 (4,87).

2nd tour. — Mitterrand, 29 941 (54,99).

15^e (BAILLEUL, HAZEBROUCK)

Abst. 62 385; vot. 50 391

Abst. 19,22 %; suff. expr. 48 963

Maurice Sergherbert, div. d., d. d'Hazebrouck, a.d., 25 304 (51,67), ELU.

Jean Delobel, maj. p.-PS, m. de Bailleul, 23 659 (48,32).

1^{er} tour. — Abst. 22,27 % (suff. expr. 47 218). Maurice Sergherbert, 23 659 (47,94); Jean Delobel, 19 191 (40,64); Victor Dolin, FN, 2 719 (5,75); Jean-Paul Beck, PC, 2 669 (5,65).

2nd tour. — Mitterrand, 31 270 (58,27).

16^e (MARCHENNES)

Abst. 76 217; vot. 53 377

Abst. 29,96 %; suff. expr. 50 856

Georges Hage, PC, d.s., c.m. de Douai, 35 654 (70,10), REELU.

Emile Messager, URC-RPR, c.r., c.m. d'Aniche, 15 202 (29,89).

1^{er} tour. — Abst. 31,05 % (suff. expr. 51 087). Georges Hage, 24 378 (47,71); Emile Messager, 10 209 (19,98); François Piss, FN, 3 802 (7,44).

2nd tour. — Mitterrand, 45 271 (72,36).

17^e (DOUAI)

Abst. 72 464; vot. 50 244

Abst. 30,66 %; suff. expr. 48 776

Marc Dolez, maj. p.-PS, c.r., c.m. de Douai, 26 417 (54,15), ELU.

Jacques Vernier, URC-RPR, d. adj. c.r., m. de Douai, 22 359 (45,84).

1^{er} tour. — Abst. 34,31 % (suff. expr. 46 703). Jacques Vernier, 17 322 (37,08); Marc Dolez, 14 98

Le second tour des

PAS-DE-CALAIS (14)

1^{er} (ARRAS OUEST, SUD)

Ins. 73 386; vot. 59 543

Abst. 18,86 %; suffr. expr. 58 096

Jean-Pierre Defontaine, maj. p-

MRG, c.r. m. de Hénin-sur-Cojeul,

a.d., 30 991 (53,34), ELU.

Jean-Paul Delevoye, URC-RPR,

d.s., c.g. m. de Bapaume, 27 105

(46,65).

1^{er} tour. - Abst. 24,85 % (suffr. expr.

44 883); Jean-Pierre Defontaine, 25 056

(46,08); Jean-Paul Delevoye, 21 120

(40,68); Pierre Lebel, FN, 3 736 (6,87);

Jean Balaud, PC, c.m. d'Arras, 3 462

(6,36).

8 mai. - Mitterrand, 37 122 (57,91).

2^{er} (ARRAS NORD)

Ins. 66 207; vot. 50 630

Abst. 23,52 %; suffr. expr. 48 954

André Delchède, maj. p-PS,

d.s., c.g. adj. m. d'Arras, 29 279

(59,80), REELU.

Jean-Marie Vanlerenberghe,

URC-UDF-CDS, d. eur., c.r.,

19 675 (40,19).

1^{er} tour. - Abst. 27,44 % (suffr. expr.

44 883); Jean-Marie Vanlerenberghe,

14 474 (30,87); Marcel Stienne, PC, c.g.

m. de Vieux-en-Artois, 7 709 (16,44);

François Porten de la Morandière, FN,

d.s., 3 215 (6,59).

8 mai. - Mitterrand, 34 345 (60,26).

3^{er} (ST-PAUL-SUR-TERNOISE)

Ins. 67 509; vot. 58 727

Abst. 13,00 %; suffr. expr. 57 596

Philippe Vasseur, URC-UDF-

PR, d.s., 29 042 (50,42), REELU.

Michel Sergent, maj. p-PS, c.g.

m. de Desvres, a.d., 28 554 (49,57).

1^{er} tour. - Abst. 18,95 % (suffr. expr.

53 639); Michel Sergent, 22 932 (42,73);

Philippe Vasseur, 19 195 (35,78); Jacques

Hervieu, URC-CNI, d.s., 3 322 (6,23);

Luc Joutet, PC, 3 346 (6,23); Véronique

Chabot de Muret, FN, 2 850 (5,31).

8 mai. - Mitterrand, 32 954 (54,30).

4^{er} (MONTREUIL)

Ins. 69 465; vot. 56 798

Abst. 18,23 %; suffr. expr. 55 471

Léonora Deprez, URC-UDF-PSD,

d.s., c.r. m. du Touquet, 29 566

(53,29), REELU.

Claude Wilquin, maj. p-PS, c.r.

m. de Berck, a.d., 25 905 (46,70).

1^{er} tour. - Abst. 25,31 % (suffr. expr.

50 698); Léonora Deprez, 24 223 (47,78);

Claude Wilquin, 20 446 (40,22);

Dumont, PC, c.r. m. d'Étaples, 4 327

(8,52); Guy Camille, div. d., 1 300 (2,35).

8 mai. - Mitterrand, 32 675 (55,03).

5^{er} (BOULOGNE-SUR-MER SUD)

Ins. 59 708; vot. 41 092

Abst. 31,17 %; suffr. expr. 39 396

Guy Langagne, maj. p-PS, d.s.

m. de Boulogne, a. sec. E., 23 550

(59,77), REELU.

Jean-Pierre Pont, URC-UDF-

CDS, 15 846 (40,22).

1^{er} tour. - Abst. 34,13 % (suffr. expr.

38 238); Guy Langagne, 17 216 (45,03);

Jean-Pierre Pont, 10 767 (28,15); Francis

Defrançois, PC, c.r. adj. m. de Saint-Martin-

Boulogne, 6 700 (17,52); Gérard Com-

beuf, FN, 3 555 (9,29).

8 mai. - Mitterrand, 30 579 (62,38).

6^{er} (BOULOGNE-SUR-MER NORD-EST, NORD-OUEST, CALAIS NORD-OUEST)

Ins. 66 481; vot. 46 696

Abst. 29,76 %; suffr. expr. 45 070

Dominique Dupilet, maj. p-PS,

c.r. c.g. adj. m. de Boulogne, a.d.,

27 621 (61,28), ELU.

Claude Demassieux, URC-RPR,

c.r. c.g. m. de Calais, 17 449

(58,71).

1^{er} tour. - Abst. 32,20 % (suffr. expr.

43 858); Dominique Dupilet, 21 516

(49,05); Claude Demassieux, 13 477

(30,72); Michel Sajo, PC, adj. m. de

Calais, 5 413 (12,79); Jérôme Follet, FN,

3 252 (7,41).

8 mai. - Mitterrand, 33 158 (61,17).

7^{er} (CALAIS CENTRE, EST, S.-E.)

Ins. 73 815; vot. 51 748

Abst. 29,89 %; suffr. expr. 49 741

André Capet, maj. p-PS, c.r.

adj. m. de Calais, 29 668 (59,64),

ELU.

Yvan Blot, URC-RPR, d.s., c.g.

c.m. de Calais, 20 073 (40,35).

1^{er} tour. - Abst. 32,44 % (suffr. expr.

48 191); André Capet, 17 926 (37,19);

Yvan Blot, 17 641 (36,60); Jean-Jacques

Barthe, PC, d.s., m. de Calais, 12 822

(26,19); Bernard Lebrier, PS, div. d.,

2 000.

8 mai. - Mitterrand, 33 158 (61,17).

8^{er} (CALAIS CENTRE, EST, S.-E.)

Ins. 73 815; vot. 51 748

Abst. 29,89 %; suffr. expr. 49 741

André Capet, maj. p-PS, c.r.

adj. m. de Calais, 29 668 (59,64),

ELU.

Yvan Blot, URC-RPR, d.s., c.g.

c.m. de Calais, 20 073 (40,35).

1^{er} tour. - Abst. 32,44 % (suffr. expr.

48 191); André Capet, 17 926 (37,19);

Yvan Blot, 17 641 (36,60); Jean-Jacques

Barthe, PC, d.s., m. de Calais, 12 822

(26,19); Bernard Lebrier, PS, div. d.,

2 000.

8 mai. - Mitterrand, 33 158 (61,17).

9^{er} (CALAIS CENTRE, EST, S.-E.)

Ins. 73 815; vot. 51 748

Abst. 29,89 %; suffr. expr. 49 741

André Capet, maj. p-PS, c.r.

adj. m. de Calais, 29 668 (59,64),

ELU.

Yvan Blot, URC-RPR, d.s., c.g.

c.m. de Calais, 20 073 (40,35).

1^{er} tour. - Abst. 32,44 % (suffr. expr.

48 191); André Capet, 17 926 (37,19);

Yvan Blot, 17 641 (36,60); Jean-Jacques

Barthe, PC, d.s., m. de Calais, 12 822

(26,19); Bernard Lebrier, PS, div. d.,

2 mai. - Mitterrand, 36 963 (62,20).

10^{er} (BRUAY-EN-ARTOIS)

Ins. 74 130; vot. 42 015

Abst. 43,32 %; suffr. expr. 33 047

Marcel Wachoux, maj. p-PS,

d.s., c.g. a. m. de Bruay-en-Artois,

33 047 (100,00), REELU.

1^{er} tour. - Abst. 29,78 % (suffr. expr.

50 579); Marcel Wachoux, 25 204

(49,83); Jean-Luc Bédard, PC, d.s., c.g.

m. d'Anchel, 13 310 (26,31); Jean Dago-

mon, URC-UDF-RPR, 8 802 (17,40);

Thierry Agard, FN, c.r., 3 263 (6,45).

8 mai. - Mitterrand, 42 817 (71,37).

11^{er} (CAMBRIN)

Ins. 83 225; vot. 50 136

Abst. 39,75 %; suffr. expr. 37 383

Noël Joseph, maj. p-PS, p.c.

c.r. m. de Beuvry, a.d., 37 383

(100,00), ELU.

1^{er} tour. - Abst. 38,32 % (suffr. expr.

58 096); Noël Joseph, 28 094 (48,35);

Remy Audebert, PC, d.s., c.m. de Billy-

Bardou, 13 904 (23,76); André Biron,

URC-RPR, c.m. de Wignies, 6 439

(11,08); Julien Beauchamp, FN, 5 175

(8,90); Jean-Marie Calvo, URC-UDF-

PSD, 4 584 (7,89).

8 mai. - Mitterrand, 48 265 (70,23).

12^{er} (HENIN-BEAUMONT)

Ins. 71 263; vot. 37 940

Abst. 46,76 %; suffr. expr. 28 512

Albert Facon, maj. p-PS, c.r.

c.g. m. de Courrières, 28 512

(100,00), ELU.

1^{er} tour. - Abst. 32,86 % (suffr. expr.

46 607); Albert Facon, 20 188 (43,31);

Yves Coquelle, PC, c.g. m. de Rouvry,

13 161 (28,23); Raymond Denailly, FN,

7 127 (15,29); Gérard Piquet, URC-RPR,

c.m. de Noyelles-Godault, 6 131 (13,15).

8 mai. - Mitterrand, 40 573 (71,41).

Sortants: MM. Remy Audebert,

PC; Jean-Jacques Barthe, PC;

Yvan Blot, RPR; André Delchède,

PS; Jean-Paul Delevoye, RPR;

Léonora Deprez, app. UDF (PSD);

Jacques Hersant, app. RPR

(CNI); Roland Huguet, PS; Jean-

Pierre Kuchelida, PS; Guy Lang-

agne, PS; Jacques Mellick, PS,

nommé sec. E. aux anciens comba-

tants, le 13 mai 1988; François

Porteu de la Morandière, FN; Phi-

lippe Vasseur, UDF (PR); Marcel

Wachoux, PS.

ELUS: Jean-Pierre Defontaine,

maj. p-PS, d.s. (2); André De-

leval, maj. p-PS, d.s. (2); Phi-

lippe Vasseur, URC-UDF-PR,

(3); Léonora Deprez, URC-UDF-

PSD, d.s. (4); Guy Langagne, maj.

p-PS, d.s. (4); Dominique Dupilet,

maj. p-PS, d.s. (4); André Capet, maj.

p-PS, d.s. (10); Noël Joseph,

maj. p-PS, d.s. (11); Albert Facon,

maj. p-PS, d.s. (14).

Au premier tour: Roland

Huguet, maj. p-PS, d.s. (8); Jac-

ques Mellick, maj. p-PS, d.s. (9);

Jean-Pierre Kuchelida, maj. p-PS,

d.s. (12); Jean-Claude Bois, maj.

p-PS (13).

Le Pas-de-Calais, qui avait élu

quatre députés socialistes dès le premier

tour, a confirmé l'hégémonie du PS,

sans toutefois obtenir la totalité des

sièges. Le PS totalise onze élus et le

MRG en a un. Les deux sortants de

l'UDF - l'un à l'arraché, l'autre plus

confortablement - ont sauvé leur man-

dat dans des circonscriptions où

M. Mitterrand avait obtenu, le 8 mai,

des scores supérieurs à ceux de son

adversaire. Dans la 3^e, Philippe Vasseur

(UDF-PR), vainqueur de Jacques Her-

sant (RPR-CNI) au cours d'une « pri-

maire » mémorable au sein de l'URC,

l'a emporté cette fois de justesse - par

488 voix - sur Michel Sergent, ancien

député, maire socialiste de Desvres. En

revanche, Léonora Deprez, maire du

Touquet (UDF-PSD), a nettement

battu, dans la 4^e, le maire socialiste de

Berck, Claude Wilquin, ancien député.

Pour la première fois depuis 1936, le

Parti communiste n'a plus de députés

dans le Pas-de-Calais. Il en comptait

deux dans l'Assemblée sortante. Le

RPR perd ses trois représentants dont

Yvan Blot, animateur du CDS de l'Éro-

logie, auquel le Front national n'avait

opposé personne au premier tour. L'uni-

qué député FN du département, Fran-

çois Porten de la Morandière, avait été

éliminé le 3 juin.

PUY-DE-DOME (6)

1^{er} (CLERMONT-FERRAND CENTRE, EST, NORD, N.-O.)

Ins. 56 321; vot. 36 876

Abst. 34,52 %; suffr. expr. 36 090

Maurice Pourchot, maj. p-PS,

d.s., c.g. m. de Clermont-Ferrand,

a. prés., 21 220 (58,79),

REELU.

Dominique Turpin, URC-UDF,

14 870 (41,20).

1^{er} tour. - Abst. 36,36 % (suffr. expr.

34 152); Maurice Pourchot, 16 285

(47,68); Dominique Turpin, 11 307

(33,10); Abel Poirineau, FN, 2 729

(7,99); Jean Nicolas, PC, c.r. adj. m. de

Clermont-Ferrand, 2 449 (7,17); Jean-

Jacques Perrier, PNP, 1 382 (4,04).

8 mai. - Mitterrand, 26 878 (59,11).

2^{er} (CLERMONT-FERRAND SUD, S.-E.)

Ins. 64 852; vot. 46 268

Abst. 28,65 %; suffr. expr. 45 283

Alain Néri, maj. p-PS, c.g. m. de

Beauregard-Evêque

élections législatives

VENDEE (5)

5^e (FONTEVAY-LE-COMTE)
Ins. 22 333 ; vot. 56 252
Abst. 22,23 % ; suffr. expr. 53 407
Pierre Métais, maj. p.-PS, d.s., c.g., m. de Champs-Maisons-Marais, 28 055 (50,63), REELU.
Montfort de Tinguy du Pouët, URC-UDF, c.g., m. de Saint-Michel-Mont-Mercure, 27 352 (49,36).
1^{er} tour. - Abst. 25,67 % (suffr. expr. 51 608). Pierre Métais, 24 818 (48,08); Montfort de Tinguy du Pouët, 22 305 (43,22); Jean Chastagnier, 2 315 (4,87); Raymond Pignatelli, 2 170 (3,81).
2^e tour. - Abst. 31 740 (51,17).
Sortants : MM. Pierre Manger, RPR ; Philippe Mestre, UDF ; Pierre Métais, PS ; Philippe Puaud, PS (PR), remplaçant Vincent Anquet, RPR, décédé le 1^{er} juin 1987.
ELUS : Pierre Métais, maj. p.-PS, d.s. (5^e).
Au premier tour : Jean-Luc Près, URC-UDF (1^{er}); Philippe Mestre, UDF, d.s. (2^e); Pierre Manger, URC-RPR, d.s. (3^e); Philippe de Villiers, UDF (PR), remplaçant Vincent Anquet, RPR, décédé le 1^{er} juin 1987.

VIENNE (4)

2^e (POITIERS III, IV, V, VI)
Ins. 61 686 ; vot. 44 299
Abst. 28,18 % ; suffr. expr. 43 481
Jean-Yves Chaurand, URC-RPR, c.g., m. de Poitiers, 22 291 (51,26), ELU.
Alain Clays, maj. p.-PS, c.g., 21 190 (48,73).
1^{er} tour. - Abst. 33,33 % (suffr. expr. 40 161). Jean-Yves Chaurand, 18 544 (46,18); Alain Clays, 15 465 (38,50); Jean-Jacques Pansu, PC, adj. m. de Poitiers, 2 657 (6,61); Claude Rouquet, FN, 2 131 (5,30); Patrick Millet, FNPF, 533 (2,07); Dominique Bernard, dir. d. 529 (2,06).
2^e tour. - Abst. 27 784 (54,30).
3^e (MONTMORILLON)
Ins. 69 954 ; vot. 33 704
Abst. 23,22 % ; suffr. expr. 32 539
Arnaud Laperche, URC-RPR, d.s., m. d'Usson-du-Poitou, 26 574 (80,57), REELU.
Raoul Carraud, maj. p.-PS, c.g., m. de Civray, a.d., 25 965 (49,42).
1^{er} tour. - Abst. 29,29 % (suffr. expr. 48 271). Arnaud Laperche, 21 438 (44,41); Raoul Carraud, 18 555 (38,43); Jean-Pierre David, PC, c.g., m. de Chauvigny, 3 395 (11,17); Claude Forcinier, FN, 2 018 (4,18); Gérard Perrot, dir. d., 865 (1,79).
2^e tour. - Abst. 32 782 (55,31).
4^e (CHATELLERAULT)
Ins. 73 210 ; vot. 32 933
Abst. 27,69 % ; suffr. expr. 31 601
Edith Cresson, maj. p.-PS, d.s., min. des affaires européennes, c.g., m. de Châtelleraut, a.d., 27 043 (85,24), REELU.

Jean-Pierre Abelin, URC-UDF, CDS, d.s., d. eur., 24 558 (47,59).
1^{er} tour. - Abst. 34,40 % (suffr. expr. 47 000). Edith Cresson, 21 172 (45,04); Jean-Pierre Abelin, 18 885 (40,18); Paul Fromental, PC, c.g., 3 643 (7,73); Noël Pichon, FN, 3 300 (7,02).
2^e tour. - Abst. 33 638 (56,56).
Sortants : M. Jean-Pierre Abelin, UDF (CDS); M. Edith Cresson, PS, min. des affaires européennes depuis le 12 mai 1988; M. Arnaud Laperche, RPR; Jacques Santrot, PS.
ELUS : Jean-Yves Chaurand, RPR (2^e); Arnaud Laperche, RPR, d.s. (3^e); Edith Cresson, maj. p.-PS, d.s. (4^e).
Au premier tour : Jacques Santrot, maj. p.-PS, d.s. (1^{er}).
Deux socialistes et deux URC vont maintenant représenter le département.

HAUTE-VEENNE (4)

1^{er} (LIMOGES CENTRE)
Ins. 53 814 ; vot. 39 288
Abst. 26,99 % ; suffr. expr. 37 942
Robert Savy, maj. p.-PS, prés. c.r., adj. m. de Limoges, 20 027 (52,78), ELU.
Michel Bernard, URC-RPR, d.s., c.g., 17 915 (47,21).
1^{er} tour. - Abst. 31,95 % (suffr. expr. 35 585). Robert Savy, 15 406 (43,28); Michel Bernard, 14 575 (40,39); Claude Toulet, PC, 3 558 (9,99); Antoine Orban, FN, 2 250 (6,32).
2^e tour. - Abst. 34 385 (54,92).
3^e (SAINT-JUNIEN)
Ins. 72 548 ; vot. 36 235
Abst. 22,48 % ; suffr. expr. 33 783
Jean-Claude Peyronnet, maj. p.-PS, prés. c.g., 33 533 (62,34), ELU.
Marc Debuschère, URC-UDF, PSD, c.g., m. de Saint-Yrieix-la-Perche, 20 250 (57,65).
1^{er} tour. - Abst. 25,77 % (suffr. expr. 32 475). Jean-Claude Peyronnet, 18 217 (56,11); Marcel Rigout, PC, d.s., a. min., 16 482 (51,40); Marc Debuschère, 15 499 (46,52); Christian Collin, FN, 2 277 (6,83).
2^e tour. - Abst. 32 257 (61,55).
3^e (LIMOGES-EST, BELLAC)
Ins. 67 446 ; vot. 48 491
Abst. 28,10 % ; suffr. expr. 46 133
Marcel Moez, maj. p.-PS, c.g., 29 448 (63,83), ELU.
Henri Bouvet, URC-UDF-rad., d.s., c.g., m. de Limoges, 16 685 (36,16).
1^{er} tour. - Abst. 30,98 % (suffr. expr. 45 139). Marcel Moez, 19 600 (43,42); Henri Bouvet, 12 571 (27,64); Jacques Jouin, PC, adj. m. de Limoges, 10 209 (22,61); Marc Vague, FN, 2 759 (6,11).
2^e tour. - Abst. 35 535 (63,04).
4^e (AMBAZAC, LIMOGES-LA-BASTIDE)
Ins. 68 413 ; vot. 49 360
Abst. 27,84 % ; suffr. expr. 46 596
Alain Rodet, maj. p.-PS, d.s., c.g., adj. m. de Limoges, 32 378 (69,89), REELU.
André Barry, URC-RPR, 14 618 (31,10).
1^{er} tour. - Abst. 30,54 % (suffr. expr. 46 068). Alain Rodet, 22 481 (48,79); André Barry, 11 197 (24,30); Bernard Broizat, PC, c.g., m. de Limoges, 16 165 (35,16); Jean-Louis Omer, FN, 2 640 (5,77); Michel Finaud, FNPF, 2 272 (4,99).
2^e tour. - Abst. 37 926 (66,64).
Sortants : M. Michel Bernard, RPR; Henri Bouvet, UDF (rad.);

de la Vienne. Trois des quatre députés sortants ont été réélus : Jacques Santrot, PS, dès le premier tour, Edith Cresson, PS, et Arnaud Laperche, RPR. Seule modification par rapport au scrutin proportionnel de 1986 : Jean-Pierre Abelin, CDS, est battu par M. Cresson, et Jean-Yves Chaurand, RPR, est élu dans la 2^e circonscription.
La victoire de Edith Cresson ne provoque pas plus de surprise que celle de Jacques Santrot au premier tour. En revanche, on attendait des duels serrés dans les dixième et troisième circonscriptions. Le regain de participation, de cinq à six points, semble avoir profité à peu près également aux deux camps, mais le transfert des voix du Front national a favorisé les deux candidats de l'URC. M. Laperche, RPR, en avait particulièrement besoin, puisque, dans sa circonscription (3^e), le total des voix de droite représentait 50,38 % des exprimés au premier tour.

Marcel Rigout, PC; Alain Rodet, PS.
ELUS : Robert Savy, maj. p.-PS (1^{er}); Jean-Claude Peyronnet, maj. p.-PS (2^e); Marcel Moez, maj. p.-PS (3^e); Alain Rodet, maj. p.-PS, d.s. (4^e).
Amoré au premier tour, le rex de marie socialiste a submergé la Haute-Vienne le 12 juin. La « vague rose » a bégayé les quatre candidats de l'URC, dont les deux députés sortants, M. Bernard (RPR) et M. Bouvet (UDF-RAD), battus par M. Savy et M. Moez.
Le troisième sortant, M. Rigout (PC), ancien ministre, avait déjà été « noyé » le 3 juin. Déçu, peut-être, d'avoir espéré, en vain et jusqu'au dernier moment, un « couloir » socialiste (c'est-à-dire le retrait de M. Peyronnet au profit de M. Rigout), l'électorat communiste ne s'est pas reporté en totalité sur le candidat du PS. Il s'en faut de 1 666 voix, mais M. Peyronnet a obtenu tout de même le score confortable de 62,35 % des voix. Quant au quatrième élu socialiste, M. Rodet, député sortant, il a « surfé » sur la vague, atteignant le total impressionnant de 68,90 % des suffrages exprimés.

VOSGES (4)

1^{er} (EPINAL)
Ins. 71 744 ; vot. 35 670
Abst. 22,40 % ; suffr. expr. 34 127
Philippe Séguin, URC-RPR, m. d'Epinal, a. min., a.d., 27 101 (50,26), ELU.
Gérard Welzer, maj. p.-div. 2, d.s., 27 026 (49,93).
1^{er} tour. - Abst. 29,37 % (suffr. expr. 49 299). Philippe Séguin, 23 138 (46,95); Gérard Welzer, 21 140 (42,88); Bernard Prepel, FN, 1 047 (6,18); Pierre Mandry, PC, 1 974 (4,00).
2^e tour. - Abst. 32 013 (54,71).
3^e (REMIREMONT)
Ins. 60 174 ; vot. 46 739
Abst. 22,32 % ; suffr. expr. 45 190
Christian Spiller, div. d., c.g. du Thillot, 24 289 (53,74), ELU.
Guy Vaxelaire, maj. p.-PS, 20 901 (46,25).
1^{er} tour. - Abst. 30,62 % (suffr. expr. 43 094). Guy Vaxelaire, 15 535 (36,04); Christian Spiller, 11 893 (27,59); Gérard Welzer, URC-RPR, c.g., m. de Remiremont, 10 395 (24,12); Jean-Yves Domineau, FN, 3 401 (7,89); Robert Pavia, PC, 1 870 (4,33).
2^e tour. - Abst. 27 811 (53,28).

4^e (NEUFCHATEAU)

Ins. 68 361 ; vot. 52 401
Abst. 23,34 % ; suffr. expr. 50 962
Serge Beltrame, maj. p.-PS, m. de Contréville, 25 653 (50,33), ELU.
Alain Jacquot, URC-RPR, d.s., c. g. de Neufchâteau, 25 309 (49,66).
1^{er} tour. - Abst. 29,72 % (suffr. expr. 46 588). Serge Beltrame, 20 444 (43,88); Alain Jacquot, 19 627 (42,12); François Sage, FN, 3 916 (8,40); Maria Rouyer, PC, 2 601 (5,58).
2^e tour. - Abst. 29 811 (52,41).
Sortants : M. Alain Jacquot, RPR, remplaçant M. Philippe Séguin, RPR, nommé min. des affaires sociales et de l'emploi le 20 mars 1988; Maurice Jeandou, RPR, n.s.p.; Christian Pterret, PS; Gérard Welzer, app. PS (div. g.).
ELUS : Philippe Séguin, URC-RPR (1^{er}); Christian Spiller, div. d. (2^e); Serge Beltrame, maj. p.-PS (4^e).
Au premier tour : Christian Pterret, maj. p.-PS, d.s. (2^e).
La victoire de M. Séguin est l'évidence du second tour, tandis que celle de M. Spiller, après le retrait du candidat de l'URC, M. Grivet, était attendue. Le maire d'Epinal, ancien ministre des affaires sociales et de l'emploi, ne devance son adversaire, M. Welzer, que de 75 voix. M. Séguin a obtenu un excellent score (54,03 %) dans la ville, alors que le Front national appelait à voter contre lui.
Le PS conserve deux sièges : celui de M. Pterret, acquis dès le premier tour et celui de M. Beltrame, député de 1981 à 1986, qui a bénéficié davantage que M. Jacquot d'un surcroît de participation.

YONNE (3)

1^{er} (AUXERRE)
Ins. 71 744 ; vot. 51 108
Abst. 28,74 % ; suffr. expr. 49 830
Jean-Pierre Soisson, URC-UDF, PR, d.s., c.g., m. d'Auxerre, a. min., 28 869 (57,93), REELU.
Jean-Paul Rousseau, maj. p.-PS, c.r., 20 961 (42,06).
1^{er} tour. - Abst. 33,92 % (suffr. expr. 46 480). Jean-Pierre Soisson, 22 592 (48,60); Jean-Paul Rousseau, 19 551 (42,01); Claude Morcau, FN, c.r., 4 701 (10,11); Jean-Marie Langouren, PC, c.r.,

3 590 (7,73); Gilbert Krier, div. d., 1 054 (2,26); Gilles Mondéon, FNPF, 592 (1,27).
2^e tour. - Abst. 30 445 (51,96).

2^e (AVALLON)

Ins. 70 862 ; vot. 51 892
Abst. 26,77 % ; suffr. expr. 50 545
Henri Nallet, maj. p.-PS, d.s., min. de l'Agriculture, 28 229 (55,84), REELU.
Grégoire Dizez, URC-UDF, c.g., m. de Coulanges-sur-Yonne, 22 316 (44,15).
1^{er} tour. - Abst. 32,16 % (suffr. expr. 47 028). Henri Nallet, 19 836 (42,17); Grégoire Dizez, 13 667 (29,06); Guy Lavat, PC, c.g., m. de Migennes, 3 818 (12,37); Pierre Jaboulet-Vercherre, FN, c.r., 5 159 (10,97); Raymond Valentin, div. d., 2 548 (5,41).
2^e tour. - Abst. 32 710 (55,24).

3^e (SENS)

Ins. 78 294 ; vot. 56 958
Abst. 27,25 % ; suffr. expr. 55 483
Philippe Aubergier, URC-RPR, d.s., c.g., m. de Joigny, 31 021 (55,91), REELU.
Jean-René Poillot, maj. p.-PS, c.m. de Sens, 24 462 (44,08).
1^{er} tour. - Abst. 32,71 % (suffr. expr. 51 782). Philippe Aubergier, 18 476 (35,68); Jean-René Poillot, 13 276 (25,63); Jean Cordillier, PC, c.g., a.d., 7 892 (15,24); Etienne Braun, UDF-PR, d.s., c.g., m. de Sens, 6 812 (13,15); Pierre Delbrune, FN, 5 326 (10,28).
2^e tour. - Abst. 32 369 (50,57).
Sortants : M. Philippe Aubergier, RPR; Henri Nallet, PS, min. de l'Agriculture et de la forêt depuis le 12 mai 1988; Jean-Pierre Soisson, UDF (PR).
ELUS : Jean-Pierre Soisson, URC-UDF-PR, d.s. (1^{er}); Henri Nallet, maj. p.-PS, d.s. (2^e); Philippe Aubergier, URC-RPR, d.s. (3^e).
M. Soisson (UDF-PR), Aubergier (RPR) et Nallet (PS), qui étaient tous trois en ballottage favorable, sont élus.
Jean-Pierre Soisson, le maire bariste d'Auxerre, obtient un confortable score de 57,93 % des voix. En Puisaye, il fait même le plein des voix. Il est probable qu'il a largement profité d'un bon report des voix du Front national, qui avait obtenu 10,11 % des voix au premier tour.
Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, gagne grâce à un bon report des voix des électeurs communistes du premier tour.

Malgré la candidature dissidente de M. Braun, qui n'avait pas formellement invité ses électeurs du premier tour à se reporter sur lui, M. Philippe Aubergier, le maire chiroquien de Joigny, est réélu, lui, avec 55,91 % des voix.

TERRITOIRE-DE-BELFORT (2)

1^{er} (BELFORT CENTRE, EST)
Ins. 40 775 ; vot. 29 044
Abst. 28,77 % ; suffr. expr. 28 127
Raymond Forni, maj. p.-PS, c.g., a.d., 15 040 (53,47), ELU.
Jacques Bichet, URC-UDF-PR, d.s., c.g., 13 087 (46,52).
1^{er} tour. - Abst. 32,53 % (suffr. expr. 26 108). Raymond Forni, 12 003 (45,97); Jacques Bichet, 9 543 (36,55); Jean-Yves Robbes, FN, 3 064 (11,73); Ariette Clerc, PC, 1 438 (5,37).
2^e tour. - Abst. 18 107 (54,57).
Sortants : M. Jacques Bichet, UDF (PR); Jean-Pierre Chevènement, PS, min. de la défense depuis le 12 mai 1988.
ELUS : Raymond Forni, maj. p.-PS (1^{er}).
Au premier tour : Jean-Pierre Chevènement, maj. p.-PS, d.s. (2^e).
Raymond Forni retrouve le siège qu'il avait abandonné, en août 1985, à la suite de sa nomination à la Haute Autorité de l'audiovisuel. Il rejoint ainsi, au Palais-Bourbon, Jean-Pierre Chevènement (PS) qui avait été réélu, dès le premier tour, dans la seconde circonscription avec 53,66 % des suffrages. M. Forni, qui a obtenu 51,71 % devance Jacques Bichet (URC-UDF-PR), député sortant, sans retrouver toutefois l'ensemble des suffrages rassemblée par M. François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle (54,98 %). Le candidat socialiste, qui améliore de près de deux points le score de la gauche au premier tour (51,71 %), a bénéficié non seulement d'un bon report des voix des électeurs communistes (17,73 %), mais également d'une meilleure participation électorale.

M. Bichet pèche, pour sa part, du refus du candidat du Front national de se désister en sa faveur. Dans seize communes sur quinze et une, les voix recueillies par le député sortant est inférieur au total des suffrages obtenus par la droite et l'extrême droite.

(Lire la suite page 30.)

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

« **D**EPUIS 1948, par le suffrage universel, le peuple français n'a fait qu'une seule chose », écrit Paul Trouillas, neurologue et conseiller municipal de Lyon, dans un essai sur le « complexe de Marianne ». L'actualité électorale lui donne, encore une fois, raison sur ce point et confirme la pérennité d'un comportement capricieux, allant parfois jusqu'à de graves convulsions sociales. Qu'ont-ils donc dans leurs neurones nos chers concitoyens ?
Paul Trouillas propose une explication. Les crises politiques et les retournements qui marquent l'histoire nationale se caractérisent par des signes qui constituent un langage et sont l'expression d'une civilisation inconsciente, assure-t-il. Ces signes sont, par exemple, le pavé (sous lequel se cache la plage), la francisque et la croix de Lorraine, la tour Eiffel, Marianne, bien sûr, mais aussi Aetérus. Ils ont une charge idéologique, sentimentale, visuelle, mais ils ne prennent tout leur sens que si on les examine dans leur fonction sociale de communication.
Ainsi, le célèbre tableau de Géricault le *Radeau de la Méduse* illustre autant un spectacle naufrage que la situation de la France à l'époque où il fut peint. Le tour Eiffel peut elle-même être perçue sous différentes significations : emblème phallique, monument commémorant la Révolution, symbole d'une mutation technologique, porte-drapeau, etc. En fait c'est, selon l'auteur, l'association de ces signes, l'usage que l'on en fait, qui sont surtout riches de sens. Le régime de Vichy glorifie Vercingé-

torix, héros défilé qui avait fait don de sa personne à la France, et Jeanne d'Arc, tandis que la Résistance se retrouve derrière la croix de Lorraine...
Paul Trouillas se livre à un décryptage de ce chant aussi célèbre que méconnu qu'est la *Marseillaise* : elle devient, sous son regard, un discours républicain.

Le complexe de Marianne

« **s**urprenant d'ambition et de cruauté », traversé de sombres fantasmes, et tout cela se trouve fort bien traduit dans la version sculpturale de Rude. Précisons que cet essai sur les signes de l'inconscient collectif s'accompagne d'une iconographie qui éclaire et pérennise la démonstration de l'auteur.
La fête du 14 juillet, ses symboles, sa liturgie, fournissent un champ d'étude particulièrement riche. Quant à la figure emblématique de Marianne, elle permet à Paul Trouillas de pousser jusqu'à son apogée sa technique interprétative. Le sein de Marianne est à la fois, nous dit-il, celui de la mère, de la femme, de l'épouse et de la matresse, et ce symbole de féminité renvoie à la virilité revendiquée du peuple français, fils et amant de Marianne. « La *Marseillaise* agencait une poésie de la mort, Marianne semble organiser

une poésie du sexe », écrit l'auteur.
Au terme de cette étrange lecture de notre inconscient collectif, on découvre le « mythe français », qui est un mythe-programme, dominé, selon Paul Trouillas, par la « complexité héroïque » qui a imprégné l'histoire de France. On serait tenté de saluer l'imagination et l'ingéniosité de l'auteur et d'en rester là si ses savantes constructions ne trouvaient pas leurs échos dans le discours politique ambiant. Elles sont nombreuses, en effet, les références héroïques, messianiques, les métaphores viriles, les menaces potentielles pesant sur le pays, les comparaisons historiques, dans les adresses électorales dont nous sommes l'objet. Et s'il n'y avait que cela !
Pour peu que l'on cherche à fuir l'agitation politique en regardant la finale hommes des Internationaux de France, à Roland Garros, on retrouve, à grand renfort d'avions, de drapeaux, de *Marseillaises*, ce bon vieux complexe héroïque. Epuisent !
Un pays aussi anciennement formé que la France, si chargé de gloire — comme l'on dit dans le langage héroïque — ne saurait refouler complètement son inconscient collectif, ou refuser sa culture. Mais il pourrait, peut-être, éviter de s'y complaire. Ne serait-ce que pour l'enrichir de nouvelles valeurs, de nouveaux signes. Cela supposerait de travailler consciemment au renouvellement de notre inconscient, une vraie ouverture pour le coup !

* *Le Complexe de Marianne*, de Paul Trouillas. Seuil, 307 p., 120 F.

FRANÇOIS BOTT



Un livre à la fois policier, de distance, une réflexion passionnante sur la République des Lettres, une autobiographie qui ne dit pas son nom.
Bernard Rapp - Europe 1

Ses confidences sont délicates, son style à l'ampleur des orages qu'on a consignés dans une goutte d'encre.
Jean-Paul Enthoven - Le Nouvel Observateur

Une mémoire que l'on aimerait faire sienne parce qu'elle a trouvé la juste et entraînante formulation de sa mélancolie.
Hector Bianciotti - La Monda

François Bott

Autobiographie d'un autre

Roman

Flammarion

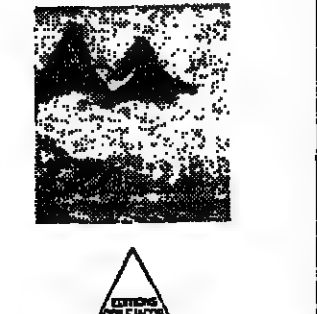
CLAUDE OLIVENSTEIN

Une nouvelle interprétation de nos comportements, des mythes et des rites, du sacré et de la vie quotidienne.

EDITIONS ODILE JACOB

CLAUDE OLIVENSTEIN

LE NON-DIT DES EMOTIONS



Le second tour des élections législatives

Dans les DOM, la droite fait de la résistance

La gauche n'a pas tiré tous les bénéfices qu'elle pouvait escompter à l'issue du premier tour de scrutin qui avait consacré sa place législative à hauteur de 59,66 % des suffrages.

C'est à la Réunion que la droite résiste le mieux, grâce à l'animosité des socialistes locaux à l'égard du Parti communiste réunionnais (PCR). Victime des mauvais reports socialistes, la formation de M. Paul Vergès n'a que deux députés, M. Laurent Vergès et le maire de Saint-Pierre, M. Elie Hoarau, alors qu'elle pouvait en compter quatre. M. Paul Vergès enregistre personnellement un nouvel échec face à son ennemi intime, M. Jean-Paul Virapoulle (UDF-CDS), tandis que le maire harrivé du Tampon, M. André Thien Ah Koon conserve son

siège et que le maire RPR de Saint-Denis, M. Auguste Legros, succède à M. Michel Debré, quelque peu poussé vers la sortie.

Paradoxalement, la Réunion n'aura donc que deux députés de gauche sur cinq élus, alors qu'elle avait voté à 60,26 % pour M. Mitterrand le 8 mai.

On retrouve la même inadéquation en Guyane, où M. Mitterrand avait obtenu 60,38 % au second tour de l'élection présidentielle et où le Parti socialiste guyanais paraissait bien placé pour détenir les deux sièges, son candidat dans la deuxième circonscription, M. Yves Barrat, n'a pas bénéficié des discussions internes au mouvement chrétien. Le maire RPR dissident

de Saint-Laurent-du-Maroni, M. Léon Bertrand, remporte un beau succès personnel.

Dans les deux départements antillais, en revanche, les résultats sont plus conformes au bilan du scrutin présidentiel.

À la Martinique, la gauche réalise le « grand chelem » et, à la Guadeloupe, elle enlève trois des quatre sièges. Seule M^{me} Lucette Michaux-Chery, l'ancienne secrétaire d'Etat chargée de la francophonie, échappe à l'écatombe de l'URC.

Au total, la droite et la gauche se retrouvent, sur l'ensemble des DOM-TOM, à égalité de sièges : dix contre dix. D'un côté, MM. Jaitou (PS, Guadeloupe), Larilla (PS, Guadeloupe), Ernest Moutoussamy (app. PC, Guadeloupe),

Elie Castor (app. PS, Guyane); MM. Guy Lordinot (div. g., Martinique), Claude Lise (app. PS, Martinique), Aimé Césaire (app. PS, Martinique), Louis-Joseph Dogué (PS, Martinique), MM. Laurent Vergès et Elie Hoarau (app. PC, la Réunion), De l'autre, MM. Benjamin Brial (RPR, Wallis-et-Futuna); Jacques Lafleur et Maurice Nénou-Pwataho (RPR, Nouvelle-Calédonie); Henry Jean-Baptiste (UDF-CDS, Mayotte); Gérard Grignon (UDF-CDS, Saint-Pierre-et-Miquelon); Jean-Paul Virapoulle (UDF-CDS, la Réunion), André Thien Ah Koon (non inscrit, la Réunion), Auguste Legros (RPR, la Réunion), Léon Bertrand (RPR diss. Guyane), M^{me} Lucette Michaux-Chery (app. RPR, Guadeloupe).

GUADELOUPE (4)

1^{re} (LES ABYMES, POINTE-A-PITRE)
Ins. 37 555; vot., 16 491
Abst., 65,32 %; suffr. expr., 14 889
Frédéric Jaitou, maj. p.-PS, d.s., c.g., m. des Abymes, 14 889 (100,00), REELU.

1^{er} tour. — Abst., 65,68 % (suffr. expr., 15 400). Frédéric Jaitou, 9 703 (63,00); Lucien Parize, app.-PC, 3 642 (23,64); Philippe Hazan-Massieux, URC-RPR, 3 055 (19,34).

2^e (LE GOSIER, SAINT-FRANÇOIS)
Ins. 37 340; vot., 21 844
Abst., 61,90 %; suffr. expr., 20 874
Ernest Moutoussamy, app.-PC, d.s., 12 460 (59,69), REELU.
Marlene Capitant, RPR diss., 8 414 (40,30).

1^{er} tour. — Abst., 71,63 % (suffr. expr., 15 493). Ernest Moutoussamy, 7 384 (47,66); Marlene Capitant, 2 707 (17,47); José Moutoussamy, URC-RPR, m. d'Assombrant, 2 212 (14,27); Henri Beauger, div. d., d.s., c.g., m. du Mémé, 1 336 (8,62); Alexandre Phatou, maj. p.-PS, 1 140 (7,35); Christian Gobardhan, UDF diss., 618 (3,98); Léopold Debor-Lesaint, div., 56 (0,36); Henri Yoyotte, ext. g., 40 (0,25).

3^e (CAPESTERRE-BELLE-EAU, POINTE-NOIRE)
Ins. 43 989; vot., 19 441
Abst., 57,72 %; suffr. expr., 18 372
Dominique Larilla, maj. p.-PS, prés. c.g., m. de Petit-Bourg, 10 330 (56,22), ELU.
Edouard Chamougon, app.-RPR, d.s., c.g., m. de Baie-Mahault, 8 042 (43,77).

1^{er} tour. — Abst., 70,73 % (suffr. expr., 12 755). Dominique Larilla, 5 417 (42,53); Edouard Chamougon, 3 534 (27,73); Clodimir Bajart, URC-RPR, 1 585 (12,44); Félix Plénia, app.-PC, m. de Deshaies, 1 171 (9,16); Gérard Lauriet, ext. p., c.g., m. de Capestère-Belle-Eau, 828 (6,50).

4^e (BASSE-TERRE, TROIS-RIVIERES)
Ins. 46 606; vot., 18 485
Abst., 60,33 %; suffr. expr., 17 577
Lucette Michaux-Chery, URC-app. RPR, c.g., m. de Gourbeyre, a. sec. E., 11 084 (62,94), ELUE.
Yvonne Cléry, app.-PC, c.g., m. de Basse-Terre, 6 513 (37,05).

1^{er} tour. — Abst., 72,97 % (suffr. expr., 11 949). Lucette Michaux-Chery, 6 636 (55,53); Yvonne Cléry, 2 796 (23,39); Félix Prota, maj. p.-PS, prés. c.g., 2 517 (21,06).

Sortants : MM. Henri Beauger, app. RPR; Edouard Chamougon, app. RPR; remplaçant M^{me} Lucette Michaux-Chery, app. RPR, nouvelle sec. E. à la francophonie le 20 mars 1988; Frédéric Jaitou, PS; Ernest Moutoussamy, app. PC.

ELUS : Frédéric Jaitou, maj. p.-PS, d.s. (1^{er}); Ernest Moutoussamy, app. PC (2^e); Dominique Larilla, maj. p.-PS (3^e); Lucette Michaux-Chery, URC-app. RPR (4^e).

Avec deux députés socialistes, un apparentement communiste et une recopie de l'URC, M^{me} Michaux-Chery, ancienne secrétaire d'Etat chargée de la francophonie, la Guadeloupe confirme sa tendance au premier tour et de l'élection présidentielle.

Dans la première circonscription, Frédéric Jaitou, député sortant du PS, qui s'était fait savoir dimanche s'il abandonnerait son mandat de conseiller général ou de conseiller régional (conservant celui de maire des Abymes, principale commune de l'archipel) — avait l'intention d'être candidat unique. S'il a obtenu un meilleur score qu'au premier tour aux Abymes, son fief, les électeurs de Pointe-à-Pitre (ville communiste depuis 1965) ont boudé les urnes.

Dans la deuxième circonscription, M. Ernest Moutoussamy, député app. PC, sortant, est largement réélu devant M^{me} Marlene Capitant. Ce secrétaire général du RPR dont M^{me} Capitant est la présidente, bien qu'elle n'ait pas eu le soutien de l'URC, Daniel Beaubrun, a qualifié le bon score de M. Moutoussamy au Mémé (commune de l'archipel) de « résultat logique compte-tenu de la division de la droite » au premier tour. Il est vrai que les formations de l'URC avaient présenté au total quatre candidats dans cette circonscription le 8 mai. Dans la troisième, Dominique Larilla succède au député sortant apparenté RPR Edouard Chamougon, qui n'avait pas eu, lui non plus, l'investiture de l'URC.

Enfin, M^{me} Michaux-Chery est élue dans la quatrième circonscription, où elle réalise un excellent score dans sa commune de Gourbeyre.

La scrutin s'est déroulé sans incident. En revanche, la station locale de RFO a été rappelée à l'ordre, vendredi 10 juin, par la CNCL et la commission de contrôle. Elle avait en effet prévu d'organiser un débat télévisé samedi soir hors campagne électorale officielle, entre les deux candidats de la quatrième circonscription. Ce débat a été annulé à vendredi à une heure tardive.

En outre, fait habituel aux Antilles françaises, de nombreux véhicules porteurs des affiches de M^{me} Capitant et Michaux-Chery ont sillonné l'archipel dimanche entre 8 h et 18 h, malgré la clôture de la campagne officielle. L'une d'elles, à l'effigie de l'ancien secrétaire d'Etat chargé de la francophonie, a même illustré une partie du journal du soir de RFO Guadeloupe. Enfin, la télé pirate Têléclair a diffusé après minuit — dans la nuit de vendredi à samedi — un débat politique concernant lui aussi la quatrième circonscription et donnant essentiellement la parole au RPR local.

MARTINIQUE (4)

1^{re} (BASSE-POINTE, SAINT-MARIE)
Ins. 47 851; vot., 27 745
Abst., 42,01 %; suffr. expr., 26 652
Guy Lordinot, maj. p.-div. g., m. de Saint-Marie, 13 463 (50,51), ELU.

1^{er} tour. — Abst., 53,82 % (suffr. expr., 21 108). Michel Renard, 9 522 (45,11); Guy Lordinot, 6 399 (30,31); Simon Salgier, maj. p.-PS, c.g., 4 088 (19,36); Séverine Carland, app.-PC, c.g., m. de Macouta, 1 099 (5,20).

2^e (FORT-DE-FRANCE, I, II, III, IX, X)
Ins. 51 954; vot., 26 024
Abst., 49,90 %; suffr. expr., 25 365
Claude Lise, maj. p.-app. PS, c.g., 12 815 (50,52), ELU.
Pierre Petit, URC-RPR, c.g., m. de Morne-Rouge, 12 550 (49,47).

1^{er} tour. — Abst., 59,44 % (suffr. expr., 20 457). Claude Lise, 10 003 (48,89); Pierre Petit, 7 144 (34,92); Miguel Lavature, URC-UDF, c.g., 3 310 (16,18).

4^e (LE FRANÇOIS, LE ROBERT)
Ins. 69 584; vot., 33 473
Abst., 51,89 %; suffr. expr., 32 132
Maurice Louis-Joseph-Dogué, maj. p.-PS, d.s., c.g., m. de Ducos, 18 075 (56,25), REELU.
Jean Maran, URC-UDF-PSD, d.s., c.g., m. de Sainte-Luce, 14 057 (43,74).

1^{er} tour. — Abst., 66,45 % (suffr. expr., 22 092). Maurice Louis-Joseph-Dogué, 12 112 (54,82); Jean Maran, 9 496 (42,98); Jean-Luc Ertéme, URC-RPR,

254 (1,14); Benjamin Blanchard, div. g., 230 (1,04).

Sortants : MM. Aimé Césaire, app. PS; Maurice Louis-Joseph-Dogué, PS; Jean Maran, UDF (PSD); Michel Renard, RPR.

ELUS : Guy Lordinot, maj. p.-div. g. (1^{er}); Claude Lise, maj. p.-app. PS (2^e); Maurice Louis-Joseph-Dogué, maj. p.-PS, d.s. (4^e).

Au premier tour : Aimé Césaire, maj. p.-app. PS, d.s. (3^e).

La Martinique était représentée au sein de l'Assemblée nationale dissoute par deux élus de gauche et deux élus de droite : d'un côté, un socialiste, Maurice Louis-Joseph-Dogué, et le président du Parti progressiste martiniquais (PPM), Aimé Césaire, apparenté socialiste; de l'autre, un RPR, Michel Renard, et un UDF, Jean Maran.

Après la réélection de M. Césaire, dès le 5 juin, les Martiniquais ont choisi, le 12 juin, trois députés appartenant à la majorité présidentielle dont deux nouveaux venus, élus il est vrai de justesse.

Dans la première circonscription, le dissident du RPR, Michel Renard, député sortant, a failli gagner son pari de battre seul, sans le soutien d'aucune formation politique, les trois adversaires que la gauche lui opposait au premier tour. Il ne lui a manqué qu'une voix pour conserver son siège face au maire divers gauche de Saint-Marie, Guy Lordinot, soutenu par le Parti communiste, le Parti socialiste — dont le candidat au premier tour s'était retiré — et par le Parti progressiste martiniquais.

Dans la deuxième circonscription, le candidat de la majorité présidentielle,

Claude Lise, dirigeant du PPM, passant de 10 003 voix au premier tour à 12 815 au deuxième tour, devance très légèrement le candidat URC-RPR, Pierre Petit, bien que celui-ci condense le score global des deux candidats de droite présents au premier tour; il réunit en effet 12 550 suffrages alors que son potentiel s'établissait à 10 454 voix.

La score réalisé par M. Lise, 50,52 %, est toutefois très inférieur à celui de M. Mitterrand le 8 mai (61,64 %).

Dans cette circonscription, des bagarres ont opposé, au cours de la nuit du 10 au 11 juin, des militants du PPM à ceux du RPR. Un membre du Parti progressiste martiniquais a été blessé au genou par une balle de gros calibre lors d'un affrontement entre colliers d'affiches. Huit militants du RPR — quatre hommes et quatre femmes — ont été entendus à titre de témoins par la police locale.

Le nouveau découpage était calculé pour donner à la droite les meilleures chances. Il aboutit à donner au Parti progressiste martiniquais un deuxième représentant à l'Assemblée nationale pour la première fois.

Cette petite composante de la majorité présidentielle qu'est le Parti progressiste compte maintenant trois parlementaires : M. Césaire, député depuis 1945, le nouveau élu, M. Lise, et un sénateur, Rodolphe Destré.

Dans la quatrième circonscription, le député sortant, Maurice-Louis-Joseph Dogué (PS), retrouve son siège sans grande difficulté avec 56,25 % des suffrages exprimés, soit 18 075 contre 12 550 au premier tour pour les deux candidats de gauche alors présents. Le député sortant, Jean Maran (UDF-PSD) est battu. Il n'arrive en tête du scrutin que dans cinq des treize communes qui composent la circonscription.

LA RÉUNION (6)

1^{re} (SAINT-DENIS)
Ins. 53 737; vot., 37 716
Abst., 29,81 %; suffr. expr., 35 084
Auguste Legros, URC-RPR, prés. c.g., m. de Saint-Denis-de-la-Réunion, 18 674 (53,22), ELU.

1^{er} tour. — Abst., 45,26 % (suffr. expr., 28 929). Auguste Legros, 10 331 (35,73); Gilbert Annette, 9 544 (33,23); Camille Sédou, maj. p.-div. g., 2 991 (10,33); Raymond Laurent, app.-PC, 2 084 (7,20); Gilbert Gérard, div. d., 1 680 (5,80); Alain Defaud, RPR diss., 1 525 (5,26); Mario Locas, div. d., 941 (3,30); Georges Sino, maj. p.-div. g., 227 (0,78); Jacques Faivre, ext. d., 208 (0,71).

3^e (SAINT-LOUIS, LETAMPON)
Ins. 69 081; vot., 36 108
Abst., 18,77 %; suffr. expr., 34 915
André Thien Ah Koon, URC-div. d., d.s., 30 042 (86,04), REELU.
Claude Hoarau, app.-PC, d.s., c.g., 24 873 (45,29).

1^{er} tour. — Abst., 29,49 % (suffr. expr., 47 754). André Thien Ah Koon, 22 860 (47,87); Claude Hoarau, 18 924 (39,62); Maurice Pibouze, maj. p.-PS, c.g., m. de Saint-Pierre, 12 297 (27,51); Jean-Claude Frutau, maj. p.-PS, c.g., m. de Saint-Pierre, 11 322 (28,99); Jean-Baptiste Ponsane, ext. g., 780 (0,71).

4^e (SAINT-JOSEPH, SAINT-PIERRE)
Ins. 51 859; vot., 39 574
Abst., 23,68 %; suffr. expr., 38 491
Elie Hoarau, app.-PC, c.g., m. de Saint-Pierre, 20 451 (53,13), ELU.
Maurice Pibouze, URC-RPR, c.g., 18 040 (46,86).

1^{er} tour. — Abst., 33,26 % (suffr. expr., 33 841). Elie Hoarau, 15 171 (44,83); Maurice Pibouze, 12 870 (38,22); Wilfrid Bertie, maj. p.-PS, m. de Saint-Philippe, a.d., 6 378 (18,94).

5^e (SAINT-ANDRÉ)
Ins. 60 033; vot., 43 438
Abst., 27,64 %; suffr. expr., 42 168
Jean-Paul Virapoulle, URC-UDF-CDS, d.s., c.g., m. de Saint-André, 22 551 (53,47), REELU.
Paul Vergès, app.-PC, d. enr., m. du Port, 19 617 (46,52).

1^{er} tour. — Abst., 33,93 % (suffr. expr., 39 042). Jean-Paul Virapoulle, 15 301 (39,19); Paul Vergès, 12 139 (31,09); Jean-Claude Frutau, maj. p.-PS, c.g., m. de Saint-Benoît, 11 322 (28,99); Jean-Baptiste Ponsane, ext. g., 780 (0,71).

Sortants : MM. Michel Debré, RPR, n.s.p.; Claude Hoarau, app. PC, remplaçant M. Elie Hoarau, app. PC, qui avait donné sa démission le 4 octobre 1987; Jean-Paul Virapoulle, UDF (CDS).

ELUS : Auguste Legros, URC-RPR (1^{er}); André Thien Ah Koon, URC div. d., d.s. (3^e); Elie Hoarau, app. PC (4^e); Jean-Paul Virapoulle, URC-UDF-CDS, d.s. (5^e).

Au premier tour : Laurent Vergès, app. PC (2^e).

La Réunion sera représentée au Palais-Bourbon par deux députés communistes, deux M. Laurent Vergès, élu le 5 juin, deux communistes et un gaulliste. Soit exactement la même configuration qu'au lendemain des législatives de 1986. Alors que le président de la République avait obtenu le 8 mai plus de 61 % des voix dans l'île, le Parti socialiste a fait barre dans toutes les circonscriptions. Son dardier représentant, M. Gilbert Annette, n'a pas réussi, dans la circonscription de Saint-Denis, à arracher la victoire à M. Auguste Legros (RPR), président du conseil général.

GUYANE (2)

2^e (KOUROU, ST-LAURENT-DU-MARONI)
Ins. 15 142; vot., 10 302
Abst., 31,96 %; suffr. expr., 10 120
Léon Bertrand, RPR diss., 5 192 (51,30), ELU.

1^{er} tour. — Abst., 44,06 % (suffr. expr., 8 182). Yves Barrat, 3 744 (45,75); Léon Bertrand, 2 565 (31,34); Pauline Brum, URC-RPR, d.s., 1 873 (22,89).

Sortants : MM. Pauline Brum, RPR; Elie Castor, app. PS.

ELUS : Léon Bertrand, RPR diss. (2^e).

Au premier tour : Elie Castor, maj. p.-app. PS, d.s. (1^{er}).

Le maire de Saint-Laurent-du-Maroni, Léon Bertrand, a victorieusement surmonté sous les handicaps qu'il a rencontrés. Le mouton n'était pas, au premier tour, l'ivoire à affronter le candidat investi par l'URC, Pauline Brum, député sortant et animateur local du RPR. Mais après avoir distancé celui-ci, son élection paraissait aléatoire, compte tenu de l'emprise du Parti socialiste guyanais sur le département.

M. Bertrand a finalement réussi à battre le candidat du PS, Yves Barrat, en doublant son score du premier tour. Il a non seulement bénéficié sans restriction des reports de voix des électeurs de M. Brum mais aussi de l'augmentation de la participation. Il a ainsi gagné la bagatelle de 19,96 points d'une avance à l'issue. Il s'était présenté comme « le représentant des communes rurales » de la Guyane et son association avec le maire d'Iracoubo, Ferdinand Madeleine, s'est révélée payante.

Territoires d'outre-mer

NOUVELLE-CALEDONIE (2)

Sortants : MM. Jacques Lafleur, RPR; Maurice Nénou-Pwataho, RPR.

ELUS (au premier tour) : Jacques Lafleur, URC-RPR, d.s. (1^{er}); Maurice Nénou-Pwataho, URC-RPR, d.s. (2^e).

WALLIS-ET-FUTUNA (1)

1^{re} (ILES WALLIS-ET-FUTUNA)
Ins. 8 309; vot., 6 473
Abst., 22,07 %; suffr. expr., 6 433
Benjamin Brial, URC-RPR, d.s., 3 367 (52,17), REELU.

1^{er} tour. — Abst., 24,73 % (suffr. expr., 6 241). Benjamin Brial, 2 736 (43,83); Kamilo Gata, 2 233 (35,81); Pauline Tui, URC-UDF, 1 024 (16,40); Joseph Malshe, maj. p.-PS, 246 (3,94).

Sortants : M. Benjamin Brial, RPR.

ELU : Benjamin Brial, URC-RPR, d.s.

Collectivités territoriales

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (1)

Sortants : M. Gérard Grignon, UDF (CDS), élu le 7 décembre 1986, après l'élection de M. Albert Pen, PS, au Sénat.

ELU (au premier tour) : Gérard Grignon, URC-UDF-CDS, d.s.

MAYOTTE (1)

Sortants : M. Henry Jean-Baptiste, UDF (CDS).

ELU (au premier tour) : Henry Jean-Baptiste, URC-UDF-CDS, d.s.

ÉCHAPPÉES BELLES EN FRANCE

Une nouvelle collection pour redécouvrir les « pays » de France



Chaque volume 128 p. Illustrées 65 F. En librairie.

Un peuple sensible, tracé par ses « valeurs » complexes — un écrivain, un historien, un naturaliste, un journaliste et un illustrateur (Louis-Jacques) — qui évoquent paysages, monuments, sites et modes de vie.

Une expérience réussie!

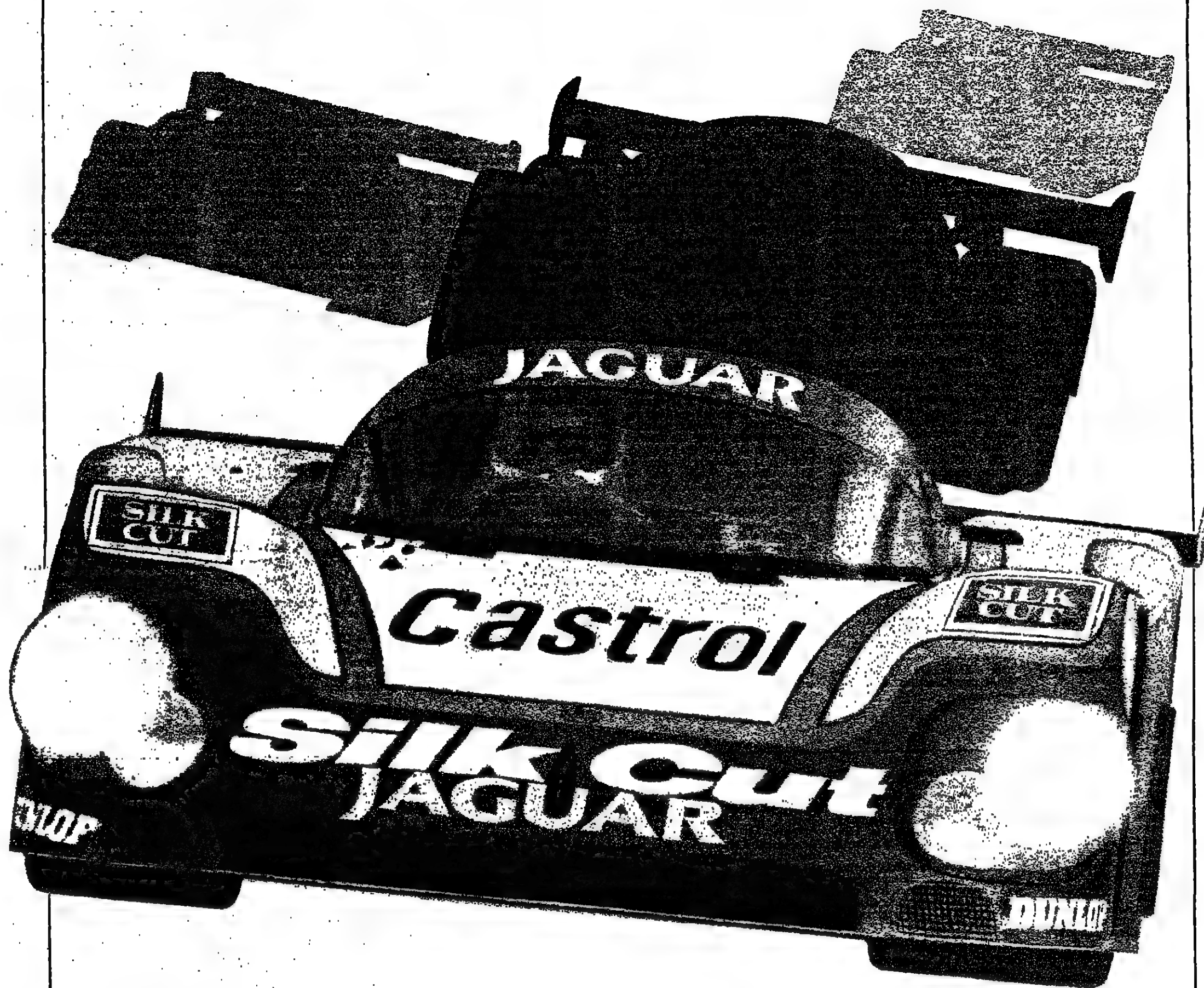
St. Monét

avec cartes, itinéraires, dessins et un guide pratique commenté des lieux, randonnées, hôtels, restaurants

éditions

VICTOIRE DE CASTROL ET JAGUAR AU MANS

La victoire aux 24 heures du Mans, après celle de Daytona, consacre le leadership mondial du team Castrol/Jaguar XJR-9.



Ces victoires sont le fruit d'un travail d'équipe de premier ordre, associant la supériorité technique de la Jaguar XJR-9 aux remarquables performances des produits de synthèse Castrol.

Ces produits assurent une lubrification

optimale, même aux très hautes températures qui résultent de la vitesse qu'atteint la XJR-9 tout au long d'une course d'endurance de 24 heures.

Castrol produit également un liquide de freins dont le point d'ébullition est supérieur à 300°C, qui supporte les coups de freins les plus

secs sans évaporation ni perte de puissance de freinage.

Autant d'exemples des hautes performances du groupe Castrol.

Performances qui sont à l'origine de notre expansion — soutenue, profitable, et internationale.



Chronologie

ÉTRANGER

1^{er}. - **LIBAN** : Le corps criblé de balles d'un prêtre maronite, Mgr Albert Khoreiche, est découvert dans la montagne chrétienne. L'Eglise maronite rend la milice des Forces libanaises implicitement responsable de cet assassinat (3, 4 et 5).

1^{er}. - **PAYS-BAS** : Trois militaires britanniques sont tués lors de deux attentats revendiqués par l'IRA (3 et 4).

1^{er}. - **PÉTROLE** : L'Arabie saoudite, en refusant de réduire sa production pétrolière, fait échouer l'accord de coopération conclu le 26 avril entre les membres de l'OPEP et sept pays exportateurs indépendants pour stabiliser le marché (du 2 au 9).

2-4. - **LIBAN** : L'armée israélienne pénètre au sud-est du Liban pour une opération de nettoyage qui se transforme, le 4, en une bataille avec des combattants intégristes du Hezbollah à Matn, petit village qui est entièrement rasé (du 4 au 9, 12 et 37).

3-4. - **ANGOLA** : Une première réunion quadripartite (Angola, Cuba, Afrique du Sud, États-Unis) a lieu à Londres pour tenter de trouver une solution négociée au conflit qui ravage l'Angola depuis 1975. Angolais et Sud-Africains poursuivent les discussions le 13 à Brazzaville (2, 4, 5, 6, du 11 au 16, 20 et 21).

5. - **POLOGNE** : Les forces de l'ordre interviennent aux aciéries Lénine de Nowa-Huta, paralysées par la grève et occupées depuis dix jours. Les mouvements de protestation contre les hausses des prix cessent après la reprise du travail vus le 10 par les ouvriers des chantiers navals Lénine de Gdansk, en grève depuis le 2. La Diète vote le 11 les « pouvoirs extraordinaires » demandés par le gouvernement pour appliquer les réformes économiques (du 2 au 13, 15-16, 19 et 27).

6. - **ÉTATS-UNIS** : L'annonce d'une nouvelle baisse du taux de chômage, qui, à 5,4 %, en avril, a retrouvé son niveau de 1974, fait craindre aux milieux financiers une surchauffe de l'économie et un retour de l'inflation. Le résultat du commerce extérieur de mars se dissipe sans l'inquiétude : bien que le déficit, ramené à 9,75 milliards de dollars, soit le plus faible depuis trois ans, les importations continuent d'augmenter (8-9, 13, 15-16, 19, 22-23 et 29-30/V, 2/VI).

7-19. - **VATICAN** : Jean-Paul II, pour son neuvième voyage en Amérique latine, se rend en Uruguay, en Bolivie, au Pérou et au Paraguay, où il donne sa voix et sa sanction à l'opposition au régime dictatorial du général Stroessner (du 7 au 20).

FRANCE

1^{er}. - Aux Tuileries, M. Jean-Marie Le Pen, après avoir vu défiler plus de cinquante mille de ses partisans, laisse à ses électeurs le choix « entre le pire et le mal », tout en demandant que « pas une voix » n'aille à M. Mitterrand. Il ne cite pas le nom de M. Chirac, désigné comme le « candidat résidu » de la majorité. En réponse à M. Le Pen, qui avait décidé de célébrer, avec huit jours d'avance, la fête de Jeanne d'Arc en même temps que celle du travail, les traditionnels défilés syndicaux sont plus suivis qu'en 1987 (2 et 3).

2. - M. Mitterrand déclare lors d'un meeting à Strasbourg : « L'heure est venue où d'autres, qui

Le retour des otages

Le 4, Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann, les trois derniers otages français, détenus depuis trois ans au Liban par des extrémistes chiites pro-iraniens, sont libérés à quatre jours du second tour de l'élection présidentielle. M. Chirac, les accueillant le 5 à l'aéroport militaire de Villacoublay, « remercie le gouvernement iranien » et annonce que « le rétablissement de relations normales entre la France et l'Iran pour être envisagé ». Il adresse ses félicitations à M. Jean-Charles Marchiani, l'ambassadeur de France au Liban, à qui ont été remis les otages, et affirme que « le gouvernement n'a pas cessé d'agir dans la dignité et dans l'honneur », alors que Washington et Londres s'inquiètent d'éventuelles concessions faites aux ravisseurs.

Le 18, M. Mitterrand, une fois réélu, précise que « la parole de la France ayant été engagée, elle sera tenue » pour la reprise des relations diplomatiques avec l'Iran (du 5 au 13, du 19 au 23 et 25).

8. - **BELGIQUE** : Après huit mois de crise, M. Wilfried Martens se succède à lui-même en formant son huitième gouvernement depuis 1979. La nouvelle coalition de centre-gauche, qui comprend les sociaux-chrétiens, les socialistes et les fédéralistes flamands, dispose depuis les élections du 13 décembre 1987 de 150 des 212 sièges (3, 7, 10 et 11).

8. - **ÉQUATEUR** : Au second tour de l'élection présidentielle, M. Rodrigo Borja (social-démocrate), l'emporte sur M. Abdala Bucaram (populiste). M. Borja succède le 10 août au président conservateur sortant, M. Leon Febres Cordero (7, 10 et 13).

8. - **RFA** : Aux élections régionales du Schleswig-Holstein, les chrétiens-démocrates chutent de 42,6 % à 33,3 % des voix, après le scandale politique de l'affaire Barchel fin 1987. Les sociaux-démocrates, emmenés par M. Björn Engholm, remportent 54,8 % des voix (+9,6 %) et 46 des 74 sièges du Landtag (5 et 10).

10. - **DANEMARK** : Les élections législatives anticipées, convoquées par M. Poul Schlüter, premier ministre depuis 1982, afin de réaffirmer la « pleine appartenance » du Danemark à l'OTAN, n'apportent pas de réponse claire à cette question. La coalition quadripartite de centre-droit reste minoritaire, conservant 70 des 179 sièges, tandis que le Parti du progrès (extrême droite), avec 16 sièges, en gagne 7 (8-9, 12, 13, 18 et 22-23/V, 2/VI).

11. - **URSS** : Mort de l'agent double britannique Kim Philby, qui vivait à Moscou depuis 1963 (13 et 15-16).

13. - **ÉTATS-UNIS** : Deux biologistes américains annoncent la découverte d'un deuxième code génétique, commun à toutes les cellules vivantes, qui devrait permettre de mieux comprendre les mécanismes de formation des systèmes vivants (15-16).

13. - **IRAN** : Le second tour des élections législatives confirme la victoire des « radicaux » proches du fils de l'imam, Ahmed Khomeiny (14, 17 et 31).

14. - **PAYS-BAS** : Mort, à l'âge de cent un ans, de Willem Drees, premier ministre de 1948 à 1958 (20).

15. - **AFGHANISTAN** : Le retrait des troupes soviétiques commence. Selon la résistance, c'est le « jour de la défaite soviétique ». Depuis 1979, le conflit a fait 1 million de morts, dont 13 310 militaires soviétiques, et 5 millions de réfugiés (3, 4, 5 et 8/V au 2/VI).

15. - **SOUDAN** : M. Sadek El Mahdi, premier ministre depuis mai

ne sont pas des nôtres, sauront nous rejoindre ». Il invite les socialistes à ne pas « refuser tout concours qui s'offre honnêtement » (du 4 au 9).

3. - **Bénédictine** est rachetée par Martini et Rossi, après que René Martin ait renoncé à son OPA, lancée en janvier (5).

5. - En mars, la balance du commerce extérieur a été excédentaire de 1,8 milliard de francs. En avril, le nombre de chômeurs s'est accru de 0,1 %, et les prix ont augmenté de 0,5 % (7, 20 et du 26 au 30/V, 1/VI).

6. - Des dizaines de milliers de partisans de M. Chirac se rassemblent place de la Concorde à Paris pour « la sauvegarde de la V^e République » (du 5 au 9).

8. - Au second tour de l'élection présidentielle, M. François Mitterrand l'emporte avec 54,01 %, contre 45,98 % de M. Jacques Chirac, 15,94 % des électeurs inscrits se sont abstenus. Alors que les socialistes se félicitent de l'ampleur de la victoire de M. Mitterrand, la majorité parlementaire se divise sur les conséquences à tirer de cette victoire : MM. Chirac et Léotard se déclarent « clairement dans l'opposition », mais MM. Barre, Cressat d'Estaillet et Méhaignerie indiquent qu'ils rejoignent le nouveau gouvernement « à ses actes ». M. Barre annonçant sa volonté de créer autour de lui une « force politique libérale et sociale », tandis que M^{me} Simone Veil estime qu'« il n'y a pas d'obstacle de principe à gouverner avec les socialistes » (10 et 11).

10. - M. Chirac remet la démission de son gouvernement à M. Mitterrand, qui nomme M. Michel Rocard premier ministre (du 11 au 14).

12. - Le gouvernement de M. Rocard démissionne de l'échec de l'ouverture : annoncée le premier ministre en fait porter la responsabilité aux centristes, qui « n'ont pas souhaité prendre le risque » de rompre avec la droite. Sur vingt-sept ministres, dix-neuf appartiennent au PS, deux au MRG et seulement deux à l'UDF. M. Durafour (fonction publique) et M. Pelletier (coopération). Il y a quatre ministres d'Etat : M. Jospin (éducation nationale, recherche et sports), M. Béré-

govoy (économie), M. Maurice Faure (commerce et logement), M. Roland Dumas (affaires étrangères). M. Arpaillange est garde des sceaux, M. Chevènement à la Défense, M. Joxe à l'Intérieur, M. Fauroux à l'Industrie, M^{me} Cressat aux affaires européennes, M. Mermeux aux transports, M. Delebarre aux affaires sociales, M. Lang à la culture, M. Nallet à l'agriculture. Parmi les ministres délégués, M. Stirn est chargé des DOM-TOM, M. Chérèque de l'aménagement du territoire et des reconversions, M^{me} Tasca de la communication (14).

13. - Quinze secrétaires d'Etat sont nommés, dont huit PS, un UDF, M. Stoléru (Plan), et six « techniciens » : M. Lalonde (environnement), M. Bambuck (sports), M. Essig (logement), M. Biaisini (grands travaux), M. de Beaucé (francophonie), M. Kouchner (insertion sociale) (14 et 15-16).

14. - M. Pierre Mauroy est élu à la tête du PS, après avoir été précédé à M. Laurent Fabius, qui avait les faveurs de M. Mitterrand, par les membres du courant majoritaire. Il succède à M. Jospin, qui soutenait sa candidature (10 et du 13 au 17).

14. - M. Mitterrand annonce la dissolution de l'Assemblée nationale après avoir regretté : « L'ouverture que j'appelle de mes vœux n'a pu se réaliser jusqu'ici aussi largement que je l'avais souhaité ». Les élections législatives sont fixées aux 5 et 12 juin. M. Barre est le seul des chefs de file de la droite modérée à approuver cette décision et à juger l'ouverture encore possible « dans les mois qui vont venir » (15-16 et 17).

15. - M. Rocard demande à une mission de conciliation de « rétablir le dialogue » en Nouvelle-Calédonie et de lui faire des « propositions pour l'avenir ». Les six membres de la mission - trois hauts fonctionnaires, dont M. Christian Blanc, préfet, qui la coordonne, et trois personnalités, catholique, protestante et franc-maçonne - arrivent le 20 sur le territoire, où ils commencent leurs consultations dans un climat tendu (du 17 au 21, du 24 au 28 et 31/V, 1 et 2/VI).

Mai 1988 dans le monde

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.
par ÉDOUARD MASUREL

1986, forme un gouvernement d'union nationale. Le Front national islamique (FNI), qui a obtenu cinq des vingt-sept ministères, demande une application stricte de la charia, le loi islamique en vigueur depuis septembre 1983, mais tombée en désuétude depuis le renversement en avril 1985 du maréchal Nemery (17, 18 et 25).

15. - **SOUDAN** : Deux attentats à Khartoum contre des établissements fréquentés par des Occidentaux font sept morts, dont cinq Britanniques. Trois Libanais sont arrêtés (17, 18 et 20).

16. - **AÉRONAUTIQUE** : La Grande-Bretagne, l'Italie et la RFA décident la construction en commun d'un avion de combat, l'European Fighter Aircraft (EFA). L'Espagne devrait aussi se joindre à ce projet (27/IV, 5 et 18/V).

16. - **ALGÉRIE-MAROC** : Les relations diplomatiques, rompues par Rabat en février 1976 en raison du conflit du Sahara occidental, sont rétablies (12 et du 17 au 20/V, 1 et 2/VI).

17. - **INFORMATIQUE** : Sept entreprises américaines et européennes, dont IBM, décident de s'unir pour développer la standardisation des logiciels de base d'ordinateurs (18, 19, 20 et 27).

17. - **SÉNÉGAL** : Le président Abdou Diouf fait l'état d'urgence, instauré au lendemain des élections du 28 février. La tension politique s'est atténuée après un verdict modéré de la Cour de sûreté de l'Etat, le 11, suivi de la libération de M. Abdoulaye Wade, chef de l'opposition (4, 5, 10, 12, 13, 19, 27 et 28).

18. - **INDE** : Les extrémistes sikhs, assiégés depuis le 9 dans le Temple d'or d'Amritsar, se rendent. En cinq mois, plus de mille personnes ont été victimes du terrorisme sikh au Pendjab (3 et du 11 au 23/5, 2/V6).

19. - **URSS** : M. Gorbatchev fait adopter par le bureau politique, le 23, par le comité central, ses projets de réforme, qui seront présentés à la conférence du Parti prévue fin juin. Publiés le 27 par la Pravda, ils prévoient une démocratisation de la vie politique ainsi que

l'instauration d'un « Etat socialiste de droit » (12, 14, 18, 21, 25 et 28).

21. - **URSS** : Les premiers secrétaires des PC d'Azerbaïdjan et d'Arménie sont limogés, tandis que l'agitation a repris, le 11, après un mois d'interruption, à Erevan, capitale de l'Arménie et dans le haut-Karabakh, région azérbaidjanaise dont la population arménienne demande le rattachement à l'Arménie (14, 15-16, 20, 21, 24, 25, 26 et 31/V, 1 et 2/VI).

22. - **HONGRIE** : M. Karolyi Groz, premier ministre âgé de cinquante-sept ans, est élu secrétaire général du PC hongrois, à l'issue de la première conférence nationale du parti depuis 1957. Il succède à M. János Kádár, né en 1912, et au pouvoir depuis 1956, qui est nommé au nouveau poste honorifique de président du parti, mais perd sa place au bureau politique, où plusieurs partisans des réformes font leur entrée aux dépens de la vieille garde kádàriste, pratiquement éliminée des instances dirigeantes (3, 10, du 20 au 25 et 31).

22. - **ITALIE** : Mort de Giorgio Almirante, président-fondateur du mouvement social italien (MSI), parti néofasciste (21, 24 et 26).

23. - **NICARAGUA** : Le gouvernement annonce une prolongation de trente jours de la trêve entrée en vigueur pour soixante jours, le 1^{er} avril. Une nouvelle séance de négociations, du 25 au 28, à Managua, entre les sandinistes et la Contra, n'aboutit à aucun accord (3, 7, 12, 13, 15-16, 21, 26, 27, 28 et 31).

24. - **ITALIE** : Les groupes privés Montedison et public Enichem font alliance pour constituer une des dix premières sociétés mondiales de la chimie (26).

25. - **CAMBODGE** : Les autorités vietnamiennes annoncent le retrait de cinquante mille soldats entre juin et décembre. Washington évalue le contingent vietnamien au Cambodge à cent vingt mille hommes (19 et du 27 au 30/V, 1 et 2/VI).

25. - **ÉTATS-UNIS-PANAMA** : Washington reconnaît l'échec de ses tentatives, menées

depuis quatre mois, pour obtenir le départ du général Noriega (3, 10, 14, 15-16, 19, 22-23, 25, 27 et 29-30).

25. - **IRAN-IRAK** : L'armée irakienne reconquiert la région frontalière de Chalameh, à l'est de Bassorah, occupée depuis janvier 1987 par les forces iraniennes (du 17 au 20 et du 26 au 30).

26-28. - **OUA** : La reconnaissance du régime tchadien par la Libye, annoncée comme un « cadeau à l'Afrique », le 25, à Tripoli, par le colonel Kadhafi, est accueillie favorablement, mais avec circonspection, par les participants à l'Organisation de l'unité africaine, réunis à Addis-Abeba (20 et du 24 au 31).

27. - **LIBAN** : L'armée syrienne entre dans les quartiers chiites du sud de Beyrouth-Ouest, où de très violents combats entre miliciens d'Amal et du Hezbollah ont fait environ six cents morts depuis le 6. Les intégristes pro-iraniens ayant conquis la majeure partie de la banlieue sud, le déploiement des troupes syriennes n'a été accepté qu'après de difficiles tractations syro-iraniennes. Il a pour but de mettre fin aux affrontements mais ne suppose pas le désarmement des belligérants (du 8 au 31).

28. - **AFGHANISTAN** : Alain Guillo, journaliste français emprisonné depuis neuf mois, est libéré après que M. Mitterrand a demandé sa grâce au président Najibullah (3, 10, 17, 19 et du 28 au 31/V, 2/VI).

29. - **ESPAGNE** : Aux élections régionales de Catalogne, les nationalistes modérés de M. Jordi Pujol conservent la majorité absolue avec 69 (-3) des 135 sièges (28 et 31).

29. - **ÉTATS-UNIS-URSS** : Le désarmement et les droits de

l'homme sont au centre du quatrième sommet entre MM. Reagan et Gorbatchev, qui se tient jusqu'au 2 juin à Moscou où le président américain se rend pour la première fois. Les instruments de ratification du traité sur l'élimination des missiles intermédiaires sont échangés le 1^{er} juin après l'accord donné le 27 par le Sénat américain. La déclaration commune publiée le 1^{er} juin insiste sur la poursuite du « dialogue (...) fondé sur le réalisme » pour résoudre les « problèmes d'aujourd'hui, mais aussi du siècle prochain » (du 11 au 16, 18, du 20 au 24 et à partir du 26).

29. - **PAKISTAN** : M. Mohamud Khan Junejo, premier ministre depuis 1985, est révoqué et l'Assemblée nationale dissoute par le président Zia Ul Haq (du 31/V au 4/VI).

29. - **SIERRA-LEONE** : Mort de Siaka Stevens, président de la République de 1971 à 1985 (31).

29. - **VATICAN** : L'annonce par Jean-Paul II de vingt-cinq nouveaux cardinaux rend les Européens électeurs d'un pape (59 sur 121) minoritaires au Sacré Collège. Ces nominations s'accompagnent de remaniements au sein de la Curie romaine (31/V et 1/VI).

30. - **LIBAN** : L'explosion d'une voiture piégée fait seize morts dans le secteur chrétien de Beyrouth. Les Forces libanaises menent sa cause la Syrie (31/V et 1/VI).

31. - **ISRAËL** : Un bilan officiel établi par l'armée indique que deux cent sept Palestiniens ont été tués depuis le 9 décembre, début du soulèvement dans les territoires occupés où la tension reste vive. Dans cette période, environ huit mille Palestiniens ont été arrêtés : cinq mille d'entre eux restent détenus, dont quelque mille jeunes âgés de douze à dix-sept ans (du 3 au 20 et du 24/V au 2/VI).

CULTURE

2. - *Le Soulier de satin*, de Paul Claudel, mis en scène par Antoine Vitez, pour le théâtre public, et *Co que voit Fox*, de James Saunders, mis en scène par Laurent Terzieff, pour le privé, obtiennent les mollières du meilleur spectacle de l'année (4).

7. - *Motiv* (Lumières), une des sept parties de *Licht* (Lumières), de Karlheinz Stockhausen, est créée à la Scala de Milan (10).

13. - Mort de Chet Baker, trompettiste de jazz (15-16 et 17).

15. - Mort de Georges Pompidou, égyptologue (18 et 19).

16. - Mort d'André Frébourg, écrivain et critique d'art (18/V et 5-6/VI).

20. - Une exposition est consacrée, au Grand Palais, au japonisme, l'influence exercée par le Japon sur les arts occidentaux du dix-neuvième siècle (19).

23. - La palme d'or du Festival de Cannes est attribuée à *Pelle le conquérant* du Danes Bille August. *Un monde à part*, du Britannique Chris Menges, obtient le grand prix spécial du jury (du 11 au 25).

23. - Mort d'Ernest Labrousse, historien, spécialiste de l'histoire économique et sociale (25 et 26).

25. - Le premier Festival de Paris permet de réentendre *Iphigénie en Tauride* commandée par Louis XV à Niccolò Piccini, interprétée par Katerina Ricciarelli et mise en scène par Luca Ronconi (26 et 27).

26. - La *Missa cum jubilo* de Gilbert Amy est créée à la salle Pleyel par l'Orchestre de Paris dirigé par Peter Eötvös (28).

31. - Le cinéaste André Kononovskiy met en scène la *Mouette à l'Odéon*, pour le Théâtre de l'Europe (28/V et 4/VI).

circulaire qui définit « un code de déontologie de l'action gouvernementale » (27 et 28).

26. - M. Rocard reçoit jusqu'au 1^{er} juin les partenaires sociaux afin de marquer « l'importance qu'il accorde au dialogue social » (22-23, 24 et du 28/V au 2/VI).

26. - La Banque de France, à la demande de M. Bérégovoy, ramène son taux d'intervention de 7,25 % à 7 % (21, 26, 27 et 28).

27. - M. Michel Droit est inculpé de corruption passive pour avoir, après sa nomination à la CNCL, continué à percevoir des revenus de son ancien employeur, le groupe Hersant, qui obtint de la CNCL des autorisations pour la cinquième

chaîne de télévision et plusieurs radios FM (7, 10, 13, 29-30 et 31).

27-28. - Vingt-quatre « skin-heads » sont arrêtés à Rouen et à Brest après une série d'agressions racistes (31/V et 1/VI).

31. - M. Durafour annonce que le gouvernement compte abroger la loi votée en 1987 qui prévoit que toute grève dans la fonction publique, même d'une heure, entraîne la perte d'une journée de salaire (1 et 2/VI).

31. - L'ex-FNLC annonce une trêve des attentats pendant quatre mois après « le retour de la gauche au pouvoir » (2 et 3/VI).

L'assaut d'Ouvéa

Le 5, en Nouvelle-Calédonie, l'opération militaire « Victor » permet de libérer les vingt-trois otages détenus depuis le 22 avril par un groupe d'indépendantistes canadiens dans une grotte de l'île d'Ouvéa. Mais le bilan de l'opération, autorisée par MM. Chirac et Mitterrand, est très lourd : deux militaires et deux canadiens sont tués.

Le 9, sont publiés plusieurs témoignages mélanésiens, recueillis sur l'île d'Ouvéa, assurant qu'Alphonse Dionou, le chef des preneurs d'otages, a été blessé après avoir accepté de se rendre, puis est mort, faute de soins. Un autre preneur d'otages, Venceslas Lavello et un « porteur de thé » chargé du ravitaillement de la grotte, Weina Anouac, auraient été exécutés dans les mêmes circonstances. M. André Giraud parle d'« allégations monstrueuses » et porte plainte pour « diffamation envers l'armée ».

Le 14, M. Jean-Pierre Chevènement, son successeur au ministère de la Défense, prescrit une enquête de commandement tout en soulignant, le 19, qu'il serait « trop facile de faire porter le chapeau aux militaires ».

Le 21, le Monde publie de larges extraits d'un rapport du

commandant Philippe Legorjus, chef du GIGN, critiquant l'attitude de M. Bernard Pons, alors ministre des DOM-TOM, et du général Jacques Vidot, chef des forces armées en Nouvelle-Calédonie. Des nouveaux témoignages, dont certains d'origine militaire, confirment les trois morts suspectes.

Le 24, M. Pons affirme qu'il s'agit d'un « rapport tronqué et déformé » et que la « responsabilité politique » de l'opération « Victor » est « collective ». Le 25, le Monde rend publics le texte intégral du rapport ainsi qu'une photo, déjà publiée par Paris-Match, qui contredit la version officielle de la mort d'Alphonse Dionou.

Le 30, M. Chevènement révèle que l'enquête de commandement fait apparaître que « des actes contraires à l'honneur militaire et des négligences ont été commis ». Le soir même, le ministre de la justice annonce l'ouverture d'une information judiciaire contre X... pour « homicides volontaires », s'agissant de Lavello et Anouac, et pour « coups et blessures volontaires et non-assistance à personne en danger », concernant Alphonse Dionou (à partir du 2).

Colloque à Potsdam

Représentants de l'Ouest et de l'Est ont présenté des conceptions divergentes de la sécurité

POTSDAM
de notre envoyé spécial

L'Institut d'études pour la sécurité Est-Ouest (IEWSS), l'un des think tanks les plus réputés des Etats-Unis, avait parfaitement choisi le moment, le lieu et les participants de son colloque intitulé "Nouvelles approches de la sécurité Est-Ouest". Quelques jours à peine après la signature solennelle du traité sur les forces nucléaires intermédiaires, par le président américain et le secrétaire général du PC soviétique, des représentants qualifiés des puissances responsables de la division de l'Europe revenaient en quelque sorte sur les lieux de leur "crime". Potsdam, cette ville symbole de la Prusse fut consacrée, le 2 août 1945, la division de l'Allemagne et de l'Europe.

Pour la première fois, des experts internationaux des questions de sécurité et de désarmement, des membres des gouvernements directement concernés (à l'exception notable de la France), se rencontrèrent sur le territoire de la République démocratique allemande pour entamer un dialogue franc et sans concession sur les questions qui se posent sur l'avenir immédiat des rapports entre l'Est et l'Ouest. Autre moment fort, la première intervention publique sur le territoire de la RDA de M. Hans Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères de la RFA, qui ne cachait pas son émotion, samedi 11 juin, de s'exprimer les qualités dans un pays qu'il quitta voici plus de trente ans, fuyant un régime qui ne correspondait pas à sa vision du monde. « La RDA est une partie de l'Allemagne », a-t-il dit, « ma maison natale se trouve à Halle, où j'ai été à l'école, puis à l'université. Mon père et mon grand-père sont enterrés ici, c'est ici qu'est ma patrie (Heimat). En 1952, j'ai choisi la République fédérale, et par conséquent son système politique et social. J'en mesure d'autant plus la responsabilité que m'incombe de tout faire pour que les hommes de deux camps puissent vivre en paix », a-t-il déclaré.

La « maison commune européenne »

Mais le maniement des symboles et l'émotion, s'ils ont contribué à donner à la rencontre de Potsdam une intensité particulière, montraient également que le chemin à parcourir pour la création d'un nouvel ordre européen était encore fort long. Pour simplifier, on peut dire que les représentants du bloc occidental, M. Ivan Abovtov, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, ou M. Oskar Fischer, ministre des affaires étrangères de la RDA, ont plutôt plaidé en faveur d'une accélération du processus de désarmement, alors que les porte-parole des Occidentaux, M. John Whitehead, secrétaire adjoint du département d'Etat, ou M. David Mellor, secrétaire d'Etat au Foreign Office, s'attachaient au contraire à calmer les ardeurs de leurs interlocuteurs en insistant sur les pièges que peut receler une trop grande précipitation.

Trois grands thèmes ont dominé les débats : l'avenir des négociations sur le contrôle des armements, et particulièrement celui de la réduction des armements conventionnels, le concept, de plus en plus mis en

avant par Moscou et ses alliés, de la « maison commune européenne », enfin celui des droits de l'homme introduit inlassablement par les Occidentaux.

Si tout le monde, bien sûr, est d'accord sur la vision d'un monde sans guerre, les problèmes commencent lorsqu'on discute des moyens d'y parvenir. Si les Soviétiques et leurs alliés répètent à l'envi que le concept de dissuasion nucléaire est aujourd'hui dépassé et que la paix ne peut être garantie que par des moyens politiques et non pas militaires, les Occidentaux présents, de John Whitehead à Jean François-Poncet, ancien ministre français des affaires étrangères, en passant par M. Volker Rühe, vice-président du groupe parlementaire chrétien sur le fait que, jusqu'à nouvel ordre, un minimum de dissuasion nucléaire était nécessaire au maintien des équilibres fondamentaux en Europe et dans le monde. M. Genscher a bien tenté de procéder au « dépassement » de cette contradiction, en déclarant : « Au-dessus du fil de la dissuasion avec des moyens nucléaires et conventionnels doit être tissé un autre fil propre à réduire les risques liés du seul appui sur la dissuasion nucléaire. » Il n'en demeurait pas moins que la ligne de partage entre les partisans des deux théories n'était pas près de disparaître.

D'abondantes métaphores ont animé une discussion sur l'idée gorbachevienne de construire « une maison commune européenne ». M. John Whitehead a rejeté ce concept excluant les Américains, en le qualifiant de « romantique ». M. Jean François-Poncet, a-y voit qu'une idée propre à « résoudre les conflits des années 60 sans répondre aux défis de l'avenir qui exigent une Europe tournée vers l'extérieur ». Sans rejeter totalement cette idée, M. Volker Rühe a estimé que cette future maison devait avoir « des murs, certes, mais au bon endroit et pas à la place des portes et des fenêtres ». Et M. David Mellor a lancé à ses hôtes allemands qu'il ne se voyait pas vivre « dans une maison où la porte est ouverte d'un côté de la police secrète ». C'était une manière de rappeler aux représentants des pays de l'Est que les questions des droits de l'homme et de la démocratie, de la liberté de circulation et d'expression, faisaient partie intégrante de la négociation sur le désarmement et la sécurité collective. Les allusions pesantes au mur de Berlin tout proche se heurtaient au silence poli des officiels orientaux. Mais la réponse fut formulée au même moment, lors du colloque, lors du plénum du comité central du SED (parti communiste est-allemand) dans le rapport de M. Kurt Hager, un « dur » de bureau politique : « Les adversaires du socialisme n'ont aucun droit historique, moral ou juridique à s'ériger en procureur ou en juge dans les questions des droits de l'homme. (...) Leur propagande hostile au socialisme sur cette question ne sert qu'à détourner l'attention de l'instabilité du capitalisme monopoliste d'Etat. »

Il fallait l'optimisme d'un William Cohen, sénateur américain, pour conclure que les vertus de la rencontre de Potsdam étaient aussi au fait que, « tant que l'on s'engulandait mutuellement, on ne se tirait pas dessus ».

LUC ROSENZWEIG.

URSS : aggravation de la crise du Caucase

Plusieurs morts à Bakou • Manifestations à Erevan

MOSCOU
de notre correspondant

La situation ne cesse de se dégrader au Caucase. De violentes manifestations anti-arméniennes ont éclaté, le samedi 11 juin, à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan. Les premiers témoignages recueillis depuis Moscou ne permettent pas encore de se faire une idée exacte de l'ampleur de ces violences. Selon certaines sources, l'armée aurait investi la ville après qu'un policier et plusieurs Arméniens ont été tués.

Interdite aux correspondants étrangers depuis le début de la crise du Haut-Karabakh, cette région entre ainsi dans son cinquième mois d'isolement permanent sans qu'aucune annonce de solution ne s'esquisse. Les passions nationalistes n'ont fait que s'exacerber depuis février dernier. Tandis qu'on criait samedi « Mort aux Arméniens ! » dans les rues de Bakou, se renforçait à Erevan le mouvement de solidarité avec la majorité arménienne du Haut-Karabakh qui continue d'écarter le rattachement à l'Arménie de cette région autonome d'Azerbaïdjan.

Après quelques semaines de flottement, ce mouvement a repris, à la mi-mai, un tel élan que les autorités ont dû accepter que le Soviet suprême de la République d'Arménie, c'est-à-dire son Parlement, se saisisse du problème au cours d'une session extraordinaire convoquée pour mercredi. Malgré cette concession, plusieurs centaines de milliers

de personnes se sont rassemblées, dimanche soir encore, dans le centre d'Erevan et ont approuvé, après de longs débats, un appel à une grève de trois jours, dernière en date des pressions populaires exercées sur le Parlement pour qu'il se prononce en faveur du rattachement.

Auparavant, pratiquement tous les députés auraient été l'objet de démarches pressantes des électeurs de leur circonscription qui leur auraient fait signer des engagements de vote, et les Arméniens ne semblent ainsi plus douter que leur Parlement se rangera à leurs côtés et qu'ils finiront d'écarter et étape, par obtenir gain de cause.

Dans un pays où les assemblées élues ne sont traditionnellement que de simples chambres d'enregistrement, l'apparition de cette forme de démocratie directe constitue à elle seule une révolution. Les choses sont même allées encore plus loin puisque les députés à la prochaine conférence de parti ont dû s'engager, eux aussi, à soulever le problème du Haut-Karabakh au cours de cette réunion qui s'ouvre à Moscou à la fin du mois.

Tous ces engagements ont été obtenus au nom du respect de la « perestroïka » et de la « glasnost ». La démocratisation implicite, est-il constamment expliqué, que les mandataires agissent désormais en fonction de la volonté de leurs mandants. Les banderoles déployées devant les bâtiments administratifs d'Erevan proclament d'ailleurs : « Vive la perestroïka ! », « Vive Gorbatchev ! ». « Tout le pouvoir aux Soviets ! » — le grand slogan de 1917 remis en avant par les théoriciens de la conférence — et aussi : « A bas le stalinisme ! » et « A bas Ligatchev ! », le numéro deux du parti qui passe pour le chef de file des conservateurs.

Facultés et instituts semblent virtuellement paralysés par les grèves. Tout l'établissement intellectuel participe au mouvement, académiciens et intellectuels en tête. La grande place de l'Opéra est chaque jour le théâtre de meetings permanents autour de cinq grèves de la faim — deux anciens combattants d'Afghanistan, deux réfugiés de Soumgaï (la ville d'Azerbaïdjan où un pogrom anti-arménien avait fait trente-deux morts fin février) et un « héros du travail socialiste », retraité de soixante-cinq ans.

Mobilisation populaire

Tout comme au Haut-Karabakh, où la grève est générale depuis trois semaines et où se sont organisées des milices d'autodéfense, la mobilisation populaire est donc sans précédent. L'affaire est pourtant très loin d'être jouée pour les Arméniens. Moins organisée mais, semble-t-il, plus passionnelle encore, la mobilisation des Azeris n'est pas moins importante puisque la manifestation de samedi est la deuxième du genre en une semaine et que l'ouverture, le mois dernier, du procès des « pogromistes » de Soumgaï avait donné

lieu à d'importantes manifestations de solidarité avec les inculpés.

Les milieux intellectuels azéris, quant à eux, sont aussi sur la brèche et président l'embrasement général de leur République si jamais le pouvoir central finissait par céder aux Arméniens. Bref, à quinze jours de l'ouverture de la conférence, M. Gorbatchev fait face à une crise majeure dont la solution est tout, sauf évidente.

Ignorer les revendications arméniennes reviendrait à courir le risque de laisser se développer une situation insurrectionnelle en Arménie et dans le Haut-Karabakh. Les satisfactions seraient provoquées les Azeris et leur donner le sentiment que le pouvoir central, russe et après tout chrétien, préfère d'autres chrétiens aux musulmans qu'ils sont. Ne rien faire serait un aveu d'impuissance.

Reste peut-être une solution de temporisation : laisser les Soviets suprêmes d'Arménie puis d'Azerbaïdjan (convoqués pour mercredi) se prononcer chacun en leur sens et tenter ensuite une médiation. Là serait sans doute la sagesse, avec à la clé soit le rattachement du Haut-Karabakh à la Fédération de Russie, soit son élévation au statut de République autonome — au sein de l'Azerbaïdjan toujours mais beaucoup plus autonome. L'enjeu est que cette éventuelle sagesse temporisatrice couvrirait à coup sûr la voie à d'autres revendications de modifications de frontières — ce que tout le bureau politique, modernistes et conservateurs confondus, veut à tout prix éviter.

BERNARD GUETTA.

Un des derniers prisonniers politiques de l'époque de Staline remis en liberté

Libéré après trente-quatre ans d'internement

Un des derniers prisonniers politiques de l'époque de Staline, Vassil Chipilov, dissident avant la lettre, a été remis en liberté, le vendredi 10 juin, à Moscou. Il avait été emprisonné en 1954, à la suite de la semaine dernière de l'hôpital psychiatrique de Krasnodar dans un établissement de Moscou, où il fut déclaré sain d'esprit. Chipilov a reçu un passeport pour la Grande-Bretagne. Longtemps tenu pour un discred, sa libération, à l'occasion du millénaire de l'Eglise orthodoxe russe, est due en grande partie à la campagne menée en sa faveur par le pasteur anglican britannique Dick Rodgers, qui avait observé le printemps dernier une grève de la faim dans une cage de bois à Trafalgar Square. Chipilov avait été envoyé une première fois en camps en 1949, à l'âge de vingt et un ans, puis interné de nouveau en 1954, pour refus d'accepter un travail d'Etat. Il ne connaît plus désormais que les camps et les hôpitaux psychiatriques, en Sibérie dans la région de Smolensk (ouest de l'URSS) et à Kazan (sur les rives de la Volga). Les médecins le déclarèrent « schizophrène ». — (AFP, Reuters.)

Un proche de M. Ligatchev sur la sellette

Dans la campagne pour l'élection des députés à la conférence du PC soviétique et l'emplacement à laquelle elle donne lieu entre conservateurs et progressistes, le cercle se resserre autour de M. Ligatchev, considéré comme le protecteur des premiers. Certes, à l'exception de M. Eltsine, qui a brûlé ses vaisseaux et peut se permettre d'appeler un chat un chat, personne n'ose encore citer directement le numéro deux du parti tant que la crise n'est pas « mûre ». Mais certains signes n'auront pas trompé les initiés.

Ainsi, le journal *Industrie socialiste* a annoncé vendredi 10 juin qu'une nouvelle région est le théâtre d'une contestation à propos de l'élection de ses députés, après celles de Sakhaline et d'Omsk, en Sibérie. Il s'agit cette fois d'Ieroslavl, où, selon le journal, la désignation de l'ancien patron de la région, M. Fodor Lohtchenkov, a provoqué une violente réaction. Découvrant son nom dans les listes publiées par la presse locale, les habitants sont descendus « par milliers » dans les rues pour protester contre ses activités passées.

Que M. Lohtchenkov ait été dénoncé comme le symbole de la stagnation braïnienne n'est pas étonnant. Il a été premier secrétaire du parti dans la région d'Ieroslavl pendant vingt-cinq ans (de 1961 à juin 1986), battant le

record national de longévité pour cette catégorie de poste. Mais l'affaire se corse si l'on sait que M. Lohtchenkov est aussi l'un des plus étroits associés de M. Ligatchev. Les deux hommes ont été à la tête de la même promotion de l'Institut économique de Moscou (en 1943), ils ont travaillé aussitôt dans la même région de Novosibirsk et dans des fonctions très voisines, M. Ligatchev étant par exemple secrétaire de la région à la fin des années 50, pendant que M. Lohtchenkov était second secrétaire.

C'est aussi de concert que, après quinze ans de loyale coopération, les deux amis furent appelés en 1961 dans l'appareil du comité central à Moscou, l'un pour quelques mois avant d'être envoyé à Ieroslavl, l'autre pour un peu plus longtemps. Et c'est très probablement à la protection de celui qui était devenu entre-temps le numéro deux du parti que M. Lohtchenkov doit d'avoir obtenu la sinécure d'un poste ministériel après son départ de Ieroslavl il y a deux ans, au lieu d'être mis à la retraite comme tout le monde : il est âgé aujourd'hui de soixante-trois ans, et siège toujours au comité central du parti.

Le journal *Industrie socialiste*, qui met ainsi en cause cet éminent « client » du numéro deux,

s'est distingué par une bonne dose de « glasnost » depuis un certain temps déjà. C'est à lui que l'on doit une des premières grandes attaques contre Staline, y a plus d'un an, sous la plume de l'académicien Samsonov, et des déballages particulièrement précis sur certaines affaires de corruption. Son rédacteur en chef, M. Alexandre Baranov, a réussi lui aussi à se faire élire député à la conférence du parti, mais pas à Moscou : en Géorgie, à l'ombre de M. Chevardnadze, l'ancien chef du parti dans cette république, qui figure lui aussi sur la liste.

Ces parachutages ne sont pas une nouveauté (nombre de ministres du gouvernement central, par exemple, se font élire dans des républiques lointaines comme lors des congrès présidents), mais ils jouent cette fois dans les deux sens. La liste des réformateurs repêchés de la sorte comportait déjà M. Korotich, le rédacteur en chef d'Ogoniok, du délégué de Kherson en Ukraine, et même M. Eltsine, qui aurait trouvé refuge en Carélie. On peut y ajouter MM. Karpov, le premier secrétaire de l'Union des écrivains, et Chekhnazarov, membre du cabinet personnel de M. Gorbatchev, deux tous deux délégués de la république turkmène.

MICHEL TATU.

GRÈCE : visite « historique » du premier ministre turc

La difficile concrétisation des « accords de Davos »

Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, était attendu lundi 13 juin à midi à Athènes pour une visite officielle « historique » de trois jours. Les entretiens qu'il aura avec son homologue grec, M. Andreas Papandréou, devaient porter en particulier sur les sources traditionnelles de conflit entre les deux pays : la division de Chypre et la délimitation des eaux territoriales du plateau continental et de l'espace aérien en mer Egée.

ATHÈNES
de notre envoyé spécial

Les relations entre Athènes et Ankara ont traversé tour à tour des phases de tension et de brève détente. Depuis la rencontre des deux chefs de gouvernement à Davos au mois de janvier 1988 — suivie d'une seconde à Bruxelles en mars en marge d'un sommet de l'Otan — leurs nouveaux rapports se caractérisent par une volonté réciproque de ne pas recourir à la force pour résoudre les conflits et d'instaurer un climat de confiance. Du résultat concret des pourparlers d'Athènes sur les questions-clés que l'on avait jusqu'à présent soigneusement évité d'aborder pour ne pas

compromettre la tentative de rapprochement, dépendra sans doute l'avenir de l'« esprit de Davos ».

Si la venue du chef du gouvernement de la Turquie, le voisin si longtemps présenté comme l'ennemi irréductible, suscite chez la plupart des Grecs des sentiments d'indifférence ou de légère perplexité, les graffiti et affiches que l'on peut voir ces jours-ci sur les murs de la capitale rappellent que cette visite, la première de ce niveau depuis plus de trente-cinq ans, déclenche une réelle colère dans certains milieux. N'était-il pas au bord de l'épreuve de force entre les deux pays en mars de l'année dernière, après l'incursion d'un navire de prospection pétrolière turc dans une zone de la mer Egée contestée par les deux pays ? Mais, dit-on ici avec un brin de sagesse, « qui aurait pu imaginer il y a seulement cinq ans que Gorbatchev et Reagan allaient faire capot-capot ? ». Néanmoins, quatre manifestations de protestation étaient prévues pour lundi et mardi par diverses associations de réfugiés chypriotes, turcs, arméniens et de défense des droits nationaux, notamment devant le consulat turc à Athènes.

L'ancien ambassadeur de Grèce à Chypre, M. Stoforopoulos, a lancé un pavé dans la mare vendredi dernier en désapprouvant catégoriquement ce sommet. « J'ai honte pour mon pays, écrit-il dans le journal *Pow-*

iki. Cette visite d'Ozal va ridiculiser la Grèce. Elle se justifierait seulement si la Turquie admettait les législations internationales et les principes de démocratie et de justice. » Un porte-parole du gouvernement a rapidement démenti ce manquement aux usages et à la déontologie de la fonction diplomatique... Antérieurement neuf membres du PASOK, le parti gouvernemental, dont quatre députés, avaient exprimé le même désaccord avec M. Papandréou. Dans les milieux politiques, on s'accorde cependant à dire que cette volonté de dialogue est, pour l'essentiel, une bonne chose. Nouvelle Démocratie, principale formation de l'opposition de droite, la critique, certes, mais surtout pour des questions de politique intérieure. Mais une période pré-électorale, M. Mitsotakis et ses amis sentent l'initiative leur échapper et soupçonnent M. Papandréou de vouloir exploiter le rapprochement avec les Turcs au profit de son parti socialiste, le PASOK. Si le dialogue se soldait par un échec, Nouvelle Démocratie pourrait toujours faire état de son scepticisme initial.

Les dossiers brûlants

A l'occasion de cette visite « historique », un dispositif exceptionnel de sécurité a été mis en place.

L'ensemble des forces de la capitale est mobilisé. Près de quinze mille policiers, des commandos d'élite de l'armée ainsi que des unités hélicoptères et navales veillent à ce qu'aucun incident n'entache l'événement.

Dans la capitale grecque, on ne s'attend pas que la rencontre débouche sur une percée décisive des rapports bilatéraux, même si l'on admet que les deux chefs de gouvernement sont des « hommes à surprise ». A Davos, fin janvier, MM. Papandréou et Ozal étaient convenus de ranger au placard les problèmes les plus épineux qui les opposent (Chypre et la mer Egée) et de consacrer leurs efforts à l'établissement d'un « climat de confiance » par le biais de commissions économiques, culturelles et touristiques. Mais l'heure est venue, a promis le gouvernement grec, soupçonné dans son pays de faire « patte de velours », d'aborder les dossiers brûlants, à commencer par celui de Chypre — dont 97 % du territoire sont occupés depuis 1974 par les troupes turques. L'opinion grecque réclame sur ce point précis des résultats. A en juger d'après les déclarations faites à la veille du sommet d'Athènes par diverses personnalités d'Ankara, un assouplissement de la position de la Turquie à ce sujet ne paraît cependant pas imminent.

ALAIN DEBOVE.

GERALD MESSADIÉ

L'homme qui devint Dieu

Jésus comme il n'a jamais été raconté.

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie



Europe

ESPAGNE : après le dénouement de deux conflits

Détente sur le front social

MADRID
de notre correspondant

Détente sociale en Espagne : en moins de deux semaines, le gouvernement socialiste vient d'assister au dénouement de deux conflits sociaux, particulièrement préoccupants. Les enseignants ont renoncé, le 1^{er} juin, à un essai infructueux de grève illimitée. Les ouvriers du secteur naval viennent de signer avec le gouvernement deux accords qui mettent fin à des mois d'agitation dans les chantiers d'El Ferrol, où l'accord date du 30 mai, et de Bilbao, où il a été obtenu le 10 juin.

Le conflit dans le secteur naval, l'un des plus virulents provoqués par la reconversion industrielle, date de novembre 1984. Plusieurs milliers de travailleurs en excédent avaient alors été placés, pour une durée de trois ans, au sein d'un Fonds de promotion de l'emploi, grâce auquel ils continuaient à percevoir l'essentiel de leur salaire et qui était censé leur procurer, dans ce délai de trois ans, un nouvel emploi. Faute de quoi ils seraient automatiquement réintégrés dans leur entreprise d'origine.

A la fin de 1987, plus de trois mille travailleurs se trouvaient toujours inscrits à ce fonds. Depuis, ils n'ont cessé de manifester, souvent violemment, pour exiger du gouvernement qu'il respecte ses engagements de 1984.

Les deux accords atteints à El Ferrol et à Bilbao concernent respectivement quelque mille cinq cents et mille neuf cents travailleurs. Un pourcentage important d'entre eux bénéficieront d'un système de préretraite. Certains seront réintégrés dans les chantiers, mais à condition d'y remplacer des travailleurs partant eux-mêmes en préretraite. Quelques centaines d'autres seront engagés par d'autres entreprises publiques. Les syndicats ont finalement consenti que, à El Ferrol, trois cents travailleurs continuent pendant dix-huit mois d'être payés par le fonds de promotion et que, à Bilbao, trois cent cinquante d'entre eux soient réembauchés en dehors de leur région.

Cet apaisement social coïncide avec la reprise, après des mois de brouille, du dialogue entre le gouvernement et le syndicat socialiste UGT (Union général des travailleurs). Le chef de l'exécutif, M. Felipe Gonzalez, a longuement reçu, le 9 juin, le secrétaire général de l'UGT, M. Nicolas Redondo. Plusieurs groupes de travail communs seront formés pour analyser notamment les problèmes de l'emploi, des allocations de chômage, des droits syndicaux dans l'administration et des fonds d'investissement.

THIERRY MALIMAK

La chasse à la fraude fiscale bat son plein

MADRID
de notre correspondant

La chasse aux personnalités fichées avec le fisc bat son plein en Espagne. Alors que les contribuables affrontent en ce moment la tâche ardue de remplir leur déclaration d'impôts, le gouvernement, dans ce pays où la fraude fiscale a longtemps constitué un sport national, est décidé aujourd'hui à « faire des exemples ».

Des plaintes ont été successivement déposées par le ministère public contre une série de personnalités en vue, tels les chanteurs Lola Flores et Marujita Diaz, l'humoriste Pedro Ruiz, le joueur de football Bernd Schuster, le président du FC Barcelone Josep Lluís Núñez et l'avocat Matias Cortes.

D'autres représentants illustres du monde de la « jet set » et du spectacle seraient également dans le collimateur. Tous sont accusés de fraude fiscale dépassant largement les 5 millions de pesetas (250 000 F), seuil à partir duquel la non-déclaration de revenus est considérée comme un délit, passible non seulement d'amende mais aussi de peine de prison.

Il s'agit de démontrer de la sorte que le fameux slogan diffusé aux quatre vents par le ministère de l'économie : « Hacienda somos todos » (Le fisc, c'est tout le monde), constitue bien désormais une réalité.

En même temps, une campagne a été lancée à la télévision et dans la presse, orchestrée par le secrétaire

d'Etat aux finances, M. José Borrell, afin de convaincre les Espagnols que la dîme qu'ils remettent au fisc est utilisée pour le bien commun. En termes très didactiques, les citoyens-contribuables se voient expliquer avec un luxe de détails quel est le pourcentage de leurs impôts qui est consacré à chaque service public.

Le gouvernement entend ainsi contrecarrer les critiques de l'opposition conservatrice, qui tempête contre la « voracité insatiable » de M. Borrell et assure, avec quelque exagération, que l'Espagne « combine un fisc suédois et des services africains ». Si la pression fiscale au sud des Pyrénées reste plus faible que la moyenne communautaire, il est vrai qu'elle est très inégalement répartie, et que les rares « malchanceux » tenus de déclarer l'ensemble de leurs revenus supportent à eux seuls l'essentiel du fardeau.

Un rapport universitaire commandé par l'Institut d'études fiscales et opportunément rendu public ces derniers jours évalue à 9 300 milliards de pesetas (465 milliards de francs) le total des revenus échappant au fisc, une somme qui représente environ 45 % de l'ensemble des revenus théoriquement déclarables.

La fraude est essentiellement concentrée au sein du secteur patronal, qui apporte à peine 8,8 % du total des impôts que récolte le fisc. Les salariés, en revanche, supportent 78 % de la charge fiscale tout en participant à raison de 60 % au revenu national.

T.M.

ITALIE

La perspective du grand marché européen de 1992 pèse sur les négociations sociales dans la fonction publique

ROME
De notre correspondant

Après plusieurs semaines de difficiles négociations, le gouvernement italien a conclu à la fin de la semaine dernière un important accord salarial dans l'enseignement. Cet accord a valeur de test pour la politique économique et sociale du démocrate-chrétien Ciriaco De Mita, qui s'est engagé à réduire le vertigineux déficit de l'Etat tout en amorçant une nécessaire réforme de la fonction publique dans la perspective du grand marché européen de 1992.

L'accord prévoit de substantielles augmentations sur trois ans — l'équivalent de 2 500 francs brut par mois pour un professeur de lycée avec dix ans d'ancienneté, — qui aligneront les traitements des enseignants italiens, notamment mal payés, sur la moyenne de leurs collègues européens. Mais il en coûtera à l'Etat 5 600 milliards de francs (environ 254 milliards de francs français) d'ici à 1990 et 6 400 milliards en 1992.

Selon M. De Mita, cet accord, qui devra être financé par des impôts supplémentaires, doit rester une exception. Il ne manquera cependant pas de peser sur les négociations à venir avec les autres catégories de fonctionnaires.

Le gouvernement, qui vient d'annoncer un plan destiné à résorber d'ici à 1992, l'impressionnant déficit de l'Etat (122 000 milliards de francs, soit 554 milliards de francs) avait fixé à 12 % sur trois ans l'augmentation maximale des revenus des fonctionnaires, soit un point de plus que l'augmentation prévue du PIB. Il entend en outre lier le renouvellement des contrats à une amélioration de la qualité des services, en luttant notamment contre l'absentéisme, mal endémique de l'administration italienne.

La nécessité d'une réforme des services publics a été soulignée la semaine dernière tant par le nouveau président du patronat, M. Sergio Pininfarina, que par le gouverneur de la Banque d'Italie, M. Azeglio Ciampi. L'administration italienne, ont-ils dit, n'est pas à la hauteur du dynamisme économique du pays, et, sans une profonde transformation, l'Italie partira avec un sérieux handicap lors de l'ouverture du grand marché européen. (Infin.)

Enlèvement. — L'entrepreneur en bâtiment Giulio De Angelis, père du coureur automobile Elio De Angelis, mort il y a deux ans, a été enlevé, dans la nuit du 11 au 12 juin, dans sa villa de Porto-Cervo, sur la côte nord de la Sardaigne. — (AFP.)

SUISSE : un nouveau référendum

Non à l'abaissement de l'âge de la retraite

BERNE
de notre correspondant

Décidément, les Suisses n'en démordent pas : le travail demeure envier et contre tout leur principal raison d'être. Naguère, un sondage avait déjà révélé que, pour 71 % d'entre eux, « vivre, c'est travailler ».

Le corps électoral vient de le rappeler, dimanche 12 juin, en refusant catégoriquement, par 65 % de non contre 35 % de oui, d'abaisser l'âge de la retraite de soixante-cinq ans à soixante-deux ans pour les hommes et de soixante-deux à soixante pour les femmes.

A l'exception du Jura et du Tessin, italophone, tous les cantons ont rejeté cette proposition émanant de l'extrême gauche et soutenue par le Parti socialiste. Hostile au projet, le gouvernement et les partis de droite et du

centre avaient fait valoir que l'abaissement de l'âge de la retraite entraînerait des coûts trop élevés, estimés à 2,1 milliards de francs suisses de dépenses supplémentaires par an. Dans leur majorité, les citoyens se sont montrés sensibles à cet argument, confirmant leur réflexe traditionnellement conservateur.

Ces dernières années déjà, les Suisses s'étaient singularisés en refusant par référendum de réduire la durée hebdomadaire du travail ou de s'octroyer une cinquième semaine de congés payés. Suivant l'avis du gouvernement, le Parlement vient de recommander à son tour le rejet d'une nouvelle initiative syndicale visant à réduire, par étapes à quarante heures une semaine de travail souvent encore supérieure à quarante-quatre heures.

J.-C. B.

● IRLANDE DU NORD : un catholique tué par balles. — Un dimanche 12 juin, dans un quartier du nord de Belfast, vraisemblablement victime d'extrémistes protestants. Ses meurtriers qui se trouvaient à bord d'un véhicule ont ouvert le feu au moment où leur victime s'apprêtait à monter dans sa voiture, a-t-on précisé de même source. L'assassinat n'avait pas été revendiqué en début d'après-midi. — (AFP.)

● TCHÉCOSLOVAQUIE : trois nouveaux évêques intronisés. — Trois nouveaux évêques catholiques ont été sacrés en Tchécoslovaquie pendant le week-end : deux évêques auxiliaires pour l'archidiocèse de Prague et un évêque administrateur apostolique pour l'archidiocèse de Trnava (Slovaquie occidentale). Samedi 11 juin, à Prague, Jan Lebeda (soixante-quinze ans) et Antonín Liška (soixante-trois ans) ont été sacrés évêques par le primat de Bohême et archevêque de Prague, le cardinal František Tomášek, assisté par le nonce itinérant du pape pour les pays de l'Est, l'archevêque Francesco Cossentino. Mgr Cossentino s'est ensuite rendu en Slovaquie pour célébrer, dimanche, en la cathédrale Saint-Jean-Baptiste de Trnava, la cérémonie de consécration de Jan Sokol, cinquante-quatre ans. Le ministre slovaque de la culture, M. Mikolaj Válek, a assisté à la cérémonie. — (AFP.)

que et un évêque administrateur apostolique pour l'archidiocèse de Trnava (Slovaquie occidentale). Samedi 11 juin, à Prague, Jan Lebeda (soixante-quinze ans) et Antonín Liška (soixante-trois ans) ont été sacrés évêques par le primat de Bohême et archevêque de Prague, le cardinal František Tomášek, assisté par le nonce itinérant du pape pour les pays de l'Est, l'archevêque Francesco Cossentino. Mgr Cossentino s'est ensuite rendu en Slovaquie pour célébrer, dimanche, en la cathédrale Saint-Jean-Baptiste de Trnava, la cérémonie de consécration de Jan Sokol, cinquante-quatre ans. Le ministre slovaque de la culture, M. Mikolaj Válek, a assisté à la cérémonie. — (AFP.)

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DANS L'INDEX DU MONDE

Au cours de la campagne électorale, le Monde publiera des commentaires et des analyses détaillées tant sur les résultats que sur les partis et les hommes politiques. Grâce à l'Index du Monde, ces précieuses informations seront facilement accessibles aux chercheurs, aux étudiants, aux observateurs politiques... désireux de connaître tous les aspects des élections de 1988.

Cet index, qui paraît sous la forme de publications mensuelles avec un volume récapitulatif annuel réité, donne les références de tous les articles publiés dans le quotidien. Pour tout renseignement concernant les index et les microfilms du Monde, veuillez contacter :

RESEARCH PUBLICATIONS

P.O.B. 45
READING RG1 8 HF
Grande-Bretagne
Téléphone : 0734 583247
Télex : 848336 RPL G

Asie

AFGHANISTAN

Le succès de la reconstruction implique que les efforts soient concentrés sur des secteurs prioritaires

Tandis que la résistance afghane fait état de violents combats entre les moudjahidines et les forces gouvernementales dans la région de Kandahar, le chef du régime de Kaboul, M. Najibullah, est arrivé, le dimanche 12 juin à Moscou, venant de La Havane.

D'ores et déjà cependant se posent en Afghanistan, et pour la communauté internationale, les multiples problèmes liés à la reconstruction d'un pays éprouvé par des années de guerre.

L'heure de la reconstruction est enfin venue, même si la guerre n'est pas terminée. Or c'est le moment d'éviter les erreurs du passé.

De 1945 à la guerre soviétique, l'Afghanistan a bénéficié de très gros appuis extérieurs, représentant entre les deux tiers et les trois quarts du budget de développement. Aboul Majid Zaboli, un des pères de la modernisation, parlait en 1970 de la « morphine » de l'aide étrangère, dénonçant les carences de ses compatriotes, tout comme celles des bailleurs de fonds. A côté de projets bien conduits (développement rural, routes), la liste des projets mal conçus était longue, sans parler du coulage, de la corruption.

Avec le recul dont ils disposent aujourd'hui, les Afghans devraient être en mesure de répartir d'un meilleur pied, à condition que la coopération étrangère soit, elle aussi, plus efficace, en particulier dans cette étape cruciale de la reconstruction.

Depuis plusieurs années, des ONG occidentales, souvent françaises, apportent leur soutien à des zones libérées, dans le domaine de la santé, en matière de développement rural, d'aide alimentaire. Ces organisations connaissent bien les régions concernées et disposent de collaborateurs courageux et compétents.

Il faut s'attendre dans les prochains mois à la libération complète de vastes pans du territoire, ce qui ouvre la voie à des appuis beaucoup plus importants. Pour ce faire, les gouvernements occidentaux et organisations internationales ont intérêt à utiliser et à élargir les canaux établis par les ONG. Ils lanceraient ainsi une série de programmes avec des commandants locaux. Plusieurs d'entre eux tiennent leur régime de manière remarquable, parvenant dans certains cas à des structures d'encadrement administratif supérieures aux armatures provinciales de l'avant-guerre.

La deuxième étape surviendra au moment où l'ancien gouvernement de Kaboul aura cédé la place à des autorités nationales avec lesquelles il faudra la peine de discuter coopération. Alors seulement, il sera possible de mettre en place un plan large, couvrant l'ensemble du territoire et tous les secteurs économiques et sociaux.

Relancer l'économie

Qu'il s'agisse de la première ou de la deuxième étape, il serait souhaitable de suivre un ordre rigoureux de priorités, d'éviter la dilution des efforts, la multiplicité des programmes, de se concentrer sur quelques secteurs-clés, susceptibles de relancer à bref délai l'économie.

La première étape, plutôt insolite pour les habitués des développeurs, c'est le déminage. L'Afghanistan est mité autour des grands axes, sur les pistes, aux abords de nombreux villages. Nos gouvernements ont-ils déjà commencé à recenser les équipes militaires et les moyens techniques engageables sans tarder sur le terrain ?

Vient ensuite, ou en même temps, le retour des réfugiés. Des quelque trois millions réfugiés au Pakistan, la moitié au moins sont originaires des provinces proches de la frontière. Ils peuvent donc rentrer chez eux comme ils en sont partis, à pied, à cheval, avec leurs chameaux et leurs ânes. Quant aux réfugiés venus de loin, ils auront besoin de camions pour regagner leurs villages, ce qui implique une bonne organisation et des frais assez élevés.

Les deux millions de réfugiés en Iran sont en majorité éparpillés dans les grandes villes, où ils exercent de petits métiers. Une partie d'entre eux étaient arrivés avant la guerre, lors du « boom » pétrolier. Il n'est pas certain que des retours massifs et immédiats se produisent.

Les structures d'accueil à l'intérieur du pays vont beaucoup varier selon l'ampleur des destructions : dépôts de vivres, de semences, d'engrais... Sujet plus délicat : l'irrigation. Car les principales cultures dépendent des canaux, grands ensembles près de Kandahar et dans les plaines du nord, systèmes plus petits dans les vallées de l'Hindu Kush. Les premiers ne semblent pas avoir beaucoup souffert. Quant aux seconds, leur état va du meilleur au pire. Leur réparation, toutefois, n'exige pas de gros équipements, car il s'agit d'ouvrages modestes et traditionnels.

Le calendrier des saisons joue un rôle cardinal. Imaginons, par exemple, que la plaine de Djalalabad, entre Kaboul et Peshawar, soit entièrement libérée avant juillet. Moyennant des livraisons ultra-rapides de semences et d'engrais à partir du Pakistan, il serait tout juste possible d'augmenter la production du riz repiqué vers fin juillet-août, récolté en automne. Entre-temps, des préparatifs analogues permettraient de semer le blé immédiatement après le riz dans les mêmes champs. Presque aussi importants que les semences, engrais et pesticides dans cette phase d'urgence, les petits tracteurs ou les motoculteurs pourront compenser les lourdes pertes en bœufs de labour. Un retard de quelques semaines signifie que la relance de la région sera repoussée d'au moins six mois.

Ces tâches, certes délicates mais maîtrisables, exigent un niveau élevé d'efficacité, des hommes qui mènent les opérations tambour battant et non pas des experts placides et papaveristes.

Une entreprise délicate

De leur côté, les paysans afghans sont parfaitement capables de relever le défi. Leur agriculture avait atteint, avant la guerre, un niveau assez avancé. Pour ceux qui, comme moi, ont suivi la progression des campagnes de 1953 jusqu'en 1979, il était frappant d'observer les mutations de l'agriculture traditionnelle. Illettrés dans leur écrasante majorité, les paysans de Hérat, de Kandahar, des vallées près de Kaboul ou du Nord s'étaient mis, grâce à diverses aides étrangères, aux nouvelles semences de céréales, aux engrais chimiques, aux traitements anti-parasitaires dans leurs vergers et dans leurs vignobles. Aujourd'hui, dans cette région libérée et très bien encadrée qu'est le Wardak, au sud de Kaboul, les paysans récoltent dans les 2 500 kg/ha de blé, à condition d'obtenir semences et engrais des bazars de Kaboul. Rappelons qu'un bon rendement traditionnel de blé irrigué ne dépassait guère 1 000-1 100 kg/ha en 1950. Les remarquables paysans de Kunduz, dans la plaine du Nord, ne mettront pas beaucoup de temps à rétablir leurs champs de coton s'ils reçoivent les intrants nécessaires.

La reconstruction des villages peut être entreprise par les paysans, avec les moyens traditionnels, améliorés d'un peu d'outillage léger supplémentaire, voire quelques sacs de ciment. Autre secteur prioritaire et coûteux, les routes. Une partie des 2 600 kilomètres de grands axes asphaltés sont endommagés. Pour faire vite et bien, il faut de gros engins, en nombre suffisant. Quant aux routes secondaires, mauvaises avant la guerre, elles peuvent attendre dans l'immédiat.

Une fois les actions d'urgence bien engagées, il est nécessaire d'aller plus loin en se préoccupant de la santé, de l'éducation. En même temps interviendra la relance du modeste secteur industriel plus ou moins en panne, mais peu endommagé par la guerre : textiles, cimenteries, petite mécanique.

En revanche, la remise en état des vergers et des vignobles qui ont beaucoup souffert exigera au moins cinq ou six ans. Des délais semblables sont prévisibles pour la reconstruction du cheptel bovin et ovien.

Ce premier train de mesures représente une entreprise non pas colossale, mais délicate : des dépenses importantes dans certains domaines, plus légères dans d'autres, si l'on se fonde pas dans le perfectionnisme ! Il requiert une coordination serrée entre les divers gouvernements et organisations d'assistance, le bon choix des priorités et, aux commandes, de véritables hommes d'action.

GILBERT ETIENNE

IB
1735
BLANCPAIN

Après deux cent cinquante ans
il n'y a toujours pas de montre Blancpain à quartz

FRED
JOAILLER
74, av. des Champs Elysées
75008 Paris

Afrique

Le soixante-dixième anniversaire de Nelson Mandela

Vastes rassemblements en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas

Des concerts organisés à Wembley et à Glasgow, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de Nelson Mandela, ont été l'occasion de vastes rassemblements anti-apartheid pendant le week-end. Une manifestation rassemblant plus de trente mille personnes a également eu lieu à Amsterdam. Enfin, le dirigeant nationaliste sud-africain, interné depuis vingt-cinq ans, a été fait « citoyen d'honneur » de Venise.

Trente mille Ecossais pour un concert

GLASGOW
de notre envoyé spécial

Trente mille Ecossais ont eu droit, le dimanche 12 juin, à un « mini Wembley ». Allongés, sous un soleil éclatant, sur les vertes pelouses d'un parc de Glasgow, ils ont écouté M. Olivier Tambo, président du Congrès national africain (ANC), réclamer la libération de Nelson Mandela. Ils ont entendu des travailleurs locaux dire tout le mal qu'ils pensaient du refus de M. Thatcher de proclamer de véritables sanctions contre l'Afrique du Sud. La musique était acceptable, la bière tiède et l'atmosphère bon enfant.

Le mouvement anti-apartheid, présidé par l'archevêque anglican Trevor Huddleston, a incontestablement réussi à mobiliser le bien et à arrêter-ban de ce que l'Écosse compte de militants antiracistes. Il fallait voir le sourire épanoui de M. Tambo devant cette foule paisible venue pique-niquer en famille, qui scandait : « Libérez Mandela sur-le-champ ! Décrivez les sanctions tout de suite ! »

Les participants au concert-meeting de Glasgow avaient le sentiment justifié d'assister à la réunion la plus importante de ce genre jamais tenue en Écosse. La fierté écossaise ne souffrait donc pas trop de la comparaison avec les soixante-douze mille spectateurs rassemblés samedi au stade de Wembley, dans la banlieue de Londres, pour écouter Sting, Dire Straits, Simple Minds et les Bee Gees.

En République sud-africaine, le chef zoulou Buthezi a prononcé, de son côté, un véritable plaidoyer pour la libération immédiate et inconditionnelle de Mandela. « Rien de ce que peut faire le gouvernement sud-africain ne lui donnera la moindre crédibilité tant qu'il continuera à traiter M. Mandela comme un dangereux ennemi du peuple », a-t-il déclaré.

Certains députés conservateurs appartenant au lobby sud-africain ont accusé la BBC de manquer, en retransmettant intégralement les dix heures du concert de Wembley, à son devoir d'impartialité. Certains vont même jusqu'à accuser le mouvement anti-apartheid de subventionner directement, avec l'argent obtenu, l'ANC, présenté comme une « organisation terroriste ». Le débat a été très vif ces derniers jours.

Ces controverses n'étaient pas de mise à Glasgow. Les stars, à l'exception de Jim Kerr, le plus célèbre chanteur de rock écossais, appartenant au groupe Simple Minds, ne s'étaient pas déplacées. La musique n'était pas l'élément essentiel. La politique, ici, occupait le devant de la scène.

Le révérend Allan Ross, un des fondateurs du Front démocratique uni (UDF), banni par le gouvernement sud-africain depuis février 1988, a été le l'orateur le plus efficace : il a invité l'auditoire à poursuivre son action jusqu'à la disparition de l'apartheid. M. Tambo a donné le signal du départ de la « marche pour la libération de Nelson Mandela ». Les marcheurs, au nombre de vingt-cinq (un pour chaque année de détention du dirigeant de l'ANC), sont partis dimanche de Glasgow et se rendront dans plusieurs villes avant d'arriver, le 17 juillet, à Londres pour une manifestation nationale de soutien à Nelson Mandela, qui se déroulera à Hyde Park. Les organisateurs espèrent réunir à cette occasion cinquante mille personnes.

Le mouvement anti-apartheid britannique est le plus important du monde occidental en raison des liens entre la métropole et l'ancienne colonie sud-africaine. Le boycottage des firmes qui ont des intérêts en RSA n'est pas, ici, une plaisanterie.

Les étudiants de l'université de Glasgow ont ainsi fait retirer du campus tous les distributeurs de barres de chocolat et autres confiseries produites par une des compagnies en cause. Glasgow a été la première ville à faire du leader de l'ANC son « citoyen d'honneur » en 1981. Une des plus belles places de la cité, à proximité immédiate de l'hôtel de ville, a été rebaptisée en 1986 place Nelson-Mandela. C'est là que se trouve le consulat d'Afrique du Sud. La municipalité travaille à la lutte anti-apartheid.

Le concert de Wembley et cette marche de Glasgow à Londres démontrent la montée du mouvement anti-apartheid en Grande-Bretagne. M. Thatcher est nécessairement sur la défensive puisqu'elle ne croit pas à l'efficacité de sanctions économiques contre Pretoria. Le chef de l'opposition travailliste, M. Kinnock, était, au contraire, à Wembley, et a longuement serré la main de M. Tambo devant les caméras de télévision.

DOMINIQUE DHOMBRES.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud

Nouveaux heurts entre étudiants et policiers

Séoul (AFP). — Des affrontements ont opposé, le dimanche 12 juin à Séoul, la police anti-émeutes et quelque trois mille étudiants à l'occasion des funérailles de Park Rae Jon, un étudiant de vingt-cinq ans qui s'était immolé par le feu lors d'une manifestation antigouvernementale. La police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser la foule, et les étudiants ont lancé des bombes incendiaires et des pierres.

Les étudiants ont également incendié un véhicule de la police lors d'un bref affrontement survenu lorsque des policiers ont bloqué plusieurs rues pour entraver la progression du cortège funéraire, composé d'environ trois mille personnes. Auparavant, quelque cinq mille jeunes vêtus de blanc — la couleur de deuil — avaient assisté à une cérémonie funéraire à la mémoire de Park Rae Jon.

Par ailleurs, la police a indiqué avoir libéré environ six cents des huit cent quatre-vingt-quinze étudiants arrêtés vendredi, lorsque les forces de l'ordre ont empêché des étudiants de se rendre à Panmunjon pour y rencontrer des étudiants nord-coréens.

Mozambique

Reprise du dialogue avec Pretoria

Les prochaines discussions entre la République sud-africaine, le Mozambique et le Portugal, pour la remise en exploitation du barrage hydro-électrique de Cahora-Bassa, au Mozambique, auront lieu les 20 et 21 juin, a-t-on annoncé, le samedi 11 juin, à Pretoria, à la suite d'une brève visite, la veille, à Maputo, du vice-ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Kobus Meiring.

D'autre part, l'agence portugaise Lusa a affirmé, samedi, que le Mozambique et le Mozambique avaient signé, l'avant-veille, un accord de coopération militaire. Plusieurs milliers de soldats mozambicains sont stationnés au Mozambique pour, notamment, y protéger les liaisons entre le Mozambique et le port mozambicain de Beira contre les actions de la rébellion de la Renamo.

Philippines

Mme Aquino en Europe de l'Ouest

Mme Aquino entreprend, le lundi 13 juin, sa première visite officielle en Europe. Elle se rend en Suisse et en Italie. Elle sera également reçue au Vatican par Jean-Paul II.

A la veille de ce voyage, retardé par des raisons de politique intérieure, un magistrat suisse a ordonné le transfert aux Philippines d'une partie de la fortune de l'ancien président Marcos. Ce transfert porte sur 48,7 millions de dollars déposés dans des banques du canton de Fribourg. Les avocats de M. Marcos ont, cependant, fait appel de cette décision.

Entre-temps, à Manille, l'armée a été mise en état d'alerte, dimanche, à la suite d'une action de commando

qui avait tenté, la veille, de libérer des militaires partisans de M. Marcos et emprisonnés à la suite de putsch avortés. D'autre part, au moins quinze personnes ont été blessées lors de heurts, dimanche, entre policiers et manifestants anti-américains aux abords de la base américaine de Clark.

Enfin, deux étrangers (un Suédois et un Allemand de l'Ouest), capturés au cours d'une opération anti-guérilla, ont été inculpés de meurtre et d'enlèvement. La guérilla communiste a, pour sa part, démenti que les deux hommes aient été engagés comme instructeurs. — (AFP, Reuters.)

RFA

Mercedes va indemniser ses anciens ouvriers enrôlés de force à l'époque nazie

La constructeur automobile ouest-allemand Mercedes-Daimler-Benz a accepté de verser 20 millions de marks (87 millions de francs) d'indemnisation pour les prisonniers enrôlés de force dans ses usines pendant la période nazie. La Croix-Rouge allemande (DRK) a précisé, le samedi

11 juin, que cette indemnité sera versée à des organisations étrangères. La DRK a reçu une somme de cinq millions de marks (2,9 millions de dollars) qui doit être versée aux Croix-Rouges belge, française et néerlandaise. Cet argent doit « bénéficier à des institutions sociales qui représentent des personnes concernées et leurs familles ».

Une étude ouest-allemande commandée par le groupe et publiée à l'occasion de son 100^e anniversaire, en 1988, faisait état de 18 800 travailleurs forcés, en provenance des camps de concentration, employés dans ses usines automobiles et d'armement. Un groupe d'historiens ouest-allemands avait contesté l'an dernier cette version, en accusant Daimler-Benz de chercher à minimiser son passé nazi. Selon ces historiens, réunis au sein de la Fondation pour l'histoire sociale du vingtième siècle de Hambourg, le groupe faisait travailler sous la contrainte 46 350 personnes en 1944, soit le moitié de ses effectifs de l'époque.

A la demande de la communauté juive allemande et après un mois de tergiversations, la grande banque ouest-allemande Deutsche Bank avait accepté en 1986 de payer 5 millions de marks pour indemniser les anciens victimes de l'ancien empire industriel Fiat, qu'elle venait de racheter. — (AFP, Reuters.)

EN BREF

● RFA : la catastrophe de Borken a fait cinquante et un morts. — Huit jours après l'explosion de la mine de lignite de Borken, en RFA, le corps du dernier mineur porté disparu a été retrouvé dans la nuit du vendredi 10 au samedi 11 juin, a indiqué samedi matin un porte-parole de Preusser Elektra, la compagnie exploitant la mine. Le bilan définitif de la catastrophe, survenue le 1^{er} juin, est de cinquante et un morts et de six rescapés, qui avaient été miraculeusement retrouvés soixante-cinq heures après l'explosion par 100 mètres de fond. — (AFP.)

● IRAN : l'imam Khomeiny en parfaite santé. — Le ministre iranien de l'intérieur, M. Ali Akbar Mohtashami, a affirmé, le dimanche 12 juin, qu'il a rencontré l'imam Khomeiny la semaine dernière et que « celui-ci est en excellente forme ». M. Mohtashami a qualifié de « complot sioniste » les informations diffusées vendredi par la chaîne de télé-

vision américaine CBS, selon lesquelles le « guide de la révolution » n'avait plus que quelques semaines à vivre. — (AFP.)

● Arrestation des proches de M. Bazargan. — Les autorités judiciaires iraniennes ont confirmé l'arrestation de plusieurs personnes proches du Mouvement de libération d'Iran (MLI), accusées de collaboration avec l'impérialisme et de propagande au bénéfice de l'Irak. Il n'a été ni le nombre ni les noms des personnes arrêtées. Mais des sources iraniennes à Paris avaient indiqué la semaine dernière qu'il s'agissait de proches de l'ex-premier ministre, M. Mehdi Bazargan. — (AFP.)

● THAILANDE : huit tués et deux blessés. — Six policiers et deux militaires sont morts, le vendredi 10 juin, dans la province thaïlandaise de Narathiwat (Sud), lors d'une attaque des séparatistes musulmans contre leur voiture de service, a-t-on appris samedi de source policière. Les agresseurs — une dizaine d'hommes

armés — ont pu s'échapper et regagner leur cachette dans la montagne, a précisé la même source, ajoutant que, du fait de leur mobilité habituelle, il y avait très peu de chances de les rattraper. — (AFP.)

● URSS : démissions à l'Académie des sciences. — Seize membres de l'Académie des sciences soviétique, parmi lesquels son ancien président, Anatoli Alexandrov, et neuf membres de son présidium, ont « présenté leur démission » avant l'échéance normale de leurs mandats en 1990, a annoncé, le samedi 11 juin, l'agence Tass.

Souhaitant qu'il s'agisse d'un « acte sans précédent dans l'histoire de l'Académie des sciences de l'URSS », M. Lav Semenov, responsable du département des cadres à l'Académie des sciences, a affirmé que cette décision avait été « dictée par le souhait de faire participer davantage à la « perestroïka » de jeunes et talentueux » scientifiques. — (AFP.)

Proche-Orient

En Cisjordanie

Deux Palestiniens tués par balles dans des camps de réfugiés

Jérusalem (AFP). — Un Palestinien a été tué dimanche soir 12 juin par des tirs de soldats israéliens dans le camp de réfugiés de Jenin (Cisjordanie occupée) au cours d'une violente manifestation. La victime, âgée de vingt et un ans, dont le nom n'a pas été divulgué, était recherchée par les services de sécurité israéliens. Il était armé d'un lance-pierres et d'un sac rempli de billes d'acier au moment où il a été abattu.

Son corps a été transporté dans un institut médico-légal israélien pour déterminer les causes du décès. Dimanche matin, un autre Palestinien, Zuhair Mohammed El Hayek, dix-huit ans, avait été tué par des tirs de soldats israéliens dans le camp de réfugiés de Ein Sultan, près de Jéricho, lorsqu'une patrouille de l'armée israélienne a ouvert le feu pour disperser des Palestiniens qui lançaient des pierres contre des véhicules israéliens circulant sur l'axe routier qui joint le camp de Ein Sultan.

Par ailleurs, selon une source policière israélienne, « deux jeunes

Arabes israéliens, repérés par hélicoptères alors qu'ils incendiaient des champs, ont été arrêtés samedi près de Jisr-el-Zarka (au sud de Haïfa, dans le nord d'Israël) et deux autres près du kibboutz Ma'ale Hahamisha aux abords de Jérusalem ».

En un mois, quelque 10 000 hectares de forêts, pâturages et vergers ont été la proie des flammes, représentant des dégâts cinq fois supérieurs à ceux qui sont en moyenne enregistrés chaque été, a indiqué dimanche le porte-parole du Fonds national juif pour le reboisement, M. David Angel.

Enfin, M. Moubarak Awad, un Palestinien militant pour la non-violence, devait être expulsé d'Israël vers les États-Unis dans l'après-midi de lundi, en vertu d'une décision prise le 5 mai par le premier ministre et ministre de l'intérieur par intérim, M. Yitzhak Shamir. Cette décision a été approuvée dimanche dernier par la Cour suprême d'Israël.

LIBAN

Six morts dans des heurts entre Palestiniens dans la banlieue de Beyrouth

Six personnes ont été tuées et trente-cinq autres blessées, le samedi 11 juin, au cours d'acrochages entre opposants et partisans de M. Yasser Arafat dans les camps palestiniens au sud de Beyrouth. D'autre part, pendant deux heures consécutives, le camp presque entièrement détruit de Chatila, à l'entrée sud de Beyrouth, et celui de Bourj-el-Brajneh, enclavé dans la banlieue chiite, ont été bombardés au mortier à partir des positions du Fatah-Commandement provisoire (provenant) du colonel Abou Moussa. L'extérieur des camps, a-t-on précisé de source palestinienne.

Un communiqué des occupants des camps a précisé que ces bombardements ont achevé de détruire le camp de Chatila, presque entièrement en ruine après le siège que lui a imposé pendant trois ans le mouvement chiite

Amal, et qui a été levé en janvier. Ce bilan porte à seize le nombre des tués et à cent cinq celui des blessés dans les affrontements qui opposent les deux formations depuis jeudi soir. Le Fatah, le mouvement de M. Arafat, a de son côté appelé, samedi, « les responsables de la sécurité [allusion à l'armée syrienne] à arrêter le massacre ». Il a en outre accusé le Fatah-Commandement provisoire d'avoir arrêté « des dizaines » de ses partisans. — (AFP.)

Amériques

Création d'un fonds monétaire latino-américain

L'Amérique latine a concrétisé, le vendredi 10 juin à Lima, une de ses anciennes aspirations : disposer d'une institution financière régionale qui l'aide à surmonter, au moins partiellement et momentanément, ses problèmes de liquidités. Le Fonds latino-américain de réserves, (FLAR) se veut une sorte de fonds monétaire international, à l'échelle de la région, prêtant à court terme des fonds de secours, mais sans aucune condition économique préalable.

LIMA
de notre correspondante

Le FLAR a été constitué à partir du FAR, le Fonds andin de réserves, organisation financière des pays signataires de l'accord de Carthagène — Bolivie, Equateur, Pérou, Colombie, Venezuela, — connu sous le nom de pacte andin. Le FAR est de loin la réussite la plus intéressante du processus d'intégration andine. En dix ans de fonctionnement (création le 8 juin 1977), il s'est converti en un instrument plus prodigieux que le FMI, et sans obligation de débiter à des programmes drastiques « de stabilisation et d'austérité ». En effet, pendant sa courte existence, il a octroyé des crédits à ses membres pour un montant supérieur à 3 milliards de dollars, en facilitant, soit des crédits en appui des balances de paiements, remboursables en quatre ans, soit des crédits à court terme, remboursables en six mois, pour pallier des problèmes temporaires de liquidités.

A sa création, le FAR disposait d'un capital initial de 240 millions de dollars, aujourd'hui de 500 millions.

Lorsque les Parlements des cinq pays andins auront ratifié le protocole d'accord signé à Lima par les ministres de l'économie et des finances de leurs gouvernements et qui transformera le FAR en FLAR, les huit autres membres de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) pourront solliciter leur admission à cet organisme de financement régional. Une fois effectué leur apport de capital, ils pourront faire appel aux crédits de

● PÉROU : le numéro deux de Sendero lumineux capturé à Lima. — Le numéro deux de la guérilla maoïste du Sendero lumineux, Osmar Morote Barionuevo, a été capturé à Lima par la police, a annoncé dimanche soir 12 juin le vice-ministre de l'intérieur, M. Agustín Mantilla. Morote, bien qu'officiellement numéro deux du mouvement de guérilla, responsable de plus de 12 000 morts au Pérou ces huit derniers années, est considéré comme étant virtuellement le chef militaire de Sendero lumineux. — (AFP.)

Les attaques iraniennes dans le Golfe

Regain de tension entre Téhéran et Ryad

Le calme est revenu, le dimanche 12 juin, dans le Golfe, après les attaques de deux navires « neutres » par la marine irannienne. Mais un regain de tension était perceptible entre l'Arabie saoudite et l'Iran, à cinq semaines du pèlerinage de La Mecque.

Les attaques iraniennes, samedi, visaient un porte-conteneurs ouest-allemand dans le détroit d'Ormuz et un super-pétrolier britannique appartenant à la compagnie américaine Exxon, face aux côtes saoudiennes. Ce dernier incident, considéré dans le Golfe comme un défi à l'Arabie saoudite, constitue une escalade dans les opérations des Gardiens de la révolution iranienne. Depuis près d'un an, les vedettes rapides iraniennes limitent leurs raids à l'extrémité méridionale du Golfe et au détroit d'Ormuz. Elles n'avaient presque plus opéré au centre du Golfe, notamment face à l'Arabie, depuis que la flotte américaine avait commencé à escorter des pétroliers koweïtiens pour les protéger précisément des raids navals iraniens.

Les moyens d'information saoudiens ont intensifié, dimanche, leurs critiques contre l'Iran. Radio Ryad a repris à son compte l'appel d'un dignitaire religieux arabe appelant les pays musulmans à défendre La Mecque contre les tentatives iraniennes de sabotage. Cet appel intervient à cinq semaines du pèlerinage, qui avait été marqué l'an dernier par la mort de quatre cent deux pèlerins à la suite de manifestations de pèlerins iraniens à La Mecque. — (AFP.)

la nouvelle institution au même titre que les « cinq ».

Le régime administratif et la politique financière du FLAR seront calqués sur ceux du FAR : un président exécutif, une direction composée par les présidents des banques centrales et une assemblée générale constituée par les ministres de l'économie et des finances de ses pays membres. Son siège sera à Bogota (Colombie).

NICOLE BONNET.

COLOMBIE

Meurtrier retour des « escadrons de la mort »

Les sinistres « escadrons de la mort » font reparler d'eux en Colombie, où une bande armée vient de semer la terreur dans les rues de Bucaramanga, chef-lieu du département de Santander, tuant pas moins de quarante personnes en quarante-huit heures. Cette fois-ci, il s'agit de « la Main noire », une organisation mystérieuse qui s'est déjà signalée dans un passé récent en assassinant prostituées, vagabonds, petits voleurs et marginaux de toutes sortes.

Les corps abandonnés au bord d'une route ou enterrés à la va-vite dans un dépôt d'ordures, comme dans le cas des homosexuels assassinés à Cali en 1986.

Ces bandes s'en prennent aussi à des mouvements politiques d'opposition, à des syndicalistes ou à des milieux soupçonnés de sympathie avec la guérilla.

Ces bandes sont responsables de l'assassinat de plus de six cents militants de l'Union patriotique, un parti d'extrême gauche issu de la trêve de 1984 entre le gouvernement et l'organisation de guérilla communiste FARC et où sont représentées plusieurs tendances de la gauche non-communiste. Une situation qui, dans la campagne et les petites villes, a mis en position d'extrême vulnérabilité les membres de ce parti, un peu trop vite assimilés dans les esprits à la guérilla. Les organismes de défense des droits de l'homme ont accusé les militaires d'être complices de ces meurtres le plus souvent impunis. — (AFP.)

Culture

MUSIQUES

La « Huitième Symphonie », de Bruckner par Janowski

Un éléphant blanc

Marek Janowski poursuit son travail exemplaire à la tête du Nouvel Orchestre Philharmonique de Radio-France : samedi soir 11 juin, ils ont donné ensemble une interprétation de la Huitième Symphonie, d'Anton Bruckner, qui rivalisait avec la Troisième jouée peu avant par le Concertgebouw d'Amsterdam et Riccardo Chailly au cours du même 4^e Festival d'orchestres du TMP/Châtelet.

Aucun complément n'était adjoint à cette œuvre festive, dédiée à l'empereur François-Joseph, conformément au vœu de William Ritter : « Ces mastodontes musicaux, disait le délicieux écrivain suisse, veulent les égarer et les honneurs dont on environne les éléphants blancs ».

Que pourrait-on entendre d'autre, il est vrai, après cette apothéose de la symphonie romantique, après cette fantastique conclusion qui réunit en contrepoint les thèmes des quatre mouvements, après ce sublime *adagio* d'une demi-heure, après ce voyage dans des contrées inconnues, tous ces paysages dont on sait qu'ils sont de la nature, de l'esprit ou de l'âme ?

Les exégètes ont essayé de scruter le sens, le « programme » de cette œuvre que Bruckner qualifiait de « tragique », peut-être simplement parce qu'elle lui avait coûté six ans de sa vie, des rebuffades et bien des tâtonnements.

L'un y voit l'apogée du règne de l'empereur François-Joseph (avec la rencontre des trois empereurs, d'Allemagne, d'Autriche et de Russie, symbolisée par la triple exposition du final ?); un autre, le crépuscule de l'Autriche; un troisième, les luttes pour la révélation des vérités

divines : un quatrième, l'expression des doutes religieux qui assaillaient Bruckner à la fin de sa vie...

Mais on a le sentiment que cette musique est au-delà de tout langage, pure nourriture intérieure pour la contemplation, comme une chaîne de montagnes, un ruisseau dans la campagne, un port de Claude Lorrain, une nature morte de Cézanne, ou encore un de ces grands monastères baroques, Melk ou Saint-Florian, qui ont peuplé l'imaginaire de musiciens.

Emouvante majesté

Janowski n'accorde pas la moindre concession à l'effet extérieur. Sa batte est la plus classique qui soit, ample, souple, abstraite, malgré une main gauche très expressive, mais elle entraîne souverainement, communique ferveur et chaleur, soulève l'orchestre jusqu'à l'émouvante majesté de Bruckner. Et ses instru-

mentistes conquis jouent comme un seul homme, se découvrent miraculeusement une sonorité « allemande », des cordes lourdes, hymniques et transparentes à la fois, et des fanfares d'apocalypses qui ensuite renouent sereines comme des lions repus.

Avec le public, ils ont bien raison d'applaudir longuement un chef aussi sérieux, exigeant, inspiré, à la fin de cette œuvre exceptionnelle, immense respiration d'un être qui n'avait pour « énorme ambition » que de toujours faire mieux « pour qu'un jour du Jugement dernier, Dieu ne l'appelle pas paresseux et bon à rien » !

JACQUES LONCHAMPT.

* Marek Janowski et le NOP seront encore à l'honneur au TMP/Châtelet, les 21 et 23 juin, à 20 h, pour les auditions en concert d'*Arabella*, de Richard Strauss, avec notamment Gabriella Benackova et Franz Grundheber, Lynn Dawson et David Rendall.

CALENDRIER

● **Globokar au Café de la danse.** — Deux créations françaises de Vinko Globokar, dont une pour cor des Alpes, au programme de ce concert-spectacle qui anime les percussionnistes du Cercle, Patrick Viotian, tuba, et le tromboniste-compositeur lui-même.

● **Landi 13, 20 h 30.** Tél. : 43-57-05-35.

● **Albinoni aux Champs-Élysées.** — *La Naissance de l'aurore*, oratorio baroque d'un musicien vénitien connu pour un *Adagio* qui n'est pas de lui — mais auteur de cinquante opéras laissés en sommeil — nous vient d'Italie grâce à Claudio Scimone et à ses Solisti Veneti. Cecilia Gasdia, qui domine la distribution avec Margherita Zimmerman, était tout récemment au mieux de sa forme.

● **Mardi 14, 20 h 30.** (Festival de Paris). Tél. : 40-26-05-03.

● **Chapelier au Palais Garnier.** — Il y a juste trois siècles, *David et Jonathan*, tragédie du Père Bretonneau, mise en musique par Marc-Antoine Charpentier, était représentée au Collège Louis-le-Grand. Les Arts florissants et William Christie ne l'ont pas oubliée. (Version de concert avec, en soliste, Gérard Lesne, Monique Zanetti, Jean-François Gardel...)

● **Les 14 et 16, 20 h.** Tél. : 47-42-57-50.

● **Leinsdorf à Pleyel.** — Assistant de Walter et de Toscanini, passé par la direction du Met, des orchestres de Boston et de Cleveland... Il n'est peut-être pas de chef en vie dont l'itinéraire soit aussi impressionnant que celui d'Erich Leinsdorf. Il donne avec l'Orchestre de Paris, Benita Valente (soprano) et Jorma Hynninen (baryton) un *Requiem allemand* dont on peut tout espérer.

COULISSES

Favart : c'est fini et ça recommence

Le rideau est tombé le 14 juin sur la dernière représentation publique de *Thaïs*, de Massenet à l'Opéra-Comique et sur une manifestation organisée par le comité de coordination des personnels, qui a reçu l'appui de la totalité du public. Pour la deuxième salle lyrique de France, une page en effet est tournée. Le personnel, dont l'effectif devra être ramené de 104 à 42, va être en partie affecté au Palais Garnier, qui recycle déjà de son côté une part de ses troupes à l'intention de la Bastille. Les départs à la retraite anticipée n'éviteront pas, néanmoins, le recours à des licenciements.

Le nouveau directeur de l'Opéra-Comique, M. Thierry Fouquet, prendra ses fonctions au début de la saison 89-90. Il aura, entre-temps, hérité de la « super-école » d'art lyrique souhaitée par le directeur de la musique, école dont on ne sait rien sinon que ses effectifs devraient être inférieurs à ceux de l'actuelle école

de chant du Palais Garnier (pas plus de douze élèves).

Favart fermera pour travaux aux environs du 1^{er} mars 1989 : la fosse sera placée sur des rails hydrauliques, un restaurant remplacera la salle de location. En janvier de la même année, *Alysi* de Lully sera repris 13 fois et *Plafée* de Rameau (production de l'Atelier lyrique de Tourcoing) accueilli en février pour une vingtaine de représentations. Mais c'est, dans l'immédiat, le Groupe de Recherches Chorégraphiques de l'Opéra de Paris qui y prend ses quartiers dans un programme comprenant une création mondiale (22, 23, 24 et 25 juin).

Violon : le concours Carl-Nielsen

Le troisième concours international Carl-Nielsen, réservé aux violonistes de moins de trente ans, s'est déroulé à Odense (Danemark), du 1^{er} au 9 juin. Il a été remporté par le Soviétique Alexei Kochvanets (né en 1961 à Odessa) dont le technique éblouissant a nettement surclassé ses trente-quatre concurrents. Les 2^e et 3^e prix sont allés à l'Allemande de l'Est Heike Jenicke et au Japonais Joffi Hattori. Les trois lauréats ont reçu respectivement des chèques de 60 000, 40 000 et 25 000 couronnes. La Française Nadia Medioni n'était pas parvenue à la finale.

Le concours Carl-Nielsen, qui a lieu tous les quatre ans, a été créé — ses parrains ne le cachent pas — pour tenter de faire mieux connaître à l'étranger ce compositeur danois (1865-1931). Dans ce but, le règlement veut que les épreuves comprennent obligatoirement, à côté d'autres morceaux, deux œuvres de Carl-Nielsen pour violon.

Jarje, 14 juillet 1989

Jean-Michel Jarre présentera un grand spectacle musical les 13 et 14 juillet 1989, à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution. Toutes les ressources de la technologie seront utilisées pour une super-production de sons, de lumières, de couleurs et d'images mariant des

seign-symboles de Paris (La Bastille, la Concorde, la Seine, la Défense), la musique, les acquis de la Révolution et le place de la France dans le monde. Des musiciens de différents continents participeront à cette manifestation cofinancée par l'Etat, la Villa de Paris, les chaînes de télévision et des sponsors privés.

Entre-temps, Jean-Michel Jarre publiera un nouvel album en août et donnera le 24 septembre un spectacle sur les docks de Londres (Le Monde du 31 mai).

Bandonéon à Gennevilliers

L'école nationale de Gennevilliers créera à la rentrée prochaine une classe de bandonéon sous la direction de l'Argentin Juan-José Mossini. Les élèves pourront bénéficier des activités parallèles du conservatoire : harmonie, analyse musicale, studio électroacoustique.

Afin d'aider les futurs bandonéonistes à accéder au répertoire du tango, les éditions Henry Lemaire lancent une collection qui réunira des pièces pour instruments, soliste ou en petite formation. Elle comprendra des transcriptions de compositeurs classiques du tango ainsi que de nombreuses œuvres originales.

Piaf toujours au hit-parade

Pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la disparition d'Édith Piaf, Patrice Marconi a réuni sur un double album et deux compactes disques ses plus célèbres chansons, plus deux inédits enregistrés en 1943 (*Sans y penser*) et en 1948 (*Dans ma rue*). La firme lance à cette occasion une campagne publicitaire qui, pour la première fois, prend appui sur une chaîne de télévision, puisqu'un récent défilé donne à présent un aperçu de la possibilité d'accéder à ce type de publicité. Du 9 juin au 8 juillet, quarante spots de vingt secondes seront ainsi diffusés sur TF1. Deux cent soixante-dix mille albums, cassettes et compactes disques ont déjà été commandés. C'est le chiffre de sortie le plus élevé enregistré à ce jour par un artiste chez Patrice Marconi.

PHOTO

David Buckland à l'Espace Photo de Paris, Karsh au CNP

L'art du portrait

D'un Anglais irrévérencieux de trente-neuf ans au maître octogénaire de l'art officiel, l'inconciliable mise en présence de deux visages du portrait.

David Buckland est un photographe d'abord séduit par le paysage et la nature morte. Mais il est très vite captivé par la danse que pratique Sibhán Davies, sa compagne. Celle-ci devient naturellement son modèle et l'insiste peu à peu à concevoir lui-même décors et costumes.

Dès 1983, la Galerie Donguy expose à Paris sa série des faux instantanés de danseurs nus. Cette chorégraphie tactile et sensuelle est l'enjeu d'une réflexion sur le mouvement. Somptueusement tirée au platine, elle est aussi l'objet d'une admirable calligraphie de la lumière, comme l'écrivit Jean-Luc Monterosso (1).

Délaissant ensuite le noir et blanc, Buckland aborde sans complexe la couleur et le portrait. Ses toiles allégoriques, conçues comme des tableaux emblématiques, portent à son paroxysme l'illusion de la représentation. Il passe du gros plan à la fresque lyrique, seuls ou en trio, mêlant détails et traits personnels. Les sitters, comme il les appelle se prêtent à des mises en scène inspirées de la peinture.

Provocateur distant, Buckland, pour donner corps à ses visions, use de décors construits par lui ou tirés des magazines. Plantés devant un cadre qui évoque Reynolds, Rockwell, Lewis Carroll ou Fassbinder, les *players* sont filmés comme des tableaux vivants par cet opérateur démiurge, à la fois auteur, metteur en scène et scénographe, qui se joue des conventions et érige ses modèles en héros de fiction.

Grimes, costumés, figurent ainsi son dentiste, son impresario ou lui-même derrière sa caméra à trépied dans le miroir convexe du *Marriage of the Arnolfini*, en hommage à Van Eyck. Ici, le portrait ne vise pas à révéler la personnalité du sujet. Parfois retouchés, surpris à coups

de pinceau brutaux, les cibachromes géants constituent à la fois un défilé de mode, un catalogue de références culturelles ainsi qu'une divertissante exploration des mœurs contemporaines.

Hardi mélange d'extravagance et de naturel, mariant devinettes, clin d'œil et citations, la photographie de genre, réalisée pour *Vanity Fair*, la National Gallery ou simplement par plaisir, renoue ainsi avec le pictorialisme novateur de Cameron. Mais

Buckland fait bien mieux que parodier ce que peut avoir de kitsch ou de pompière la peinture. En injectant à la culture du passé l'imaginaire du théâtre social, il rend à la pseudo-vérité du portrait la part indispensable et salutaire d'illusion mensongère.

Pour le vérifier, il suffit de voir, au Palais de Tokyo, les cent cinquante « grands de ce monde » portraiturent par Karsh (2). D'un côté, la mise en cause allusive et illusoire du stéréotype. De l'autre, le sacre de

l'archétype. Statués, glorifiés, les génies momifiés paraissent aussi inaccessibles que des prophètes ou des mutants. Savants, musiciens, acteurs, écrivains, chefs d'Etat passés au crible du réalisme sont censés nous révéler leur « grandeur d'âme ». Ils paraissent invariablement moulés dans leur fonction.

De Khrouchtchev à Peter Lorre ou Henry Moore, le gotha mondial, pour se différencier, n'a pour toute référence que l'apparat. D'où son aspect stérilement uniforme. Ce funèbre cortège de souverains pontifics est aggravé par un accrochage glacial et rectiligne qui transforme l'œuvre de Yousuf Karsh, fallait-il pour autant l'enterrer en si grande pompe ?

PATRICK ROEGERS.

(1) David Buckland, exposition à l'Espace Photo de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Cartier, 4 à 8, Grande Galerie, jusqu'au 14 juillet.

(2) Yousuf Karsh, rétrospective de cinquante ans de portraits, exposition organisée par l'ICP, grâce au soutien de Merrill Lynch Europe Limited, présentée au Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris-16^e, jusqu'au 27 juin.



The Family par David Buckland (1984).

Le palmarès 1988 du Syndicat de la critique

Théâtre

Le Syndicat de la critique dramatique et musicale, présidé par Guy Dumur, a rendu public son palmarès, lundi 13 juin, au Théâtre de la Ville.

— **Grand prix** (meilleur spectacle théâtral de l'année) : *Le Soulier de satin*, de Paul Claudel, mise en scène d'Antoine Vitez, au Théâtre national de Chaillot.

— **Prix Georges-Lermier** (meilleur spectacle théâtral créé en province) : *Le Faiseur de théâtre*, de Thomas Bernhard, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, au TNP de Villeurbanne.

— **Meilleure création d'une pièce française** : *Une visite inopportune*, de Copi, mise en scène de Jorge Lavelli, au Théâtre de la Colline.

— **Meilleur spectacle en langue étrangère** : *El Público*, de Federico García Lorca, par le Centre dramatique national de Madrid.

— **Grand prix** (meilleur spectacle lyrique de l'année) : *Katia Kabanova*, de Janáček, production de l'Opéra de Paris, mise en scène de Götz Friedrich, décors de Hans Schaverzoch, direction Jiri Kouřil.

— **Meilleure comédienne** : Maria Casarès dans *Hécube*, d'Euripide au Centre dramatique national de Gennevilliers, mise en scène Bernard Sobel.

— **Meilleur comédien** : André Marcon dans *Boal*, de Brecht au TNP de Villeurbanne et dans *Du coup aux animaux*, de Valère Novvaine.

— **Meilleurs scénographes-décorateurs** : Richard Peduzzi pour *Le Conte d'hiver*, de Shakespeare, au Théâtre des Amateurs de Nanterre; et Nicolas Sire, notamment pour *La Savetière prodigieuse*, de Lorca au CDN de Montpellier, *l'Ecole des femmes* et *Dom Juan*, au Théâtre national de Marseille, *la Double Inconstance*, de Marivaux à l'Atelier.

— **Révélation théâtrale de l'année** : Catherine Anne pour l'ensemble de son travail et notamment pour sa pièce *Combien de nuits faudra-t-il marcher dans la ville* ?

— **Meilleur livre sur le théâtre** : *Molière. Une vie*, par Alfred Simon, édition de la Manufacture.

Musique

— **Prix Claude-Rostand** (meilleur spectacle lyrique en province) : *King Priam*, de Michael Tippett, production de l'Opéra-Théâtre de Nancy, mise en scène Antoine Bourseiller, décors de Michel Millescamp, direction Paul Daniel.

— **Meilleure création musicale française** : *Messe - Cum jubilo*, de Gilbert Amy, commande de l'Etat, création par l'Orchestre de Paris et les BBC Singers, direction Peter Ebdels.

— **Personnalité musicale de l'année** : Scott Ross, clavicembaliste, notamment pour son intégrale discographique de l'œuvre de Domenico Scarlatti (disques Erato).

— **Révélation musicale de l'année** : François Le Roux pour sa prise de rôle de Don Giovanni à l'Opéra de Paris (salle Favart).

— **Meilleur livre sur la musique** : 1791. La dernière année de Mozart, par H.-C. Robbins-Landon, traduit par Dennis Collins, (éditions Jean-Claude Lattès).

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi
(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82 - Poste 4138

Culture

DANSE

«Le Lac des cygnes», de Mats Ek

Un mélange de vitriol et de miel

De Suède nous arrive une version iconoclaste, à la fois tragique et drôle, du monument le plus visité de l'art chorégraphique.

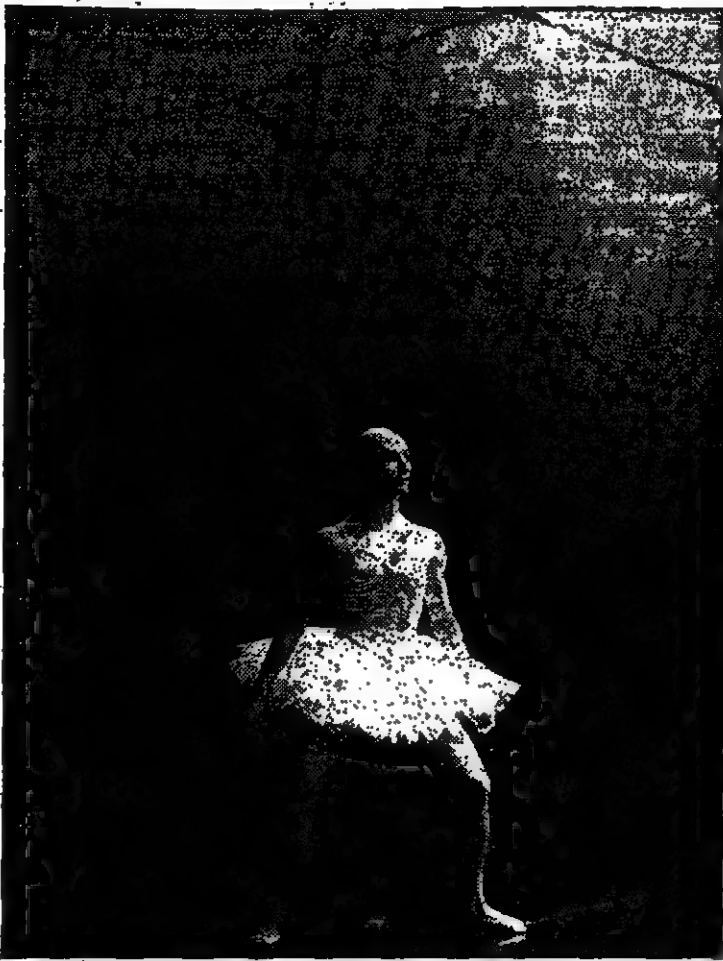
Seul John Neumeier, jusqu'ici, avait osé proposer une relecture du *Lac des cygnes*, sans doute la pièce la plus sacrée, avec *Giselle*, de notre musée chorégraphique. C'est son Prince s'identifiant avec Louis II de Bavière, enfoncé pour cause de folie et se remémorant quelques événements de son existence. Le mauvais génie symbolisait l'homosexualité, comme à Louis II et à Tchaïkovski.

Cette grille ingénieuse fonctionnait à merveille : au premier acte, les paysans devenaient les ouvriers maçons, menuisiers, couvreurs, etc., construisant un des châteaux du roi, qui couvrait sa belle cousine Sissi et sa sœur à pique-niquer sur le lac. Et puis, on ne touche pas, dit-il alors Neumeier, au deuxième acte du *Lac*, joyau chorégraphique transmis presque intact par la tradition. Louis II se faisait tout simplement donner une représentation privée de ce deuxième acte et s'apitoyait de la beauté d'Odette, la reine des cygnes. Nulle, dérisoire dans cette nouvelle version — qui fut et demeure un succès, toujours au répertoire du Ballet de Hambourg.

On ne mentionnera que pour mémoire le *Lac des cygnes* d'André Degroot (1982) : pas un lac, à peine un marigot, dépourvu de toute intrigue et beaucoup plus court que l'original. Interprété par trois danseurs en T-shirt noirs et baskets, Degroot donnait à voir ce qui, pour une génération sans références, surgissait d'une représentation du *Lac des cygnes* : un grand tourbillon de mouvements, tout un enlacement du corps déshabillé par les convulsions de l'âme.

Dans ces attitudes étranges, stylisées, dans des poses en équilibre, on retrouvait instantanément le battement des ailes, comme on identifie les convulsions croisées qui signalent le wagon-restaurant. Il ne s'agissait pas de la mise en pièces d'une œuvre, mais plutôt de son pictogramme. Un lac des signes.

Avec le Suédois Mats Ek, directeur et chorégraphe principal du Ballet Cullberg, on change de planète. On court à son *Lac des cygnes* avec un mélange d'excitation et d'inquiétude : allait-il se montrer capable de rééditer le choc que fut sa *Giselle*, créée en 1982, qui lui conquit la célébrité et ne cesse de parcourir le monde ? Inoubliable vision : l'héroïne en kilt de village, bérêt enfoncé jusqu'aux yeux,



«Crâne rasé, jambes et pieds nus, hommes et femmes confondus dans de pauvres tunics blancs, les cygnes sortent de sous un rideau en rampant, comme des cafards.»

conduits par l'amour à la folie vertigineuse, celle qui mène non dans une forêt enchantée mais dans un asile psychiatrique, au milieu d'autres démentes en camisole de force, la reine des cygnes devenue infirmière-chef. Et les autres, en Suède, ont été deux fois : le *Lac* de Mats Ek est aussi étonnant que sa *Giselle*.

Rire ou pleurer ?

Moins bouleversant peut-être, parce que le sujet s'y prête moins : plus énigmatique, parce que Mats Ek pratique l'ambiguïté avec maestria. Quel étrange spectacle ! Faut-il rire, faut-il pleurer ? A peine rit-on que la gorge se noue, à peine odo-t-on à l'émotion que la gaieté reprend. Dans le domaine de la danse, rarement on aura vu se mêler à ce point l'humour et le tragique, le sarcasme et la tendresse, le vitriol et le miel.

Sans oublier l'érotisme et la violence, toujours présents chez Mats Ek.

Crâne rasé, jambes et pieds nus, hommes et femmes confondus dans de pauvres tunics blancs, les cygnes sortent de sous un rideau en rampant, comme des cafards. Ils tortillent du crin, ne craignent pas de s'offrir, jambes croisées, en regardant par-dessus leur épaule, de marcher les pieds en dedans ou d'agiter des bras racorcés en sillons. Décision ? Ce n'est pas si simple. Il y a dans ce *Lac* un gros chagrin, peut-être une nostalgie d'une beauté enfuie, d'une époque où l'on croyait aux fées et aux sortilèges.

Mats Ek a commencé par dépouiller l'œuvre de tout décor anecdotique : une simple toile de fond sur laquelle est peint... un rideau. Il respecte le scénario connu — à quelques détails près. Une fête est donnée en l'honneur d'un prince,

reconnaissable à son poupoint noir à crêvés. Ténébreux, inconnu.

Ni ses trois adorables petits bouffons, ni la jeune fille rose qu'on lui offre en « cadeau d'universitaire » ne parviennent à le déridier. Au bord d'un lac, il rencontre l'amour sous les traits d'un cygne blanc ; prête le serment réglementaire de fidélité, deux doigts levés. Était-ce un rêve ? Une farce des bouffons, qui ont apporté en scène des machines à fumée ? On le retrouve endormi dans sa cour, où on lui apporte petit déjeuner et journaux. Entracte.

Parcourant le monde, une valise à la main, il traversera Israël (musique folklorique juive : sans infidélité à la partition de Tchaïkovski), puis l'Espagne (un hilarant quatuor de matadors). Soudain lui apparaît ce cygne noir qui ressemble si parfaitement à sa bien-aimée... On ne vous dira pas le dénouement.

Le rôle de la mère est beaucoup plus développé que dans le *Lac* traditionnel. Belle, froide, autoritaire, c'est à l'évidence une castratrice, que le fils salue cassé en deux comme un pantin. C'est aussi l'occasion d'une horreur : elle se fait cultiver par un chevalier qui lui pèrît les fesses et auquel elle tire une langue lubrique. C'est encore elle que le prince horrifié découvre, sous le manteau du magicien à barbe rouge qui émettait du pain pour les types.

Il est grand temps de dire que ce spectacle, malgré ses innombrables trouvailles, ne possède pas un tel impact sans sa chorégraphie, qui est bien son arme numéro un. Musclée, drue, toujours imprévue, captivante même dans les moments où l'action ralentit. Jaillissant, comme celle de *Giselle*, avec une invention, une beauté, une puissance expressive qui laissent bouche bée. Elle intègre au vocabulaire classique toutes les conquêtes de la danse moderne et en assure de nouvelles, par exemple de saisissants hochements de tête et tremblements de tout le corps.

Ans Laguna, déjà ravagante *Giselle*, est ici une Odette-Ode à la fois grotesque et sublime. On voit mal qui pourrait la remplacer parmi les plus grandes danseuses d'aujourd'hui.

Hoc série, aussi, le prince d'Ivan Anzely. Il faudrait citer tout le monde : il n'y a pas de petits rôles chez Mats Ek : tous personnalisent leur danse et tous aboutissent à une technique classique en béton, une inépuisable disponibilité à la fantaisie de leur maître chorégraphe. Quel bonheur de voir les danseurs danser, par les temps qui courent !

SYLVIE DE MUSSAC.

★ Théâtre de la Ville, jusqu'au 19 juin.

Communication

La Générale des eaux veut multiplier les chaînes thématiques

Des films et des reportages pour « doper » les abonnements au câble

S'estimant satisfaite des taux de pénétration actuels de ses réseaux câblés (24 000 abonnés début juin sur 230 000 prises livrées dans 13 sites), la Compagnie générale de télécommunication, filiale de la Générale des eaux, veut pourtant accélérer le lancement de nouveaux canaux thématiques, seuls susceptibles, selon elle, d'assurer la popularité du câble.

Après TV Sport (lancée avec le britannique WH Smith) et Canal J (dont elle détient 10 % auprès des deux autres grands câblo-opérateurs et d'Europe 1), la Générale compte proposer avant la fin 1988 à ses abonnés deux chaînes : l'une consacrée aux documentaires, l'autre au cinéma, et diffusées de 10 heures à 24 heures.

La première offrira documentaires et reportages axés sur l'exploit, l'évasion, la culture... en modules de deux heures rediffusés. Avec un budget de 17 millions de francs annuels, elle tentera d'imiter le succès du Discovery Channel américain (qui touche 34 millions de foyers), avec lequel des accords d'échanges sont conclus. Edité par la Générale d'Images, autre filiale du groupe, ce canal « Découverte » sera mis en œuvre par la filiale de Canal Plus, Etipse.

La chaîne cinéma sera consacrée aux films de répertoire ou classiques, ainsi qu'aux films d'auteur qui ne trouvent pas place sur les chaînes généralistes ou sur Canal Plus. Cette

chaîne cinéma sera payante, environ 20 francs par mois. Téléfilms et feuilletons européens compléteront une grille dont le coût annuel est estimé à 35 millions de francs.

Parallèlement à ces deux chaînes, la Générale d'Images éditera aussi des programmes plus simples en vidéo. Chaque réseau pourra puiser dans ces modules de météo, Bourse, astrologie, programmes TV ou petites annonces, pour composer son propre « menu ».

Enfin, la Générale d'Images soutient d'autres projets comme le Canal Info, préparé par Communication développement (Caisse des dépôts), ou, si un financement peut être trouvé, la chaîne pluriculturelle TV Mondes.

L'objectif est d'aboutir à une dizaine de canaux thématiques francophones d'ici quelques années. Outre le financement de ces nouvelles chaînes par des abonnés encore peu nombreux, reste le problème de la pénurie de canaux sur les réseaux, en particulier ceux issus du plan câble. France Telecom, afin de minimiser ses investissements, (le Monde du 31 mars), trahit en effet les pieds pour ouvrir de nouveaux canaux. Il faudra donc sans doute faire de la place en retirant des chaînes actuellement diffusées, en compensant par les chaînes en langue étrangère, les moins regardées.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

● Maxwell rachète la filiale d'IBM. Science Research Associates. — Le groupe Maxwell Communication Corporation vient de racheter à IBM, pour 850 millions de francs, la filiale Science Research Associates, société spécialisée dans les ouvrages éducatifs et les programmes de formation. Cette unité emploie cinq cents personnes avec un siège à Chicago et viendra sous le nom de SRA/Pergamon renforcer les activités du groupe Maxwell aux Etats-Unis.

● Ouf FM reprend ses émissions. — La radio parisienne Ouf FM a repris ses émissions, mercredi 8 avril. Suspendue par la CNCL pour avoir émis avec une puissance plus élevée que celle autorisée, la radio a considérablement baissé sa puissance et pris des engagements à l'égard de la commission. De nombreux artistes (chanteurs, peintres, musiciens), des éditeurs et maisons de disques avaient signé en début de semaine une pétition pour protester contre l'arrêt de ses émissions.

CINÉMA

«Une nuit à l'Assemblée nationale» de Jean-Pierre Mocky

Balles perdues

On se sait par quel charme Jean-Pierre Mocky arrive encore à convaincre quelques acteurs de renom de jouer sous sa très vague direction : Michel Blanc, Jean Poiret, Jacqueline Maillan, Bernadette Lafont. Sans doute sont-ils persuadés de prendre des vacances, de jouer en liberté, comme des poètes, un vaste canular débridé, de contribuer à l'œuvre d'un comédien drolatique et salubre. Hélas ! Mocky se fait vieux, dans la tête au moins, et sa révolte navigue entre les révélations du *Crapouillot* et les gaudrioles du professeur Choron.

Walter Arbet (Michel Blanc) est naturaliste. Il a fait avec son camp la fortune du village de Novarcach.

dont M. Dugland est le maire. On va le décorer à l'Assemblée nationale, mais il découvre que Dugland, sous la houlette d'Octave Leroy (Jean Poiret), trafique des médailles. Emoi dans le grougnouille gauchiste que dirige Jacqueline Maillan, bordel indéchiffrable, etc. On devine la suite et la fin, bien que rien ne soit achevé, sinon le spectateur.

L'ennui de ce genre de farce est d'être outrageusement conventionnelle et rebattue. Les royalistes ridicules, les républicains corrompus, le Front national calamiteux, est-ce bien nouveau et révolutionnaire ? Une journaliste qui compare sa carrière à un parcours de golf en dix-huit trous, un militaire qui bouffe du canaque, on voit très bas. Un anarchiste de droite est toujours de droite avant d'être anarchiste.

Et, surtout, si l'on consent lâchement à la dégradation inévitable de M. Maillan et Lafont, était-il loyal de nous infliger pendant une heure trente le spectacle de Michel Blanc nu et perruqué ? C'est démolissant, intenable.

Mocky a trop été célébré comme le graffeur contestataire du cinéma vite fait. Il a aujourd'hui une position bien établie d'engagé incontestable et rêve de se voir, comme ses héros, dans une vitrine de musée intitulée « Emmerdeurs du vingtième siècle ». Pourquoi pas, il est tout à fait mûr pour ça.

MICHEL BRAUDEAU.

«Hairspray», de John Waters

Twist toujours

Coiffures choucroute laquées, eye liner, madison et twist... Souvenirs, souvenirs.

A chacun sa nostalgie. Des strises, John Waters, cinéaste virtuose de la provocation joyeuse, retient les robes trapèzes au-dessus du genou pour les filles, les pantalons étroits pour les garçons, le twist pour les deux, et pour les filles encore, les seins rembourrés, le beige lumineux sur les lèvres, les yeux charbonnés — on en a repris l'habitude grâce aux feuilletons anciens, *Mission impossible* en particulier.

Enfin, les coiffures à épingles, à faire pâlir d'envie Marie-Antoinette, mais crépées, hyperlaquées — d'où le titre du film *Hairspray*. Plus les jeux télévisés bien démagogiques, menés par un DJ encore jeune, au physique mièvre, et son assistante sur le retour, chargée de faire applaudir et sourire l'assistance pour la caméra, à l'aide de pancartes.

C'est déjà la télévision des sponsors avec concours de danse quotidiens, il y a un jour consacré aux gamins et un autre aux Noirs. En 1962 aux Etats-Unis, la loi d'intégration est applicable sur l'ensemble du territoire, mais les résistances ont été très solides.

John Waters n'a pas brusquement été touché par le militantisme. Le problème fait partie du décor, de la couleur locale, est évoqué avec la même désinvolture que le reste de l'histoire, celle d'une bonne grosse qui danse très bien et encore mieux

quand elle va s'entraîner dans le quartier noir, avec les blacks qu'elle défend — car elle est évidemment opposée à la ségrégation. Elle gagne les concours, devient mannequin pour un magasin de prêt-à-porter grandes tailles, pique le titre de reine du salon de l'auto à une pimble-che, fille d'un notable politicien, et son boy friend, se fait décolorer et lève les cheveux, rencontre une beatnik qui lui offre de la marijuana, mais elle refuse. « Quoi, de la drogue ? Allons-nous en !... » Un scénario pour l'autre feuilleton ancien, *Happy Days*.

Les clichés ne font pas peur à John Waters, au contraire, il les dispose soigneusement, les schématise au maximum, les pousse à la caricature, c'est sa forme de provocation. Mais à vrai dire, il n'a jamais fait plus fou que *Polyester* ou *Pink Flamingo*, le premier film qui lui a apporté la notoriété, avec Divine, travesti extraordinairement obèse et truculent.

Malgré sa présence dans un double rôle (la mère de la bonne grosse et le sponsor raciste de l'émission musicale) — ses derniers rôles, il est mort depuis, — la folie n'est pas la qualité principale de *Hairspray*. Pour être Divine était déjà fatigué, peut-être John Waters se lasse-t-il de son propre style, peut-être éprouve-t-il une réelle nostalgie pleine de douceur envers ces fameuses sixties. En tout cas, il s'en souvient comme d'une époque gentille, innocente, bête, naïve — toute sa jeunesse !

COLETTE GODARD.

PIANO
SALLE PLEYEL
PARIS
LOC. 45 63 88 73

Vendredi 17 juin, 20 h 30
Régis
BRENDÉL
MOZART-BEETHOVEN-CHOPIN-LISTZ

Vendredi 24 juin, 20 h 30
Régis
ASHKENAZY
SCHUMANN-BEETHOVEN

CE MOIS CI DANS

JAZZ

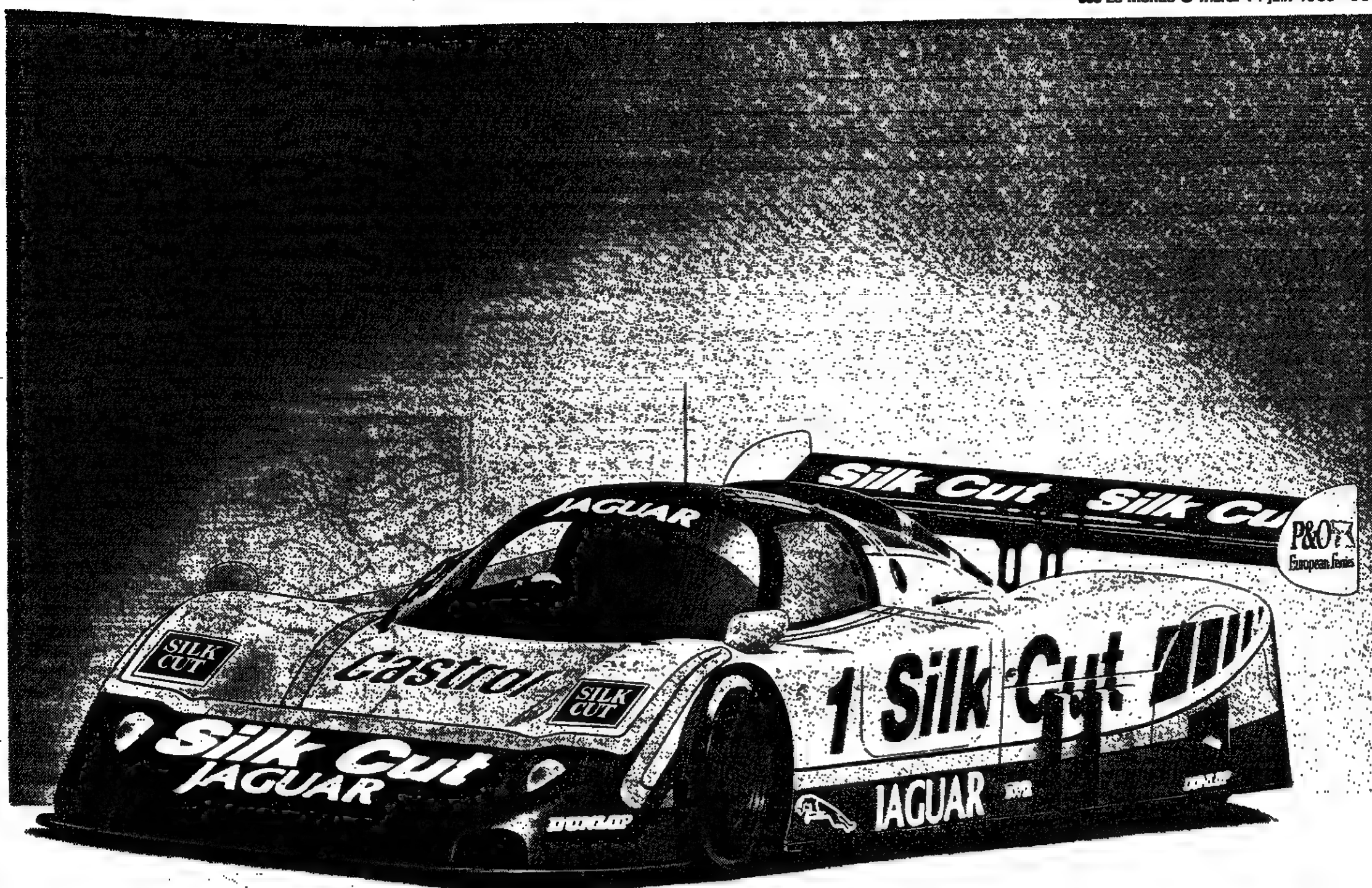
LE GUIDE COMPLET DES FESTIVALS DE L'ÉTÉ

BIRD PAR LENNIE NIEHAUS
PORTRAITS DE CHET BAKER
CHARLES MINGUS PAR SUE MINGUS
WAYNE SHORTER
JOHN Mc LAUGHLIN-MAX ROACH

TOUS LES MOIS
L'HISTOIRE
ET L'ACTUALITÉ
DU JAZZ

EN VENTE
CHEZ TOUTS LES MARCHANDS
DE JOURNAUX

TOUS LES JOURS
JAZZ
SUR
MINITEL
3615
JAZZ MAG



**NOUS SOMMES DEVANT.
LES AUTRES SONT DERRIERE.**

SILK CUT — JAGUAR N°1 AU MANS.

**CHAMPIONS DU MONDE
DES VOITURES DE SPORT PROTOTYPE 1987.**

Lundi 13 juin

Mardi 14 juin

Informations « services »

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document doublé avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

AUTOMOBILISME

Nouveau doublé des McLaren-Honda à Montréal

L'écurie McLaren-Honda a confirmé, dimanche 12 juin à Montréal, dans le Grand Prix du Canada, sa domination absolue en championnat du monde de formule 1 automobile, en signant sa cinquième victoire et son troisième doublé en cinq courses.

Pour la deuxième fois, le Brésilien Ayrton Senna a battu Alain Prost. Le Français, qui a mené jusqu'au dix-huitième tour après un excellent départ, a terminé à 5 s 934, malgré quelques soucis de consommation (un litre de carburant à l'arrivée pour Prost

et Senna) et de température d'eau trop élevée. Le Belge Thierry Boutsen (Benetton-Ford), troisième à 57 s et premier des moteurs atmosphériques, est le seul à ne pas avoir concédé un tour aux deux McLaren-Honda.

Dans leurs efforts pour combler leur retard sur l'écurie de pointe, les motoristes de Ferrari ont sans doute payé, à Montréal, les risques qu'ils ont choisis de prendre. Après deux bonnes courses à Monaco et à

Mexico, l'Autrichien Gerhard Berger (problème électronique au vingt-deuxième tour) et l'Italien Michele Alboreto (radiateur cassé au trente-troisième tour) ont dû abandonner alors qu'ils occupaient la quatrième place.

Notre envoyé spécial, qui passe une saison avec la Scuderia, nous explique les efforts des ingénieurs motoristes de Ferrari pour permettre aux pilotes de résoudre les problèmes de consommation, cruciaux sur le circuit de Montréal.

Les chevaux de la Scuderia

MONTREAL

de notre envoyé spécial

Piero Lardi-Ferrari, fils de l'ingénieur et directeur exécutif de la Scuderia jusqu'au mercredi 8 juin, n'était pas à Montréal. Le conseil d'administration de la société Ferrari, présidé par Vittorio Ghidella, le président de Fiat, l'avait nommé ce jour-là vice-président et chargé de ses fonctions au sein de l'écurie. En revanche, le conseil avait confirmé « l'autonomie de l'ingénieur Enzo Ferrari dans la gestion sportive ».

La réunion de ce conseil, coïncidant avec des problèmes de santé de l'ingénieur, âgé de quatre-vingt-deux ans, avait fait large place aux rumeurs dans la presse italienne. Pour certains, Fiat, déjà en possession de 30 % des actions, aurait souhaité préparer l'après-Ferrari en achetant les 38 % de parts du fondateur de la société (1) pour réorganiser la Scuderia à sa guise.

Plus sûrement, il s'agissait de faciliter le grand retour de John Barnard, exilé depuis un an dans son annexe Ferrari de Guildford pour concevoir la prochaine voiture à moteur atmosphérique. L'ingénieur britannique ne disposait pas, auprès du fils, du soutien que lui apporte Enzo Ferrari.

Très officiellement, « M. Lardi-Ferrari a bénéficié d'une promotion, affirme Marco Piccinini, le directeur sportif. Son départ va entraîner la mise en place d'une nouvelle structure technique où il va falloir définir le rôle, sans doute élargi, que tiendra John Barnard. Cette évolution devrait aller dans le sens d'un renforcement des effectifs techniques ».

Un tel renforcement s'avère indispensable si la Scuderia entend encore remettre en question l'hégé-

monie des McLaren-Honda sur la saison 1988. « Vu notre situation par rapport aux McLaren-Honda, nous avons choisi de prendre un maximum de risques et de faire évoluer notre moteur toute la saison, explique Jean-Jacques His, le chef du département moteurs. C'est un peu suicidaire au niveau de la fiabilité, mais, heureusement, nos moteurs sont moins sollicités que par le passé, avec la pression de suralimentation, ramené à 2,5 bars ».

Pour assurer sa supériorité sur tous les terrains, Honda a, en effet, conçu plusieurs versions de son V6 turbo RA 168, qui diffèrent par leur configuration interne, leur système de suralimentation et leur électronique. Ainsi, après le XE utilisé en début de saison à Rio et le très puissant XE3 conçu pour les circuits où la consommation n'est pas un souci, comme celui de Mexico, les Japonais sont revenus à Montréal au XE2, qui dispose de plus de couple et se révèle moins gourmand.

Améliorations à venir

« On peut définir des arbres à cammes ou des têtes de compression adaptés à un type de circuit, mais nous n'avons pas les moyens pour le moment », reconnaît l'ingénieur français. Faute de variantes mécaniques, nous devons miser sur le développement de notre moteur et jouer, en fonction des circuits, sur les réglages et sur l'électronique ».

Ainsi, depuis quelques semaines, les ingénieurs motoristes n'ont pas chômé au banc d'essai de Fiorano pour tenter de relancer la Scuderia après le KO technique du Grand Prix de Saint-Marin, à Imola. A Monaco, de nouveaux ressorts de

culasse avaient permis une sensible amélioration de la fiabilité sur un circuit caractérisé par de nombreux rétrogradations (près de trois mille changements de vitesse).

Pour Mexico et Montréal, le collecteur d'admission d'air a été modifié pour une meilleure répartition dans les cylindres. Ces progrès dans la distribution d'air et l'écoulement des gaz visant à améliorer les performances (puissance et consommation) et la fiabilité (limite de la détonation) sont déjà quantifiables. Par rapport à Imola, où nous étions restés en dessous de nos capacités, nous avons progressé de 75 à 80 ch, indique Jean-Jacques His. Nous sommes désormais à 630 ch et même un peu plus. Cela représente un gain de 25 à 30 ch depuis le début de la saison ».

Pour la suite, le chef du département moteurs de Ferrari prévoit d'autres améliorations. Au Grand Prix de France (3 juillet) ou, la semaine suivante, en Grande-Bretagne, le V6 turbo devrait être doté d'un nouveau système de gestion électronique et d'une chambre de combustion modifiée qui suscite « beaucoup d'espoir ». A plus long terme, un important programme d'écoulement des gaz sera testé dès la fin du mois, avec l'espoir de le rendre opérationnel pour le Grand Prix d'Italie (11 septembre).

A Montréal, le principal souci des motoristes résidait dans la consommation limitée à 150 litres pour les turbos.

« C'est un circuit tout en accélérations-freinsages, plus exigeant encore que celui d'Imola. Il était exclu de courir le Grand Prix à pleine puissance », indique Jean-Jacques His. Le travail des motoristes pendant les essais consistait donc à trouver les meilleurs compromis et, surtout, à déterminer les

cartographies d'injection à mettre à la disposition des pilotes.

« La cartographie d'injection, c'est le menu à la carte que nous proposons au pilote, explique Jean-Jacques His. En tournant le bouton sur son tableau de bord, il peut passer instantanément d'une carte à l'autre. Pour un même nombre de tours-moteur, la puissance peut alors varier de 10 %, mais il en va de même pour la consommation ».

Le deuxième bouton dont dispose le pilote est celui de la pression de suralimentation. « A Montréal, il était exclu de rouler à 2,5 bars, indique l'ingénieur français. Le pilote doit jouer sur les deux boutons, mais le gain spécifique en consommation est plus sensible en jouant sur la cartographie d'injection que sur la pression. Enfin, il peut encore gagner 5 % en consommation en faisant sur des régimes moteur plus bas, notamment dans les rapports intermédiaires ».

Un ordinateur calculant le nombre potentiel de tours qui peuvent encore être couverts à l'allure du moment aide le pilote dans ses choix, avec, éventuellement, le secours des ingénieurs dans les stands. « Le pilote est aussi bien informé que nous sur sa consommation, dit Jean-Jacques His. La différence par rapport à lui, c'est que nous sommes plus nombreux et que nous pouvons travailler sans avoir à conduire ». Ainsi, à Mexico, ce sont les ingénieurs qui avaient conseillé à Gerhard Berger de « lever le pied » en fin de course, mais la situation n'a pas eu à se reproduire à Montréal.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Les 12 % restants sont la propriété de Piero Lardi-Ferrari.

Le rugissement de Jaguar au Mans

La victoire de Jaguar, dimanche 12 juin, lors des cinquante-sixième 24 Heures automobiles du Mans, restera dans la mémoire des nostalgiques des « belles anglaises ». Certes, la JXR 9 n'a pas le cachet des fameuses D Type ou E Type, mais le succès du Néerlandais Jan Lammers, associé à l'aristocrate écossais Johnny Dumfries et au débutant anglais Andy Wallace, est digne du panache mis par leurs prédécesseurs, qui firent triompher à cinq reprises (1951, 1953, 1955, 1956 et 1957) la prestigieuse firme anglaise.

C'est bien de ces qualités dont a fait montre l'équipage vainqueur lorsqu'il a eu à repousser les multiples assauts de la Porsche d'usine pilotée par le Britannique Derek Bell, associé à l'Allemand de l'Ouest Hans Stuck et Klaus Ludwig, qui a terminé en deuxième position.

Cette victoire a été la première à se mettre en évidence en prenant la tête, dès le départ, samedi 11 juin à 15 heures. Mais un arrêt trop long lors du deuxième ravitaillement lui a fait perdre six précieuses minutes... et peut-être la victoire. A ce moment, l'incident n'a pas semblé trop grave, car la firme de Stuttgart avait en réserve deux autres atouts avec la voiture de la famille américaine Andretti (père, fils et neveu) et celle confiée au Français Bob Wollek, au Sud-Africain Sarel van der Merwe et à l'Australien Vern Schuppan.

Lors de la quatrième heure de course, Wollek et ses coéquipiers se sont emparés de la première place en menant bon train. Mais, vers 3 heures du matin, la Porsche a abandonné sur panne de moteur.

Comble de malchance, la voiture du clan Andretti a été victime, elle aussi, d'une défaillance. Du coup les dirigeants de Porsche, dont c'était la dernière participation officielle à l'épreuve mancelle, ont dû rameuter

Stuck et ses coéquipiers, qui suivaient à un tour. Une « mission impossible » qu'ils ont bien failli réussir lorsque, au petit matin, ils se sont emparés de la première place. A ce moment, les spectateurs qui avaient courageusement passé la nuit au bord de la piste se sont dit que, comme les sept années précédentes, Porsche aurait le dernier mot.

Mais la voiture de Stuck allait connaître, comme les deux autres Porsche d'usine, quelques ennemis de moteur. Les ravitaillements étaient longs, fréquents. La Jaguar a profité de la situation pour reprendre le commandement.

Dès cet instant, Porsche s'est trouvé dans l'obligation d'engager la chasse. Avec le risque d'épuiser l'allocation de 2 500 litres d'essence. Jan Lammers et ses coéquipiers, parfaitement au courant de la situation, pouvaient se permettre de contrôler l'épreuve. Au hasard des ravitaillements, les deux bolides se sont doublés et redoublés.

Le mot de la fin est revenu à la Jaguar, qui a parfaitement mené sa course malgré la menace constituée par un Klaus Ludwig déchaîné, qui a terminé en boulet de canon, tentant dans les derniers tours de changer le cours de l'épreuve. Mais, dimanche à 15 heures, un écart de 2 min 36 s 85 subsistait.

Après deux tentatives infructueuses en 1986 et en 1987, l'écurie Jaguar, sous l'autorité de Tom Walkinshaw, a ainsi renoué avec le succès. Autre fait notable de la cinquante-sixième édition des 24 Heures du Mans : la chute de deux records. Stuck a réalisé le meilleur tour en 3 min 22 s 50, samedi dans le douzième tour, soit une vitesse moyenne de 240,622 km/h. Le Français Roger Dorchy a puérifié le record de vitesse dans la ligne droite des Hunaudières. Sa WM 1 moteur Peugeot a été contrainte à 405 km/h.

CYCLISME : Tour d'Italie

Victoire américano-japonaise

Un an après la réussite de Greg LeMond dans le Tour de France, un autre coureur des Etats-Unis, Andrew Hampsten, a remporté, le dimanche 12 juin, le Tour d'Italie devant le Néerlandais Breukink et le Suisse Urs Zimmermann.

Cette victoire sans précédent d'un coureur américain dans l'une des épreuves les plus

importantes du monde confirme la progression du cyclisme outre-Atlantique et s'accompagne d'un succès non moins spectaculaire pour l'industrie japonaise. Hampsten est en effet équipé par la firme Shimano, à l'inverse des précédents vainqueurs du Giro dont les noms étaient associés à la marque italienne Campagnolo.

J.A.

FOOTBALL : Championnat d'Europe des nations

Irlandais en balade

Dans le groupe 1 du Championnat d'Europe des nations, l'Espagne a battu 3-2 le Danemark, le samedi 11 juin à Hanovre. Dans le groupe 2, l'URSS a battu les Pays-Bas 1-0 à Cologne, dimanche, tandis que l'Eire causait la première grosse surprise de la compétition, à Stuttgart, en battant 1-0 l'Angleterre, tête de série numéro 2 de l'épreuve.

STUTTGART

de notre envoyé spécial

Bienvenue à l'Euro Pau Camp ! C'est un drôle de terrain de camping établi à deux pas du stade, en bordure d'une piste d'essai de l'usine Mercedes. De grosses tentes verdâtres soigneusement numérotées et alignées lui donnent une allure militaire de campement scout. A l'entrée, devant une guérite en bois, un groupe de jeunes fait la queue sans impatience. Ce sont des supporters. Les Anglais sont reconnaissables à l'Union Jack qu'ils arborent en guise de short, de T-shirt ou de tatouages sur l'épaule. Les Irlandais, moins nombreux, ont un baluchon vert et blanc sur le dos.

Sur présentation de leur passeport et de leur ticket d'entrée au stade, ils seront hébergés et nourris gratuitement pendant le week-end. Quelques supporters déjà installés entrent et sortent en montrant leur laissez-passer à des G.O. vigilants. Ce village de tentes de 750 places a été imaginé par une association (environ 220 000 francs) à la municipalité pour « aider les Irlandais et les Anglais à avoir un séjour agréable à Stuttgart ».

C'est aussi une manière élégante de contrôler les supporters arrivés par leurs propres moyens. Soupe de sécurité supplémentaire, ceux qui ne disposaient pas de billet pour le

match sont avertis que 1 500 places seront distribuées deux heures avant le coup d'envoi en échange de leur passeport.

Un infime échantillon

Certes, Anglais et Irlandais faisaient tente à part, mais la cohésion s'annonçait tranquille dans ce camping où « les armes offensives et l'alcool sont interdits » par le règlement. Sous les frondaisons, quelques bancs, des tables, deux téléviseurs. Samedi après-midi, une poignée de paisibles télespectateurs suivait le concert de Wembley en sirotant des boissons gazeuses. Mais le gros de la troupe était ailleurs, là où la bière coule à flots, aux terrasses du centre-ville.

Les 750 campeurs du Nekarsadion n'étaient, il est vrai, qu'un infime échantillon des 20 000 Anglais et des 13 000 Irlandais qui débambulaient dans les rues piétonnes, un verre à la main. A cette heure-là, une défaite n'était même pas envisageable ; il n'y avait donc aucune raison que les Anglais aient la bière mauvaise. Pas de raison non plus de rencontrer des Irlandais arrogants.

Il y eut pourtant des bagarres, quelques vitrines démolies et une voiture retournée. Le bilan de la nuit faisait état d'une cinquantaine d'arrestations, parmi lesquelles seulement trois Irlandais. C'était la traduction chiffrée d'un sentiment général : chez les supporters d'outre-Manche, il y a des gentils et des méchants.

Les Irlandais n'ont jamais eu l'occasion de se faire une réputation de guerriers à travers l'Europe. C'est la première fois que la sélection nationale participe à la phase finale d'un grand tournoi, et leurs clubs dépassent rarement le premier tour des compétitions européennes. Leurs déplacements consistent le plus souvent à prendre le ferry-boat chaque semaine pour aller à Liverpool où Manchester applaudit les exploits de leurs joueurs préférés.

Aucun des internationaux de l'Eire ne joue en effet dans l'île, où le football est moribond. Les équipes semi-professionnelles entraînent leur misère devant des banquets vides. La Fédération irlandaise a même failli revenir au statut amateur cet hiver. Ne pouvant espérer qu'un

salaires de 500 à 1 000 francs par semaine, les talents émigrent vers les clubs anglais. « L'Irlandais est bon marché », explique froidement un responsable du club de Liverpool (1) qui compte sept Irlandais dans son effectif. Trois d'entre eux étaient en la pelouse de Stuttgart, dont Ray Houghton qui a marqué le but victorieux de l'Eire d'un coup de tête énergique (6^e minute).

Une troupe disparate

L'énergie est d'ailleurs la qualité principale de cette étonnante équipe qui resait sur une série de huit victoires en neuf matches. Curieusement, le renouveau irlandais a coïncidé avec l'arrivée, en janvier 1986, d'un Anglais à la tête de la sélection

nationale. Jacky Charlton, cinquante-trois ans, est le chantre du bon vieux « kick and rush », cette spécialité britannique grâce à laquelle il a gagné, lors de la Coupe du monde de 1966, le seul titre dont peut s'enorgueillir l'équipe nationale anglaise.

En traversant la mer d'Irlande, il n'a pas changé de religion. « Fondamentalement, je crois que le football est un jeu simple qui devrait être joué d'une manière simple, dit-il. On obtient un avantage immédiat et souvent déterminant lorsqu'on arrive à envoyer le ballon derrière l'adversaire en obligeant celui-ci à courir vers l'arrière ».

Démonstration sur le terrain de Stuttgart : en deux coups de sabot, les Irlandais expédient le danger devant la cage de Peter Shilton, tandis que les Anglais s'enlisaient au milieu du terrain en essayant de faire circuler le ballon. La maladresse du canonier Gary Lineker, gâchant quatre occasions très nettes, et la totale méforme de Bryan Robson et de Neil Webb, les deux stratèges anglais, ont certes facilité la tâche irlandaise, mais Jacky Charlton peut envisager d'ores et déjà un retour triomphal à Dublin. L'ambition de cette troupe disparate, dont plusieurs joueurs ne sont même pas nés dans l'île, n'était pas de gagner l'Euro 88, mais de donner une identité au football irlandais.

Cette victoire sur le grand voisin — la seconde depuis celle de 1948 — permettra peut-être à l'Eire de reconstruire son football de l'intérieur. Critiquant les méthodes frustes de Jacky Charlton, un éditeur acide et sans doute amateur de beau jeu s'interrogeait, samedi, dans les colonnes de l'Irish Times : « Charlton rira-t-il le dernier ? » Nul ne le sait. Mais, en attendant, il est franchement hilaré.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) Mondial, juin 1988.

Coupe de France

Metz à l'arraché

Le FC Metz a remporté pour la deuxième fois de son histoire la Coupe de France de football en battant, le samedi 11 juin, au Parc des Princes de Paris, le FC Sochaux par 5 buts à 4, le score étant resté nul (1-1) après le temps réglementaire et les prolongations.

L'ouverture ? MM. François Mitterrand, Michel Rocard, Lionel Jospin et Roger Bambuck ont pu juger, samedi soir, de la tribune officielle du Parc des Princes, ce qu'il pouvait être en matière de football. L'an passé, les Girondins de Bordeaux et l'Olympique de Marseille avaient réduit la finale de la Coupe de France à un affrontement stérile indigne de pareilles équipes. A l'opposé de ce football économe et calculateur, le FC Metz et le FC Sochaux ont joué cette année sans arrière-pensée, en toute générosité.

Cela aurait pu être un banal derby. Ce fut, au terme d'une saison plutôt morose, une belle fête. Le ballon volait d'un bout à l'autre du ter-

rein. Les cinquante mille spectateurs frémissaient de plaisir. Hélas ! Il fallut désigner un vainqueur. Les Sochaliens avaient ouvert la marque au bout d'une demi-heure de jeu, sur une reprise de volée, par Stéphane Paille, d'une passe en cloche de Fabrice Henry, par-dessus le stoppeur messin Albert Cartier.

Un quart d'heure plus tard, les Lorrains avaient égalisé grâce à une tête de l'écossais Eric Black, reprenant un tir en corner de Bernard Zéniar.

Mais, après 120 minutes de jeu, les deux équipes en étaient toujours au même point, en dépit des actions de Jean-Louis Zanon et de Carlos Lopez pour les « Grenats » et de Frank Silvestre et de Stéphane Paille pour les « Jaunes ». Il fallut donc recourir à l'épreuve de tirs au but avec tout ce qu'elle a de frustrant et d'injuste. Epreuve dans laquelle Michael Madar a échoué, offrant ainsi la Coupe aux Messins, qui récupèrent le trophée déjà gagné en 1984 aux dépens de Monaco.

Même si le public a atténué la cruauté de ce résultat en demandant un tour d'honneur aux joueurs des deux équipes, dont les joueurs sont finalement tombés dans les bras les uns des autres, ne vaudrait-il pas mieux rejouer un tel match ?

Reste que la finale de la soixante et onze édition de la Coupe n'a pas manqué de charme ni d'originalité. C'était la première fois que deux équipes de l'Est se rencontraient à ce niveau. C'était la première fois qu'un vainqueur gagnait en ayant battu seulement des clubs de deuxième division. Et c'était d'ailleurs la sixième fois qu'une équipe de deuxième division arrivait en finale.

Les Sochaliens avaient en effet réussi le plus époustouflant parcours de la Coupe en éliminant successivement Paris-Saint-Germain, Montpellier, Lens et Nice. C'est une maigre consolation, mais une consolation tout de même.

ALAIN GRAUDO.

ÉNERGIE

La réunion des pays producteurs de pétrole à Vienne

L'OPEP dans l'impasse

VIENNE
de notre envoyé spécial

Sous l'œil vigilant et de plus en plus inquiet des acteurs des marchés pétroliers internationaux, où les cours ont chuté en une semaine de plus d'un demi-dollar par baril, les treize ministres de l'OPEP réunis à Vienne ont décidé, après deux jours de réunions formelles de suspendre leurs travaux jusqu'au mardi 14 afin de tenter, par des consultations privées, de sortir de l'impasse où ils se trouvent.

Il apparaît de plus en plus nettement que cette réunion, dont on attendait peu (le Monde daté 12-13 juin), pourrait se révéler cruciale pour l'évolution des prix du brut au cours des prochains mois, évolution dont dépend largement, rappelons-le, le rythme d'inflation mondiale.

Bien que la plupart des observateurs s'attendent à une solution de façade gelant le système actuel pour six mois, les tensions régnant à l'intérieur du groupe sont telles qu'un retour à une guerre des prix larvée entraînant une rechute des cours n'est plus exclue par les spécialistes.

Une simple reconduction des quotas et du plafond de production pour le second semestre ne signifie pas forcément une stabilité des prix, estime en effet une publication d'information spécialisée, OPEC Listener, — littéralement « A l'écoute de l'OPEP », — lancée le 11 juin par un groupe de journalistes dissidents de la célèbre revue Petroleum Intelligence Weekly. Selon cette publication, « une vive chute des prix un peu au-dessus de 10 dollars (contre 16 actuellement) est au moins aussi probable qu'un raffermissement soutenu jusqu'au niveau officiel de 18 dollars ».

En effet, derrière les débats d'apparence technique qui divisent

les pays membres, notamment sur la définition exacte de la production (incluant ou non les différents produits dérivés ou voisins du pétrole), se cache un enjeu autrement important : un possible gonflement de la production des treize pays au cours des prochains mois, qui déstabiliserait profondément un marché fragile à l'extrême.

Dérapage

La production réelle dépasse déjà largement depuis plusieurs mois le plafond officiel (15,06 millions de barils-jours), atteignant environ 18,5 millions depuis avril, en raison des nombreuses tricheries observées, de l'exclusion de l'Irak du système des quotas et du flou entourant les définitions techniques. Les pays du Golfe au premier rang desquels l'Arabie saoudite, véritable gardienne des prix du brut et qui, seule, a respecté jusqu'ici scrupuleusement son quota, pourraient, si les négociations de Vienne échouent, tirer prétexte des problèmes techniques non résolus pour gonfler à leur tour massivement leur rythme d'extraction.

« Sauf réconciliation politique miraculeuse, les dépassements (de quotas) au cours des six prochains mois pourraient augmenter d'un million de barils-jour ou plus, estime OPEC Listener, aussi ne doit-on pas être surpris si la production de l'OPEP atteint 19 ou 19,5 millions de barils-jour cet été [...] voire 20 millions dans les mois qui suivent. »

Or c'est un dérapage de cet ordre qui avait, pendant l'été 1986, provoqué un effondrement des cours en dessous de 10 dollars, avant que l'OPEP ne se ressaisisse, grâce à un accord au sommet entre l'Arabie saoudite et l'Irak, et ne s'entende en décembre 1987 pour limiter à nouveau sa production et redresser les

cours autour du prix de référence de 18 dollars.

Depuis l'été 1987, à mesure que le consensus politique se détériorait et que la position iranienne s'affaiblissait, l'autodiscipline et le contrôle de l'Organisation sur le marché — et les prix — n'ont cessé de se dégrader. Chaque nouvelle réunion de l'OPEP depuis lors a été marquée par un nouveau durcissement de la position des pays arabes du Golfe, désireux de maintenir des prix aussi bas que possible, et décidés à ne plus réduire leur production, tandis que, parallèlement, l'exaspération de leurs partenaires croissait en voyant les prix glisser d'un cran et osciller depuis le début de 1988 entre 14 et 16 dollars.

Bien que le dispositif de décembre 1987 ait été, de « compromis » en « compromis », officiellement maintenu, il n'en reste aujourd'hui plus grand-chose. La totalité des Etats producteurs ont d'ores et déjà abandonné, de fait, la grille des prix officiels.

Il ne restait jusqu'ici qu'un semblant de discipline de production de moins en moins bien respectée. Même si les apparences sont sauves, il est évident que l'OPEP, en ouvrant de nouveau les vannes de sa production pendant l'été, reviendrait à la situation de guerre des prix de 1986... A moins que l'Irak, à bout de forces et désespéré par cette perspective qui le priverait de revenus vitaux, n'accepte de faire un geste, c'est-à-dire d'octroyer à son ennemi l'Irak, exclu du système, un quota équivalent au sien, ce que Téhéran a jusqu'ici toujours refusé. Une concession politique qui pourrait satisfaire les pays arabes du Golfe et les inciter à la sagesse pour quelques mois supplémentaires. « Ils [les Irakiens] peuvent tirer un lapin du chapeau », assure un délégué du Golfe dimanche 12 juin.

VÉRONIQUE MAURIS.

SOCIAL

Au congrès de Nice

La Fédération nationale de la mutualité en guerre contre les dépassements de tarifs médicaux

NICE
de notre envoyé spécial

Le langage gestionnaire n'empêche pas la fédération aux principes : la Fédération de la mutualité française (FNMF), dont le trente-deuxième congrès s'est achevé samedi 11 juin à Nice, a lancé une vigoureuse attaque contre l'extension des « honoraires libres » (dépassement des tarifs fixés avec la Sécurité sociale) chez les médecins (voir le Monde du 4 juin). « On ne sait plus où l'on va », déclare M. René Teulade, président de la FNMF. Il y a des spécialités où des zones où l'on ne trouve plus de praticiens appliquant les honoraires conventionnels. D'autre part, cette extension, avec les baisses de remboursement décidées par les pouvoirs publics, rend pour nous toute prévision, toute gestion impossible. Le « plan Séguin » aurait ainsi coûté aux mutuelles 7 milliards de francs.

Conséquence : la FNMF réclame de nouvelles conventions tripartites (caisses d'assurance-maladie, professionnels de la santé, mutualité) permettant de parvenir à des tarifs fixes. La Mutualité acceptant, en échange, de « prendre sa part » dans les remboursements.

Des discussions ont commencé avec la caisse nationale des salariés (CNAMTS) pour le cas des dentistes (les prothèses sont très peu remboursées par la Sécurité sociale). Mais la Mutualité, arguant de son poids (80 % des remboursements complémentaires), souhaiterait exclure du jeu les assurances.

Parallèlement, la FNMF a lancé une offensive pour l'évaluation des techniques médicales — de plus en plus coûteuses — et des procédures de diagnostic. Dans le même esprit, la FNMF a adressé, depuis juillet 1987, aux médecins généralistes cinq listes comparant les prix des médicaments (270 au total) correspondant à cinquante « principes actifs » : en optant systématiquement pour les présentations les moins chères, les praticiens pourraient faire économiser 2 milliards de francs aux usagers et aux organismes de remboursement. La

FNMF évalue déjà à 60 millions de francs l'économie réalisée par les mutuelles grâce à cette opération.

La FNMF se défend de tout empiètement sur le rôle des médecins : « Il n'est pas question de limiter en quoi que ce soit la liberté de prescription des médecins », affirme M. Teulade. Et le professeur Papiernik, participant à une table ronde sur l'évaluation, expliquait : « Il s'agit d'évaluer les techniques et les résultats, non d'évaluer les médecins eux-mêmes. »

GUY HERZLICH.

Décision reportée au 6 juillet

La place de la CGT dans les instances de PUNEDIC est toujours en suspens

Contrairement à ce qui était prévu et annoncé, les partenaires sociaux n'ont pas tranché, le vendredi 10 juin, sur la question de la présence ou non de la CGT dans les instances paritaires de PUNEDIC (le Monde du 25 mai). Retenus depuis longtemps, la date ne se prêtait pas à un examen sérieux entre les deux tours des élections législatives. Les syndicats et le CNPF ont décidé de se revoir le 6 juillet, pour reprendre la discussion et, si possible, conclure.

Six mois après la signature du protocole d'accord entre la CFDT, FO, la CFTC, la CGC et le CNPF, la situation n'a pas évolué. Contrairement à ce qui s'était produit lors de la signature des autres conventions, la CGT, qui s'était déjà opposée par le passé aux accords, refuse en outre, cette fois, de parapher le nouveau texte de règlement intérieur. Ce qu'elle acceptait habituellement, dans le souci de défendre, de l'intérieur, « les intérêts légitimes des chômeurs ». En avançant des arguments juridiques, la CGT entend désormais maintenir sa représentation dans les organismes paritaires, de gestion et de contrôle, instaurés par le régime d'assurance-chômage.

Au-delà de la question de droit, le différend est bien entendu de nature politique et, jusqu'à présent, on continue de s'observer tout en faisant monter les enchères. Au cours de la réunion, vendredi, la CFDT, la CFTC et la CGC ont indiqué que la CGT ne pourrait siéger que si elle signait la convention d'assurance-chômage pour éviter des « affrontements permanents ». Forces ouvrières, pour sa part, a proposé un faux compromis en imaginant, « pour sortir de l'impasse », que la CGT n'aurait pas à ratifier la convention mais devrait s'engager, semble-t-il par écrit, à l'appliquer techniquement et loyalement. De son côté, le CNPF s'est bien gardé de faire un choix ou de préconiser une autre solution. Le pétrolier s'engageait à fournir un document soulignant les avantages et les inconvénients des deux formules. Quant à la CGT, elle a malheureusement refusé.

Il reste que les instances de PUNEDIC ne sont toujours pas renouvelées et que, par conséquent, le nouveau président M. André Bergeron, en l'occurrence, — se peut être désigné. Pendant ce temps, la nouvelle convention, valable pour deux ans, commence à s'appliquer. A. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

B I L A N 1 9 8 7



L'INTÉRÊT PUBLIC, C'EST AUSSI VOTRE INTÉRÊT.

CRÉDIT LOCAL DE FRANCE, PREMIER ÉMETTEUR APRÈS L'ÉTAT.
PREMIER FINANCIER DES COLLECTIVITÉS LOCALES.

En 1987, le Crédit Local de France - CAEL SA, a collecté 25,7 milliards de francs sur le marché obligataire français, sous forme d'adjudications, de syndications ou d'émissions permanentes. Les deux principales lignes de cotation totalisaient, à fin 1987, un encours de 7,25 milliards de francs pour l'emprunt à taux fixe (8,90 %) et de 12,7 milliards de francs pour l'emprunt à taux révisable. De tels encours ont favorisé la liquidité de ces titres qui ont bénéficié de bonnes cotes tout au long de l'année.

Il s'affirme ainsi comme un émetteur actif et cohérent sur les marchés financiers.



Ses interventions auprès des collectivités locales, partenaires responsables et sûrs, ont connu un fort développement. En 1987, les prêts accordés aux investissements nouveaux se sont accrus de 20 % par rapport à 1986, sur un marché porteur, mais devenu très concurrentiel, les opérations de restructuration de la dette des collectivités locales se sont poursuivies.

C'est grâce à une activité particulièrement soutenue en 1987 que le Crédit Local de France - CAEL SA, a réalisé un bilan de 153 milliards de francs et confirmé sa position de premier rang sur le marché des collectivités locales.

LE BANQUIER DES AMBITIONS LOCALES

ÉTRANGER

Hausse des impôts indirects en RFA

Le gouvernement ouest-allemand a annoncé, vendredi 10 juin, son intention d'augmenter en deux étapes, en 1989 et 1991, certains impôts indirects, les recettes budgétaires supplémentaires ainsi attendues devant s'élever à 6 milliards de Deutschmarks par an (environ 22 milliards de francs) en 1989 et 1990 et 7,5 milliards à partir de 1991. Les relèvements d'impôts devraient concerner les taxes sur le carburant et le fioul domestique, le tabac et les assurances-dommages, ainsi que la taxe routière sur les véhicules Diesel.

Les dirigeants ouest-allemands visent ainsi plusieurs objectifs : démontrer à leurs partenaires européens qu'ils sont prêts à faire un pas

en direction de l'harmonisation des impôts indirects dans la CEE, diminuer le déficit budgétaire fédéral (pour le ramener à environ 30 milliards en 1989 — contre 40 en 1988) et financer la hausse de la contribution de la RFA à la Communauté européenne. Commentant ce projet, M. Gerhard Stoltenberg, ministre des finances, a estimé que ces hausses d'impôts indirects n'étaient pas comparables, par leur ampleur, au vaste programme de diminution des impôts directs engagé depuis 1986 par le gouvernement. Celui-ci se traduira par une diminution des impôts directs d'un montant annuel brut de « près de 50 milliards de Deutschmarks » à partir de 1990.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVIS AUX PORTEURS D'OBLIGATIONS ÉMISES PAR LE FONDS SPÉCIAL DE GRANDS TRAVAUX (FSGT)

La dette obligataire du Fonds spécial de grands travaux, établissement public supprimé à compter du 1^{er} janvier 1988 par la loi n° 87-1060 du 30 décembre 1987, est prise en charge par l'Etat, comme l'ensemble des droits et obligations du FSGT.

La Caisse des dépôts et consignations (émetteur public, affilié SICOL-Etat), l'adéquité du service de cette dette obligataire jusqu'à sa complète extinction, y compris le service des titres nominatifs.

VALEURS DE FRANCE

Le 31 mai 1988, la valeur liquidative de la SICAF « Valeurs de France », société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 335,89 F (324,20 F le 13 juin 1988).

A la même date, l'action de « Valeurs de France » cotait 310 F (307 F le 13 juin 1988).

L'actif de la SICAF était composé comme suit :

- Obligations : 16,81 %
- Titres intermédiaires : 15,05 %
- Actions : 39,41 %
- Titres non cotés : 14,38 %
- OPCVM : 14,18 %
- Liquidités : 0,17 %

(1) Titres participatifs, certificats d'investissement, bons de souscription d'actions et obligations.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

immobail btp

Les actionnaires d'IMMOBAIL, qui se sont réunis le 25 mai 1988 en assemblée générale ordinaire, ont approuvé les comptes de l'exercice 1987 qui font apparaître un bénéfice net de 61 262 297,29 F, en progression de 10,3 % par rapport à l'exercice 1986 (55 528 269,25 F).

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 33 francs par action, contre 31 francs l'année dernière, soit une augmentation de 6,45 %.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 30 mai 1988 en échange du coupon n° 14.

L'assemblée générale a renouvelé, pour une période de 6 ans, les mandats d'administrateurs de la CAISSE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS et du COMPTOIR DES ENTREPRENEURS qui étaient arrivés à expiration.

Le même jour, les administrateurs d'IMMOBAIL se sont réunis en Conseil, pour examiner la production et les résultats du 1^{er} trimestre de l'exercice 1988.

Dans une conjoncture toujours difficile, marquée par une forte concurrence, la production, à ce jour, s'élève à 103 123 000 F d'opérations de crédit-bail signées.

En ce qui concerne les comptes du 1^{er} trimestre 1988, ceux-ci font apparaître un résultat d'exploitation, avant amortissements et provisions et avant comptabilisation d'un solde de produits exceptionnels, de 37,20 millions de francs contre 31,14 millions de francs au 1^{er} trimestre de l'exercice 1987.

Après dotations aux comptes d'amortissements et de provisions (20,61 millions de francs contre 17,27 millions de francs au 31 mars 1987), le bénéfice courant se monte à 16,59 millions de francs, en progression de 19,60 % par rapport à la même période de l'exercice antérieur (13,87 millions de francs).

Quand au bénéfice net, du fait de la survenance d'un certain nombre de levées d'options, il atteint 18,26 millions de francs.

VALEURS DE FRANCE

Société d'investissement à capital fixe
Société anonyme au capital de 123 758 480 francs
siège par l'intermédiaire de la BRED
Siège social : 9, rue d'Artois 75008 Paris
RCS Paris B 329571079

L'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue le 8 juin 1988 a décidé la distribution à titre de dividende d'un montant de 8,37 F par action assorti d'un avoir fiscal de 1,86 F.

Ce dividende sera payable auprès de la BRED soit en numéraire à compter du 30 juin 1988, soit en actions, au seul choix de l'actionnaire, qui devra, s'il exerce cette option, en faire la demande au plus tard le 29 juillet 1988.

Au cas où cette option serait retenue, le prix de l'action qui sera remise en paiement du dividende a été fixé à 271,46 F, soit à 90 % de la moyenne des premiers cours cotés des vingt séances de Bourse ayant précédé le 8 juin 1988, déduction faite du montant du dividende net.

Les actions remises en paiement du dividende porteront jouissance du 1^{er} mars 1988.

THORN EMI

Thorn EMI annonce une surcote de son offre d'achat sur Holophone, ainsi que sur la participation minoritaire de 13 % dans sa filiale Europhone.

Cette nouvelle offre représente 1 725 FF par action Holophone et 690 FF par action Europhone, soit respectivement 41 % et 35 % de plus que son offre initiale qui était de 1 222 FF par action Holophone et 510 FF par action Europhone.

Thorn EMI se réserve le droit de ne pas donner suite à l'offre s'il n'obtient pas 50 % des actions.

Ces nouvelles conditions se situent 15 % au-dessus de celles du projet d'offre conditionnelle présentée par la société Emsa.

Contacts : Sharon Curley, Thorn EMI, office : 01-836 2444, home : 01-947 3491 ; Serge van Kampen, Fri Communication, office : 1 42 66 52 51.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 11 % 1977

Les intérêts courus du 20 juin 1987 au 19 juin 1988 seront payables à partir du 20 juin 1988, à raison de 99 F par titre de 1 000 F nominal (coupon numéro 11), après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 18,69 F, soit un net de 80,31 F.

Il est rappelé que les obligations portant :

- La lettre de la série « F » sont remboursables depuis le 20 juin 1978 ;
- La lettre de la série « D » sont remboursables depuis le 20 juin 1981 ;
- Les lettres des séries « A » et « C » sont remboursables depuis le 20 juin 1985.

SITUATION AU 31 MARS 1988

Au 31 mars 1988, la situation s'établit à 797.845 millions de francs contre 794.447 millions au 31 décembre 1987. Comparé à la situation au 31 mars 1987, le bilan progresse en un an de 8,1 %.

Cette évolution s'explique essentiellement par l'accroissement très marqué des opérations avec la clientèle : + 10,1 % en matière de ressources et + 14,3 % en matière d'emplois.

Ces progressions sont d'autant plus significatives qu'elles ont été obtenues malgré l'impact de la baisse du dollar qui se trouvait le 31 mars 1988 à 6,9 % au-dessous de son niveau du 31 mars 1987.

La dette à terme qui inclut les emprunts subordonnés ou participatifs a progressé de 22,2 %, soit plus de 9 milliards depuis un an. Au cours du 1^{er} trimestre 1988 les opportunités du marché ont permis d'augmenter à un rythme particulièrement soutenu : 5,6 milliards dont 3,3 milliards assortis d'une clause de subordination. Ces ressources sont destinées à accompagner le développement des opérations avec la clientèle tout en situant le CREDIT LYONNAIS favorablement au regard des ratios prudentiels les plus récents.

CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI



CRÉDIT LOCAL de FRANCE

GRUPPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSERVATIONS

A l'issue de son assemblée générale ordinaire tenue le 24 mai 1988, le Crédit Local de France communique les chiffres-clés de l'exercice 1987 :

TOTAL DU BILAN

153 milliards de francs (+ 28 % sur 1986).

MONTANT DES PRÊTS NOUVEAUX ACCORDÉS

33,6 milliards de francs (+ 20 % sur 1986).

ÉMISSIONS OBLIGATAIRES FRANÇAISES

25,7 milliards de francs (+ 23 % sur 1986).

ÉMISSIONS OBLIGATAIRES INTERNATIONALES

12 milliards de yen, 150 millions de dollars, (rating AAA accordé par les agences américaines).

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT

1 079 MF (+ 4 % sur 1986).

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/1987

8 milliards de francs.

— LE BANQUIER DES AMBITIONS LOCALES —

ALLIANCE DE L'ÉPARGNE ET DU MÉCÉNAT
DANS UN MÊME COMBAT CONTRE LA MALADIE
ET POUR LA RECHERCHE

Une première. Les bulletins de souscription au fonds commun de placement Pasteur-Curie « Épargne Solidaire 2 », géré par le Crédit coopératif, peuvent désormais paraître dans la presse. C'est la première fois que la Commission des opérations de Bourse autorise une telle promotion des FCP en France.

Une première. Ce fonds commun de placement est le premier à être mis en place au profit de la recherche biomédicale. Il vous permet de faire fructifier votre épargne tout en soutenant financièrement le développement de l'Institut Pasteur, mondialement reconnu comme le centre de recherche de pointe sur les maladies infectieuses, notamment le SIDA, et l'éclosion de l'Institut Curie, l'un des plus importants centres de recherche sur le cancer.

Vingt-cinq pour cent des revenus annuels de vos parts seront affectés en dons, à égalité, à ces deux organismes et seront à ce titre déductibles de vos impôts.

Le taux de rendement moyen du FCP Pasteur-Curie devrait se situer autour de 8 %.

Il s'agit d'un placement sûr puisque le portefeuille du fonds est constitué principalement d'obligations françaises émises ou garanties par l'État.

Une première. Autre fait unique de ce placement d'utilité sociale : l'union, pour la première fois, de deux organismes de cette nature dans une même campagne de collecte et leur première participation à la création d'un produit financier.

Pourquoi deux instituts aussi prestigieux ont-ils jugé utile de s'allier pour faire appel à votre générosité ?

Parce qu'il s'agit — on a tendance à l'oublier — de deux organismes privés et que l'apport de l'État doit être limité, se révèle insuffisant face aux besoins financiers croissants que génèrent des recherches médicales nécessaires de haut niveau.

En un siècle, l'Institut Pasteur peut tirer ses nombreuses victoires remportées dans la lutte contre les grandes maladies infectieuses qui ravagèrent les populations.

Récemment, avec le SIDA, il a montré qu'il était toujours aussi performant : découverte des deux premiers virus incriminés et mise au point rapide de tests de dépistage, recherches en cours d'un vaccin-prototype, contributions importantes à la connaissance du virus et de la maladie.

Mais il est également présent sur d'autres fronts, et ses succès ne peuvent provenir que de travaux de recherche diversifiés, pluridisciplinaires mais complémentaires.

L'Institut Pasteur doit assurer un budget annuel de 512 millions de francs, avec 15 % sous forme de dons.

L'Institut Curie est un « enfant de Pasteur », né au début du siècle. C'est aujourd'hui l'un des principaux centres de recherche, de prévention et de traitement du cancer.

La construction d'un nouvel hôpital ultra-moderne s'est avérée indispensable. Les travaux débutent en juin 1988 et seront achevés fin 1992.

Le coût de l'ensemble de l'opération est estimé à 360 millions de francs dont le financement devrait être réparti en trois masses : une participation de l'État de 40 %, des emprunts pour 35 %, les 25 % restants — 90 millions de francs — devant provenir des dons du public.

Soyez les premiers à vous associer à cette entreprise en faveur de la santé en réalisant un placement aussi sûr que généreux.



INSTITUT PASTEUR & INSTITUT CURIE

PLACEZ VOTRE ÉPARGNE EN AIDANT LA RECHERCHE MÉDICALE
RÈGLEMENT

FONDS COMMUN DE PLACEMENT

Réglement FICHE SIGNALÉTIQUE ÉPARGNE SOLIDAIRE 2

Gérant et gestionnaire : CAISSE CENTRALE DE CRÉDIT COOPÉRATIF, 33, rue des Trois-Frères, 92000 NANTERRE.

Dépôtataire : BANQUE FRANÇAISE DE CRÉDIT COOPÉRATIF, 30, rue des Trois-Frères, 92000 NANTERRE.

IDENTIFICATION DU FONDS

Caractéristiques essentielles du fonds : obligations françaises à moyen et long terme (et autres titres de créance). - Durée minimale de placement recommandée : supérieure à 2 ans. - Type et objectifs de gestion : à priorité sur les obligations françaises à taux fixe ou variable. Ce fonds est réservé aux souscripteurs, personnes physiques ou morales, qui acceptent de consacrer chaque année 25 % du coupon brut sous forme de dons à un des organismes (fondation ou association) signataires de la convention Épargne Solidaire 2.

ORIENTATION DES PLACEMENTS-SOUSCRIPTEURS CONCERNÉS

Épargne Solidaire 2 est principalement investie en obligations françaises à taux fixe ou variable. Ce fonds est réservé aux souscripteurs, personnes physiques ou morales, qui acceptent de consacrer chaque année 25 % du coupon brut sous forme de dons à un des organismes (fondation ou association) signataires de la convention Épargne Solidaire 2.

SOUSCRPTIONS ET RACHATS

Modalités des souscriptions et des rachats : Souscriptions ultérieures : minimum 1 010 F. Commission de souscription : 1 %. Toutefois, exonération en cas de rachat de tout ou partie du coupon et pour les opérations de rachat et de souscriptions ultérieures concernant ce fonds.

Commission de rachat : 0 %.

FRAIS DE GESTION

Montant minimal des frais de gestion : 2 % HT de l'actif net, déduction faite des parts de fonds communs ou des actions de SICAV en portefeuille. Ce taux est dégressif selon le barème suivant : 1,80 % si l'actif net est supérieur à 20 MF, 1,50 % si l'actif net est égal ou

supérieur à 50 MF, 1,30 % si l'actif net est égal ou supérieur à 150 MF. Ces frais seront directement imputés au compte de résultat du fonds.

LIEU DE PUBLICATION DE LA VALEUR LIQUIDATIVE, DES PROX D'ÉMISSION ET DE RACHAT :

BFCO, 33, rue des Trois-Frères, 92000 NANTERRE.

DÉFINITION ET DISTRIBUTION DES REVENUS :

La comptabilisation des coupons sera effectuée et traitée courante. La distribution sera annuelle.

FISCALITÉ :

Les entreprises membres du fonds commun sont soumises au régime des plus-values de cession des titres en portefeuille. - Les particuliers sont imposés sur les plus-values et le total des cessions des valeurs mobilières déduisant un montant déterminé en fonction de la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu.

Le fonds commun de placement Épargne Solidaire 2 choisit l'option, convenue par la Commission des opérations de Bourse, de diffuser des plaquettes trimestrielles à l'attention du public. Ces plaquettes seront disponibles auprès des agences BFCO.

Durée du fonds : 5 exercices. Date de création du fonds : 08-02-1987. - Valeur d'origine de la part : 1 000 F. Date de clôture de l'exercice : dernière valorisation du mois de novembre de chaque année.

Nom du commissaire aux comptes : M. Jean DELSOL, 47, rue de Valenciennes, 92000 NANTERRE.

Le document général sur les fonds communs de placement qui complète le présent règlement peut être obtenu par les souscripteurs et le public auprès des agences de la Banque française de crédit coopératif.

Réglement approuvé par décision de la Commission des opérations de Bourse en date du 30 juillet 1986 (document général) et du 30 mars 1988 (document particulier).

Si vous souhaitez connaître la valeur de la dernière cotation de la part (à titre indicatif) : tapez 3814 et le code COOPA sur minitel ou téléphonez au 47-24-08-44. Si vous souhaitez plus de précision : Délégation générale de Paris du Crédit coopératif, 38, avenue Hoche, 75008 PARIS. Tél. : 45-63-13-90.



Bulletin à remplir pour souscrire au FCP et à retourner au
CREDIT COOPÉRATIF, 38, avenue Hoche, 75008 Paris

accord COB n° 003948 pour publicité directe du 18-04-1988

COMMENT SOUSCRIRE ?

- Le fonctionnement de ce placement d'entraide est très simple.
- 1) Vous choisissez le montant de votre placement ÉPARGNE SOLIDAIRE 2 (qui doit être, lors du premier versement, égal ou supérieur à 5 050 F, correspondant à la notion d'épargne stable, selon le règlement du FCP). Ce montant est transformé en un certain nombre de « parts » du FCP ÉPARGNE SOLIDAIRE 2. Par la suite, vous pourrez souscrire (1 010 F) ou revendre une ou plusieurs parts en fonction de vos possibilités et de vos besoins du moment.
 - 2) Par chèque bancaire ou postal, vous envoyez la somme ainsi choisie au Crédit coopératif, qui enregistre votre souscription à ÉPARGNE SOLIDAIRE 2 chaque vendredi sur la base de la valeur calculée le jour même pour tout chèque parvenu avant le jeudi midi. Sinon, l'enregistrement aura lieu le vendredi suivant.
 - 3) Vous recevez du Crédit coopératif (dans le mois) un relevé nominatif de parts du FCP « ÉPARGNE SOLIDAIRE 2 ».
 - 4) Une fois l'an, à la clôture de l'exercice du fonds (fin novembre), le Crédit Coopératif verse, en votre nom, le quart des intérêts procurés par votre épargne, à titre de don, à l'organisme que vous avez choisi en souscrivant au FCP « ÉPARGNE SOLIDAIRE 2 ». Vous recevez de cet organisme, avec l'attestation du don, une lettre vous précisant :
 - ses projets d'action ;
 - les besoins de financement correspondants, cela afin de vous permettre d'ajouter, spontanément et librement, un supplément de don.

FAITES UNE BONNE ACTION.
REJOIGNEZ LE FCP « ÉPARGNE SOLIDAIRE 2 » PASTEUR-CURIE

ADHÉSION AU FONDS COMMUN DE PLACEMENT « ÉPARGNE SOLIDAIRE 2 »

Nom des organismes bénéficiaires du don
Instituts Pasteur et Curie.

Je souscris(e) _____

Nom _____

Prénom _____ Date de naissance _____

ou Dénomination de personne morale _____

N° SIRET _____

Adresse complète _____

Le montant du versement doit être au minimum de 5 050 F (soit 5 000 F + 1 % de commission de souscription) pour la première souscription, et 1 010 F par souscription suivante.

Par ☐ CCP (3 volets) ☐ chèque bancaire ou postal à l'ordre de BFCO FCP « ÉPARGNE SOLIDAIRE 2 »

En retour, je recevrai de la Banque française de crédit coopératif, seule dépositaire du fonds commun de placement « ÉPARGNE SOLIDAIRE 2 », un relevé nominatif de parts du FCP.

Je reconnais en outre avoir pris connaissance de la fiche signalétique et avoir été informé que je pourrai me procurer, auprès de la BFCO et des guichets des établissements habilités à recevoir les souscriptions et les rachats, le document général et le dernier rapport annuel de gestion.

J'accepte que mes nom, prénom et adresse complète soient communiqués aux organismes bénéficiaires du don dès ma première souscription.

☐ OUI ☐ NON

Cachet _____

(personnes morales) _____

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



PRETABAIL SICOMI Groupe Courcelles

Le Conseil d'administration de Prétabail-Sicom s'est réuni, le 7 juin, sous la présidence de M. J.-C. Gerton pour examiner le principe d'une fusion-absorption de Sicom, Sicom au capital de 200 millions de francs, par Prétabail ; il a donné tous pouvoirs à son président pour préparer le traité de fusion, qui serait soumis à l'approbation d'une assemblée générale extraordinaire convoquée à l'automne. Sous réserve d'une étude plus complète de la situation respective des deux sociétés, l'opération pourrait être réalisée sur une valorisation de Prétabail-Sicom de l'ordre de dix fois celle de Sicom.

Cette opération s'inscrit dans la perspective plus vaste d'un projet de rapprochement entre le groupe Arc-Union et les sociétés du groupe Courcelles, visant à regrouper sous une gestion unique un ensemble de sociétés, qui interviennent dans le domaine immobilier de la manière la plus large qui soit, avec des moyens humains et financiers importants, permettant d'offrir à la clientèle une gamme complète de services.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 10,60 % - 1979

Les intérêts courus du 21 juin 1987 au 20 juin 1988 seront payables à partir du 21 juin 1988 à raison de 190,80 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 9 après une retenue à la source de 15,47 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 36,02 F, soit un net de 154,78 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 83 652 à 113 463 sortis au tirage au sort du 19 avril 1988 cessent de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 10 au 21 juin 1989 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais auprès des intermédiaires financiers habituels.

Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 370 069 à 383 957, 393 571 à 407 459, 115 364 à 131 141, 141 023 à 29 911, 416 246 à 430 134, 131 001 à 54 075, 54 076 à 83 651, 351 753 à 370 068, 383 958 à 393 570, 407 460 à 416 245 et 430 135 à 431 394 sont respectivement remboursables depuis le 21 juin 1980, le 21 juin 1981, le 21 juin 1982, le 21 juin 1983, le 21 juin 1984, le 21 juin 1985, le 21 juin 1986 et le 21 juin 1987.



COMPAGNIE LEBON

Les actionnaires de la Compagnie Lebon se sont réunis le 1^{er} juin 1988 en assemblée générale ordinaire, sous la présidence de M. Roger Paluel-Marmont, pour statuer sur les comptes de l'exercice 1987.

Ces comptes présentent un résultat bénéficiaire de 75 115 185 F contre 51 698 942 F en 1986.

Un dividende de 34 F par action (plus avoir fiscal de 17 F) sera mis en paiement le 1^{er} juillet 1988.

Toutes les résolutions proposées à l'assemblée ont été adoptées. L'assemblée a renouvelé le mandat d'administrateur de M. Didier Pfeiffer et a ratifié la cooptation de MM. Jean-Pierre Le Cam et Paul Poit.

Dans son allocution, M. Roger Paluel-Marmont a indiqué :

« En juillet dernier, le Tribunal arbitral de Genève a rendu un jugement qui reconnaît le bien-fondé de la demande de Peter. Il vient maintenant de rendre sa sentence finale sur le montant des indemnités dues par Stofis à Peter.

Peter réclame à la date du 1^{er} juillet 1984 la somme de 53,9 MF suisses (environ 216 MF) auxquels devaient s'ajouter des intérêts de retard et éventuellement des dépens. Le jugement reconnaît la responsabilité de Peter et condamne Stofis à 16 750 000 dollars (environ 95 MF). La Compagnie Lebon, qui s'est portée caution en 1979 des engagements de Stofis, conjointement et solidairement avec d'autres sociétés, a pour sa part dans ses comptes au 31 décembre 1987 une provision totale de 38,5 MF.

Ainsi se termine une délicate affaire qui date de 1979 et que je ne suis efforcé de clarifier et de limiter, dès mon arrivée en 1982. Pour l'heure que soit la pénalité, elle met fin à une hypothèque qui était chaque jour plus pesante pour votre Société et qui a mobilisé depuis six ans une part importante de l'énergie de vos dirigeants. Compte tenu des précautions prises, elle n'a pas pour conséquence d'entraver les activités de la maison.

L'année 1987 s'est terminée par une nouvelle et sensible augmentation des résultats de votre société avec 75,1 MF de bénéfice net contre 51,7 MF l'année dernière, et il vous est proposé, pour la sixième année consécutive, une augmentation du dividende global, qui passera de 45 à 51 F par action. Le déclin de votre conseil est de poursuivre une augmentation régulière de votre dividende, nettement supérieure à la hausse des prix.

Trois participations nouvelles ont été prises en 1987 par la Compagnie Lebon : Etelco, Pétrofin SA et Marcosa Investissements, dont il vous a été parlé dans le rapport.

Les deux premières sont des participations industrielles dans des sociétés en cours de développement auxquelles nous entendons apporter tout l'appui nécessaire pour les consolider, accroître leurs bénéfices, et dont nous retirerons ultérieurement le prix de nos efforts.

Mais que négocions au cours du premier semestre 1987 dans un contexte très défavorable de celui d'aujourd'hui, les conditions d'acquisition de ces participations ont été raisonnables et les résultats sont conformes à nos espérances.

Marcosa Investissements répond à une motivation supplémentaire : pouvoir participer en commun, avec des partenaires hautement qualifiés, à des études de dossiers et bénéficier ainsi de leur expérience industrielle.

Avant l'automne 1987, nous avons arrêté une partie de notre portefeuille titres contre les participations dont je viens de vous parler.

Notre portefeuille de placements, qui représentait, en valeur boursière, 228 MF au 31 décembre 1987, a donné lieu à 11,3 MF de provisions passées ligne par ligne, alors que ce même portefeuille représentait à cette date 78,8 MF de plus-values latentes.

Depuis plusieurs années, votre conseil était attentif au déséquilibre des actifs de la Compagnie Lebon, par suite de la participation dans CDME, qui en représente à elle seule plus de 50 %.

Un investissement, quelle que soit sa qualité, ne doit pas constituer une telle proportion d'un holding financier dont la règle première doit être la diversification.

De plus, la Compagnie Lebon n'a ni la vocation ni les moyens d'exercer sur une filiale devenue aussi importante les contrôles suffisants que chacun est en droit d'attendre d'une maison mère majoritaire.

Par ailleurs, notre filiale CDME était engagée à juste titre dans un plan de développement en Europe et aux États-Unis qui nécessiterait sans doute, pour être exécuté avec la rapidité souhaitable et profiter des opportunités qui se présenteront à elle, des capitaux propres supplémentaires que la Compagnie Lebon, sa maison mère, risquait de ne plus pouvoir lui fournir.

Lorsque la CFAO, principale société spécialisée dans le commerce international, est devenue en décembre dernier actionnaire de la Compagnie Lebon et de CDME et a manifesté tout l'intérêt qu'elle portait à cette dernière, elle est apparue à votre conseil comme un partenaire souhaitable pour CDME. La CFAO est à même de l'aider à poursuivre activement sa croissance, de lui apporter l'environnement dont elle a besoin, tout en lui laissant une suffisante autonomie pour conserver le dynamisme de sa direction et de son personnel ainsi que sa culture.

Pour ces raisons, en février dernier, la Compagnie Lebon a cédé 38 % du capital de CDME à la CFAO dans des conditions très appréciables pour votre société.

Ce mouvement est dans le droit fil de la politique que, au nom de conseil, je vous ai exposée en 1982, lorsque, pour la première fois, j'ai eu l'honneur de présider cette assemblée. Je vous disais alors : « Le rôle de la Compagnie Lebon est d'être un holding vrai et vivant : d'attendre par ces termes une société animant plusieurs entreprises dont les risques économiques sont différents, dont les poids respectifs ne doivent pas être trop dissimilables, et dont aucune ne doit être d'une taille telle qu'elle risque d'entraîner la maison mère dans des difficultés insurmontables. »

Notre rôle est d'aider au développement des sociétés auxquelles nous participons pour les porter jusqu'à un niveau de prospérité et de taille où d'autres actionnaires pourront à leur tour les aider à franchir une étape nouvelle.

Au cours des derniers mois, nous avons donné à la Compagnie Lebon de nouvelles possibilités d'action, nous avons limité les conséquences financières de l'opération Stofis, nous avons à l'étude de nouvelles prises de participation qui sont à notre taille et répondent à nos objectifs. C'est donc avec une confiance accrue que la Compagnie Lebon peut aborder les années à venir.

Marchés financiers

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.S.P. SA	281	288	L.G.F.	125	120
Amis de l'Asie	420	503	MG	142	146
Asystel	284	284	St. Michel	333	300
B.A.C.	444	440	St. Michel	280	288
B. Boursier & Associés	385	380	La Générale de Paris	280	281 20
B.C.M.	384	380	La Générale de Paris	248	250 10
B.P.	445	455	Locatix	170	170
Bouss	335	335	Marin Immobilier	288	283
Brakey Technologies	748	761	Marin Immobilier	144	148
Brexit	825	1040	Métropole Immob.	380	388
Châlon de la Seine	1478	1475	Métropole Immob.	135	137
Colson	670	676	M.M.M.	510	589
Com. Fin.	543	580	M.M.M.	214	215
Conif	1235	1235	Novelle-Delmas	546	623
C.A.L.-de-P. (E.S.I.)	284	284	Novelle-Delmas	178	175
C.A.T.C.	129 80	130	Novelle-Delmas	310	310
C.D.M.E.	885	880	Novelle-Delmas (S. A. P.)	97 20	97 80
C.E.P. (E.S.I.)	288	288	Prévision Financière	400	408
C.E.S.E.P.	625	630	Reel	870	805
C.E.S.E.P.	140	140	Reel	1235	1235
C.E.S.I. (E.S.I.)	1351	1350	Reel	178	180
C.E.S.I. (E.S.I.)	780	740	Reel	382 70	387
C.E.S.I. (E.S.I.)	485	485	Reel	370	370
C.E.S.I. (E.S.I.)	305	310	Reel	420	420
Concept	286	284	Reel	1180	1180
Conseil	700	715	Reel	280	280
Couff	370	368 80	Reel	820	807
Dalco	140	143 80	Reel	280	280
Danlo	4088	4080	Reel	210 80	210
Davies	1130	1140	Reel	188 40	173
Davies	880	876	Reel	412	411
Davies-Jobé	1070	1070	Reel	330	330
Edison-Bell	148 40	147 10			
Edison-Bell	35	35 80			
Edison-Bell	582	580			
Edison-Bell	485	485 80			
Edison-Bell	830	830			
Edison-Bell	231	230			
Edison-Bell	230	228			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables
le 10 juin 1988

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		juin 88	sept. 88	juin 88	sept. 88
Accor	448	25	35	2,80	15
COE	248	48	58	—	3
EF-Agip	288	62	62	1	3
Lafarge-Capex	1 100	154	159	—	8,50
Michelin	160	44	45	—	2,10
MIM	1 538	185	225	62	—
Parifin	488	3,15	18	17,50	—
Pompo	528	288	285	6,80	18,50
Saint-Gobain	448	46	47	0,50	6,50
Thomson-CSF	168	46	37	—	5

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 10 juin 1988
Nombre de contrats : 34 855

COURS	ÉCHÉANCES		
	juin 88	sept. 88	déc. 88
Dernier	104,10	102,55	101,70
Précédent	104	102,40	101,55

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	sept. 88	sept. 88
102	1,44	1,65
	0,98	2,06

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,83 F ↑	PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)
	9 juin 10 juin
	Valeurs françaises : 124
	Valeurs étrangères : 112,5
	C° des agents de change (base 100 : 31 déc. 1987)
	Indice général : 351,1 358,4
	NEW-YORK (Indice Dow Jones)
	9 juin 10 juin
	Industrielles : 2483,35 2164,71
	LONDRES (Indice Financial Times)
	9 juin 10 juin
	Industrielles : 1463,7 1468,2
	Mines d'or : 223,50 223,60
	Fonds d'Etat : 89,88 89,89
	TOKYO
	10 juin 15 juin
	Nikkei Dow Jones : 27 538,36 26 457,50
	Indice général : 2 100,52

UNE NOUVELLE COLLECTION DE GUIDES

échappées belles
en France

LE GUIDE NOIR
LE GUIDE ROUGE
LE GUIDE BLEU
LE GUIDE VERT
LE GUIDE JAUNE
LE GUIDE ORANGE
LE GUIDE VIOLET
LE GUIDE ROSE
LE GUIDE BRUN
LE GUIDE GRIS
LE GUIDE BLANC

En librairie
128 pages illustrées, 65 F.

autrement
éditions

LONDRES

Où est passé le trésor
de « Mister Clowes » ?

La chasse est ouverte dans la City pour tenter de localiser les 185 millions de livres (1,9 milliard de francs) déposés par quelque dix-huit mille investisseurs privés britanniques dans la société de M. Peter Clowes, propriétaire de Barlow Clowes International. Une enquête a été ouverte à la suite de plaintes de nombreux petits porteurs.

Selon la presse britannique, les enquêteurs se sont penchés sur la filiale de M. Clowes à Gibraltar et cherchent à savoir si un yacht luxueux, le *Beauclerc*, dont se sert la famille Clowes, n'a pas été acheté par des sociétés agissant pour le compte de la firme d'investissement britannique. Le yacht, d'une valeur de 2,5 millions de dollars, appartenait à Tina Onassis et s'appelait alors l'*Amelia*.

Une enquête a été également ouverte sur les autres avoirs de M. Clowes, notamment un *Leas*, dont il se servait fréquemment pour ses voyages.

M. Clowes est propriétaire d'une vingtaine de sociétés opérant dans différents secteurs, comme la joaillerie, l'immobilier et l'immobilier. Les syndicats désignés par les autorités financières britanniques vont également fouiller les comptes en banque de M. Clowes à Londres, à Gibraltar et à Genève notamment.

L'enquête menée par des fonctionnaires du département de l'Industrie et du Commerce (DTI) avait débuté en novembre dernier, à la suite de plaintes de petits porteurs auxquels la société d'investissement avait promis des gains importants sur l'achat de fonds d'Etat. Le Security Investment Board (SIB), chargé du contrôle des opérations financières en Grande-Bretagne, a pris le relais pour évaluer l'ampleur du préjudice. — (AFP.)

SUISSE

La place financière
pourrait perdre son attrait

La place financière suisse risque de perdre de son attractivité, a estimé l'Association des banques étrangères en Suisse. Cette association (A.B.E.S.) est déçue de la situation de la place financière suisse, car elle ne répond plus aux conditions minimales exigées en Suisse que dans d'autres pays, en l'occurrence des obstacles fiscaux, ainsi qu'une force d'innovation et une flexibilité insuffisantes.

L'association regroupe deux cent huit instituts bancaires et sociétés financières ayant réalisé, en 1987, un bilan global de 99 milliards de francs suisses (406 milliards de francs), soit 4,7 % de plus que l'année précédente. Malgré le krach boursier d'octobre dernier et l'affaiblissement du dollar, ce résultat représente un record, a précisé M. Jean-Pierre Cuoni, président de l'association et directeur de la Citibank, à Zurich. Les responsables de l'association ont cependant constaté que la place financière suisse, à court, ces dernières années, une croissance inférieure à celle de ses concurrents et qu'elle a perdu des parts de marché. — (AFP.)

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

2 juin 1988

Total actif : 703 418

dont :

Or : 223 347

Disponibilités à vue à l'étranger : 96 458

ECU : 55 253

Autres au Fonds de stabilisation des changes : 17 718

Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire : 74 920

Concours au Trésor public : 48 840

Titres d'Etat (bons et obligations) : 20 677

Autres titres des marchés monétaire et obligataire : 360

Effets privés : 115 508

Effets en cours de recouvrement : 27 850

Total passif : 703 418

dont :

Billets en circulation : 221 714

Comptes courants des établissements assés à la constitution de réserves : 67 808

Comptes courants du Trésor public : 19 322

Reprises de liquidités : 27 436

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux : 8 180

ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire : 72 058

Reserve de réévaluation des avoirs publics en or : 259 363

TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres : 7,28 %
- Taux des placements à sept jours : 7,50 %
- Taux d'escompte : 8,80 %
- Taux des avances sur titres : 10,50 %

SUÈDE

Fusion de deux sociétés
de travaux publics

Les sociétés suédoises ABV et JOC (spécialisées dans la construction, l'équipement, les travaux publics et l'immobilier) ont décidé de fusionner pour créer un nouveau groupe baptisé Nordie Construction Company (NCC), destiné à devenir le deuxième dans le pays.

NCC, dont l'entrée en activité est prévue au 1^{er} janvier 1988, regroupera quelque vingt mille employés et réalisera un chiffre d'affaires annuel attendu d'environ 16 milliards de couronnes. NCC possède également un parc immobilier estimé à quelque 6,5 milliards de couronnes. NCC sera désormais un concurrent direct pour le géant suédois du bâtiment et des travaux publics, Skanska (travaux militaires).

« L'Arabe accueille le monde », a déclaré M. Le Trésor suédois à la presse le 11 juin, pour la première fois depuis vingt-cinq ans, un grand emprunt auprès des banques sur les marchés financiers du royaume, afin de financer un déficit budgétaire persistant en raison de la chute des revenus pétroliers. Les autorités monétaires ont émis pour 1,5 milliard de ryaal (400 millions de dollars) de bons du Trésor. L'Arabe a été bien accueillie dans le milieu financier. — (AFP.)

FAITS ET RÉSULTATS

• Boats : le bénéfice augmente de 10 %. — Boats, la principale chaîne de pharmacies et laboratoires de production pharmaceutique, en Grande-Bretagne, annonce une hausse de 10 % de son bénéfice avant impôts pour l'exercice clos le 31 mars dernier (272,2 millions de livres, contre 242,8 millions pour l'exercice précédent). Ce résultat est nettement supérieur aux prévisions des analystes (235 et 238 millions). Le chiffre d'affaires a diminué de 4,5 %, à 2,25 milliards de livres contre 2,35 milliards. Le dividende final a été fixé à 5,7 pence, faisant un total pour l'année de 8,9 pence contre 8 pence, et le bénéfice par action a progressé à 20,4 pence contre 19,5 précédemment. La direction a précisé que la compagnie doit faire face à une compétitivité accrue dans plusieurs domaines, mais qu'elle reste optimiste quant à une amélioration de ses résultats. — (AFP.)

• Nord-Est : opération pour 1988. — Le groupe Nord-Est, qui met désormais l'accent sur la composante industrielle de son activité, table pour 1988 sur une hausse de ses bénéfices de 20 %. Après une progression de 26 % de son bénéfice net (part du groupe) en 1987 à 142,2 millions de francs (pour un chiffre d'affaires de 4,77 milliards de francs), Nord-Est (société de portefeuille), dont Paribas détiend 39 %, souhaite « reconstruire ses forces sur trois piliers : le chauffage, l'emballage et la mécanique », a déclaré son PDG, M. Rambaud. « Notre ambition est d'atteindre, dans chacun de ces secteurs, la dimension européenne », a-t-il souligné. Pour 1988, l'investissement du groupe atteindra 180 millions de francs, tandis que la part du secteur industriel dans les résultats représentera 80 % en 1988 contre 75 % en 1987 et 16 % en 1983. Le groupe dispose d'une trésorerie de 430 millions de francs et d'un portefeuille obligataire de 273 millions. A l'horizon 1990, Nord-Est, « qui étudie

des prises de participations ou des acquisitions d'entreprises », espère dégager un bénéfice net représentant 3 % du chiffre d'affaires, selon son PDG. Pour 1990, Nord-Est table sur un chiffre d'affaires de 5,5 milliards de francs pour un bénéfice net de 250 millions de francs et pour 1992 respectivement 6,5 milliards et 300 millions.

• Ferment : retour aux bénéfices. — Le fabricant suédois de produits pharmaceutiques Ferment, spécialisé principalement dans la production de pénicilline de base, a enregistré pour les quatre premiers mois de cette année un bénéfice avant impôts de 59 millions de couronnes suédoises (soit 59 millions de francs) contre un déficit de 83 millions de couronnes pour la même période en 1987. Le directeur de la société se félicite de la reprise de la production de pénicilline de base, a enregistré pour les quatre premiers mois de cette année un bénéfice avant impôts de 59 millions de couronnes suédoises (soit 59 millions de francs) contre un déficit de 83 millions de couronnes pour la même période en 1987. Le directeur de la société se félicite de la reprise de la production de pénicilline de base, a enregistré pour les quatre premiers mois de cette année un bénéfice avant impôts de 59 millions de couronnes suédoises (soit 59 millions de francs) contre un déficit de 83 millions de couronnes pour la même période en 1987. Le directeur de la société se félicite de la reprise de la production de pénicilline de base, a enregistré pour les quatre premiers mois de cette année un bénéfice avant impôts de 59 millions de couronnes suédoises (soit 59 millions de francs) contre un déficit de 83 millions de couronnes pour la même période en 1987. Le directeur de la société se félicite de la reprise de la production de pénicilline de base, a enregistré pour les quatre premiers mois de cette année un bénéfice avant impôts de

BOURSE DU 10 JUIN

[illegible]

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

Le différend entre la BIP et Deltabanque

Le salarié et la propriété du logiciel

A B C D E G